



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère du Développement à la Base,
de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

TRAVAIL – LIBERTÉ – PATRIE

**AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE
(ANADEB)**

PROJET DES FILETS SOCIAUX ET DES SERVICES DE BASE

**CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)
FINANCEMENT ADDITIONNEL**

Rapport Final

Mai 2021

Financement : Banque mondiale

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	II
CHAPITRE 1. GENERALITES	1
1.1. CONTEXTE DU PROJET DE FILETS SOCIAUX ET DE SERVICES DE BASE	1
1.2. OBJECTIF DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)	3
1.3. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	4
1.4. RESULTATS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE	5
1.5. ACTEURS	6
1.6. SUJETS DISCUTES.....	7
1.7. MECANISMES DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES ET DE DIVULGATION DE L'INFORMATION A LA PHASE DE MISE EN ŒUVRE DU CGES ET DE L'ELABORATION DES EIES ET PAR	7
2. PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET	9
2.1. BUT DU PROJET DES FILETS SOCIAUX ET SERVICES DE BASE	9
2.2. OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DU PROJET DES FILETS SOCIAUX ET SERVICES DE BASE	9
2.3. COMPOSANTES DU PROJET	9
2.4. DUREE ET COUT DU PROJET	10
LE COUT DU FINANCEMENT ADDITIONNEL AU PROJET EST DE VINGT MILLIONS DE DOLLARS EU (20 MILLIONS DE \$ EU.)	11
2.5. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROJET DE FILETS SOCIAUX ET DE SERVICES DE BASE	11
3. REVUE DES CADRES POLITIQUE, LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE NORMATIF ET INSTITUTIONNEL EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT AU TOGO	12
3.1. CADRE POLITIQUE	12
3.1.2. CADRE POLITIQUE NATIONALE.....	14
3.2. CADRE JURIDIQUE	26
3.3. QUELQUES NORMES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE APPLICABLE AU PROJET	44
3.4. CADRE INSTITUTIONNEL DE GESTION ENVIRONNEMENTALE.....	45
4. REVUE DES DIX (10) POLITIQUES DE SAUVEGARDE DE LA BANQUE MONDIALE	53
4.1. ANALYSE DES POLITIQUES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE	53
4.2. CONCLUSION	56
5. ENVIRONNEMENT BIOPHYSIQUE ET SOCIOECONOMIQUE DES CINQ REGIONS DU PAYS	57
5.1. REGION MARITIME	57
5.2. REGION DES PLATEAUX.....	59
5.3. REGION CENTRALE.....	60
5.4. REGION DE LA KARA.....	61
5.5. REGION DES SAVANES	62
5.6. SYNTHESE DE L'ETAT ACTUEL DU MILIEU RECEPTEUR	63
5.7. ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET	63
6. ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS DU PROJET.....	65
6.1. IDENTIFICATION DES IMPACTS POTENTIELS DES MICROPROJETS SUR L'ENVIRONNEMENT	65
6.2. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES) DU PROJET	95
7. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES.....	146
7.1. MECANISME PROPOSE.....	146
7.4. SUIVI-EVALUATION DU MGP.....	153
7.5. CAS PARTICULIER DES RISQUES POTENTIELS LIES AUX VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG) 153	
8. PROTOCOLES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19	163
8.1. CONTEXTE	163
8.4. SOUS-COMPOSANTE FORMATION EN DEVELOPPEMENT D'AFFAIRES (FoDA) ET COACHING	167
9. SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES	174

9.1. INDICATEURS DE SUIVI.....	174
9.2. INSTITUTIONS RESPONSABLES POUR LE SUIVI DE L'APPLICATION DES MESURES D'ATTENUATIONS....	184
9.3. INSTITUTIONS RESPONSABLES POUR LE SUIVI DE L'APPLICATION DES MESURES D'ATTENUATION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS ET DE PREVENTION ET GESTION DES RISQUES PAR RAPPORT AUX ACTIVITES DU FONDS ADDITIONNEL.....	184
9.4. RESPONSABILITES DE LA MISE EN ŒUVRE.....	184
9.5. RESPONSABILITES DE LA MISE EN ŒUVRE	186
10. CAPACITES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET	189
10.5. CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES	202
10.6. COUTS DES MESURES ENVIRONNEMENTALES	202
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	209

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Typologie des acteurs consultés au cours des consultations du public au niveau régional.....	6
Tableau 2 : Identification et caractérisation des impacts et des risques liés à construction et à l'exploitation des ouvrages à réaliser dans le cadre du projet dans les cinq (5) régions du pays.....	65
Tableau 3 : Identification et caractérisation des impacts potentiels liés à la réalisation des activités du projet dans les cinq (5) régions du pays.....	67
Tableau 4 : Identification et caractérisation des risques liés à la réalisation des activités du projet dans les cinq (5) régions du pays	68
Tableau 5: Procédures pour les sous-projets nécessitant une EIES	97
Tableau 6: Récapitulatif des étapes de la sélection et responsabilités	102
Tableau 7 : Récapitulatif du processus d'intégration des mesures de gestion environnementale et sociale dans le processus de mise en œuvre des AGR et regroupements d'AGR	103
Tableau 8: Mesures d'atténuation générales pour l'exécution de tous les sous-projets.....	107
Tableau 9 : Impacts négatifs liés au FoDA et coaching	114
Tableau 10 : Impacts négatifs et risques liés aux TM en milieu rural et urbain	114
Tableau 11 : impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'agriculture	115
Tableau 12 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'élevage ...	117
Tableau 13 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de la transformation	117
Tableau 14 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel	118
Tableau 15 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar.....	118
Tableau 16 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat..	119
Tableau 17 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR semi-artisanaux	119
Tableau 18 : Risques transversaux	119
Tableau 19 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux formations en développement d'affaires.....	120
Tableau 20 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés au transfert monétaire en milieu rural et urbain	121
Tableau 21 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'agriculture	125
Tableau 22 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'élevage	133
Tableau 23 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de la transformation	136
Tableau 24 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel.....	139
Tableau 25 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar	140
Tableau 26 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat.....	141
Tableau 27 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR semi-artisanaux.....	142
Tableau 28 : Risques transversaux	144

Tableau 29 : Catégorisation et traitement des plaintes par le comité/Secrétaire....	151
Tableau 30 : Identification des risques potentiels liés aux VBG dans le cadre de la mise en œuvre des TM, de FoDA du Coaching et des AGR	154
Tableau 31 : Plan de mitigation des risques potentiels liés à la mise en œuvre des TM, aux renforcements de capacités (FoDA) au Coaching et AGR	155
Tableau 32: coût de la mise en oeuvre du mécanisme de gestion des plaintes	161
Tableau 33 : Mesures de sauvegarde à prendre	163
Tableau 34 : Plan d'action de mise en œuvre des mesures de sauvegarde.....	165
Tableau 35 : Mesures de sauvegarde à prendre	167
Tableau 36 : Plan d'action de la mise en œuvre des mesures à prendre.....	169
Tableau 37: Indicateurs de suivi des mesures du CGES	182
Tableau 38 : Indicateurs de suivi des mesures du CGES par rapport aux activités du fonds additionnel.....	182
Tableau 39: Principaux responsables de mise en œuvre des mesures.....	185
Tableau 40 : Principaux responsables de mise en œuvre des mesures.....	186
Tableau 41: Autres institutions à impliquer dans la mise en œuvre du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base.....	187
Tableau 42 : Institutions liées aux différentes catégories d'activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base-Financement additionnel.....	187
Tableau 43 : Calendrier de mise en œuvre de suivi des mesures environnementales et sociales.....	202
Tableau 44 : Calendrier de mise en œuvre des mesures.....	202
Tableau 45 : Coûts des mesures techniques (sans le volet HIMO)	202
Tableau 46 : Coûts des mesures de Formation et de Sensibilisation.....	203
Tableau 47 : Calendrier de mise en œuvre des mesures.....	204
Tableau 48 : Coûts des mesures techniques.....	205
Tableau 49 : Coûts des mesures de Formation et de Sensibilisation.....	205

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Zones éco floristiques du Togo et principaux cours d'eau	58
Figure 2: Diagramme de flux du screening des micro-projets.....	106

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1: Formulaire de sélection environnementale et sociale	210
ANNEXE 2: Liste de contrôle environnemental et social	218
ANNEXE 3: Propositions d'essences locales à planter dans le cadre du reboisement compensatoire.....	219
ANNEXE 4: Identification des risques.....	221
ANNEXE 5: Lignes directrices environnementales, sanitaires et sécuritaires de mise en œuvre des aménagements et des infrastructures	224
ANNEXE 6: Organigramme du projet Filets Sociaux et Services de base	241
ANNEXE 7: Procès-verbaux des consultations publiques dans les cinq (5)	242
ANNEXE 8: Synthèse du plan stratégique des déchets médicaux (2016-2020) et modèle de de Plan de lutte contre les infections et de gestion des déchets (PLIGD)	269
ANNEXE 9: Termes de Référence (TdR) de l'étude	274
ANNEXE 10: Formulaire de revue environnementale et sociale (screening).....	281
ANNEXE 11: Termes de références pour une EIES simplifiée.....	286
ANNEXE 12: Fiches d'enregistrement et de réponse de plainte	288

ANNEXE 13: Synthèse des résultats de consultation du public	290
ANNEXE 14: Procès-verbaux (PV) et listes de présence aux consultations du public	306
ANNEXE 15: Termes de référence du CGES	341

ABREVIATION

AES	Audit Environnemental et Social
AGAIB	Agences d'Appui aux Initiatives de Base
AGR	Activités Génératrices de Revenu
ANADEB	Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base
ANGE	Agence Nationale de Gestion de l'Environnement
BM	Banque Mondiale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CCC	Communication pour un Changement de Comportement
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CNDD	Commission Nationale du Développement Durable
COP	Comité d'Orientation du Programme
COVID-19	Corona virus de l'année 2019
CPRP	Cadre de Politique de Réinstallation des Populations
CVD	Comités Villageois de Développement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DBM	Déchets biomédicaux
DE	Direction de l'Environnement
DISRP	Document intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DRERF	Directions Régionales de l'Environnement et des Ressources Forestières
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
IDA	Association Internationale de Développement
IEC	Information Education et Communication
E&S	Environnemental et Social
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
IPH	Indice de Pauvreté Humaine
ISN	Note de Stratégie Intérimaire
IST	Infection sexuellement transmissibles
MCDAT	Ministère de la Coopération, du Développement et de l'Aménagement du Territoire
MDBJEJ	Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MERF	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
MST	Maladie sexuellement transmissible
OCB	Organisation Communautaire de base
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Operational Policy
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PB	Procédures de la Banque
PCB	Polychlorobiphényles
PDC	Projet de Développement Communautaire

PDCplus	Projet de Développement Communautaire, 2ème phase
PDDAA	Programme Détaillé pour le Développement de l’Agriculture en Afrique
PFE	Point Focal Environnement
PGE	Plan de gestion environnemental
PGES	Plan de gestion environnemental et social
PNAE	Plan National d’Action Environnemental
PND	Plan National de Développement
PO	Politique Opérationnelle
POPs	Polluants organiques persistants
PURP	Programme d’Urgence de Réduction de la Pauvreté
RAS	Rien à signaler
SIDA	Syndrome d’Immuno Déficience Acquise
SSES	Spécialistes en Sauvegardes Environnementale et Sociale
TdR	Termes de référence
UCP	Unité de Coordination du Projet
VBG	Violences Basées sur le Genre (VBG)
EAS/HS	Exploitation et Abus Sexuels/Harcèlement Sexuels
VIH	Virus d’Immuno déficience Humaine

SUMMARY OF THE ESMF

Introduction

The Togolese Government initiated and implemented with the support of the World Bank, the Community Development and Social Safety Net Project (PDCplus) as one of the instruments for the realization of its development strategy (*Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi* (SCAPE)). PDCplus, which closed on July 31, 2017, funded social development infrastructure micro-projects. As a continuation of this financing, the Government launched in 2016 the preparation of two new projects, with the support of the World Bank: the Employment Opportunities for Vulnerable Youth Project and the Social Safety Net and Basic Services Project. The latter aims to provide poor communities and households with greater access to basic socio-economic infrastructure and social safety nets.

The Technical Secretariat (ST) which implemented the PDC and the PDCplus gave way to the *Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base* (ANADEB). The latter henceforth assumes, with the support of its Regional Co-ordinations, the role previously played by the TS and the *Agences d'Appui aux Initiatives de Base* (AGAIB), which are in fact autonomous NGOs.

Indeed, following the successful implementation of the IDA-funded PDC and PDCplus, the *Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes* (MDBAJEJ) has developed a significant expertise in the implementation of projects financed by the World Bank. The Ministry retains responsibility for the Social Safety Nets and Basic Services Project, but it is no longer implemented through a management unit specifically responsible for its day-to-day management. In order to ensure the sustainability of national capacities, the Ministry set up ANADEB. Operational since 2013, ANADEB has developed some experience in the management of small community infrastructure projects similar to those of the PDC and PDCplus and is responsible on behalf of the MDBAJEJ for the daily implementation of the project. Thus, at the central level, ANADEB has a national coordination unit (NCU) for the project and at the regional level, it will set up regional coordination (RC).

The Social Safety Nets and Basic Services Project broadly incorporates the main components and sub-components of the PDCplus, but makes them more impactful by distributing them according to whether they ultimately aim to increase the resilience of populations or increase their productivity. The environmental and social management framework documents used in the context of the implementation of the PDCplus deserve to be updated with the new project, in order to take into account, on the one hand, the activities specific to this project, and on the other hand, the experience with the environmental and social management framework of the PDCplus. In addition, with this new project, the Togolese Government and the World Bank have agreed to strengthen the use of the grassroots management training (FGB) approach, which is a participatory approach to capacity building and empowerment of communities benefiting from the sub-projects in order to make them capable of leading and managing the cycles of these sub-projects. This dimension of the Social Nets and

Basic Services Project is an important aspect to be taken into account in updating the project's environmental and social safeguard documents.

Under the Infrastructure Component, it is estimated that the majority of the financing of the sub-projects will go to the construction and rehabilitation of physical infrastructure and other tangible assets such as schools, markets, small water supply infrastructure, roads and health centers. These interventions could have small-scale, site-specific environmental impacts, but these remain manageable. The Social Safety Nets Component – i.e. cash transfers and school canteens - should not have any significant negative environmental and social impact.

An additional Financing to the Safety Nets and Basic Services project, is being prepared and, while not providing additional funds to the infrastructure activities of the parent project, includes the expansion of cash transfers, the preparation of a national social protection program, and economic inclusion activities such as entrepreneurship training, mentoring and awarding small business grants to support income generating activities (IGA), etc.

In order to mitigate the potential impacts, an Environmental and Social Management Framework (ESMF) adapted from the experience gained from the implementation of similar activities by the PDCplus was developed and disseminated. Its tools have been widely disclosed and have been the subject of training for officials, ANADEB and its RC, project implementation partners, CVDs and other stakeholders. It is in this perspective that fits the present mission which consists of updating the ESMF of the PDCplus in order to integrate this new situation in the perspective of the sustainable development of the country. The development of this important document, which is the framework for environmental and social management, is in line with the provisions of Togo's framework law on the environment, social and its implementing texts as well as the operational policies of the World Bank, in particular OP 4.01. relating to Environmental Assessment. In the framework of the Additional Financing to this project, it was advised to update the approved ESMF of the parent project to consider new activities and their potential impacts and risks.

Objective of the ESMF

The objective of the ESMF of the AF to the Safety Nets and Basic Services Project is to establish an environmental and social selection process that will allow the structures responsible for the implementation of the project to be able to identify, assess and mitigate the potential environmental and social impacts of the activities of the Safety Nets and Basic Services Project as well as those of the AF at the planning stage. The ESMF environmental and social review procedure will be integrated into the general procedure for approval and financing of activities. The implementation of the ESMF will take into account the safeguard policies of the World Bank and will be in accordance with the environmental laws of the Republic of Togo for each activity. The ESMF also determines the institutional arrangements to be followed during program implementation, including those relating to capacity building.

Potential negative environmental and social impacts

The negative environmental impacts of the project could come mainly from the construction and rehabilitation of infrastructure (tracks, schools, health centers, latrines, water points, markets, etc.) but also income-generating activities (agriculture) and environmental protection, in terms of: disruption of the living environment, generation of solid and liquid waste; job insecurity; occupation of private land; and use of pesticides, etc.). In addition, the potential exploitation of quarries for construction materials could also constitute sources of negative impacts on the natural environment, which will require restoration actions after use.

In the preparation phase, the expected impacts are inherent in the felling of trees to clear new construction sites and in the generation and mismanagement of construction waste. In total, the direct and indirect effects are: various forms of pollution (uncontrolled discharge of solid and liquid waste emitted from construction sites; traffic disruption, noise emission, dust emission, accident risks); probable reduction in vegetation cover to free up areas of influence or with the opening and exploitation of material quarries; adverse effects may lie in the use of pesticides for agricultural activities, as well as poor management of biomedical waste in health centers; etc.

New constructions or extending infrastructure could possibly involve the acquisition of land that may already be used for other activities by the populations (housing, agricultural production, grazing, etc.), which can lead to the displacement of populations or business losses.

Negative environmental and social impacts and risks of the additional financing can come mainly from Income Generating Activities (IGA) including agricultural production of, among others, cereals (corn, sorghum, millet, etc.), legumes (beans, soybeans, voandzou, etc.), tubers (yam, cassava, ginger, taro, etc.); in the field of breeding, it could be the breeding of poultry, sheep, goats, pigs, sheep fattening and fattening of poultry, beekeeping, fish farming; processing activities including the preparation of sodabi (local alcohol), the preparation of tchakpa and tchoucoutou (local beer), fruit juice, and donuts (beans, corn, etc.), etc. ; commercial activities such as the trade in condiments, loincloths, fruits, colas, purchase-storage-sale of cereals, purchase and sale of poultry, etc. ; the sale of several items in a specific location (shops, kiosks, etc.); crafts (sewing, hairdressing, carpentry, leather goods, basket, etc.) and others (condiment, tuber and cereal mill, computer center, cafeteria, etc.).

For agricultural activities, the impacts and risks expected during the preparation phase of agricultural plots (clearing and plowing) are: Loss of vegetation and habitats of small wildlife, congestion and unhealthy soil, air pollution, etc. The risks inherent in this phase are: the risk of snake bites and stings by scorpions, bees, wasps, etc., the risk of land conflicts, the risk of harm to health and safety, etc. During the operation phase (sowing, use of other inputs, crop development and harvesting), impacts such as soil and water pollution with the use of pesticides and mineral fertilizers will be observed. There could be the risk of developing diseases (malaria, bilharzia, filariasis, etc.) related to water with the practice of irrigated crops, the risk of harm to the health and safety of workers, risk of poisoning by pesticides,

risk of damage to habits and customs, risk of destruction of crops by stray animals and transhumant cattle, etc.

At the end of farming, there could be loss of jobs and income, loss of agricultural production, unsanitary soil.

For livestock activities, the likely impacts and risks are: odor and noise nuisance, air pollution and; the risk of conflicts within the community, the risk of destruction of crops, the risk of attacking animals by plagues, bird epizootics and other diseases, the risk of damage to the cultural and archaeological heritage, the probability of which will not occur is not null because of the excavations within the framework of the construction of housing for animals, etc.

For processing activities leading to local beers, juice, alcohol from distillation ("sodabi", for example: gari, tapioca, red oil, palm kernel oil, soap, etc.) the expected impacts and risks are: Loss of a vegetation and habitats of small wildlife, air pollution, nuisance linked to heat and smoke from fires, risk of food poisoning, risk of fire (sodabi), risk of child labor, risk of contamination from COVID-19, etc.

For small trade in condiments, cereals, loincloths etc. the expected impacts and risks are: the risk of intoxication (conservation of cereals), conflicts between sellers and customers due to non-repayment of debts, air pollution, etc.

For the sale of items in a specific location (shops, kiosks), noise and odor nuisance and air pollution are expected.

For handicraft activities including carpentry, hairdressing, leather goods, pottery, sculpture, etc., it is expected in terms of potential negative impacts: loss of vegetation and wildlife habitats, degradation of wildlife and mining resources, air pollution, noise and odor nuisance, etc. The probable risks are: the risk of snakebites and / or insect bites (during the search for raw material in the bush), the risk of conflicts related to non-compliance with the transfer clauses of the rooms for training sessions, the risk of harm to health and safety, etc.

For other types of activities such as the use of mills for cereals, tubers, condiments, etc.; it is expected: noise pollution (grain and tuber mill), odor and noise nuisance for condiment mills, the risk of fire for all of these mills using fuel, the risk of conflicts with neighbors for all these activities

For business development training and mentoring activities, the expected risks are: the risk of harm to human health and safety, the risk of conflicts, the risk of gender-based violence (GBV), especially Sexual exploitation and abuse and harassment. Air pollution might be another negative impact that will be generated, however not significant.

Regarding cash transfers, the risk of theft, the risk of harm to the health and safety of beneficiaries, risk of SEA-SH and domestic violence or intimate partner violence, and the risk of COVID-19 contamination will be paramount. Air pollution is going to be another potential negative impact that will be generated, however small it will be.

Cross-cutting expected risks are common to all these activities.

There are cross-cutting risks for all of these activities / sub-components (business development training and coaching, cash transfers, income-generating activities).

These may lead to the risk of COVID-19 contamination, the risk of workplace accidents and the risk of theft.

The potential negative impacts and risks are generally low to moderate.

To mitigate these negative impacts, the selection process proposed in this ESMF will be carried out so that the biophysical characteristics of the areas where the project activities will be implemented are taken into account, and that consequently mitigation measures and compensation for negative impacts and prevention and risk management measures are implemented. The human environment will also be taken into account in order to avoid and / or greatly limit the negative impacts and risks associated with the implementation of this project. In addition, this report includes a chapter on measures against the corona virus pandemic (COVID-19).

Among other generic measures indicated, it was proposed to: carry out compensatory reforestation, preserve the maximum possible number of trees in agricultural plots, respect all measures against COVID-19, respect the conditions of use of premises for training, including the time limits, have all learners, facilitators and investigators sign a code of good conduct, provide interviewers with suitable personal protection equipment and accompany them with guides appointed by the administrative and traditional authorities during surveys, collect all packaging and cans for ecological treatment, seek the support of sectoral technical services at the regional level in supporting activities, sensitize all project stakeholders to avoid the risks associated with gender-based violence (GBV), isolate animal enclosures from houses to reduce odors and noise, educate all stakeholders on the risks accidents at work, etc.

National legislation on ESIA

With regard more specifically to impact studies, the Ministry of the Environment and Forest Resources will first rely on the decree regulating environmental impact studies (EIS) which specifies the circumstances and conditions under which it is mandatory to prepare an EIS. In terms of environmental assessment, national legislation does not provide for a detailed categorization process for projects and sub-projects to be subject to an EIS. The annex to the decree regulating EISs simply indicates a nomenclature of sector of activities.

At the national level, emphasis has been placed on national legislation on Environmental Assessments. With regard more specifically to environmental and social impact studies with or without a resettlement action plan (RAP), the Ministry of the Environment and Forest Resources will mainly rely on Law No. 2008-005 of May 30, 2008 on the Framework Law on the Environment, in its provisions relating to environmental impact studies and Decree No. 2017-040 / PR of March 23, 2017 setting the procedure for environmental and social impact studies in the Togolese Republic, which specifies the circumstances and conditions under which it is compulsory to prepare an ESIA. In the context of this ESMF, this will at most be a simplified ESIA because the potential negative impacts and risks are generally moderate.

In terms of environmental assessment, national legislation provides for a detailed categorization of projects and activities to be subject to an ESIA. There is a decree to

this effect which indicates a classification by sector of activity by categorizing them in in-depth ESIA and in simplified ESIA. This is: Order No. 0151 / MERF / CAB / ANGE establishing the list of activities and projects subject to environmental and social impact study. It should be noted that is categorization differs from that of the World Bank, which uses an environmental and social screening sheet.

In addition, the other implementing texts of the decree on ESIAs will also be implemented. They are: Order n° 0150 / MERF / CAB / ANGE setting out the procedures for public participation in environmental and social impact studies and Order n° 0149 / MERF / CAB / ANGE laying down conditions for the approval of consultants in environmental assessments.

In the event of an environmental and social audit, Decree No. 2011-041 / PR of March 16, 2011 setting out the conditions for implementing the environmental audit must be taken into account.

Apart from this environmental legislation, several other laws are also taken into account. These include, among others, Law n° 2012-009 of 11/06/2012 on the code of craftsmanship, Law n° 2008-009 of 19 June 2008 relating to the forestry code, Law n° 2006- 010 of December 13, 2006 on the labor code in Togo, updated in December 2020, Law No. 2011-006 of February 21, 2011 on the social security code in Togo, and Law No. 2009-007 of May 15, 2010 on Public health code in the Togolese Republic.

Biophysical and socioeconomic environment

The biophysical and socioeconomic environment of the five regions of the country, namely Maritime, Plateaux, Centrale, Kara and Savanes, has been broadly analyzed in a summary manner in each of its components. Ecologically, the eco-floristic zones I, II, III, IV and V will be affected especially during the implementation of the IGAs of the project. On a human level, poverty affects each of these regions, but to varying degrees.

Review of political, legal and institutional frameworks

The political framework relating to the implementation of this project requires the analysis at the international level of the Detailed Program for the Development of African Agriculture, the New Common Agricultural Policy of ECOWAS (PAC / ECOWAS), the Agricultural Policy of UEMOA, etc. and at the national level of the National Environmental Policy, the Agricultural Policy Document for the period 2016-2030, the National Handicraft Development Policy, the National Water Policy, the National Hygiene Policy and of Sanitation in Togo (PNHAT), the National Policy for Equity and Gender Equality, the National Health Policy, the National Development Plan 2018-2022, the National Strategy for the Implementation of the Framework Convention United Nations on Climate Change, etc.

The legal framework analyzed within the framework of the Additional Financing to the Safety nets and basic services project at the international level concerned the revised African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources, the Convention on Biological Diversity, the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants, the Rotterdam Convention on International Trade in Certain Dangerous

Chemicals, the United Nations Framework Convention on Climate Change, the Phytosanitary Convention for Africa, the Convention on International Trade in Endangered Species of Nature and Wild Flora extinction (ISCED) Washington, 1973, etc.

The institutional framework in relation to the Project affects the following institutions: the Ministry of the Environment and Forest Resources; the Ministry of Grassroots Development, Youth and Youth Employment; the Ministry of the Digital Economy and Digital Transformation; the Ministry of Agriculture, Livestock and Rural Development; the Ministry of Primary, Secondary, Technical and Craft Education, the Ministry of Trade, Industry and Local Consumption; the Minister of Health, Public Hygiene and Universal Access to Health Care; the Ministry of Water and Village Hydraulics; the Ministry of Territorial Administration, Decentralization and Territorial Development; Ministry of Security and Civil Protection.

World Bank Safeguard Policies

Due to the negative environmental and social impacts and risks that may result from the activities of the parent FSB project as well as from future Income Generating Activities (IGA) and specifically the risks inherent in Cash Transfers (CT) and groupings of people during capacity building sessions (Business Development Training / FoDA and mentoring) in this period of the corona virus pandemic (COVID-19), four World Bank safeguard policies have been triggered for the project. These are: OP 4.01 "Environmental Assessment", OP 4.09 "Pest Control", OP 4.11 "Cultural Heritage" and OP 4.12 "Involuntary Resettlement of Populations".

The environmental selection process for projects

The different stages of the environmental and social selection process are determined in this ESMF. The extent of the environmental and social measures required for the activities of the Safety Nets and Basic Services Project will depend on the results of the selection process. This selection process aims to: (i) determine which actions of the Safety Nets and Basic Services Project are likely to have negative environmental and social impacts; (ii) determine appropriate mitigation measures for activities with adverse impacts; (iii) identify activities requiring separate ESIAs; (iv) describe the institutional responsibilities for the analysis and approval of the selection results, the implementation of the proposed mitigation measures, and the preparation of separate ESIA reports; (v) monitor environmental parameters during construction / rehabilitation of infrastructure and equipment as well as their subsequent operation and maintenance; and (vi) indicate the activities of the Safety Nets and Basic Services Project that may involve land acquisition.

The table below provides a summary of the steps and institutional responsibilities.

Steps	Responsibilities
1. Completion of the environmental and social selection form for the project	PFE/CVD
2. Determination of appropriate environmental categories 2.1 Validation of the selection 2.2 Classification of the project and Determination of the environmental work (simple mitigation measures or EIA)	PFE/CR
3. Classification review and approval	DREF
4. If impact study is necessary	
4.3 Choice of consultant	PFE/CR and PFE/CVD
4.4 Carrying out the impact study	EIA Consultants
4.5 Approval of the environmental and social impact study report	DRERF and DE
5. Review and approval of ESIA's	DRERF and DE
6. Dissemination	DRERF and DE PFE/CR PFE/CVD Collectivités locales

The environmental and social selection process will be carried out for any physical investment supported by the project and included in the 18-month work plan. It will make it possible to further specify these measures in relation to the implementation sites of all project activities. The procedure to be followed is detailed below, while the screening tools are presented in the appendix (see Appendix 1).

Preliminary sorting is necessary, in one form or another, and can lead to one of the following three results:

- no ESIA is required (application of simple measures / environmental and social diagnosis accompanied by an environmental and social management plan) and no RAP is required;
- no ESIA is required (possible application of simple measures), but a RAP is required;
- a simplified ESIA is required (possibly accompanied by a RAP)

NB: Because no category A sub-project or high-risk sub-project is eligible for this additional funding as in the case of the parent project, the Deep and Detailed ESIA (possibly accompanied by a RAP) is not applicable within the framework of this project.

The conditions for the preliminary study or preliminary screening, and environmental and social selection, and the procedure to be followed, are defined by the law and applicable regulations in terms of environmental and social assessment.

Thus, the screening will be implemented by the environmental and social safeguard specialists (SESS) of the project, and will have to be applied systematically to all the physical investment activities for which the execution sites are identified, and this by

relying on Togolese national regulations and the World Bank's environmental and social safeguard documents.

The environmental and social screening procedure that must be applied to all sub-projects of the FSB-Additional Financing project and the rest of the process includes 8 stages which are as follows:

Step 1: Identification of the location / site and main technical characteristics of the sub-project (E&S filter)

The SESS (senior and junior SESS, other ANADEB agents trained for this purpose such as AADB, FGB and EJV and FSB assistants, consultants, etc.) will receive the project opinion from the monitoring and evaluation manager; this notice must include a clear indication of the potential site for the activity. These elements (mainly the Business Plan) can come from the IGA execution files that the Project Coordination Unit will make available.

Step 2: Filling out the Environmental Selection form (Screening-filling out forms), determining the type of specific safeguard instrument and validating the completed form

Once the execution files (Business Plan containing all the information required for an environmental selection) are completed, the SESS will proceed with the environmental and social selection of the targeted IGAs, to see whether or not an environmental and social work is required.

The completion of the initial selection form (see Annex 1), including the proposal of adequate mitigation measures, will be done based on the regulations and the principles of the operational policies of the World Bank. The result is the categorization of the IGA into:

- requiring the application of an environmental diagnosis accompanied by an environmental management plan (operational ESMP and RMP) or simple environmental and social safeguard measures following Bank procedures, which may or may not be accompanied by a RAP;
- a simplified environmental and social impact study (accompanied by a RAP or not).

The results of this exercise (completed form) will first be sent to the senior SESS for validation if they are not part of the screening team.

A screening report should accompany each batch of screening sheets completed in the field by the work team, in order to allow the ANGE to have a synoptic view of the work.

Step 3: Approval of the categorization of IGAs by the National Entity in charge of ESIAs (ANGE) and WB

The environmental and social screening sheet validated by the senior SESS will be sent to ANGE and then to the WB for approval of the proposed categorization. ANGE will need to ensure that the project implements the findings.

Step 4: Preparation of the specific E&S safeguard instruments of the AGR

The coordination unit of the FSB-Additional Financing project will prepare through SESS the specific instrument based on the national regulations and the WB's operational policies.

No environmental assessment will be required for any RMA (the RMAs to be funded will be those that will require only simple mitigation measures such as environmental work or an environmental diagnosis with a PGES, see Article 18 of Decree No. 2017-040/PR of March 23, 2017 setting out the environmental and social impact study procedure in Togo).

In this case, generic measures from the various tables concerned are already proposed. These measures could be updated and supplemented as required by the SSES of the FSB project.

Step 5: Monitoring - control / supervision - environmental and social:

Environmental and social monitoring or control / supervision will be carried out at an internal and external level.

Step 5a: Internal monitoring (Control) of the implementation of E&S measures:

Monitoring is a permanent check of compliance with the environmental and social clauses provided for in the orders placed. The responsibilities and strategies to be put in place should be specified in the simplified ESIs specific to IGAs / projects.

The beneficiaries will receive during business development training (FoDA), a module on environmental and social safeguards oriented towards the sustainability of their IGA. Thus, they will be able to ensure this surveillance, in addition to the junior SESS.

In the event of the formation of several IGA cooperatives on specific sites scattered throughout the national territory, an additional specialized firm recruited by the UCP FSB could be recruited to carry out this monitoring work.

Step 5 b: Control of the implementation of E&S measures: a first level of control of the implementation of E&S measures will be carried out by the senior SESS. The second level of control is regulated by the ANGE.

This control is the responsibility of the Sponsor (ANADEB / PCU FSB-Additional financing) in accordance with the regulations in force. It aims to verify that the Sponsor complies with the requirements of the ESMP of his project. To this end, an agreement could be signed with the ANGE.

Step 6: Environmental and social monitoring

This monitoring is carried out by the two entities, namely the additional ANADEB / PCU FSB and the ANGE.

The senior SESS of the additional PCU FSB will capitalize on the monitoring results of beneficiaries and the junior SESS as well as the results of their own control, making analyzes to find out the evolution of monitoring parameters and environmental components. They will prepare an environmental and social monitoring and follow-up report to be sent to the ANGE every quarter.

The ANGE should also analyze these reports by comparing them with its control reports and report them to the Minister responsible for the environment. The ANGE

will carry out field visits to the sites of these IGAs every quarter. However, unannounced checks by the ANGE are permitted.

It should be noted that the monitoring of the implementation of the operational ESMPs and RMPs of the activities makes it possible to detect unforeseen impacts early, verify uncertain impacts and ensure the effectiveness of certain measures planned in advance for the mitigation and compensation of negative impacts, as well as for the prevention and management of risks.

Step 7: Capacity building of actors in E&S implementation

The capacity building actions aim to facilitate the implementation of the environmental and social management of the project both in the preparation phase and in the operation phase. These actions are optimized and are directly linked to the activities.

Step 8: Audit / Assessment of the implementation of E&S measures

The audit / evaluation will be carried out by Consultants recruited by the additional PCU FSB according to the national regulations of the World Bank at mid-term and at the end of the project.

Table 23 presents the summary of the process of integrating environmental and social management measures into the process of implementing project activities.

Capacity building for environmental management under the project

The ESMF suggests institutional and technical support, training and awareness measures to strengthen the capacities of structures and human resources: Strengthening of the environmental expertise of the ST / PDC; Reinforcement of the environmental expertise of CR / ANADEB; Strengthening the environmental expertise of CVDs; Development of a maintenance and maintenance manual for infrastructure and equipment; Realization of Environmental and Social Impact Studies (ESIA); Development of environmental and social guidelines to be included in the works; Monitoring and Evaluation of project activities; Training of actors involved in the implementation of the PDC; Awareness and mobilization programs at the village level. The overall cost of the activities is estimated at seventy million eight hundred and thirty-five thousand (70,835,000) FCFA, or approximately \$ 141,670 to be included in the costs of the project.

The ESMF identifies institutional and technical support, training and awareness measures to strengthen the capacities of structures and human resources: Recruitment of junior assistants in environmental and social safeguards for the regional branches of ANADEB; Strengthening of the environmental and social expertise of the regional branches of ANADEB; Strengthening the environmental and social expertise of CVDs; Development of an environmental and social safeguards module to be integrated and provided in FoDA and coaching training; Development of a protocol for the implementation of barrier measures to support FoDA and coaching training; Development of a protocol for the implementation of barrier measures to support IGAs; Development of a protocol for the implementation of barrier measures to support cash transfers; Development of Environmental and Social Management Plans (ESMP) and Risk Management Plans (RMP) by typology / categories of IGA in

the form of environmental and social directives; Carrying out of an environmental diagnosis accompanied by Environmental and Social Management Plans (ESMP) and Risk Management Plans (RMP) for specific IGAs with low impacts and risks, integrating their specificities;; Development of an Environmental and Social surveillance and monitoring manual for IGAs; Monitoring and Evaluation of project activities; Training of actors involved in the implementation of the Social Safety Nets and Basic Services Project; Awareness and mobilization programs for the actors involved in the project as well as for communities at the village level. The total cost of environmental and social measures: **Eighty-nine million three hundred and thirty-five thousand (89,335,000) FCFA, approximately \$178,670** to be included in the costs of the project.

Institutions responsible for the implementation and monitoring of mitigation measures

In all cases, environmental surveillance and monitoring will be provided by:

- Consultants who will support the work control teams: this monitoring will be monthly, throughout the execution phase of the sub-projects; at the end of the work, a retrospective evaluation will be carried out;
- agents of local CVD services: this monitoring will be permanent, throughout the execution phase of the sub-projects;
- ANADEB and CR / ANADEB project managers (PFEs): this monitoring will be at mid-term and at the end of the sub-projects (retrospective evaluation).
- the decentralized technical services of the State whose areas of expertise are called upon by the sub-projects (Environment, Hydraulics, Environment and Forest Resources, etc.).

Environmental and social monitoring and follow-up will be carried out mainly by specialists in environmental and social safeguards of the project and junior assistants in environmental and social safeguards based at the regional branches of ANADEB.

A monitoring and follow-up report prepared by the junior environmental and social safeguard assistants will be sent monthly to the central level of the Project Management Unit by each region. The supervision (a form of control) of environmental and social safeguard activities in the field by senior SESS will make it possible to consolidate these reports and send the global environmental and social monitoring and follow-up report to the ANGE on a quarterly basis.

The CVDs, who had previously received training in environmental and social safeguards, will be involved in the monitoring and follow-up of the implementation of measures in the various activities. The Employment Opportunities for Vulnerable Youth Project and Safety Nets and Basic Services project assistants and other agents from the regional ANADEB branches will also be involved in this work. The decentralized technical services of the State whose areas of expertise are involved in the sub-projects (Agriculture and livestock, trade and crafts, environment and forest resources, etc.) will also be called upon.

The ANGE in its prerogative, will carry out the control and monitoring of the implementation of the safeguard measures contained in the operational ESMPs and RMPs / environmental and social directives and in the operational ESMPs and PGRs resulting from the ESIAs simplified and possible RAP.

Summaries of public consultations and views expressed

Summaries of the public consultations and the views expressed take into account the public consultations in the five economic regions of Togo at the time of the development of the ESMF and the mechanisms for consultation of stakeholders and disclosure of information in the phase implementation of the ESMP and the preparation of any ESIAs and RAPs. Public consultations were taken with women groups to collect their opinion on the project activities and the safety of the GRM entry points

Additional FSB Project Complaints Mechanism

With regard to the FSB project's complaints management mechanism, the beneficiaries are given the opportunity to express their views or give their opinions on the management of the project.

Thus, several types of complaints may arise in the context of the implementation of the components and sub-components of the additional financing of the FSB project. These are complaints relating to cash transfers, the implementation of IGAs and those that may arise during FoDA training and coaching. This mechanism therefore applies to all complaints and claims within the framework of the activities of the additional fund of the FSB project.

Stakeholders within the meaning of this complaint's management mechanism are natural or legal persons directly or indirectly affected by the activities of the additional project fund, or those having interests in the context of the project or having the capacity to influence its activities' results. These are community actors such as chiefdoms, CVDs, beneficiaries of cash transfers, beneficiaries of financial inclusion (individual beneficiaries of IGAs, beneficiaries of IGAs but formed into groups), residents of activity sites generating income, the owners of the sites on which it may be possible to conduct IGAs and those holding the potential resource extraction sites for crafts, etc.

Thus, several types and categories of complaints in the context of the additional financing may relate directly to the eligibility criteria of beneficiaries, to the responsibilities and actions of stakeholders as a whole and to the activities of the project, etc.

These complaints may relate directly to the eligibility criteria of beneficiaries, to the responsibilities and actions of stakeholders as well as to project activities or relate to a household that considers itself eligible but not included on the list of beneficiaries, or to beneficiaries. to whom the subsidies could be paid but not paid within the framework of economic inclusion etc. with actions envisaged and relating to the types and categories of complaints.

Regarding the settlement of complaints, organizational structures have been created from village level to central level, which are subject to the procedures for registering,

processing and resolving complaints using specific tools and a monitoring system. evaluation of the mechanism which makes it possible to monitor and evaluate all complaints received, processed, resolved or not with reasons justifying the unresolved complaints.

In addition, it should be noted that gender-based violence is violence directed specifically against a man or a woman because of her or his gender. Since male / female relationships are mostly governed by an unequal power relationship in which men have a dominant social role, it is women who are most often the victims of these types of violence. There are six main categories of GBV, namely sexual violence, physical violence, emotional and psychological violence, denial of resources, opportunities and services, and child marriage/forced marriage. As part of the implementation of additional funds from the FSB project, the identification of categories of GBV in relation to possible risks as well as potential targets or people at risk was carried out. These people at risk are mainly women and girls who are beneficiaries of cash transfers, business development training and coaching.

COVID-19 Protocol

As for the COVID-19 pandemic that has spread around the world, Togo has not been spared. This is how the Government has taken steps by issuing measures to deal with this health crisis.

In the context of the implementation of the additional financing of the Safety Net and Basic Services (FSB) project, it is essential to take measures, so that all stakeholders (implementing actors) and beneficiaries can come together in compliance with the measures put in place by the Government. These measures apply globally or specifically to the implementation of the various components and sub-components of the additional fund, namely cash transfers, economic inclusion, capacity building including FoDA and coaching.

These measures include: the compulsory wearing of a mask (which covers the nose and mouth), regular hand washing with soap or hand disinfection with a gel or a hydroalcoholic solution; the prohibition to touch the eyes, nose and mouth, and to give hugs; greetings without shaking hands; the obligation to maintain social distancing of at least one meter from one another; the obligation to cough and sneeze into the crook of the elbow or into a handkerchief to disinfect or to leave in a garbage can that must be managed so as not to contaminate others, as well as the obligation not to carry out mass gatherings.

Gender-Based Violence (GBV) and Child Labor

Issues of Gender-Based Violence, Sexual Exploitation and Abuse, Sexual Harassment and Child Labor, etc. are major concerns that require special attention in the context of the implementation of the additional fund for the Safety Nets and Basic Services project.

RESUME DU CGES

Introduction

Le Gouvernement togolais a initié et mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale, le Projet de Développement Communautaire et des Filets Sociaux (PDCplus) comme un des instruments de réalisation de sa stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE). Le PDCplus, qui a clôturé le 31 juillet 2017, a financé des microprojets d'infrastructures de développement social. Dans la continuité de ce financement, le Gouvernement a lancé en 2016 la préparation de deux nouveaux projets, avec l'appui de la Banque mondiale : le Projet d'Emploi des Jeunes et le Projet de Filets Sociaux et de Services de Base. Ce dernier a pour objectif d'assurer aux ménages pauvres, un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux.

Le Secrétariat Technique (ST) qui a mis en œuvre le PDC et le PDCplus cédait la place à l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB). Celle-ci assume dorénavant, avec l'appui de ses Coordinations Régionales, le rôle joué auparavant par le ST et les Agences d'Appui aux Initiatives de Base (AGAIB), qui sont en fait des ONG autonomes.

En effet, suite à la mise en œuvre réussie du PDC et du PDCplus financés par l'IDA, le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ) a développé une expertise importante de mise en œuvre de projets financés par la Banque mondiale. Le Ministère conserve la responsabilité du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base proposé, mais celui-ci n'est plus mis en œuvre à travers une unité de gestion spécifiquement chargée de sa gestion quotidienne. Afin d'assurer la pérennité des capacités nationales, le Ministère a en effet mis sur pied l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB). Opérationnelle depuis 2013, l'ANADEB a développé une certaine expérience dans la gestion de petits projets d'infrastructures communautaires semblables à ceux du PDC et du PDCplus et est responsable pour le MDBAJEJ de la mise en œuvre au quotidien du projet proposé. Ainsi, au niveau central, l'ANADEB est dotée d'une unité de coordination nationale (UCN) du projet et au niveau des régions, elle mettra en place des coordinations régionales (CR).

Le Projet de Filets Sociaux et de Services de Base reprend en gros les principales composantes et sous-composantes du PDCplus, mais les rend plus gérables en les répartissant selon qu'ils visent à terme à accroître la résilience des populations ou accroître leur productivité. Les documents-cadres de gestion environnementale et sociale utilisés dans le cadre de la mise en œuvre du PDCplus méritent d'être mis à jour avec le nouveau projet, afin de prendre en compte d'une part, les activités spécifiques à ce projet, et d'autre part l'expérience faite avec le cadre de gestion environnementale et sociale du PDCplus. Par ailleurs, avec ce nouveau projet, le Gouvernement togolais et la Banque mondiale ont convenu de renforcer l'utilisation de **l'approche de formation en gestion à la base (FGB)** qui est une approche participative de renforcement des capacités et d'habilitation des communautés bénéficiaires des sous-projets afin de les rendre capables de conduire et gérer les cycles de ces sous-projets. Cette dimension du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base est un aspect important à prendre en compte dans la mise à jour des documents de sauvegarde environnementale et sociale du projet.

Dans le cadre de la Composante infrastructures, on estime que la majorité du financement des sous-projets ira à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures physiques et autres actifs tangibles tels que les écoles, les marchés, les petites infrastructures d'approvisionnement en eau, les routes et les centres de santé. Ces interventions pourraient avoir des impacts environnementaux à petite échelle et circonscrits aux sites, mais ces derniers restent gérables. La Composante de filets sociaux— soit les transferts monétaires et les cantines scolaires— ne devraient avoir aucun impact environnemental et social négatif significatif.

Un financement additionnel au projet filets sociaux et services de base (FSB) est en cours de préparation. Alors que le financement additionnel ne fournira pas de fonds supplémentaires aux projets d'infrastructures, le financement additionnel comprend l'expansion des transferts monétaires, la préparation d'un programme national de protection sociale et des mesures d'inclusion économique tel que la formation en entrepreneuriat, le coaching et l'octroi de subventions afin d'appuyer des activités génératrices de revenus (AGR) entre autres.

Afin de contrer les impacts potentiels, un Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) adapté à partir de l'expérience tirée de la mise en œuvre d'activités similaires par le PDCplus doit être élaboré et diffusé. Ses outils **ont été largement divulgués** et fait l'objet de formations auprès des fonctionnaires, de l'ANADEB et de ses CR, des partenaires à la mise en œuvre du projet, des CVD et autres parties prenantes. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente mission qui consiste à actualiser le CGES du PDCplus afin d'intégrer cette nouvelle donne dans la perspective du développement durable du pays. L'élaboration de cet important document **qui est le cadre de gestion environnementale et sociale est en adéquation** avec les dispositions de la Loi-cadre sur l'environnement du Togo et de ses textes d'application ainsi que des politiques opérationnelles de la Banque mondiale, notamment l'OP 4.01 relative à l'Evaluation Environnementale.

Objectif du CGES

L'objectif du CGES est d'établir un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux structures chargées de la mise en œuvre du projet de pouvoir identifier, évaluer et atténuer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités du Projet de filets sociaux et de services de base au stade de planification. La procédure de revue environnementale et sociale du CGES sera intégrée à la procédure générale d'approbation et de financement des activités. La mise en œuvre du CGES prendra en compte les politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale et sera en conformité avec les lois environnementales de la République du Togo pour chaque activité. Le CGES détermine aussi les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du programme, y compris celles relatives au renforcement des capacités.

Impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels

Les impacts environnementaux négatifs du projet pourraient provenir surtout de la construction et la réhabilitation des infrastructures (pistes, écoles, centres de santé, latrines, points d'eau, marchés, etc.) mais aussi des activités génératrices de revenus (agricultures) et de protection de l'environnement, en termes de : perturbation du cadre de vie, génération de déchets solides et liquides ; insécurité liée aux travaux ; occupations de terrains privés, utilisation de pesticides, etc.). En plus, l'exploitation

potentielle de carrières pour matériaux de construction pourrait aussi constituer des sources d'impacts négatifs pour le milieu naturel, ce qui devra nécessiter des actions de restauration après utilisation.

Dans la phase de préparation, les impacts attendus sont inhérents à l'abattage d'arbres pour dégager les sites de constructions nouvelles et à la génération et à la mauvaise gestion de déchets de chantier. Au total, les effets directs et indirects sont : pollutions diverses (rejets anarchiques des déchets solides et liquides issus des chantiers; perturbation de la circulation, émission de bruit, émission de poussières, risques d'accident) ; probable réduction du couvert végétal pour libérer les zones d'emprise ou avec l'ouverture et l'exploitation de carrières de matériaux ; effets néfastes liés à l'utilisation des pesticides pour les activités agricoles ; mauvaises gestion des déchets biomédicaux dans les centres de santé ; etc.

Les nouvelles constructions ou l'extension des infrastructures existantes pourraient impliquer l'acquisition de terres peut-être déjà utilisées pour d'autres activités menées par les populations (habitations, production agricole, pâturage, etc.), ce qui peut entraîner des déplacements de populations ou des pertes d'activités.

Pour atténuer ces impacts négatifs, le processus de sélection proposé dans le CGES s'effectuera de sorte que les caractéristiques biophysiques des zones où les activités du projet seront mises en œuvre soient prises en compte, et qu'en conséquence des mesures d'atténuation soient mises en œuvre. En plus, le présent rapport comprend une annexe sur la gestion des déchets biomédicaux.

Les impacts environnementaux et sociaux négatifs et risques du projet peuvent provenir surtout des Activités Génératrices de Revenus (AGR) que sont les productions agricoles dont les céréales (maïs, sorgho, mil, etc.), les légumineuses (haricot, soja, voandzou, etc.), les tubercules (igname, manioc, gingembre, taro, etc.); dans le domaine de l'élevage, il aura l'élevage des volailles, ovins, caprins, porcins, l'embouche ovine et l'engraissement de volailles, l'apiculture, pisciculture ; les activités de transformation dont la préparation de sodabi (alcool local), la préparation de tchakpa et de tchoucoutou (bière locale), de jus de fruits, et des beignés (haricot, maïs, etc.), etc.; des activités commerciales telles que le commerce de condiments, de pagnes, de fruits, de colas, achat-stockage-vente de céréales, achat vente de volailles, etc. ; la vente de plusieurs articles dans un local (boutiques, kiosques, etc.); l'artisanat (Couture, coiffure, menuiserie, maroquinerie, panier, etc.) et autres (Moulin de condiments, de tubercules et de céréales, centre informatique, cafétéria, etc.).

Pour les activités agricoles, les impacts et risques attendus à la phase de préparation des parcelles agricoles (défrichage et labours) sont : la perte de la végétation et des habitats de la petite faune, l'encombrement et l'insalubrité du sol, la pollution de l'air, etc. Les risques inhérents à cette phase sont : le risque de morsures par les serpents et de piqûres par les scorpions, abeilles, guêpes, etc., le risque de conflits fonciers, le risque d'atteinte à la santé sécurité, etc.

À la phase d'exploitation (semis, usage d'autres intrants, développement des cultures et moisson), il sera constaté des impacts comme la pollution du sol et des eaux avec l'utilisation des pesticides et fertilisants minéraux. Il y aura le risque de développement

des maladies (paludisme, bilharziose, filariose, etc.) liées à l'eau avec la pratique de cultures irriguées, le risque d'atteinte à la santé et sécurité des travailleurs, le risque d'intoxication par les pesticides, le risque d'atteinte aux us et coutumes, risque de destruction des cultures par les animaux en divagation et les bœufs des transhumants, etc.

A la phase de fin d'exploitations agricoles, il y aura la perte d'emplois et de revenus, la perte de production agricole, l'insalubrité du sol.

Pour les activités d'élevage, les impacts et risques probables sont : les nuisances olfactives et sonores, la pollution de l'air ; le risque de conflits avec le voisinage, le risque de destruction des cultures, le risque d'atteinte des animaux par les pestes, les épizooties aviaires et autres maladies, le risque d'atteinte au patrimoine culture et archéologique dont la probabilité d'occurrence n'est pas nulle à cause des fouilles dans le cadre de la construction de logements pour animaux, etc.

Pour les activités de transformation aboutissant aux bières locales, jus, alcool issu de la distillation (sodabi), (Exemple : gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, etc.) les impacts et risques attendus sont : Perte de la végétation (arbres) et habitats fauniques, pollution de l'air, nuisances liées à la chaleur et aux fumées des feux, risque d'intoxication alimentaire, risque d'incendie (sodabi), le risque du travail des enfants, risque de contamination à la COVID-19, etc.

Pour le petit commerce de condiments, céréales, pagnes ; les impacts et risques attendus sont : le risque d'intoxication (conservation de céréales), conflits entre vendeurs et clients dû au non- remboursement de dettes, la pollution de l'air, etc.

Pour la vente d'articles dans un local (boutiques, kiosques), il est attendu des nuisances sonores et olfactives et la pollution de l'air.

Pour les activités d'artisanat dont la menuiserie, la coiffure, maroquinerie, poterie, sculpture, etc., il est attendu en termes d'impacts négatifs potentiels : la perte de la végétation et des habitats de la petite faune, la dégradation de ressources fauniques et minières, la pollution de l'air, les nuisances sonores et olfactives, etc. Les risques probables sont : le risque de morsure de serpent et/ou de piqûres d'insectes (recherche de matière première en brousse), le risque conflits, le risque d'atteinte à la santé et sécurité, etc.

Pour les autres types d'activités telles que l'usage de moulins pour les céréales, tubercules, condiments, etc. ; il est attendu : les nuisances sonores (moulin à céréales et tubercules), les nuisances olfactives et sonores pour les moulins à condiments, le risque d'incendie pour l'ensemble de ces moulins utilisant du carburant, le risque de conflits avec les voisins pour toutes ces activités

Pour les activités de formation en développement d'affaires et de coaching, les risques attendus sont : le risque d'atteintes à la santé et à la sécurité des personnes, le risque de conflits liés au non-respect des clauses de cession des locaux, le risque de violence basées sur le genre (VBG) et particulièrement d'exploitation et d'abus sexuels et de harcèlement sexuel, I. La pollution de l'air sera l'impact négatif qui sera généré, même s'il sera faible.

Concernant les transferts monétaires, le risque de vol, le risque d'atteinte à la santé et sécurité des bénéficiaires, le risque d'EAS/HS et de violences conjugales ou domestiques doivent être minimisés, le risque de contamination à la COVID-19 seront

prépondérants. La pollution de l'air va être l'impact négatif qui sera généré, même s'il sera faible.

Il est attendu des risques transversaux qui sont communs à toutes ces activités.

Il existe des risques transversaux pour l'ensemble de ces activités/sous composantes (formation en développement d'affaires et coaching, transferts monétaires, activités génératrices de revenus). Il s'agit du risque de contamination à la COVID-19, du risque d'accidents du travail et du risque de vol.

Les impacts négatifs potentiels et risques sont globalement de faible à modéré.

Pour atténuer ces impacts négatifs, le processus de sélection proposé dans ce CGES s'effectuera de sorte que les caractéristiques biophysiques des zones où les activités du projet seront mises en œuvre soient prises en compte, et qu'en conséquence des mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs et celles de prévention et de gestion des risques soient mises en œuvre. L'environnement humain sera également pris en compte de manière à éviter et/ou limiter fortement les impacts négatifs et risques liés à la mise en œuvre de ce projet. En plus, le présent rapport comprend un chapitre sur les mesures barrières contre la pandémie au corona virus de 2019 (COVID-19).

Entre autres mesures génériques indiquées, il a été proposé de : réaliser les reboisements compensatoires, préserver le maximum possible d'arbres dans les parcelles agricoles, respecter toutes les mesures barrières contre la COVID-19, respecter les clauses de cession des locaux pour la formation, dont les limites horaires, faire signer le code de bonne conduite à tous les apprenants, facilitateurs et aux enquêteurs, doter les enquêteurs d'EPI adaptés et les faire accompagner par des guides désignés par les autorités administratives et traditionnelles au cours des enquêtes, récupérer tous les emballages et bidons d'intrants pour un traitement écologique, solliciter l'appui des services techniques sectoriels au niveau régional dans l'accompagnement des activités, sensibiliser tous les acteurs du projet pour éviter les risques liés aux violences basées sur le genre (VBG), isoler les enclos d'animaux des maisons pour réduire les odeurs et bruits, sensibiliser tous les acteurs sur les risques d'accident du travail, etc.

Législation nationale en matière d'EIES

En ce qui a trait plus spécifiquement aux études d'impact, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières s'appuiera d'abord sur le décret réglementant les études d'impact sur l'environnement (EIE) qui précise les circonstances et conditions en vertu desquelles il est obligatoire de préparer une ÉIE. En matière d'évaluation environnementale, la législation nationale ne prévoit pas un processus de catégorisation détaillée des projets et sous-projets devant faire l'objet d'une EIE. L'annexe du décret réglementant les EIE indique simplement une nomenclature de secteur d'activités.

Au niveau national, l'accent a été mis sur la **législation nationale en matière d'Evaluations Environnementales**. En ce qui a trait plus spécifiquement aux études d'impact environnemental et social avec ou sans plan d'action de réinstallation (PAR), le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières s'appuiera

principalement sur la Loi N° 2008-005 du 30 mai 2008 portant Loi-cadre sur l'environnement, dans ses dispositions relatives aux études d'impact sur l'environnement et le décret n° 2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social en République Togolaise, qui précise les circonstances et conditions en vertu desquelles il est obligatoire de préparer une ÉIES. Il s'agira, dans le cadre du présent CGES, Tout au plus d'une EIES simplifiée car les impacts négatifs potentiels et risques sont globalement modérés.

En matière d'évaluation environnementale, la législation nationale prévoit une catégorisation détaillée des projets et activités devant faire l'objet d'une EIES. Il existe un arrêté dans ce sens qui indique une nomenclature par secteur d'activités en les classant en EIES approfondie et en EIES simplifiée. Il s'agit de : l'arrêté n°0151/MERF/CAB/ANGE fixant la liste des activités et projets soumis à étude d'impact environnemental et social. Il est donc à signaler qu'il ne s'agit pas d'une catégorisation de la même manière que celle de la Banque mondiale qui utilise une fiche de screening environnemental et social.

Par ailleurs, les autres textes d'application du décret sur les EIES seront également mis en œuvre. Ce sont : l'arrêté n°0150/ MERF/CAB/ANGE fixant les modalités de participation du public aux études d'impact environnemental et social et l'arrêté n°0149/ MERF/CAB/ANGE portant conditions d'agrément de consultants en évaluations environnementales.

En cas d'audit environnemental et social, le décret n°2011-041/PR du 16 mars 2011 fixant les modalités de mise en œuvre de l'audit environnemental devra être pris en compte.

Mis à part cette législation environnementale, plusieurs autres lois sont également prises en compte. Il s'agit entre autres de La Loi n°2012-009 du 11/06/2012 portant code de l'artisanat, de la Loi n° 2008-009 du 19 juin 2008 portant Code forestier, de la Loi n°2006-010 du 13 décembre 2006 portant code du travail au Togo, actualisé en décembre 2020, de la Loi N°2011-006 du 21 février 2011 portant code de sécurité sociale au Togo, de la Loi N°2009-007 du 15 mai 2010 portant Code de la santé publique en République Togolaise.

Environnement biophysique et socioéconomique

L'Environnement biophysique et socioéconomique des cinq régions du pays à savoir Maritime, Plateaux, Centrale, Kara et Savanes a été globalement analysé de manière sommaire dans chacune de ses composantes. Au plan écologique, les zones éco floristiques I, II, III, IV et V seront touchées surtout au cours de la mise en œuvre des AGR du projet. Sur le plan humain, la pauvreté touche chacune de ces régions, mais à degrés divers.

Revue des cadres politique, juridique et institutionnel

Le cadre politique relatif à la mise en œuvre de ce projet amène à analyser au niveau international, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine, la

Nouvelle Politique Agricole Commune de la CEDEAO (PAC/CEDEAO), la Politique Agricole de l'UEMOA, etc. et au niveau national, la Politique Nationale de l'Environnement, le Document de politique agricole pour la période 2016-2030, la Politique Nationale du Développement de l'Artisanat, la Politique nationale de l'eau, la Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement au Togo (PNHAT), la Politique Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre, la Politique nationale de la santé, le Plan national de développement 2018-2022, la Stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, etc.

Le cadre juridique analysé dans le cadre du projet FSB-Financement additionnel au **niveau international** a concerné la Convention africaine révisée sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, la Convention de Rotterdam sur le commerce international de certains produits chimiques dangereux, la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la Convention phytosanitaire pour l'Afrique, la Convention sur le Commerce international des espèces de la nature et de flore sauvages menacées d'extinction (C.I.T.E. S) Washington, 1973, etc.

Le cadre institutionnel en relation avec le Projet touche les institutions suivantes : le Ministère de l'environnement et des ressources forestières ; le Ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes ; le Ministère de l'Economie numérique et de la Transformation Digitale ; le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural ; le Ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, le Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale ; le Ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins ; le Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise ; le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires ; Ministère de la sécurité et de la protection civile.

Politiques de sauvegarde de la Banque mondiale

Du fait des impacts environnementaux et sociaux négatifs et risques pouvant résulter des activités du projet FSB parent ainsi que de futures Activités Génératrices de Revenus (AGR) et spécifiquement des risques inhérents aux Transferts Monétaires (TM) et aux regroupements de personnes pendant les séances de renforcement de capacités (Formations en Développement d'Affaires/FoDA et coaching) en cette période de la pandémie au corona virus de 2019 (COVID-19) , quatre politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale sont déclenchées pour le projet. Il s'agit de : l'OP 4.01 « Evaluation Environnementale », l'OP 4.09 « Lutte antiparasitaire », l'OP 4.11 « Patrimoine Culturel » et l'OP 4.12 « Réinstallation Involontaire des populations ».

Le processus de sélection environnementale des projets

Les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale sont déterminées dans le présent CGES. L'ampleur des mesures environnementales et sociales requises pour les activités du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base dépendra des résultats du processus de sélection. Ce processus de sélection

visé à : (i) déterminer quelles actions du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables; (iii) identifier les activités nécessitant des EIES séparées; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports EIE séparées ; (v) assurer le suivi des paramètres environnementaux au cours de la construction/réhabilitation des infrastructures et équipements ainsi que de leur fonctionnement et maintenance subséquents; et (vi) indiquer les activités du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base susceptibles d'impliquer l'acquisition de terres.

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des étapes et des responsabilités institutionnelles.

Étapes	Responsabilités
1. Remplissage du formulaire de sélection environnementale et sociale du projet	PFE/CVD
2. Détermination des catégories environnementales appropriées 2.1 Validation de la sélection 2.2 Classification du projet et Détermination du travail environnemental (simples mesures de mitigation ou EIE)	PFE/CR
3. Examen et approbation de la classification	DREF
4. Si Etude d'impact est nécessaire	
4.3 Choix du consultant	PFE/CR et PFE/CVD
4.4 Réalisation de l'étude d'impact	Consultants en EIE
4.5 Approbation du rapport de l'étude d'impact environnemental et social	DRERF et DE
5. Examen et approbation des EIE	DREF et DE
6. Diffusion	DRERF et DE PFE/CR PFE/CVD Local authorities

Le processus de sélection environnementale et sociale sera réalisé pour tout investissement physique supporté par le projet et inscrit au plan de travail des 18 mois d'activités. Il permettra de préciser davantage ces mesures et les spécifier par rapport aux sites de mise en œuvre de toutes activités du projet. La démarche à suivre est détaillée ci-après, alors que les outils de screening sont présentés en annexe (cf. Annexe 1).

Le tri préliminaire est nécessaire, sous une forme ou sous une autre, et peut déboucher sur un des trois résultats suivants :

- aucune EIES n'est requise (application de simples mesures/diagnostic environnemental et social assorti d'un plan de gestion environnementale et sociale) et aucun PAR n'est requis;
- aucune ÉIES n'est requise (application éventuelle de simples mesures), mais un PAR est requis;
- une EIES simplifiée est requise (accompagnée éventuellement d'un PAR)

NB : Du fait qu'aucun sous-projet de catégorie A ou sous-projet à risque élevé n'est éligible sur ce financement additionnel comme dans le cas du projet parent, l'ÉIES Approfondie et détaillée (accompagnée éventuellement d'un PAR) n'est pas applicable dans le cadre du présent projet.

Les conditions pour l'étude préalable ou tri préliminaire, ou encore sélection environnementale et sociale, et la procédure qui doit être suivie, sont définies par la loi et les règlements applicables en matière d'évaluation environnementale et sociale.

Ainsi, le screening sera mis en œuvre par les spécialistes en sauvegarde environnementale et sociale (SSES) du projet, et devra être appliqué systématiquement à toutes les activités d'investissements physiques dont les sites d'exécution sont identifiés, et ce en s'appuyant sur la réglementation nationale togolaise et les documents de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque mondiale.

La procédure de screening environnemental et social qui doit être appliquée à tous les sous-projets du projet FSB-Financement Additionnel et la suite du processus comprend 8 étapes qui sont les suivantes :

Etape 1 : Identification de la localisation/site et principales caractéristiques techniques du sous-projet (Filtre E&S)

Les SSES (SSES seniors et juniors, Autres agents de l'ANADEB formés à cet effet tels que les AADB, FGB et assistants EJV et FSB, consultants, etc.) recevront l'avis de projet du responsable du suivi-évaluation ; cet avis doit comporter une indication claire du site potentiel d'implantation de l'activité. Ces éléments (essentiellement le Plan d'Affaires) peuvent provenir des dossiers d'exécution des AGR que l'Unité de Coordination du Projet va rendre disponible.

Etape 2 : Remplissage du formulaire de Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde et validation du formulaire rempli

Une fois que les dossiers d'exécution (Plan d'Affaires comportant toutes les informations requises pour une sélection environnementale) sont réalisés, les SSES vont procéder à la sélection environnementale et sociale des AGR ciblées, pour voir si oui ou non, un travail environnemental et social est requis.

Le remplissage du formulaire initial de sélection (cf. Annexe 1), y compris la proposition de mesures adéquates d'atténuation va se faire en s'appuyant sur la réglementation et les principes des politiques opérationnelles de la Banque mondiale. Le résultat consiste en la catégorisation de l'AGR en :

- requérant l'application d'un diagnostic environnemental assorti d'un plan de gestion environnemental (PGES et PGR opérationnels) ou simples mesures de

sauvegardes environnementales et sociales suivant les procédures de la Banque, qui peut être accompagnée d'un PAR ou non;

- une étude d'impact environnemental et social simplifiée (accompagnée d'un PAR ou non).

Les résultats de cet exercice (formulaire rempli) seront transmis d'abord aux SSES seniors pour validation s'ils ne font pas partie de l'équipe de screening.

Un rapport de screening devra accompagner chaque lot de fiches de screening remplies sur le terrain par l'équipe de travail, afin de permettre à l'ANGE d'avoir une vue synoptique du travail.

Étape 3 : Approbation de la catégorisation des AGR par l'Entité Nationale chargée des EIES (ANGE) et BM

La fiche de screening environnemental et social validée par les SSES seniors sera transmise à l'ANGE et ensuite à la BM pour approbation de la catégorisation proposée. L'ANGE et la BM devront s'assurer que le projet mette en œuvre les conclusions.

Étape 4 : Préparation des instruments spécifiques de sauvegarde E&S des AGR

L'unité de coordination du projet FSB-Financement additionnel préparera par le biais des SSES l'instrument spécifique sur la base de la réglementation nationale et des politiques opérationnelles de la BM.

Aucune évaluation environnementale ne sera requise pour une AGR quelconque (Les AGR à financer seront celles qui nécessiteront uniquement de simples mesures d'atténuation comme travail environnemental ou un diagnostic environnemental assorti d'un PGES, voir article 18 du Décret n° 2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des Etudes d'Impact Environnemental et Social au Togo)

Dans ce cas de figure, des mesures génériques tirées des différents tableaux concernés sont déjà proposées. Ces mesures pourraient être mises à jour et complétées au besoin par les SSES de l'UCP du projet FSB.

Étape 5 : Surveillance – contrôle/supervision – environnementale et sociale :

La surveillance ou contrôle/supervision environnementale et sociale se fera à un niveau interne et externe.

Étape 5 a : Surveillance interne (Contrôle) de la mise en œuvre des mesures E&S : la surveillance est une vérification permanente du respect des clauses environnementales et sociales prévues dans les commandes engagées. Les responsabilités et stratégies à mettre en place devront être précisées dans les documents de PGES et des AGR.

Les bénéficiaires recevront lors des formations en développement d'affaires (FoDA), un module sur les sauvegardes environnementale et sociale orienté vers la durabilité

de leur AGR. Ainsi, ceux-ci pourront assurer cette surveillance, en plus des SSES juniors.

En cas de formation de plusieurs coopératives d'AGR sur des sites spécifiques disséminés sur toute l'étendue du territoire nationale, un cabinet spécialisé recruté par l'UCP FSB additionnel pourrait assurer ce travail de surveillance.

Étape 5 b : Contrôle de la mise en œuvre des mesures E&S : un premier niveau de contrôle de la mise en œuvre des mesures E&S sera réalisé par les SSES seniors. Le deuxième niveau de contrôle est réglementairement du ressort de l'ANGE.

Ce contrôle est à la charge du Promoteur (ANADEB/UCP FSB-Financement additionnel) conformément à la réglementation en vigueur. Elle vise à vérifier le respect par le Promoteur des exigences du PGES de son projet. A cet effet, une convention pouvait être signée avec l'ANGE.

Étape 6 : Suivi environnemental et social

Ce suivi est réalisé par les deux entités, à savoir l'ANADEB/UCP FA FSB et l'ANGE.

Les SSES seniors de l'UCP du FA de FSB vont capitaliser les résultats de surveillance des bénéficiaires et des SSES juniors ainsi que les résultats de leur propre contrôle, en faire des analyses pour savoir l'évolution des paramètres de suivi et composantes environnementales. Ils élaboreront un rapport de surveillance et suivi environnemental et social à transmettre à l'ANGE chaque trimestre.

L'ANGE devra également analyser ces rapports en les confrontant avec ses rapports de contrôle et en faire un compte rendu au Ministre chargé de l'environnement. L'ANGE réalisera des visites de terrain sur les sites de ces AGR chaque trimestre. Cependant, des contrôles inopinés de l'ANGE sont autorisés.

Il est à noter que le suivi de la mise en œuvre des PGES et PGR opérationnels des activités permet de détecter précocement des impacts imprévus, vérifier des impacts incertains et s'assurer de l'efficacité de certaines mesures prévues à l'avance pour l'atténuation et de compensation des impacts négatifs, ainsi que pour la prévention et la gestion des risques.

Étape 7 : Renforcement des capacités des acteurs en mise en œuvre E&S

Les actions de renforcement des capacités visent à faciliter l'exécution de la gestion environnementale et sociale du projet aussi bien en phase de préparation qu'en phase exploitation. Ces actions sont optimisées et sont en lien direct avec les activités.

Étape 8 : Audit / Évaluation de la mise en œuvre des mesures E&S

L'audit/évaluation sera effectuée par des Consultants recrutés par l'UCP FSB additionnel en fonction des réglementations nationale de la Banque mondiale à mi par-parcours et à la fin du projet.

Le tableau 23 présente le récapitulatif du processus d'intégration des mesures de gestion environnementale et sociale dans le processus de mise en œuvre des activités du projet.

Renforcement des capacités pour la gestion environnementale dans le cadre du projet

Le CGES suggère des mesures d'appui institutionnel et technique, de formation et de sensibilisation pour renforcer les capacités des structures et des ressources humaines : Renforcement de l'expertise environnementale du ST/PDC ; Renforcement de l'expertise environnementale des CR/ANADEB ; Renforcement de l'expertise environnementale des CVD ; Elaboration d'un manuel d'entretien et de maintenance des infrastructures et équipements ; Réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) ; Elaboration de directives environnementales et sociales à insérer dans les travaux ; Suivi et Evaluation des activités du projet ; Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PDC ; Programmes de sensibilisation et de mobilisation au niveau villageois. Le coût global des activités est estimé à cent dix-neuf millions cinq cents (119 500 000) FCFA à intégrer dans les coûts du projet.

Le CGES suggère des mesures d'appui institutionnel et technique, de formation et de sensibilisation pour renforcer les capacités des structures et des ressources humaines : Recrutement des assistants juniors en sauvegardes environnementale et sociale pour les antennes régionales de l'ANADEB ; Renforcement de l'expertise environnementale et sociale des Antennes régionales de l'ANADEB; Renforcement de l'expertise environnementale et sociale des CVD ; Elaboration d'un module de sauvegardes environnementale et sociale à intégrer et dispenser dans les formations FoDA et coaching ; Elaboration d'un protocole de mise en œuvre des mesures barrières pour accompagner les formations FoDA et coaching ; Elaboration d'un protocole de mise en œuvre des mesures barrières pour accompagner les AGR ; Elaboration d'un protocole de mise en œuvre des mesures barrières pour accompagner les transferts monétaires ; Elaboration de Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et de Plans de Gestion des Risques (PGR) par typologie/ catégories d'AGR sous forme de directives environnementales et sociales ; Réalisation d'un diagnostic environnemental assorti de Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et de Plans de Gestion des Risques (PGR) pour des AGR spécifiques présentant des impacts et risques faibles, en intégrant leur spécificités ; Elaboration d'un manuel de surveillance et suivi Environnementale et Sociale des AGR ; Suivi et Evaluation des activités du projet ; Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet de Filets sociaux et de services de base ; Programmes de sensibilisation et de mobilisation des acteurs impliqués dans le projet ainsi que des communautés au niveau villageois. Le coût total des mesures environnementales et sociales : **Quatre-vingt-neuf millions trois cent trente-cinq mille (89 335 000) FCFA, soit environ 178 670 USD** à intégrer dans les coûts du projet.

Institutions responsables de la mise en œuvre et du suivi des mesures d'atténuation

Dans tous les cas, la surveillance et le suivi environnemental et social seront assurés par :

- les Consultants qui accompagneront les équipes de contrôle des travaux : ce suivi sera mensuel, durant toute la phase d'exécution des sous projets ; à la fin des travaux, une évaluation rétrospective sera effectuée ;
- les agents des services locaux des CVD : ce suivi sera permanent, durant toute la phase d'exécution des sous projets ;
- les chargés de projet d'ANADEB et des CR/ANADEB (les PFE) : ce suivi sera à mi-parcours et à la fin des sous projets (évaluation rétrospective).
- les services techniques déconcentrés de l'Etat dont les domaines de compétences sont interpellés par les sous projets (Environnement, Hydraulique, Environnement et Ressources Forestières, etc.).

La surveillance et le suivi environnemental et social seront assurés principalement par les spécialistes en sauvegardes environnementale et sociale du projet et les assistants juniors en sauvegardes environnementale et sociale basés au niveau des antennes régionales de l'ANADEB.

Un rapport de surveillance et suivi élaboré par les assistants juniors en sauvegardes environnementale et sociale sera transmis mensuellement au niveau central de l'Unité de Gestion du Projet par chaque région. La supervision (une forme de contrôle) des activités de sauvegardes environnementale et sociale sur le terrain par les SSES seniors permettra de consolider ces rapports et transmettre trimestriellement le rapport global de surveillance et suivi environnemental et social à l'ANGE.

Les CVD, qui précédemment avaient reçu une formation en sauvegardes environnementale et sociale seront associés à la surveillance et au suivi de la mise en œuvre des mesures dans les diverses activités. Les assistants EJV et FSB et d'autres agents des antennes régionales de l'ANADEB seront également associés à ce travail. Les services techniques déconcentrés de l'Etat dont les domaines de compétences sont interpellés par les sous projets (Agriculture et élevage, commerce et artisanat, environnement et ressources forestières, etc.) seront également sollicités.

L'ANGE dans sa prérogative, réalisera le contrôle et suivi de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes contenues dans les PGES et PGR opérationnels/ directives environnementales et sociales et dans les PGES et PGR opérationnels issus des EIES simplifiées et PAR éventuels.

Résumé des consultations publiques et des points de vue exprimés

Le résumé des consultations publiques et des points de vue exprimés prend en compte les consultations du public dans les cinq régions économiques du Togo au moment de l'actualisation du CGES et les mécanismes de consultation des parties prenantes et de divulgation de l'information à la phase de mise en œuvre du CGES comprenant l'élaboration des PGES et PGR opérationnels.

Mécanisme de gestion des plaintes du Financement additionnel du projet FSB

S'agissant du mécanisme de gestion des plaintes du projet FSB, l'opportunité est donnée aux bénéficiaires de se prononcer ou donner leurs avis sur la gestion du projet.

Ainsi, plusieurs types de plaintes peuvent surgir dans le cadre de la mise en œuvre des composantes et sous-composantes du fonds additionnel du projet FSB. Il s'agit des plaintes relatives aux transferts monétaires, à la mise en œuvre des AGR et de celles qui peuvent survenir pendant les formations FoDA et coaching. Ce mécanisme s'applique donc à toutes les plaintes et réclamations dans le cadre des activités du fonds additionnel du projet FSB.

Les parties prenantes au sens du présent mécanisme de gestion des plaintes sont des personnes physiques ou morales directement ou indirectement affectées par les activités du fonds additionnel du projet, ou celles ayant des intérêts dans le contexte du projet ou ayant la capacité d'en influencer les résultats. Il s'agit des acteurs communautaires que sont les chefferies, les CVD, les bénéficiaires des transferts monétaires, les bénéficiaires de l'inclusion financière (bénéficiaires individuels des AGR, bénéficiaires des AGR mais constitués en groupements), les riverains des sites d'activités génératrices de revenus, les propriétaires des sites sur lesquels il pourra être possible de mener des AGR et ceux détenant les potentiels sites de prélèvement de ressources pour l'artisanat, etc.

Ainsi, plusieurs types et catégories de plaintes dans le contexte du fonds additionnel peuvent se rapporter directement aux critères d'éligibilité des bénéficiaires, aux responsabilités et actes des parties prenantes globalement et aux activités du projet, etc.

Ces plaintes peuvent se rapporter directement aux critères d'éligibilité des bénéficiaires, aux responsabilités et actes des parties prenantes ainsi qu'aux activités du projet, ou se rapporter à un ménage estimant être éligible mais non inclus sur la liste des bénéficiaires, ou aux bénéficiaires à qui les subventions pourraient être versées mais non versées dans le cadre de l'inclusion économique etc. avec des actions envisagées et relatives aux types et catégories de plaintes.

Pour ce qui concerne le règlement des plaintes, des structures organisationnelles ont été créées du niveau village au niveau central, et qui sont astreintes aux procédures d'enregistrement, de traitement et de résolution des plaintes à partir des outils spécifiques et un système de suivi-évaluation du mécanisme qui permet de suivre et d'évaluer l'ensemble des plaintes reçues, traitées, résolues ou non avec des raisons qui justifient les plaintes non résolues.

Par ailleurs, il faut noter que les violences basées sur le genre sont des violences dirigées spécifiquement contre un homme ou une femme en raison de son genre. Les rapports hommes / femmes étant la plupart du temps régis par une relation de pouvoir inégale où les hommes ont un rôle social dominant, ce sont les femmes qui sont le plus souvent les victimes de ces types de violence. Il en existe six grandes catégories de VBG à savoir les violences sexuelles, les violences physiques, les violences émotionnelles et psychologiques, le déni de ressources d'opportunités et de services, les mariages précoces et forcés. Dans le cadre de la mise en œuvre des fonds additionnels du projet FSB, il a été effectué l'identification des catégories de VBG en relation avec les risques possibles ainsi que les cibles potentielles ou personnes à risques. Ces personnes à risques sont essentiellement les femmes et les jeunes filles bénéficiaires des Transferts Monétaires, de la formation en développement d'affaires

et en coaching. D'où la nécessité d'inclure dans la MGP existant une voie de dénonciation des plaintes dites sensibles (EAS/HS)

Protocole de lutte contre la COVID-19

S'agissant de la pandémie de COVID-19 qui a commencé en Chine en décembre 2019 et s'est propagée dans le monde entier, le Togo n'a pas été épargné. C'est ainsi que le Gouvernement a pris des dispositions en éditant des mesures barrières pour faire face à cette crise sanitaire.

Dans le contexte de la mise en œuvre du fonds additionnel du projet de Filets sociaux et services de base (FSB), il s'avère indispensable de prendre des dispositions, pour que tous les intervenants (acteurs de mise en œuvre) et bénéficiaires puissent se conformer aux mesures barrières mises en place par le Gouvernement. Ces mesures barrières s'appliquent de façon globale ou spécifique à la mise en œuvre des différentes composantes et sous-composantes du fonds additionnel à savoir les transferts monétaires, l'inclusion économique, les renforcements de capacités notamment le FoDA et le coaching.

Ces mesures barrières sont entre autres : le port obligatoire de masque (qui couvre le nez et la bouche), le lavage régulier des mains au savon ou la désinfection des mains avec un gel ou une solution hydroalcoolique ; l'interdiction de se toucher les yeux, le nez et la bouche, de faire des embrassades ou accolades ; l'autorisation de se saluer sans se toucher, sans se serrer les mains ; l'obligation de garder une distanciation sociale d'un mètre au moins vis-à-vis de l'autre ; l'obligation de tousser et d'éternuer dans le creux du coude ou dans un mouchoir à désinfecter ou à abandonner dans une poubelle qu'il faut gérer de manière à ne pas contaminer autrui, l'obligation de ne pas procéder aux regroupements de masse.

Violences Basées sur le Genre et le travail des enfants

Les questions de Violences Basées sur le Genre, d'exploitation et d'abus sexuels, de harcèlement sexuel et du Travail des Enfants, etc. sont des préoccupations majeures qui nécessitent une attention particulière dans le cadre de la mise en œuvre du fonds additionnel du projet de filets sociaux et services de base.

CHAPITRE 1. GENERALITES

1.1. Contexte du projet de filets sociaux et de services de base

Le Gouvernement togolais a initié et mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale, le Projet de Développement Communautaire et des Filets Sociaux (PDCplus) comme un des instruments de réalisation de sa stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE). Ce projet se situe dans la continuité des actions entreprises depuis 2005 dans le cadre du Programme d'Urgence de Réduction de la Pauvreté (PURP) initié suite à la note de réengagement prise par la Banque Mondiale et le PNUD en faveur du Togo en 2004 et dans la continuité de la première phase du Projet de Développement Communautaire (PDC). Les évaluations faites de ces deux projets ont conclu à leur pertinence, à l'efficacité des structures de mise en œuvre ainsi qu'à l'engagement réel des bénéficiaires dans la mise en place et la gestion des microprojets.

Le PDCplus, qui a clôturé le 31 juillet 2017, a financé des microprojets d'infrastructures de développement social. Dans la continuité de ce financement, le Gouvernement a lancé la préparation de deux nouveaux projets, avec l'appui de la Banque mondiale : le Projet d'Emploi des Jeunes et le Projet de Filets Sociaux et de Services de Base. Ce dernier projet a pour objectif d'assurer aux ménages pauvres un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux.

Ce nouveau projet reprend certaines composantes et sous-composantes du PDCplus, mais les rends plus gérables en les répartissant selon qu'ils visent à terme à accroître la résilience des populations ou accroître leur productivité. Les documents-cadres de gestion environnementale et sociale dans le cadre de la mise en œuvre du PDCplus méritent d'être mis à jour avec le nouveau projet de Filets sociaux et de services de base afin de prendre en compte d'une part, les activités spécifiques à ce projet, et d'autre part l'expérience faite avec le cadre de gestion environnementale et sociale du PDCplus. Par ailleurs, avec ce nouveau projet, le Gouvernement togolais et la Banque mondiale ont convenu de renforcer l'utilisation de l'approche de formation en gestion à la base (FGB) qui est une approche participative de renforcement des capacités et d'habilitation des communautés bénéficiaires des sous-projets afin de les rendre capables de conduire et gérer les cycles de ces sous-projets. Cette dimension du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base est un aspect important à prendre en compte dans la mise à jour des documents de sauvegarde environnementale et sociale dudit projet. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente mission qui consiste à actualiser le CGES du PDCplus afin d'intégrer cette nouvelle donne dans la perspective du développement durable du pays. L'élaboration de cet important document est une évaluation environnementale stratégique qui cadre avec les dispositions de la Loi-cadre sur l'environnement du Togo et de ses textes d'application ainsi que des politiques opérationnelles de la Banque mondiale, notamment l'OP 4.01 relative à l'Evaluation Environnementale.

Dans la continuité du projet de développement communautaire et de filets sociaux (PDCplus) qui s'est achevé le 31 juillet 2017, le Gouvernement a lancé la préparation

de deux nouveaux projets, avec l'appui de la Banque mondiale : le Projet d'opportunités d'Emploi pour les Jeunes Vulnérables (EJV) et le Projet de Filets Sociaux et de Services de Base (FSB). Ce dernier projet a pour objectif d'assurer aux ménages pauvres un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux. Celui de EJV est de fournir des opportunités de génération de revenu aux jeunes pauvres et vulnérables ciblés du Togo.

Ces deux projets démarrés depuis novembre 2017 et se clôturant au 31 décembre 2021, ont repris certaines composantes et sous-composantes du PDCplus, afin de faciliter leur gestion. Ainsi, les documents-cadres de gestion environnementale et sociale dans le cadre de la mise en œuvre du PDCplus ont été mis à jour pour les deux projets afin de prendre en compte d'une part, les activités spécifiques à ces projets, et d'autre part l'expérience faite avec le cadre de gestion environnementale et sociale du PDCplus. Au cours de la mise en œuvre de ces deux projets, en 2020, la pandémie de la COVID-19 a malheureusement fait son apparition.

Cette pandémie se poursuit en 2021 avec plus d'ampleur et d'impact négatif sur la pauvreté. En effet, avec cette pandémie, la pauvreté au Togo a augmenté d'un point soit de 45 à 46,2% de pauvres selon la Banque mondiale. En termes de protection sociale, on constate :

- Une faible couverture ;
- Une fragmentation des interventions ;
- L'absence d'une vision intégrée et coordonnées.

Dans ce contexte, un accord a été obtenu avec le Gouvernement togolais de consolider l'appui financier de la Banque mondiale. En attendant de mettre en place un programme consistant pour soutenir les efforts du gouvernement togolais, et dans le contexte actuel de pandémie de COVID-19, la Banque mondiale et le gouvernement ont convenu de mettre en place un financement additionnel du projet de filets sociaux et services de base (FSB) prenant en compte une des composantes de chacun des deux projets EJV et FSB qui devront s'achever au 31/12/2021. Son objectif est de renforcer la réponse du gouvernement à l'impact économique de la pandémie COVID-19 à travers une expansion de filets sociaux à des ménages pauvres, vulnérables et/ou touchés par la pandémie ; l'amélioration de l'accès aux mesures d'inclusion économie en vue de soutenir les ménages à accroître leur revenus et prendre une trajectoire durable pour sortir de la pauvreté ; renforcer le système national de protection sociale afin de le rendre productif capable de répondre aux chocs sur la base des expériences des projets EJV et FSB ainsi que la plateforme NOVISSI.

Etant donné que la mise en œuvre de ce financement additionnel n'est pas sans impacts et risques sur l'environnement biophysique et humain, son évaluation environnementale mérite d'être faite afin de proposer des mesures d'atténuation et de compensation aux impacts négatifs du projet et celles de prévention et de gestion aux risques qui lui sont inhérents. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'actualisation du CGES du projet FSB pour le compte du financement additionnel. L'élaboration de cet important document **qui est le cadre de gestion environnementale et sociale est en adéquation** avec les dispositions de la Loi-cadre sur l'environnement du Togo et de

ses textes d'application ainsi que des politiques opérationnelles de la Banque mondiale, notamment l'OP 4.01 relative à l'Evaluation Environnementale.

1.2. Objectif du cadre de gestion environnementale et sociale (CGES)

L'objectif du cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) est d'établir un processus de sélection environnementale et sociale qui permettra aux structures chargées de la mise en œuvre du projet de pouvoir identifier, évaluer et atténuer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des activités du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base au stade de planification. La procédure de revue environnementale et sociale du CGES sera intégrée à la procédure d'approbation et de financement générale des sous-projets et sera conforme aux lois de la République du Togo. La mise en œuvre d'un CGES prendra en compte les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale et les lois Togolaises pour chaque microprojet.

L'objectif du renforcement de la gestion Environnementale et Sociale pour le Projet des Filets Sociaux et de Services de Base est de décrire les mécanismes institutionnels relatifs à : (i) l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base; (ii) la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées; (iii) le suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation; (iv) le renforcement des capacités; (v) les estimations des coûts y relatifs ainsi que la chronologie. Le PGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base. Le CGES met l'accent sur les mesures d'atténuation des impacts qui résulteront de la mise en œuvre des activités du Projet des Filets Sociaux et de Services de Base.

Le CGES détermine aussi les dispositions et responsabilités institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du projet, y compris celles relatives au renforcement des capacités, mais aussi les activités de suivi requises pour vérifier la conformité avec les engagements qui seront pris au moment des négociations. Ainsi, le CGES permettra aux personnes chargées de la mise en œuvre du projet, dès le stade de la planification, d'identifier, d'évaluer et de proposer des mesures pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux éventuels liés aux activités du projet.

Le CGES a été préparé aussi parce que le Togo n'a pas encore de cadre de sélection environnementale et sociale des projets, même si la Loi-cadre sur l'environnement et le décret relatif aux études d'impact sur l'environnement disposent, en annexe, des listes nominatives de projets sujets à évaluation environnementale. Aussi, un Plan de Gestion Environnementale (PGES) est-il préparé dans le cadre de la présente étude pour assurer une mise en œuvre efficace des activités du projet. Le CGES sera inclus dans le Manuel d'Exécution du projet. Le chapitre 10 du CGES décrit les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale.

L'objectif du présent cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) est d'établir un mécanisme devant permettre la sélection environnementale et sociale des activités du Projet Filets Sociaux et de Services de Base additionnel au stade de planification. A terme, dès que les sites seront connus, il facilitera aux structures chargées de la mise en œuvre du projet de pouvoir identifier et évaluer les impacts

environnementaux et sociaux négatifs potentiels et risques des activités, afin de proposer des mesures d'atténuation et de compensation pour ces impacts d'une part et celles de prévention et de gestion pour les risques d'autre part. Le CGES devra également permettre, le cas échéant, la bonification des impacts positifs du projet. Ce qui suppose que le CGES aboutira plus tard à la réalisation d'études d'impacts environnementales et sociales (EIES) et diagnostics environnementaux et sociaux assortis de PGES pour les activités du projet qui les requerront. En outre, il devra définir le cadre de surveillance, de contrôle et du suivi environnemental et social ainsi que les dispositions et responsabilités institutionnelles à prendre avant, pendant et après la mise en œuvre du projet. Ces dispositions devront prendre également en compte celles relatives au renforcement des capacités, ainsi qu'au suivi global requis pour vérifier la conformité avec les engagements qui seront pris au moment des négociations. Les dispositions et procédures à appliquer devront être conformes aux lois de la République togolaise ainsi aux politiques de Sauvegardes environnementale et sociale de la Banque mondiale.

1.3. Méthodologie d'élaboration du cadre de gestion environnementale et sociale

La méthodologie suivie a été basée sur le concept d'une approche systémique en concertation avec les acteurs et partenaires concernés par le Projet de Filets Sociaux et Services de Base. L'étude a privilégié une démarche participative qui a permis d'intégrer les avis et arguments des différents acteurs. Notre plan de travail a été articulé autour de trois axes majeurs d'intervention :

- Étude bibliographique : (documents du projet et d'autres documents stratégiques et de planification au niveau national ou local). L'étude bibliographique a porté notamment sur les cadres politique, juridique et institutionnel (analyse sommaire des textes législatifs et réglementaires et des Conventions internationales), la situation environnementale et sociale de référence (collecte des données sur les milieux biophysiques et humains) des localités ciblées ;
- Rencontres avec les acteurs institutionnels principalement concernés par le projet, au niveau national et dans certaines collectivités ciblées ;
- Consultations et visites de quelques sites sur le terrain à travers les 5 Régions du pays. Les consultations et visites de terrain ont été essentielles pour étayer les informations qui sont issues de l'analyse bibliographique, recueillir des données complémentaires et surtout, discuter des enjeux environnementaux et sociaux des activités du projet avec les collectivités locales ciblées par le Projet des Filets sociaux et de Services de base.
- Examen du rapport provisoire par les spécialistes en sauvegardes environnementale et sociale de la Banque mondiale ;
- Tenue de l'atelier national d'examen et de validation du rapport provisoire qui a été organisé par l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE).
- Revue et approbation par la Banque mondiale du rapport du CGES

1.4. Résultats de la consultation publique

En termes de consultation, le Consultant a eu d'abord une séance de travail avec le Secrétariat Technique du PDCplus (ST/PFDC) et la mission de la Banque Mondiale. Il s'est aussi entretenu avec les cinq (5) Coordinations Régionales des AGAIB et certains acteurs à la base (voir procès-verbaux et photos des séances aux annexes 7). Le Consultant a bénéficié de la disponibilité et de l'appui des responsables du PDCplus (ST) et des Coordonnateurs Régionaux des AGAIB.

Les séances de consultation publique se sont déroulées du 12 au 16 décembre 2016. Ces rencontres ont permis au Consultant de présenter : le contexte d'actualisation du CGES du PDCplus et son adaptation au projet des filets sociaux et des Services de Base les composantes du projet susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs, les enjeux environnementaux et sociaux au niveau du projet sous forme d'impacts négatifs et les mesures envisagées pour les prévenir ou les atténuer, le cadre institutionnel d'identification et de sélection des Micro-projets et la mise en œuvre des mesures préconisées dans le CGES.

La synthèse des recommandations faites par les participants aux séances des consultations publiques par rapport au Projet de Filets sociaux et de services de base se présente comme suit :

- Tirer leçons de la mise œuvre du CGES du PDCplus pour améliorer le présent projet ;
 - Mettre un accent particulier sur le processus de ciblage des zones (choix des bénéficiaires) ;
 - Recruter une personne chargée du suivi environnemental et social des travaux au niveau régional ;
 - Mettre si possible en place un programme d'alphabétisation au sein des communautés de base pour renforcer leurs capacités en matière d'identification des impacts environnementaux et sociaux de leurs microprojets ;
 - Informer et sensibiliser davantage les entreprises en matière de respect des clauses environnementales et sociales contenues dans leurs cahiers de charge ;
 - Tenir compte du respect des clauses environnementales et sociales par les entreprises dans le processus de délivrance des attestations de bonne fin d'exécution, attestations valables pour les appels d'offres ultérieurs ;
 - Former des acteurs locaux sur les questions environnementales et sociales ;
 - Former les ressources humaines au niveau de l'ANADEB pour s'occuper de la gestion environnementale et sociale au niveau communautaire ;
 - Mettre davantage un accent sur la FGB de sorte que les CVD soient accompagnés par d'autres structures comme les ONG pour des résultats probants.
- Le processus de consultation publique des partenaires du projet s'est achevé par la tenue d'un atelier d'évaluation du CGES du projet organisé par l'ANGE. Celui-ci a eu lieu le jeudi 29 décembre 2016 dans la salle de conférence du FOPADESC à Lomé. L'atelier a connu la participation de la directrice de l'ANADEB, la coordonnatrice du Secrétariat Technique du PDCplus, du directeur de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, des représentants du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et autres parties prenantes concernées ou impliquées dans le projet. En

tout quarante-quatre (44) personnes ont pris part à cet atelier. Des observations et recommandations ont été formulées et intégrées au présent rapport.

Les acteurs et bénéficiaires du Projet des Filets sociaux et de Services de base ont globalement bien apprécié ce projet à travers ses objectifs de lutte contre la pauvreté et d'amélioration du cadre et des conditions de vie en milieu rural.

1.5. Acteurs

Tableau 1 : Typologie des acteurs consultés au cours des consultations du public au niveau régional

No	Structures	Nombre	Observations
1	Préfet de la Région	1	
2	Maire de la Région	1	
3	Maire à choisir	1	
4	Chefs de cantons, de villages et CVD	9	3 Chefs de cantons appartenant à des préfectures différentes + 3 Chefs de villages ¹ appartenant à différentes préfectures + 3 CVD de différentes préfectures, soit 9 cantons au total
5	DR environnement	1	
6	DR Agriculture et Elevage (DRAEP)	1	
	DR ICAT	1	
7	DR Economie Numérique/Représentant	1	
8	DR Hydraulique	1	
9	DR Commerce	1	
10	DR Action sociale	1	
12	DR Santé	1	
13	DR Planification	1	
14	PNPER	1	
15	Togocom	1	
16	Moov	1	
17	DOSI	1	
18	Faitière des Organisations Paysannes (UROPC)	1	
19	ONG Représentant les Organisations des artisans (Chambre de métiers)	1	
20	ONG Représentant les Organisations des commerçants	1	
21	Association des femmes de la région	1	

¹ Les villages à inviter sont ceux des cantons les plus pauvres n'ayant pas bénéficié des projets EJY et FSB en cours d'achèvement

Elles se sont déroulées du 07 au 12 avril 2021 dans le strict respect des mesures barrières contre le COVID-19. Dans ce sens, les salles réservées pour ces consultations ont dépassé une capacité d'accueil de 100 personnes. Les distanciations physiques, le port de bavettes, le lavage systématique des mains, l'usage de solutions hydroalcoolique, l'interdiction de faire des accolades, de serrer les mains, etc. furent respectés.

1.6. Sujets discutés

Dans les 45 cantons consultés, l'équipe de consultants a exposé aux populations les activités additionnelles du projet FSB portant sur : i) le développement de capacités (formations en développement d'affaires /FoDA) et coaching ; ii) le transfert monétaire en milieu rural et urbain ; iii) les activités d'inclusion économiques (activités génératrices de revenus/AGR) et iv) la gestion du projet. Les aspects de sauvegardes environnementale et sociale qui conditionnent la mise en œuvre de ce projet afin de garantir sa durabilité ont été amplement abordés.

Ces consultations du public ont permis à ces acteurs de s'informer sur les activités additionnelles du projet, de donner leur adhésion sur le projet FSB-Financement additionnel et de se prononcer sur leur attente par rapport aux formations FoDA et coaching, leur empressement à bénéficier des transferts monétaires et sur leur entière disponibilité à mener les AGR pour réduire la pauvreté dans leur milieu. Les acteurs ont également donné leurs appréciations, exprimé leurs préoccupations sur les potentiels impacts négatifs et les risques qui leur ont été exposés à titre d'exemple et ont par la même occasion, procédé à l'identification des différents impacts et risques génériques et ont proposé des mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs, ainsi que celles de prévention et de gestion des risques.

1.7. Mécanismes de consultation des parties prenantes et de divulgation de l'information à la phase de mise en œuvre du CGES et de l'élaboration des EIES et PAR

A l'étape du développement du CGES et de réalisation des EIES simplifiées et des PAR, il est important d'informer et de consulter les parties prenantes impliqués le projet FSB additionnel.

Une fois les AGR précisées, il sera aussi très important d'impliquer les parties prenantes concernées par les projets (services techniques de l'Etat, communautés à la base, société civile, etc.) de même que les parties prenantes qui seront potentiellement affectées par les projets. En effet, aux endroits où seront réalisés les formations, les transferts monétaires et les AGR du projet FSB additionnel, des réunions communautaires devront avoir lieu et des documents d'explication des engagements (CGES, Rapports d'EIES simplifiés et de PAR éventuels, PGES et PGR opérationnels, codes de bonne conduite, etc.) que les bénéficiaires du projet doivent respecter seront distribués et expliqués. Un processus d'information et de consultation sera alors mis en œuvre au moment de la réalisation des EIES simplifiées et des PAR éventuels.

Les médias de diffusion à privilégier sont les journaux, les documents de promotion spécifiquement préparés selon les AGR, les émissions de radio. Tous les moyens

appropriés devront être utilisés afin de s'assurer que les hommes, les femmes ainsi que les personnes vulnérables puissent être invités à participer aux activités de consultation et d'information.

Ainsi, conformément aux exigences de la Banque mondiale, les populations devront être informées des AGR prévues en amont de leur réalisation afin qu'elles puissent faire des commentaires sur les impacts environnementaux et sociaux possibles de l'ensemble des activités du projet ainsi que sur les mesures et les plans qui sont prévus afin de minimiser les impacts négatifs et bonifier les impacts positifs, ainsi que prévenir et gérer les risques. Les préoccupations et les attentes des populations concernées par les activités du projet doivent être prises en compte dès l'étape de la planification desdites activités et tout au long de la réalisation du projet.

2. PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

2.1. But du Projet des Filets sociaux et Services de base

Le projet a pour but ultime de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones cibles.

2.2. Objectif de développement du Projet des Filets sociaux et Services de base

Il a pour objectif de développement d'assurer aux ménages et communautés pauvres, un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques de base et aux filets sociaux.

Avec le financement additionnel, l'objectif de développement du projet a été modifié et se lit désormais comme « assurer aux ménages et communautés pauvres un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques de base, aux filets sociaux et aux opportunités d'inclusion économique. »

2.3. Composantes du projet

Le Projet des Filets sociaux et de Services de base a trois composantes principales :

1. Composante 1 : Améliorer l'accès des plus pauvres aux infrastructures socioéconomiques de base (14 millions \$ EU).

2. Cette composante a pour objectif d'appuyer la réhabilitation et la construction des infrastructures de base des communautés ciblées, ce qui permettra d'accroître l'accès aux services socioéconomiques y afférents.

La composante financera environ 350 microprojets d'infrastructures de base dans l'ensemble des cinq régions du pays. Chaque microprojet aura un financement d'environ 40 000 \$ EU.

Les impacts et risques de cette première composante ne sont pas pris en compte dans le présent CGES, car son CGES reste toujours en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et ses documents de sauvegardes environnementale et sociale dérivés sont déjà élaborés et en cours de mise en œuvre.

3. Composante 2 : Améliorer l'accès des plus pauvres aux filets sociaux « Filets sociaux productifs », (15 millions \$ EU).

Cette composante a pour objectif de soutenir un meilleur accès des communautés et des ménages les plus pauvres du Togo aux filets sociaux (cantines scolaires et transferts monétaires), et aux mesures d'inclusion économique et prend en compte deux sous-composantes :

- *Sous-composante 2.1 : Cantines scolaires (5 millions \$ EU).* Cette Sous-Composante entend accroître l'accès de près de 45 000 élèves de 164 écoles des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers (quotidiens) pendant deux années scolaires, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention des élèves dans les écoles des zones ciblées.

- *Sous-composante 2.2 : Transfert monétaire (10 millions \$ EU).* Cette sous-composante a pour objectif d'accroître le revenu et la consommation de 40 000 ménages ciblés pendant deux ans pour un montant mensuel de 5000 FCFA par mois qui sera l'équivalent de celui offert par le programme pilote. Le ciblage respectera les modalités de la Stratégie nationale de ciblage adoptée par le Gouvernement et ses partenaires en décembre 2015 et qui prévoit un ciblage communautaire complété par un test multidimensionnel des moyens d'existence [*Proxy means test/PMT*]. Cette approche permettra de confirmer l'éligibilité des ménages sélectionnés par les communautés.

Avec le financement additionnel, cette sous-composante sera étendue à 60 000 bénéficiaires additionnels répandu sur toute l'étendue du territoire nationale. Ceci portera le nombre total de bénéficiaires des transferts monétaires à 100 000.

- *Sous-composante 2.3 « Mesures d'inclusion économique ».* Elle va concerner, la mise en œuvre au profit de 15 000 ménages bénéficiaires sélectionnés, des formations en développement d'affaires (FoDA), une subvention pour démarrer une activité génératrice de revenus (AGR), et un suivi à travers du coaching/mentoring. Ceci, afin de permettre aux bénéficiaires de disposer des capacités pour entreprendre ou étendre leurs AGR.

Composante 3 : Renforcement des capacités et gestion de projet (6,0 millions \$ EU). « Développement des capacités et gestion du projet »,

- *Sous-composante 3.1 : Formation en gestion à la base (FGB).* Cette sous-composante appuiera la conduite de la FGB pour préparer les communautés bénéficiaires pour la mise en œuvre de leurs sous-projets. Le paquet FGB sera actualisé par l'introduction d'un module sur les filets sociaux qui sera dispensé aux communautés participant à la Sous-Composante de transferts monétaires.
- *Sous-composante 3.2 : Appui au système de filets sociaux.* Cette Sous-Composante contribuera au déploiement de la stratégie nationale de ciblage, non seulement puisqu'il sera l'un des premiers projets à l'appliquer, mais également grâce à la fourniture de l'assistance technique nécessaire à la préparation des instruments permettant de traduire cette stratégie en action. *La Sous-composante financera également l'assistance technique nécessaire au gouvernement pour le renforcement du système national de protection sociale, en vue de la définition d'une vision claire et d'une stratégie, de même que de programmes appropriés qui sont réactifs aux chocs.*
- *Sous-composante 3.3 : Gestion de projet.* Cette sous-composante couvrira les coûts de gestion de projet et autres coûts de renforcement des capacités et d'appui institutionnel.

2.4. Durée et coût du projet

La durée du projet est de quatre (4) ans (soit du 16 février 2017 date d'approbation au 31 décembre 2021, date de clôture).

Le coût du projet est de trente-cinq millions de Dollars EU (35 Millions de \$ EU).

Le projet FSB originel clôture le 31 décembre 2021. Avec l'octroi du financement additionnel pour lutter contre la pauvreté et renforcer la résilience des populations face à la pandémie à la COVID-19, ce délai sera prolongé du 31 décembre 2021 au 30 juin 2023. La durée du Financement additionnel du projet FSB- est de vingt-quatre (24) mois, soit deux ans.

Le coût du financement additionnel au projet est de vingt millions de Dollars EU (20 Millions de \$ EU.)

2.5. Cadre Institutionnel du Projet de Filets sociaux et de Services de base

Le Projet de Filets sociaux et de Services de base est placé sous la tutelle du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - MDBAJEJ (Ministère de tutelle). Il est rattaché à la Direction Générale de l'ANADEB. Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - MDBJEJ (Ministère de tutelle). Il est rattaché à la Direction Générale de l'ANADEB qui est l'entité de mise en œuvre du projet.

Ainsi, au niveau central, il sera géré par une unité de coordination nationale. Au niveau régional, il sera de la responsabilité des antennes régionales. Au niveau local les communautés représentées par leurs Comités Villageois de Développement (CVD) seront responsabilisées dans l'identification, l'élaboration et l'exécution de leurs micro-projets avec l'aide des antennes régionales (voir Projet d'organigramme de l'ANADEB en annexe 6).

Les services techniques déconcentrés de l'Etat (Agriculture et élevage/ICAT, Artisanat/Chambre régionaux des métiers, Commerce, etc.) appuieront dans l'encadrement et l'appui technique des AGR au niveau régional et local. Au niveau local proprement dit, les communautés représentées par leurs Comités Villageois de Développement (CVD) seront appelées à contribuer à l'identification des ménages pauvres avec l'aide des antennes régionales.

3. REVUE DES CADRES POLITIQUE, LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE NORMATIF ET INSTITUTIONNEL EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT AU TOGO

3.1. Cadre politique

Pour la réalisation des activités du projet, la prise en compte de l'environnement et des populations constitue des exigences fondamentales et des principes cardinaux indispensables. Ceci passe par le respect des politiques de protection environnementales et sociales en République du Togo et des politiques de sauvegardes environnementales et sociales prévues par la Banque Mondiale.

3.1.1. Cadre politique international

Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine

Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) est le volet agricole du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique NEPAD, qui vise à encourager un développement induit par l'agriculture afin d'atteindre et de contribuer à la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) relatif à la réduction de la pauvreté et à l'éradication de la faim. Après l'approbation du PDDAA, dont un des objectifs spécifiques est d'atteindre un taux de croissance annuelle moyenne de 6 % jusqu'en 2015, les Communautés Économiques Régionales l'ont adoptée comme vision pour la restauration de la croissance agricole, la sécurité alimentaire et le développement rural en Afrique.

Le présent projet s'inscrit en grande partie dans ce programme de développement Agricole, pour ce qu'une grande partie des AGR seront du domaine Agricole. Ce projet contribuera alors au développement rural au Togo, à travers à la réduction de la pauvreté et à de la faim.

Déclaration de Malabo

Le 23^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine s'est tenu à Malabo en juin 2014 avec pour thème « la transformation de l'agriculture africaine pour une prospérité commune et des moyens d'existence améliorés, en exploitant les opportunités de croissance inclusive et de développement durable ». Le Sommet a exprimé une attention renouvelée au rôle de catalyseur de l'agriculture pour la croissance africaine, dix ans après l'adoption du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA).

À l'issue du sommet, les chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine, ont adopté deux décisions et deux déclarations qui se rapportent directement au PDDAA et au programme de transformation agricole et de sécurité alimentaire de l'Afrique au cours de la décennie 2015-2025. Ils ont pris l'engagement d'atteindre un ensemble d'objectifs communs en 2025. Ces engagements portent sur l'accélération de la croissance et de la transformation telle que définie dans la vision du PDDAA pour les 10 prochaines années. Les engagements de Malabo seront renforcés par l'intégration de mécanismes de financement innovants et par l'engagement du secteur privé dans

le développement agricole du continent. La déclaration de Malabo s'est accompagnée d'un engagement à mesurer, suivre et publier les progrès réalisés sous la forme d'un Cadre de résultats du PDDAA.

Mis à part le volet production Agricole, une partie des AGR va concerner la transformation des produits issus de l'agriculture. Le projet est donc en lien avec ce programme de transformation agricole et de sécurité alimentaire de l'Afrique au cours de la décennie 2015-2025, conforme à la déclaration de Malabo.

Nouvelle Politique Agricole Commune de la CEDEAO (PAC/CEDEAO)

Adoptée en janvier 2005 à Accra, la PAC/CEDEAO définit comme vision : « une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé. Productive et compétitive sur le marché intra-communautaire et sur les marchés internationaux, elle doit permettre d'assurer la sécurité alimentaire et de procurer des revenus décents à ses actifs ».

Un processus visant à ajuster et renforcer la Politique agricole commune de la CEDEAO (ECOWAP) pour répondre aux nouveaux défis rencontrés par l'Afrique de l'Ouest et sa population est actuellement en cours.

Il est axé sur l'adoption d'un Cadre d'Orientations Stratégiques (COS) 2025 et des plans d'investissement 2016 2020, au niveau de chaque pays (Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle -PNIASAN) et au niveau régional (PRIASAN).

Cette politique met tout de même l'accent sur les exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé ; ce qui est en adéquation avec les AGR probablement majoritaires que les bénéficiaires du projet mettront en œuvre.

Politique environnementale de la CEDEAO

La politique environnementale de la CEDEAO, publiée par la Direction de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO, se focalise sur l'environnement, dans son sens le plus large.

Elle propose des stratégies de mise en œuvre qui renforcent les institutions sous-régionales de l'Afrique de l'Ouest, en particulier l'UEMOA, la CEDEAO elle-même, les dispositifs du NEPAD et le CILSS pour atteindre les objectifs environnementaux majeurs y compris ceux inclus dans les missions des organismes de divers niveaux dont les organismes de bassins.

Elle couvre tous les aspects de i) l'aménagement, la conservation et le développement des ressources naturelles ; ii) de la protection de l'environnement ; iii) de l'impact des établissements humains et en particulier de l'habitat urbain. Il s'agit, dans toutes leurs variations, de « l'ensemble des conditions naturelles ou artificielles (physiques, chimiques et biologiques) et culturelles (sociologiques) dans lesquelles les organismes vivants comprenant l'homme et les espèces animales et végétales se développent... » et où se conjuguent processus naturels et activités humaines de toutes natures. Le Togo, en adoptant cette politique s'inscrit dans la dynamique de son respect dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développement. La mise en œuvre de

l'inclusion économique du financement additionnel du Projet de Filets Sociaux et Services de Base devra en tenir compte.

Politique des ressources en eau de l'Afrique de l'Ouest

Elaborée en collaboration avec l'UEMOA et le CILSS et adoptée le 19 décembre 2008, la politique des ressources en eau de la CEDEAO, avec la mise en place du Cadre Permanent de Coordination et de Suivi de la gestion intégrée des ressources en eau, la CEDEAO, en collaboration avec l'UEMOA, et en consultation avec l'ensemble des parties prenantes, entend harmoniser et intégrer ces diverses politiques et définir un cadre de politique de l'eau à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest afin de concilier rationalité économique et équité sociale, développement économique et préservation de l'environnement. Ce document de politique a pris appui sur des états des lieux nationaux des ressources en eau et de leur cadre de gestion. Plusieurs défis devraient être ainsi relevés.

Ces défis constituent les préoccupations fondamentales de la présente politique et de diverses autres politiques et stratégies sectorielles régionales élaborées et mises en œuvre en cohérence. L'adoption de cette politique par les pays de la CEDEAO dont le Togo, permettra à terme, une gestion rationnelle des ressources en eau. Etant donné qu'il y aura usage de l'eau dans l'exécution des AGR, la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux et Services de Base (FSB) dans le cadre de son financement additionnel devra prendre en compte toutes les directives de cette politique.

Politique Agricole de l'UEMOA

La Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a engagé, en 2000, un processus de formulation des grandes orientations de la Politique Agricole de l'Union (P.A.U.). Ce processus participatif, fondé sur une étroite concertation entre la Commission et les différents acteurs nationaux et régionaux, a permis de définir les objectifs, les principes directeurs, les axes et instruments d'intervention de cette politique, qui ont été adoptés par les instances de décision de l'Union, en décembre 2001, à travers l'Acte additionnel n° 03/2001.

La mise en œuvre de la P.A.U. a été engagée en 2002. L'objectif global de cette politique est de contribuer durablement à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social des États membres et à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

Les objectifs de cette politique sont pertinents dans le contexte des AGR qui seront exécutées dans la mesure où ils prennent en compte les critères de durabilité, l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs, etc.

3.1.2. Cadre politique nationale

Politique Nationale de l'Environnement

La Politique Nationale de l'Environnement adoptée le 23 décembre 1998 définit le cadre d'orientation globale pour la promotion d'une gestion rationnelle de l'environnement et des ressources naturelles dans une optique de développement.

Elle est axée sur : (i) la prise en compte des préoccupations environnementales dans le plan de développement national ; (ii) l'atténuation, la suppression et/ou la réduction des impacts négatifs sur l'environnement des projets et programmes de développement publics ou privés ; (iii) le renforcement des capacités nationales en gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; (iv) l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations.

Aussi, le présent CGES répond-il aux exigences de la politique nationale de l'environnement en vue de permettre au promoteur de respecter les orientations contenues dans cette politique Nationale de l'Environnement avant, pendant et après la réalisation de ce projet afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.

Document de politique agricole pour la période 2016-2030

Adoptée le 30 décembre 2015, la vision portée par le Document de politique agricole pour la période 2016-2030 est de réaliser : « une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l'horizon 2030 ».

L'objectif global à atteindre dans ses interactions avec les autres secteurs est de contribuer à l'accélération de la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie tout en assurant l'inclusion sociale et le respect de l'environnement.

Les objectifs de développement spécifique au secteur agricole sont d'assurer durablement :

- la sécurité alimentaire,
- le rééquilibrage de la balance commerciale agricole,
- l'amélioration du niveau des revenus agricoles,
- la création des emplois agricoles décents et la réduction de la pénibilité du travail,
- le maintien de manière durable d'un taux de croissance agricole élevé.

La mise en œuvre des activités génératrices de revenus dans le domaine de l'agriculture contribuera certainement à l'atteinte des objectifs fixés par la présente politique Agricole.

Politique Nationale du Développement de l'Artisanat

Le but visé par la politique nationale de développement de l'artisanat (PNDA) est de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de vie des acteurs du secteur, en les dotant de capacités techniques, matérielles et financières suffisantes afin de leur permettre de s'auto promouvoir et de participer activement à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et au bien-être des citoyens dans la perspective d'une vision globale de développement socioéconomique durable.

A cet effet, la PNDA devra contribuer à relever le secteur conformément au décret 84-46/PR du 08 février 1984, portant réglementation de l'exercice de l'artisanat au Togo, en posant les bases visant à améliorer les conditions de vie des populations œuvrant dans le secteur, à diminuer la pauvreté et la faim au niveau de toutes les couches socioprofessionnelles relevant notamment du secteur de l'artisanat conformément aux objectifs N°1 et N° 2 des ODD. Il s'agit, en d'autres termes de faire face aux enjeux globaux que sont la mondialisation, l'intégration régionale, etc. et aux grands défis

nationaux de l'heure et la culture de la compétitivité afin de permettre aux artisans togolais de s'auto promouvoir et de sortir de leurs conditions d'acteurs peu organisés et à revenus faibles.

Ainsi, dans le cadre de la réalisation des AGR, le projet doit respecter les orientations de la politique nationale de développement de l'artisanat, en évitant la pression sur les ressources en vue de préserver l'environnement.

De ce fait, la réalisation du CGES avant la mise en œuvre des activités d'inclusion économique du projet FSB, susceptibles de porter atteinte à l'environnement permettra de limiter les impacts négatifs sur les ressources matérielles très variées tels que le bois et ses dérivés multiples, les pierres précieuses, l'argile, le sable, les herbes de toutes sortes, produits agricoles, le fer, l'or, le bronze, le cuivre, etc., les objets de récupération, les coquilles de mollusque, les coquillages, etc.

Politique Nationale de l'Eau

Le but visé par l'adoption de la politique nationale de l'eau le 04 Août 2010 est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau, afin que celle-ci ne devienne un facteur limitant du développement socioéconomique. La politique nationale de l'eau proclame l'eau comme un patrimoine commun et se fonde sur les principes d'équité et de solidarité envers les couches les plus pauvres de la population, l'efficacité économique et la durabilité environnementale. Elle prescrit le développement d'une approche intégrée, transversale et participative de la gestion de la ressource. Cette démarche prend aussi en compte la nature épuisable de la ressource.

La politique nationale de l'eau proscriit les comportements et pratiques humains dont les impacts agissent négativement sur la qualité, la quantité et la disponibilité de celle-ci ;

Dans la réalisation de ses activités y compris dans les AGR le projet doit respecter les orientations de la politique nationale de l'eau en évitant la pollution de l'eau, en réduisant la pression sur la ressource et le gaspillage.

Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement au Togo (PNHAT)

La Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement au Togo (PNHAT) adoptée en 2009 définit les orientations en matière d'hygiène et d'assainissement au Togo. Cette politique vise la mise en place d'un cadre institutionnel et juridique approprié permettant d'impulser le sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement. Il ressort de ce document que la maîtrise du secteur de l'assainissement passe entre autres par la gestion rationnelle des déchets de tout genre, la mise sur pied des infrastructures d'assainissement tant individuelles que collectives, la lutte contre les pollutions, l'assainissement des eaux usées et excréta en milieu rural et en milieu urbain, assainissement pluvial; la gestion des déchets solides urbains ; l'assainissement dans les établissements classés et autres que les établissements de santé.

Dans la conduite des activités du Projet, des dispositions nécessaires devront être prises afin que la gestion des déchets solides et liquides puisse se faire dans les conditions requises par la PNHAT.

Politique Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre

Adoptée par le gouvernement en janvier 2011, la Politique Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (PNEEG) a pour objectif majeur de faire du Togo un pays émergent,

sans discrimination, où les hommes et les femmes auront les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance. Cette politique a pour finalité de promouvoir à moyen et long termes, l'équité et l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et leur participation effective à la prise de décision à tous les niveaux du processus de développement du Togo. Ses objectifs sont d'instaurer un environnement institutionnel, socioculturel, juridique et économique favorable à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre au Togo et d'assurer l'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs de la vie économique et sociale. La mise en œuvre des activités du projet (choix des bénéficiaires, transferts monétaires, formations, activités génératrices de revenus, etc.) doit se faire dans le respect des directives de cette politique, y compris la prise en compte de la vulnérabilité (handicapes/incapacité définitive, incapacité temporaire, etc.) dans le choix des bénéficiaires.

Politique nationale de la santé

Adopté en septembre 1998 par le gouvernement togolais, la Politique Nationale de la Santé (PNS) a pour objectif fondamental de réduire les taux de mortalité et de morbidité liés aux maladies transmissibles et non transmissibles à travers une réorganisation et une meilleure gestion du système de santé et une amélioration continue de l'accessibilité de tous, particulièrement les plus vulnérables dont le couple mère-enfant, aux services de santé de bonne qualité.

La nouvelle politique nationale de santé est le résultat d'un processus inclusif et consensuel de l'ensemble des parties impliquées dans la santé. Cette politique nationale de santé sert de base à la planification nationale et de cadre de référence pour l'ensemble des intervenants dans le secteur de la santé. Elle est en harmonie avec les priorités du programme mondial d'action sanitaire 2006-2015, la politique de la santé pour tous dans la région Africaine pour le 21ème siècle : agenda 2020 et les orientations stratégiques 2010-2015 de la région Africaine de l'Organisation mondiale de la santé.

La vision de la politique nationale de santé est d'assurer à toute la population le niveau de santé le plus élevé possible en mettant tout en œuvre pour développer un système de santé performant basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, accessible et équitable, capable de satisfaire le droit à la santé de tous en particulier les plus vulnérables.

Pour ce faire, elle s'est assignée cinq objectifs qui sont : Réduire la mortalité maternelle et néonatale et renforcer la planification familiale, Réduire la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans, Combattre le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et les autres maladies (1) maladies non transmissibles : diabète, HTA, drépanocytose, maladies mentales, cancer, obésité, maladies bucco-dentaires, maladies respiratoires chroniques ; (2) Maladies à potentiel épidémique ; (3) maladies tropicales négligées, etc.), Promouvoir la santé dans un environnement favorable à la santé, Améliorer l'organisation, la gestion et les prestations des services de santé.

Cette politique qui vise entre autres à combattre les maladies dont celles à potentiel épidémique prendre en compte la maladie de la COVID-19, à travers les mesures

barrières prescrites et actuellement mises en œuvre. Toutes les activités du projet doivent donc être exécutées dans le respect scrupuleux de ces mesures barrières.

Politique Nationale d'Aménagement du Territoire – 2009 (PONAT)

L'objectif général de cette politique est de rechercher des solutions adéquates afin de garantir une utilisation rationnelle et judicieuse du territoire dans une perspective d'un développement équilibré de toutes les régions du Togo.

Le projet doit respecter scrupuleusement les orientations de la PONAT.

Stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques

L'élaboration de la stratégie est venue compléter les travaux de la Communication Nationale Initiale sur les Changements Climatiques. La stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC a défini des actions prioritaires dont la gestion durable des ressources naturelles dans le secteur de l'Affectation des terres et de la Foresterie, l'amélioration des systèmes de production agricole et animale, de la gestion des déchets ménagers et industriels, de la communication et de l'éducation pour un changement comportemental.

La mise en œuvre du projet doit donc tenir compte de la réduction de l'émission du CO₂ dans l'atmosphère, d'où la nécessité d'effectuer les travaux suivant les exigences de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et de l'engagement du Togo lors de la COP 21 de décembre 2015.

Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique

La stratégie a été élaborée pour affiner les mesures de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique. Elle propose des principes de base, des orientations ainsi que des actions susceptibles d'assurer la conservation et l'exploitation rationnelles et durables de la biodiversité. Elle recommande, entre autres, de :

- préserver des aires représentatives des différents écosystèmes pour garantir leur pérennité et conserver leurs éléments constitutifs en développant une politique de gestion concertée des aires protégées et en conservant les écosystèmes sensibles regorgeant d'espèces rares, menacées, endémiques ou commercialisées ;
- assurer l'utilisation durable et le partage équitable des rôles et des responsabilités découlant de la gestion de la biodiversité à travers la réalisation des études d'impact environnemental des nouveaux projets ainsi que des audits environnementaux des activités en cours ;
- mettre en place une taxation appropriée en vue de décourager l'utilisation anarchique des ressources biologiques.

Si les sites du projet ne sont pas dans des aires protégées, il n'en demeure pas moins que certaines espèces menacées ou rares soient rencontrées d'où la nécessité de respecter le contenu du document de la stratégie.

Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles (2018-2022)

Le Programme National d'Investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN), adopté en mai 2011 par le Gouvernement Togolais, est arrivé à terme en 2015 et est remplacé par le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles (CSIGERN, 2018-2022) qui répond aux besoins de gérer durablement l'environnement et les ressources naturelles sur la période 2018 à 2022. C'est un document cadre du ministère qui permettra de contribuer à l'amélioration du cadre de gestion des ressources forestières, le renforcement de la sécurité alimentaire et de la croissance économique du pays notamment la réduction de la pauvreté. L'axe 3 du CSIGERN est consacré à la réduction des catastrophes et à la lutte contre les changements climatiques. Toutes les activités du projet, surtout les AGR, que ce soit du secteur de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, etc. ; doivent s'inscrire dans les directives de cette stratégie en vue de consolider leur durabilité.

Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)

Le document de Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) du Togo est validé en septembre 2011 et constitue un outil précieux de planification du développement au niveau national.

Quatre axes stratégiques ci-après constituent les principales articulations du document :

1. consolidation de la relance économique et promotion des modes de production et de consommation durables ;
2. redynamisation du développement des secteurs sociaux et promotion des principes d'équité sociale ;
3. amélioration de la gouvernance environnementale et gestion durable des ressources naturelles ;
4. éducation pour le développement durable.

Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE)

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) a été élaborée en 2012 par le gouvernement. Elle couvre la période 2013-2017 et répond au besoin d'actualiser les orientations stratégiques sur le moyen terme. Elle prévoit désormais cinq axes autour desquels s'articulent les programmes de développement et d'investissement à savoir :

- le développement des secteurs à fort potentiel de croissance,
- le renforcement des infrastructures économiques,
- la promotion du capital humain, la protection sociale et l'emploi,
- le renforcement de la gouvernance,
- la promotion d'un développement participatif, équilibré et durable.

La SCAPE fera place aux 17 Objectifs de Développement Durable comportant 169 cibles adoptés par les Nations Unies le 25 septembre 2015 pour les quinze (15) prochaines années.

Le projet engendrera des emplois ; Il contribuera à la réduction de la pauvreté, à la promotion de l'emploi et constituera un projet à fort potentiel de croissance à travers les infrastructures de base qui seront mises en place et les filets sociaux.

Toutefois, il faut s'attendre à certains impacts négatifs qui devront être annihilés par la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementales appropriées proposées dans le présent CGES.

Plan national de développement (PND) 2018-2022

Validé par le Gouvernement togolais le 3 août 2018, le Plan national de développement (PND) 2018-2022 est un plan qui révèle la vision du gouvernement à moyen terme, les objectifs et les actions à mener pour la promotion de l'emploi, l'autonomisation des femmes, la création de richesses, le développement des infrastructures. Le Plan National de Développement qui couvrira la période 2018-2022, repose sur un changement de paradigme et est structuré autour de trois axes majeurs que sont la mise en place d'un hub logistique d'excellence et centre d'affaires, la réalisation des pôles de transformation agricole manufacturiers et d'industries extractives et la consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion.

Selon ce document de référence, le Togo a l'ambition d'atteindre un taux de croissance en cible de 7,6% notamment grâce à des projets phares à fort potentiel de création massive d'emplois et une implication prépondérante du secteur privé. Le Togo ambitionne donc de transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois et induisant l'amélioration du bien-être social tout en respectant son environnement.

Au plan agricole, « le gouvernement est convaincu qu'il faut promouvoir une agriculture orientée « agrobusiness » permettant d'attirer les investissements privés, d'accroître le rendement, de professionnaliser les acteurs, et de créer des milliers d'emplois dans le secteur et les services connexes. Ainsi, la dotation de fonds à quinze mille (15 000) personnes désignées par des ménages sélectionnés sur la base de leur niveau de pauvreté pour développer les AGR dont une bonne partie sera potentiellement orienté dans l'agriculture et l'élevage, eu égard à l'expérience en cours d'achèvement, permettra de booster ce secteur d'activités

Sur le plan environnemental, l'effet attendu 12 de l'axe stratégique 3 « consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion », l'objectif stratégique est d'assurer une coordination multisectorielle et une bonne gouvernance du secteur de l'environnement, en vue de contribuer significativement à l'économie nationale. Le gouvernement s'attèlera à cet effet à : (i) la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes; (ii) la réduction de la dégradation du milieu naturel et la protection des espèces menacées; (iii) la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la vulnérabilité des personnes et des biens aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes ; (iv) l'amélioration de la gestion rationnelle des déchets et des produits chimiques et la prévention des risques biologiques, radiologiques et nucléaires ; et (v) l'adoption des pratiques nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature.

Toutes les activités du projet devront donc être menées dans cette directive de la préservation de l'environnement pour leur durabilité.

Feuille de Route Présidentielle TOGO 2025

Dans le cadre de la Feuille de Route Présidentielle du Togo, une rencontre a été initiée à Lomé le 22 janvier 2021 par le Chef du Gouvernement avec le secteur privé, les partenaires techniques et financiers du Togo et qui avait pour objectif d'exposer la feuille de route du gouvernement 2020-2025 en vue de mobiliser l'ensemble de ces partenaires autour de la vision quinquennale du gouvernement.

Elle tient compte du contexte actuel marqué par une crise sanitaire. « Cette feuille de route fait de manière pragmatique un recentrage de l'action du gouvernement sur les priorités de développement à moyen terme ». Il s'agit de « travailler sur un nombre réduit de projets intégrés à fort impact et réformes stratégiques pour mieux cibler, mesurer et rendre compte ».

La feuille de route du gouvernement en lien avec le PND se décline en trois grands axes notamment, (i) le renforcement de l'inclusion, de l'harmonie sociale et de la consolidation de la paix, (ii) la création d'emplois pour les jeunes en s'appuyant sur les forces de l'économie et (iii) la modernisation du Togo et le renforcement de ses structures.

La mise en œuvre de cette feuille de route appelle la mobilisation de l'ensemble des partenaires dans un nouveau partenariat d'alignement sur les priorités du Gouvernement, de gestion axée sur les résultats. Dans ce cadre, cette feuille de route devra permettre de réaliser les orientations qui sont définies dans le document de Politique Générale, se déclinant en 10 ambitions ainsi qu'en 42 projets et réformes au bénéfice de la population. Cette feuille de route doit venir renforcer les structures du Togo et contribuer à sa modernisation. Les actions de l'inclusion économique du financement additionnel du Projet FSB, avec l'appui de la Banque mondiale au profit du Togo s'inscrivent dans la dynamique de la réalisation des orientations de cette feuille de route.

Stratégie du Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA) en matière de construction scolaire du primaire

Le Ministère des Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA) s'est engagé depuis mi-2009 dans la redéfinition de sa stratégie de constructions scolaires de l'enseignement primaire. Une réflexion menée par la Direction de la Planification de l'Education et de l'Evaluation (DPEE), appuyée en cela par les Partenaires Techniques et Financiers du secteur de l'Education a permis de réinterroger et de redéfinir les politiques, méthodes et approches à retenir dans le domaine des constructions scolaires.

Après avoir rappelé l'état des lieux des constructions scolaires, la nouvelle stratégie nationale est décrite en parties à savoir : (i) diagnostic de la situation est présenté ; (ii) dispositions adoptées pour la nouvelle stratégie en termes de normes, standards, processus de planification et de mise en œuvre ; (iii) différentes modalités de mise en œuvre ; (iv) suivi/évaluation ; (v) modalités de renforcement des capacités du système ; enfin, (vi) canevas des responsabilités et de mise en œuvre, accompagnée d'une Matrice de la Stratégie de Constructions Scolaires.

Le Projet des Filets Sociaux devra intégrer dans les clauses environnementales et sociales des entreprises, les aspects liés à l'hygiène, santé, sécurité et environnement (HSSE) prévues par les normes et standards de la nouvelle stratégie de constructions scolaires de l'enseignement primaire.

Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE)

Le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) adopté le 06 juin 2001, recommande à travers son orientation stratégique 3, de « prendre effectivement en compte les préoccupations environnementales dans la planification et la gestion du développement ». Il en est de même de l'orientation 4 qui recommande aux promoteurs de projets de « promouvoir une gestion saine et durable des ressources naturelles et de l'environnement ». Aussi, son objectif 1 recommande-t-il de « promouvoir des politiques sectorielles respectueuses de l'environnement ». Pour le PNAE, les principes généraux qui devraient guider l'élaboration et l'emploi d'instruments économiques à moyen et long terme sont les principes pollueur-payeur.

L'Etat togolais qui est promoteur du projet se conforme aux orientations et recommandations inscrites dans le document du PNAE en procédant à l'élaboration du CGES en vue d'une prise en compte des impacts potentiels identifiés au niveau des trois composantes du projet.

Plan d'Action Forestier National

Face à la dégradation continue et exponentielle des ressources forestières, le Gouvernement du Togo après avoir réalisé une analyse diagnostique du secteur forestier a élaboré un Plan National d'Action Forestier (PNAF) en 2011 qui vise à l'horizon 2035 :

- atteindre une couverture forestière de 30%, - gérer durablement les ressources naturelles, particulièrement les forêts pour la satisfaction des besoins des générations présentes et futures en produits et services forestiers.

Comme objectifs spécifiques, il s'agit pour le PAFN de :

- assurer une utilisation optimale et conservatoire de la ressource forestière tenant compte de la situation économique déficitaire et des besoins futurs en produits forestiers du pays,
- porter le taux de couverture forestier de 8 % à 30 % comme recommandé par la FAO et par là, augmenter la production de bois d'œuvre de 20 000 ha de plantation en dix (10) ans,
- assurer l'autosuffisance nationale en produits ligneux et contribuer également au développement et au renforcement de la présence du pays sur le marché international du bois.

Les activités génératrices de revenus qui seront menées dans le cadre du projet FSB-financement additionnel, notamment dans les domaines de l'agriculture, l'artisanat, le commerce doit tenir compte des objectifs du présent plan en maintenant durablement les écosystèmes forestiers et leurs ressources qui seront prélevées.

Programme National d'Investissements pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN)

Conscient des enjeux majeurs de l'environnement dans le développement économique, social et politique, le gouvernement du Togo a élaboré des politiques, stratégies, plans et programmes en vue de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Malgré cette volonté politique affichée de rendre la gestion de l'environnement durable, l'évaluation des résultats révèle des insuffisances dans la mobilisation des ressources et dans la coordination des interventions. C'est dans ce contexte que le Programme National d'Investissements pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN), cadre stratégique d'investissement dans le secteur pour la période 2011-2015, est intervenu. Le PNIERN répond aux besoins de gérer durablement l'environnement et les ressources naturelles en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la croissance économique du pays et à la réduction de la pauvreté.

Le projet contribue à l'atteinte des objectifs du PNIERN à travers la mise en œuvre des mesures prescrites dans le CGES.

Programme National de Gestion de l'Environnement (PNGE)

L'un des aspects de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Environnement est le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) qui s'est concrétisé par l'élaboration d'un Programme National de Gestion de l'Environnement (PNGE). Ainsi le PNGE constitue un cadre national à travers lequel l'État a pris des options de renforcement de gestion de l'environnement et des ressources naturelles et qui recommande la prise en compte de la dimension environnementale dans la mise en œuvre de tout projet, programme et plan de développement.

L'élaboration du CGES constitue un moyen de mise en œuvre des recommandations du PNGE par les promoteurs du présent projet.

Programme d'Action National de Lutte contre la désertification

Après avoir ratifié la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification le 04 octobre 1995, le Gouvernement a élaboré un Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) en mars 2002. Ce PAN/LCD recommande de renforcer les capacités nationales de gestion des ressources naturelles en de promouvoir un développement durable. Il préconise, à travers son sous-programme IV, la gestion durable des ressources naturelles par la gestion des zones humides et des aires protégées, la protection des écosystèmes fragiles et la lutte contre les feux de brousse.

*Les activités à entreprendre vont entraîner la destruction de la végétation sur les sites de réalisation de certaines infrastructures **et sur les sites agricoles des AGR**. Pour ce faire, la réalisation du CGES avant l'implantation des ouvrages permettra de limiter les impacts sur les ressources naturelles et de proposer le reboisement compensatoire*

Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA)

Adopté en avril 2009 avec l'appui de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) est un point d'ancrage de toutes les initiatives

relevant du secteur de l'agriculture. Sa mise en œuvre permettra au secteur agricole d'atteindre un taux de croissance de 6% par an. L'un des principaux objectifs du PNIASA est de réduire la pauvreté en milieu rural par la promotion de nouvelles filières et de diversification dont l'arboriculture fruitière (mangues, anacarde, agrumes). Le PNIASA doit accroître sa production d'au moins 40% jusqu'en 2015.

Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Le Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) a été élaboré par le Togo en 2016 pour la période 2016-2025 afin de bâtir une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l'horizon 2030 et de réduction de la pauvreté et vulnérabilité rurale.

L'objectif majeur dans la mise en œuvre du PNIASAN est de parvenir en 2026 à un taux de croissance du produit intérieur brut agricole (PIBA) d'au moins 10%, d'améliorer la balance commerciale agricole de 25%, doubler le revenu moyen des ménages agricoles, de contribuer à la réduction de la malnutrition à travers la lutte contre l'insécurité alimentaire et de réduire de moitié le taux de pauvreté en milieu rural à 27%. Les AGR à vocation Agricole contribueront à l'atteinte des objectifs du présent plan.

Profil national pour évaluer les infrastructures et les capacités de gestion des produits chimiques

Elaboré en juin 2008, le document de profil national pour évaluer les infrastructures et les capacités de gestion des produits chimiques constitue le plan d'action du Togo à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la Convention de Stockholm, conformément à son article 7 et d'autres accords relatifs aux produits chimiques.

L'élaboration du profil national constitue ainsi une étape fondamentale dans la recherche des voies et moyens permettant au pays de rendre plus efficaces les actions du gouvernement en matière de gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques pour garantir la sécurité de la santé humaine et la protection de l'environnement. Ces actions consistent à :

- donner des informations pratiques sur les programmes et activités concernant la gestion des produits chimiques dans le pays ;
- établir un processus permettant de faciliter le dialogue et les échanges d'informations entre les agences nationales et les autres institutions (sous-régionales, régionales et internationales) impliquées dans la gestion des produits chimiques ;
- renforcer les capacités des institutions nationales impliquées dans la gestion des produits chimiques ;
- faciliter le dialogue et les échanges d'informations entre le gouvernement et les autres acteurs tels que les industries, les organisations des travailleurs, les communautés locales et les ONG - mettre à la disposition de tous les acteurs du secteur un document de référence facilitant une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques.

Certaines AGR et autres activités du projet vont nécessiter l'usage des produits chimiques. Le projet devra donc se référer au document de Profil national pour évaluer les infrastructures et les capacités de gestion des produits chimiques afin de disposer des informations sur l'accès aux données et utilisation de ces données, les capacités techniques en rapport avec la gestion des produits chimiques, les produits chimiques homologués et ceux interdits dans le domaine agricole au Togo.

Accord de Paris

L'accord de Paris définit un cadre mondial visant à éviter un changement climatique dangereux en limitant le réchauffement de la planète à un niveau nettement inférieur à 2°C et en poursuivant les efforts pour le limiter à 1,5°C. Il vise également à renforcer la capacité des pays à faire face aux conséquences du changement climatique et à les soutenir dans leurs efforts.

Cet accord est le tout premier accord mondial juridiquement contraignant sur le changement climatique, adopté lors de la conférence de Paris sur le climat (COP21) en décembre 2015.

L'accord de Paris est un pont jeté entre les politiques actuelles et l'objectif de neutralité climatique fixé pour la fin du siècle.

Les pays ont convenu : sur le long terme, de

- ✓ contenir l'élévation de la température de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels;
- ✓ poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C, ce qui permettrait de réduire largement les risques et les conséquences du changement climatique;
- ✓ viser un pic des émissions mondiales dès que possible, en reconnaissant que cette évolution sera plus lente dans les pays en développement;
- ✓ procéder ensuite rapidement à des réductions, en s'appuyant sur les meilleures données scientifiques disponibles, de façon à parvenir à un équilibre entre les émissions et les absorptions au cours de la seconde moitié du siècle.

Les pays ont présenté de vastes plans d'actions nationaux sur le climat (contributions déterminées au niveau national, CDN). Ceux-ci ne sont pas encore suffisants pour atteindre les objectifs fixés en matière de température, mais l'accord trace la voie pour y parvenir.

Contribution déterminée au niveau national

La Contribution déterminée au niveau national (CDN) élaborée en 2015 est un engagement pris par le Togo dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour contribuer à la réduction des émissions de GES par rapport à un scénario de développement non maîtrisé. Cet engagement qui couvre la période 2020-2030 vise à réduire 11,14% d'émissions de GES dans un scénario inconditionnel et de 31,4% dans un scénario conditionnel. Le scénario de référence est dit scénario « sans aucune mesure » (SAM). Les gaz concernés sont le CO₂, le CH₄ et le N₂O. Pour se faire, la CDN cible les principaux secteurs suivants : l'Énergie et l'Agriculture, l'Utilisation des Terres, le Changement

d'Affectation des Terres et la Foresterie (UTCATF). Etant donné que certaines AGR à exécuter concernent ces secteurs, le projet est tenu de prendre en compte dans l'exécution des activités, les mesures pour réduire les émissions directes de GES.

3.2. Cadre juridique

Il s'agit de faire le point sur les conventions internationales auxquelles le Togo est parti, la législation et la réglementation nationales relatives à la protection de l'environnement que les promoteurs doivent respecter dans la réalisation du projet de filets sociaux et de services de base.

Conventions Internationales

La République Togolaise est signataire des principales Conventions Internationales en matière d'environnement. Celles qui sont pertinentes dans le présent contexte sont entre autres :

- La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (communément appelées CITES) ;
- La Convention sur la conservation des espèces migratrices adoptée à Bonn ;
- La convention relative aux zones humides d'importance internationale ;
- La convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification le 04 octobre 1995
- La convention de Rio sur la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments
- La Convention internationale pour la protection des végétaux ;
- La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (Alger, 15 septembre 1968 et révisée à Maputo au Mozambique en juillet 2004) ;
- La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone (Vienne, 1985);
- Le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et ses amendements ;
- La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (Rio de Janeiro);
- L'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux ;
- Le Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- La Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international ;
- La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs).

Les détails sur chacune de ces conventions, traités ou protocoles permettent de faire des liens avec les activités du projet

Convention africaine révisée sur la conservation de la nature et des ressources naturelles

La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, révisée et adoptée à Maputo le 11 juillet 2003, lors du second sommet de l'Union Africaine, est une révision de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles conclue à Alger en 1968 (la Convention d'Alger). La Convention d'Alger a été la première convention régionale fournissant une base aux Etats africains pour conserver leur environnement et ressources naturelles, et s'occuper des questions d'importance régionale. Le Togo l'a ratifié le 24 octobre 1979. La Convention de Maputo témoigne de la réponse spécifique de l'Afrique aux changements d'attitude, perspectives juridiques et de politique, développements scientifiques et au droit international. Elle traite d'un éventail de questions d'intérêt pour le continent, qui vont de la gestion durable des terres et des sols, de l'eau, de l'air et des ressources biologiques, et cherche à intégrer les stratégies de conservation et de gestion de l'environnement aux aspirations en matière développement social et économique.

Etant donné qu'une partie importante des AGR (agriculture, élevage, artisanat, etc.) pourrait exploiter et impacter les ressources naturelles, des mesures doivent être prises pour minimiser leur dégradation.

Convention sur la diversité biologique, décembre 1993

Elle est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Le Togo a signé cette convention, et l'a ratifiée le 4 Octobre 1995. Elle consacre l'engagement des Etats à conserver la diversité biologique, à utiliser les ressources biologiques de manière durable, et à partager équitablement les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. Il s'agit d'un accord cadre car elle laisse à chaque Etat partie la liberté de déterminer les mesures à mettre en œuvre. Elle énonce donc les objectifs et des politiques plutôt que des obligations strictes et précises. Ceci a conduit à de nombreuses réflexions et études sur les modalités nationales d'application des dispositions de la convention.

Dans la droite ligne du principe d'anticipation et de celui de précaution il est souligné au Point 8 du préambule de la Convention de Rio de 1992 sur la diversité biologique que : " Il importe au plus haut point d'anticiper et de prévenir les causes de la réduction ou de la perte de la diversité biologique et de s'y attaquer". Elle édicte en son Principe 15 que : "Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les Etats selon leur capacité.

Les bénéficiaires de subventions pour les AGR (agriculture, élevage, artisanat, etc.) vont exploiter et impacter la diversité biologique (végétaux, animaux, écosystèmes) ; de ce fait, des mesures doivent être prises pour réduire leur dégradation. De plus, la surveillance et le suivi doivent être de mise, afin d'empêcher l'introduction des OVM dans les activités de productions végétale et animale.

Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, plus généralement appelé Protocole de Cartagena sur la biosécurité, a été signé le 29 janvier 2000 dans le cadre de l'ONU, à la suite de la Convention sur la diversité biologique adoptée à Rio en 1992. Il constitue le premier accord international environnemental sur les Organisme génétiquement

modifiés (OGM). Il est entré en vigueur le 11 septembre 2003 et a recueilli à ce jour (17 février 2019) 172 pays membres de ratifications.

Ce protocole vise à donner aux États (parties signataires) des moyens juridiquement opposables de prévenir, à l'échelle mondiale, les « risques biotechnologiques », avérés ou potentiels, induits par la biotechnologie ou ses produits OGM, ou certains de leurs sous-produits à risque.

Il vise aussi à aider les pays pauvres, qui n'ont pas, comme les pays riches qui ont développé l'industrie biotechnologique les moyens scientifiques, techniques, humains et financiers de création d'observatoires, de régimes nationaux ou locaux de suivi, prévention et réparation (si cela est possible) des risques biotechnologiques.

Il est basé sur les principes de précaution et de prévention, qui impliquent que l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte à la remise à plus tard de la prise de mesures destinées à prévenir des dommages risquant d'être graves ou irréversibles pour l'environnement. Face à l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est un des rares moyens pour un État de limiter dans un pays l'introduction d'espèces génétiquement modifiées susceptibles de poser des problèmes écologiques, d'espèces invasives, de pollution génétique, éco-toxicologiques ou de santé humaine.

Tous les bénéficiaires du financement additionnel sur le projet FSB doivent veiller à ne pas introduire dans le cadre de leurs activités (agriculture, élevage, commerce, etc.) des espèces génétiquement modifiées susceptibles de poser des problèmes écologiques, d'espèces invasives, de pollution génétique, éco-toxicologiques ou de santé humaine.

Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) qui a été négociée de Juin 1998 à 21 décembre 2000, a été adoptée comme un instrument international juridiquement contraignant le 23 Mai 2001 et est entrée en vigueur le 17 Mai 2004. Le Togo a ratifié cette convention le 22 juillet 2004. La Convention de Stockholm représente un grand pas vers la protection mondiale de la santé humaine et l'environnement contre les dangers résultant de l'utilisation des POPs. Le principal objectif de la Convention de Stockholm sur les POPs est de contrôler les POPs, en vue de les éliminer et de protéger la santé humaine et l'environnement contre les polluants organiques persistants, en réduisant ou en éliminant leurs rejets dans l'environnement. Douze POPs sont d'abord identifiés et énumérés aux annexes A, B et C de la Convention de Stockholm, et ce sont ces POPs qui sont la cible des mesures de réglementation.

Des mesures doivent donc être prises, afin de privilégier l'usage des bio pesticides et/ou réduire l'utilisation des pesticides de type POPs, très dangereux à cause de leur rémanence. En cas d'usage, les pesticides à utiliser doivent être homologues.

Convention de Rotterdam sur le commerce international de certains produits chimiques dangereux

Elle est adoptée à Rotterdam le 10 septembre 1998 et entrée en vigueur le 24 février 2004. Le Togo a signé cette convention le 09 septembre 1999 et la ratifié le 23 juin

2004. Cette convention a pour but d'encourager le partage de responsabilité et la coopération entre parties dans le domaine du commerce international de certains produits chimiques dangereux, afin de protéger la santé et l'environnement contre les dommages éventuels et afin de contribuer à l'utilisation écologiquement rationnel de ces produits en facilitant l'échange d'information sur leur caractéristiques, en instituant un processus national de prise de décision applicable à leur importation et à leur exportation et en assurant la communication de ces décisions aux parties.

Cette convention s'applique aux produits chimiques interdits ou strictement réglementés et aux préparations des pesticides extrêmement dangereuses.

Mis à part les pesticides qui pourront être utilisés dans les AGR à caractère Agricole et d'élevage, d'autres produits chimiques peuvent être également utilisés par des artisans. Tous les bénéficiaires ne doivent utiliser que des produits chimiques homologués et leurs importateurs doivent respecter les conditions requises de commerce international. De plus, des précautions doivent être prises pour que leur usage respecte l'esprit de cette convention de Rotterdam.

Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

La Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique a été adoptée à Rio de Janeiro par 154 États plus la Communauté européenne. Elle est entrée en vigueur le 21 mars 1994.

Elle reconnaît trois grands principes :

- le principe de précaution,
- le principe des responsabilités communes mais différenciées,
- le principe du droit au développement.

La Convention pose le cadre global des efforts intergouvernementaux pour s'occuper des changements climatiques. Elle établit un objectif et des principes, des engagements pour les différents groupes de pays en fonction du principe des responsabilités mais différenciées. Elle met en place un ensemble d'institutions pour permettre aux gouvernements d'en contrôler la mise en application et de poursuivre leurs négociations sur les meilleures façons de se saisir du problème. Cette convention ne contient aucun objectif juridiquement contraignant.

Le Togo a ratifié la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques le 08 mars 1995 et le Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques le 02 mars 2004.

Lors de la conférence de Paris sur le climat (COP21) en décembre 2015, 195 pays ont adopté le tout premier accord universel sur le climat juridiquement contraignant qui définit un plan d'action international visant à mettre le monde sur la bonne voie pour éviter un changement climatique dangereux, en maintenant le réchauffement planétaire largement en dessous de 2°C. Cet accord de Paris est un pont jeté entre les politiques actuelles et l'objectif de neutralité climatique fixé pour la fin du siècle.

Les pays ont convenu :

- sur le long terme, de contenir l'élévation de la température de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ;
- de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C, ce qui permettrait de réduire largement les risques et les conséquences du changement climatique ;

- de viser un pic des émissions mondiales dès que possible, en reconnaissant que cette évolution sera plus lente dans les pays en développement ;
- de parvenir ensuite à une diminution rapide des émissions, en s'appuyant sur les meilleures données scientifiques disponibles.

Les transferts monétaires prévus dans ce projet FSB-Financement additionnel vont être réalisés à base des appareils téléphoniques cellulaire alimentés en énergie électrique. Une bonne partie de cette énergie proviendra des énergies fossiles dont la combustion génère des gaz à effet serre (GES). De plus, des puits à carbone qui devraient stocker ces GES vont aussi être impactés faiblement à partir des AGR du domaine de l'agriculture, de l'artisanat, etc. Des dispositions doivent donc être prises pour réduire d'abord la dégradation des ressources végétales et réaliser ensuite des reboisements compensatoires.

Convention phytosanitaire pour l'Afrique

La Convention phytosanitaire pour l'Afrique a été approuvée le 13 septembre 1967 afin d'abroger la Convention phytosanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara faite à Londres le 29 juillet 1954 et amendée par le protocole fait à Londres le 11 octobre 1961. Elle est applicable à tout le continent africain et comporte onze (11) articles dont les plus importants sont les articles 2, 3, 4 et 5 qui portent sur les « Mesures de protection ».

Pour des AGR d'ordre Agricole, l'approvisionnement éventuel en nouvelles semences devra respecter les dispositions de ladite convention afin de permettre au Togo de tenir à ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale.

Convention Internationale pour la Protection des Végétaux

La Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) adhéree par le Togo le 2 avril 1986 a été adoptée en 1951, par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à sa sixième session et entrée en vigueur le 3 avril 1952. En 2001, il y avait 117 parties contractantes à la CIPV. Elle a été révisée en 1997 afin de la mettre en conformité avec l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (l'Accord SPS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) ou International Plant Protection Convention (IPPC) est un traité international se rapportant à la santé des végétaux. L'objectif de la CIPV est d'assurer une action commune et efficace afin de prévenir la dissémination et l'introduction d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux, et en vue de promouvoir l'adoption de mesures appropriées de lutte contre ces derniers. Les bénéficiaires des subventions devant mener les AGR d'ordre Agricole ou dans le domaine de l'arboriculture devront se conformer aux prescriptions de cette convention.

Les artisans bénéficiaires de subventions ne doivent pas utiliser certaines catégories de ressources fauniques (exemple de carapaces de tortues marines, peaux de bêtes dont celles de crocodiles pour la fabrication des chaussures, etc.) sous peine d'être coupables et traités avec rigueur suivant le contenu des textes.

Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat de la sauvagine, Ramsar, 1971

Le Togo a ratifié la Convention Ramsar le 04 novembre 1995. Cette Convention consacre la nécessité de protéger les zones humides. Aussi, est-elle le principal engagement international pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine de la conservation des zones humides. Les Etats signataires s'engagent ainsi à prendre en considération leurs zones humides dans l'élaboration de leurs politiques d'aménagement et à fournir à l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), qui assure le Secrétariat, une liste de leurs zones humides d'importance internationale.

L'article 3.2 de la Convention de Ramsar, exige de chaque Partie contractante qu'elle prenne « les dispositions nécessaires pour être informée dès que possible des modifications des caractéristiques écologiques des zones humides situées sur son territoire et inscrites sur la Liste, qui se sont produites ou sont en train ou susceptibles de se produire, par suite d'évolutions technologiques, de pollution ou d'une autre intervention humaine. ». Les bénéficiaires de subventions qui vont mettre en œuvre des AGR dans le cadre du projet FSB additionnels touchant les zones humides doivent se conformer aux principes de cette convention.

Conventions de l'Organisation Internationale du Travail

Les mandants de l'OIT, gouvernementaux, patronaux et syndicaux du monde entier, ont identifié huit conventions comme « fondamentales », couvrant des sujets qui sont considérés comme des principes et droits fondamentaux au travail : liberté syndicale, reconnaissance effective du droit de négociation collective, élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants, et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession. Il s'agit notamment de :

- La convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Elle a pour objet la suppression du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes. Elle autorise certaines exceptions telles que le service militaire, le travail des condamnés sous une surveillance appropriée, les cas de force majeure (guerres, incendies, séismes, etc.).

- La convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Garantit aux travailleurs et aux employeurs le droit de constituer des organisations de leur choix et de s'y affilier sans autorisation préalable de la part des pouvoirs publics. Protège le droit de grève, y compris pour la plus grande partie des fonctionnaires publics.

- La convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Prévoit des garanties contre les actes de discrimination antisyndicale et la protection des organisations d'employeurs et de travailleurs contre toute ingérence mutuelle, et demande que soit encouragée la négociation collective.

- La convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Consacre le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail de valeur égale.

- La convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Prévoit l'abolition de toute forme de travail forcé ou obligatoire en tant que mesure de coercition ou d'éducation politique, moyen de punition pour avoir exprimé certaines opinions politiques ou idéologiques, méthode de mobilisation de la main-d'œuvre, mesure de discipline du travail, sanction pour avoir participé à des grèves, mesure de discrimination.

- La convention (n° 111) sur la discrimination (emploi et profession), 1958

Prévoit une politique nationale tendant à éliminer toute discrimination fondée sur la race, le sexe, la couleur, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale en matière d'emploi et de conditions de travail, ainsi qu'à promouvoir l'égalité des chances et de traitement.

- La convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Elle vise à abolir le travail des enfants en réglementant l'âge minimum d'admission à l'emploi ; cet âge ne doit ni être inférieure à l'âge de fin de la scolarité obligatoire ni à l'âge de 15 ans pour des pays industrialisés. Elle couvre tous les secteurs économiques.

- La convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Prévoit l'interdiction des pires formes de travail des enfants comme l'élimination de l'esclavage et du travail forcé des enfants, de l'offre de ces derniers à des fins de prostitution ou d'activités illicites comme le commerce de la drogue, des travaux dangereux pour les enfants et du recrutement forcé de ceux-ci en vue de leur utilisation dans des conflits armés. La convention fixe l'âge de protection à 18 ans.

- La convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Elle oblige tout Etat Membre qui la ratifie a :

- promouvoir l'amélioration continue de la sécurité et de la santé au travail pour prévenir les lésions et maladies professionnelles et les décès imputables au travail par le développement, en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, d'une politique nationale, d'un système national et d'un programme national.
- prendre des mesures actives en vue de réaliser progressivement un milieu de travail sûr et salubre au moyen d'un système national et de programmes nationaux de sécurité et de santé au travail, en tenant compte des principes énoncés dans les instruments de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pertinents pour le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail

Les bénéficiaires de subventions de la part du projet FSB-Financement additionnel sont tenus de respecter ces différentes conventions ratifiées par le Togo.

Législation et réglementation environnementales nationales

La loi n° 2008 – 005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement énonce en son article 1er la nécessité d'une préservation et d'une gestion rationnelle de

l'environnement sur la base des principes fondamentaux du droit international de l'environnement. La loi-cadre établit en son article 5 les principes fondamentaux permettant d'assurer la préservation et la gestion de l'environnement, ainsi que les pénalités encourues en cas d'infractions (titre IV).

A priori, la totalité de la loi s'adresse à tout opérateur économique et social qui veut s'installer ou qui opère déjà au Togo. Les exigences en matière d'étude d'impact sur l'environnement (EIE) sont précisées dans la section II (Articles 38 à 43) du premier chapitre du titre III de la loi-cadre. L'article 38 précise que les activités, projets, programmes et plans de développement qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur les milieux naturel et humain, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent être soumis à une autorisation préalable du ministre chargé de l'environnement accordée après l'approbation du rapport d'étude d'impact sur l'environnement appréciant les conséquences négatives ou positives sur l'environnement.

Dans le cadre du présent projet, les composantes de l'environnement visées par la loi cadre et pouvant être affectées sont :

- le sol et le sous-sol (articles 55 – 57, 108) ;
- la faune et la flore (articles 61, 108) ;
- les eaux continentales (articles 67 – 69, 108, 110) ;
- l'atmosphère (articles 89, 108, 109, 118).

Cette loi est appuyée par trois textes réglementaires à savoir : le décret N° 2006 – 058 / PR du 05 juillet 2006 fixant la liste des travaux, activités et documents de planification soumis à étude d'impact sur l'environnement et les principales règles de cette étude, l'arrête N°013 / MERF du 01 septembre 2006 portant réglementation de la procédure, de la méthodologie et du contenu des études d'impact sur l'environnement et l'arrête N° 018 / MERF du 09 octobre 2006 fixant les modalités et les procédures d'information et de participation du public au processus d'étude d'impact sur l'environnement.

Autres réglementations relatives à la sauvegarde environnementale

- la loi n° 2008-09 portant code forestier qui définit les règles de gestion des ressources forestières ;
- la Loi n° 96-004 /PR portant code minier qui définit les modalités d'ouverture et d'exploitation des carrières et emprunts ;
- la loi n°2007-011 relative à la décentralisation et aux libertés locales qui attribue notamment des compétences aux collectivités territoriales dans la gestion de leur environnement ;
- l'arrêté N°595/APA du 20 août 1947 portant organisation de l'hygiène et de la salubrité publique ;
- la Loi portant Code de la Santé Publique est en cours d'élaboration au niveau du Ministère de la Santé Publique ; les chapitres relatifs aux règlements sanitaires, à la protection du milieu naturel et de l'environnement, aux mesures d'hygiène et aux mesures de sécurité ;
- le projet de Code d'hygiène et d'assainissement prévoient des dispositions d'interdiction de brûlage en plein air et de mélange des déchets anatomiques avec les ordures ménagères, d'obligation pour les formations sanitaires de détruire par incinération leurs déchets anatomiques et contagieux et de stériliser les instruments contaminés, de la nécessité de réaliser des études d'impacts pour les projets susceptibles de porter atteinte à la santé des populations.

Ce cadre a été détaillé en prenant en compte les liens avec les activités du projet

Loi fondamentale : la Constitution de la République togolaise

La Constitution de la République togolaise a été adoptée par référendum constitutionnel le 27 septembre 1992 et promulguée par le Président de la République le 14 octobre 1992.

Elle comporte 16 titres dont le second, traite des droits, libertés et devoirs des citoyens. Les droits reconnus se subdivisent en droits civils et politiques, en droits économiques, sociaux et culturels et en droits de solidarité. Parmi ces nombreux droits, certains ont un rapport plus ou moins direct avec l'environnement. On peut citer le droit au développement (art. 12), le droit de propriété (art. 27), le droit à la santé (art. 34), le droit à l'éducation (art. 35), etc.

C'est surtout dans l'article 41 que se trouve explicitement consacré le droit à l'environnement au profit des citoyens. En effet, il y est disposé que « Toute personne a droit à un environnement sain ». Ce droit reconnu à toute personne et au peuple met des obligations à la charge de l'Etat, car aux termes toujours de l'art. 41, « l'Etat veille à la protection de l'environnement ».

Sur le plan foncier, la Constitution du Togo, adoptée en 1992, dispose dans son article 27 que « le droit de propriété est garanti par la loi. Il ne peut y être porté atteinte que pour cause d'utilité publique légalement constatée et après une juste et préalable indemnisation ».

Toute personne bénéficiaire de ce projet et ceux qui pourront entreprendre une AGR ont le droit à un environnement sain, peuvent disposer de leur bien foncier pour mener de manière durable leurs activités. Cependant, ils ne doivent pas enfreindre aux droits des autres citoyens.

La loi n° 2008 - 005 portant loi-cadre sur l'environnement

La loi n° 2008 - 005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement énonce en son article 1er la nécessité d'une préservation et d'une gestion rationnelle de l'environnement sur la base des principes fondamentaux du droit international de l'environnement. La loi-cadre établit en son article 5 les principes fondamentaux permettant d'assurer la préservation et la gestion de l'environnement, ainsi que les pénalités encourues en cas d'infractions (titre IV).

A priori, la totalité de la loi s'adresse à tout opérateur économique et social qui veut s'installer ou qui opère déjà au Togo. Les exigences en matière d'étude d'impact sur l'environnement (EIE) sont précisées dans la section II (Articles 38 à 43) du premier chapitre du titre III de la loi-cadre. L'article 38 précise que les activités, projets, programmes et plans de développement qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur les milieux naturel et humain, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent être soumis à une autorisation préalable du ministre chargé de l'environnement accordée après l'approbation du rapport d'étude d'impact sur

l'environnement appréciant les conséquences négatives ou positives sur l'environnement.

Dans le cadre du présent projet, les composantes de l'environnement visées par la loi-cadre et pouvant être affectées sont :

- le sol et le sous-sol (articles 55 - 57, 108) ;
- la faune et la flore (articles 61, 108) ;
- les eaux continentales (articles 67 - 69, 108, 110) ;
- l'atmosphère (articles 89, 108, 109, 118).

Cette loi est appuyée par trois textes réglementaires à savoir : le décret n° 2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social en République Togolaise, qui précise les circonstances et conditions en vertu desquelles il est obligatoire de préparer une ÉIES; l'arrêté n°0149/ MERF/CAB/ANGE portant conditions d'agrément de consultants en évaluations environnementales; l'arrêté n°0150/ MERF/CAB/ANGE fixant les modalités de participation du public aux études d'impact environnemental et social et l'arrêté n°0151/MERF/CAB/ANGE fixant la liste des activités et projets soumis à étude d'impact environnemental et social. Toutefois, il est à signaler que, en cas de dégradation ou de pollution grave d'une ou des composantes environnementales, un audit environnemental et social devra être diligenté avant la fin du projet. Dans ce cas, c'est le décret n°2011-041/PR du 16 mars 2011 fixant les modalités de mise en œuvre de l'audit environnemental qui doit être pris en compte.

La loi n°2012-009 du 11/06/2012 portant code de l'artisanat

La loi n°2012-009 du 11 juin 2012 portant code de l'artisanat, de façon globale, précise les conditions d'exercice des activités de l'artisanat au Togo. Elle dispose en son article 1er qu'est considérée comme activité artisanale, toute activité d'extraction, de production, de transformation de biens ou de prestations de services, exercée à titre principal ou accessoire par une personne physique ou morale, dont la maîtrise technique et le savoir-faire requièrent un apprentissage ou une formation assortie d'une pratique du métier, où le travail et l'habileté manuelle occupent une place prépondérante et où le mode de production, de transformation pouvant inclure des machines et outillages simples ne débouche pas sur une production automatisée.

De ce fait, certaines des activités inscrites aux fonds additionnels du Projet FSB relevant de l'inclusion économique notamment, la menuiserie, la sculpture, la maroquinerie, la fabrication de panier etc. relèvent de l'artisanat sont susceptibles d'entraîner la perte de la végétation, de la faune, des ressources minières, etc. surtout sur les sites de prélèvement des ressources naturelles (floristiques, fauniques, minières, etc.), si des précautions ne sont pas prises.

Pour ce faire, la réalisation du CGES avant la mise en œuvre de toutes activités de projet, notamment artisanales, susceptibles de porter atteinte à la flore, à la faune, aux mines, etc. permettra de limiter les impacts négatifs sur les ressources naturelles à travers la proposition des reboisements compensatoires en défendant l'abattage des

animaux sauvages à des fins de prélèvement de leur peau, la réglementation de prélèvement de matériaux et la réhabilitation des carrières.

Loi n° 2010-004 du 14 juin 2010 portant Code de l'eau

Constitué de 10 titres et 183 articles, le Code de l'eau fixe en son article premier, « le cadre juridique général et les principes de base de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au Togo. Il détermine les principes et règles fondamentaux applicables à la répartition, à l'utilisation, à la protection et à la gestion des ressources en eau. Quant à l'article 2, il définit les termes relatifs à l'eau. Les différents principes de base de la gestion intégrée des ressources en eau auxquels adhère le code sont également définis à l'article 3.

Étant donné que certains AGR vont nécessiter l'utilisation des ressources en eaux, les bénéficiaires sont assujettis aux obligations de la présente loi afin d'éviter une mauvaise utilisation et une pollution desdites eaux.

Loi N°2009-007 du 15 mai 2010 portant Code de la santé publique en République Togolaise

La protection de l'environnement est prise en compte par le code de la santé publique au Togo en son article 17 qui énonce les obligations du Ministre de la Santé et du Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières en ces termes : « les ministres chargés de la santé et de l'environnement prennent par arrêté conjoint, les mesures nécessaires pour prévenir et lutter contre tous éléments polluants aux fins de protéger le milieu naturel, l'environnement et la santé publique ».

Étant entendu que les activités, dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet vont générer des déchets de toute sorte, le projet et ses bénéficiaires doivent prendre les dispositions nécessaires pour assurer une bonne gestion de ces déchets afin de protéger le milieu naturel, l'environnement et la santé publique.

Loi N° 2009-001 du 06 janvier 2009 portant loi sur la prévention des risques biotechnologiques

La loi N° 2009-001 du 06 janvier 2009 votée pour fixer les règles en matière de prévention des risques biotechnologiques au Togo (Article 1er), vise entre autres, la prévention des risques liés au développement, à l'utilisation, au transit, à la production, au stockage, à la dissémination volontaire ou involontaire dans l'environnement et à la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de leurs produits dérivés (Alinéa 1 de l'article 2).

Dans le cas où certaines AGR envisageraient l'utilisation des OGM dans la production agricole, les bénéficiaires concernés devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour être en conformité vis-à-vis de la présente loi.

Loi n° 2008-009 du 19 juin 2008 portant Code forestier

Adopté le 19 juin 2008, le Code forestier « a pour but de définir et d'harmoniser les règles de gestion des ressources forestières aux fins d'un équilibre des écosystèmes et de la pérennité du patrimoine forestier ». Il est divisé en cinq titres. Le troisième titre porte sur le régime des forêts. Le titre 4 est relatif au régime de la faune sauvage ; alors que le titre 5 contient les mesures visant à réprimer les infractions. Le titre 6, intéressant à plus d'un titre, a trait à la participation au développement des ressources forestières en instituant sur toute l'étendue du territoire, une commission nationale et des commissions consultatives régionales, préfectorales, communales, cantonales et villageoises, chargées d'aider à la prise de décisions concernant la gestion des ressources forestières.

Au cours des travaux, le projet devra s'interdire la coupe des arbres sans autorisation préalable des services de la Direction des Ressources Forestières. Il devra également éviter le braconnage et le brûlage de déchets lors de sa mise en œuvre des activités afin de prévenir les feux de brousse accidentels et la vie des espèces végétales et animales.

Loi N° 96 – 004 / PR du 26 Février 1996 modifiée par la loi N°2003-012/PR du 04 octobre 2003 portant Code minier de la République Togolaise

La loi N° 96 – 004 / PR du 26 Février 1996 modifiée par la loi N°2003-012/PR du 04 octobre 2003 portant Code minier de la République togolaise édicte à son article 35 intitulé "Protection de l'environnement" que : « Le détenteur d'un titre minier évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère et des eaux et le dommage sur la destruction de la flore ou de la faune, conformément aux dispositions de la présente loi, au code de l'environnement et leurs textes d'application ». Cette loi s'applique également à l'exploitation des carrières de gravier latéritique dont les produits pourraient être utilisés pour la construction des digues.

Certaines AGR, surtout celles du domaine de l'artisanat d'une part et, du commerce et de l'élevage d'autre part qui vont nécessiter des constructions peuvent avoir besoin des ressources minières. Des dispositions devront être prises par les bénéficiaires pour la mise en œuvre effective des mesures environnementales et sociales qui seront prescrites.

Loi n°96-007/PR du 3 juillet 1996 relative à la protection des végétaux et ses textes d'application

Composée de 50 articles regroupés en 5 grands chapitres, la loi de 1996 interdit d'importer, de fabriquer, de conditionner ou de reconditionner, de stocker, d'expérimenter, d'utiliser ou de mettre sur le marché, tout produit phytopharmaceutique non autorisé ou homologué. Un décret et les arrêtés portant application de la loi n° 96-007/PR, ont été signés afin de réglementer l'utilisation des pesticides.

Certaines AGR auront besoin de produits phytopharmaceutiques tels que les pesticides. Des dispositions doivent être prises pour interdire l'importation et l'utilisation des produits chimiques dangereux non homologués au Togo.

Loi n°2006-010 du 13 décembre 2006 portant code du travail au Togo, actualisé en décembre 2020

Le code du travail a été actualisé en décembre 2020 et prend en compte le télétravail. L'article 170 de ce code dispose que lorsqu'il existe des conditions de travail dangereuses pour la sécurité ou la santé des travailleurs et non visées par les textes prévus à l'article 169 du présent code, l'employeur est mis en demeure par l'inspecteur du travail et les lois sociales d'y remédier dans les formes et conditions prévues par l'article précédent. L'employeur est tenu de déclarer à l'inspecteur du travail et des lois sociales dans le délai de 48 heures ouvrables, tout accident survenu ou toute maladie professionnelle constatée dans l'entreprise. Il est en outre institué un comité de sécurité et santé au travail dans tous les établissements et entreprises.

L'article 175 de ce code précise que toute entreprise ou établissement, de quelque nature que ce soit, doit assurer un service de sécurité et santé à ses travailleurs. Quant à l'article 176, il dispose que l'employeur doit mettre à la disposition du personnel des locaux adaptés, du matériel médical, des médicaments et consommables biomédicaux, conformément à la liste fixée par arrêté du ministre chargé du travail et celui chargé de la santé après avis du comité technique consultatif de sécurité et santé au travail.

Les bénéficiaires de subventions, dans le cadre de leur AGR sont tenus de prendre toutes les dispositions afin de respecter la législation en vigueur dans le recrutement d'éventuels employés pour leurs activités.

Loi N°2011-006 du 21 février 2011 portant code de sécurité sociale au Togo

Au Togo, cette loi définit le régime général des obligations de sécurité sociale. Au terme de l'article 3 de cette loi, « sont obligatoirement assujetties au régime général de sécurité sociale, etc., tous les travailleurs soumis aux dispositions du code de travail sans aucune distinction de race, de sexe, d'origine ou de religion lorsqu'il exerce à titre principal une activité sur le territoire national pour le compte d'un ou plusieurs employeurs nonobstant la nature, la forme, la validité du contrat, la nature et le montant de la rémunération. »

Le code de sécurité sociale en ses articles 48, 49 et 50 définit les risques professionnels notamment les accidents du travail et les maladies professionnelles. Sa section 2 précise les réparations de ces risques professionnels.

Les bénéficiaires de subventions, dans le cadre de leur AGR devront prendre en compte cette loi pour la gestion des risques professionnels liés à leurs activités. Surtout pour les AGR groupées susceptibles d'utiliser des employés, ceux-ci devront donc être déclarés à la Caisse nationale de sécurité sociale par l'employeur, il devra être mis à leur disposition des boîtes de premiers secours et ainsi que la contractualisation des services d'un médecin du travail.

Loi n° 2016-002 du 04 janvier 2016 portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire au Togo

La loi n° 2016-002 du 04 janvier 2016 portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire au Togo, vient remédier au vide juridique qui prévalait dans le domaine et vient renforcer les potentialités d'atteinte de l'objectif général de la Politique nationale de l'aménagement du territoire qui vise à « rechercher des solutions adéquates aux problèmes du territoire, à promouvoir une gestion globale et rationnelle de l'espace en vue d'améliorer le cadre et les conditions de vie des populations dans la perspective d'un développement socio-économique équilibré et durable du pays ».

Dans cette perspective, elle fixe le cadre juridique de toutes les interventions de l'Etat et des autres acteurs ayant pour effet la structuration, l'occupation, l'utilisation du territoire national et de ses ressources. Elle détermine aussi les règles et les institutions de l'aménagement du territoire à différentes échelles et est d'application sur toute l'étendue du territoire togolais.

Elle attribue ainsi, dans le cadre de la gestion des ressources foncières et de la protection de l'environnement, compétence à l'État en matière de délimitation systématique des périmètres des agglomérations urbaines et rurales. Ce dernier met en œuvre une politique d'occupation rationnelle de l'espace et veille de même au respect strict de la législation nationale et des conventions internationales relatives à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques dans la mise en œuvre de la politique de l'aménagement du territoire. Le projet FSB-Financement additionnel et ses bénéficiaires dans le cadre des AGR doivent tenir compte dans la mise en œuvre des dispositions prévues pour la gestion durable des espaces.

Loi 90 -24 relative à la protection du patrimoine culturel national du 23 novembre 1990

Elle définit en son article 2 « l'ensemble des biens meubles et immeubles au sens du code civil, présentant un intérêt historique, scientifique, technique, religieux, artistique, littéraire ou artistique et dont la conservation et la protection revêtent une importance majeure pour la communauté nationale. Ceux-ci sont les sites, monuments, objets ou documents archéologiques, historiques et ethnologiques, édifices et ensembles architecturaux, œuvres d'art, d'artisanat et de littérature tombés dans le domaine public, des collections et spécimens scientifiques des trois règnes du monde animal, végétal ou minéral ». L'Etat assure la protection et la sauvegarde des biens culturels, mobiliers et immobiliers contre tout acte de destruction, mutilation, transformation, fouilles, exploitation ou exportation illicite. Ces biens sont inscrits sur la Liste nationale des biens culturels (articles 4 et 5) pour permettre la mise en place des stratégies nécessaires à leur protection, à leur sauvegarde ainsi que leur promotion (articles 33 et 36).

la Loi N°90-24 du 23 novembre 1990 stipule en son article 17 que « le classement entraîne pour le propriétaire, le détenteur ou l'occupant du bien classé, l'interdiction de procéder désormais à tous travaux de destruction, démolition, défiguration, mutilation, modification, transformation, réparation, peinture, agrandissement ou restauration,

sans l'autorisation expresse et préalable du Ministère chargé, selon le cas, de la Culture ou des Travaux Publics et de l'Urbanisme.».

En cas de découverte de biens meubles et immeubles présentant un intérêt historique, scientifique, technique, religieux, artistique, littéraire ou artistique et dont la conservation et la protection revêtent une importance majeure pour la communauté nationale, au cours de la mise en œuvre du projet, surtout dans le cadre de la mise en œuvre des AGR, l'intéressé devra se conformer à toutes les dispositions ci-dessus énumérées.

Loi n° 2019-006 portant modification de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi n°2018-003 du 31 janvier 2018

Cette loi organise en son article 2, le territoire national est divisé en collectivités territoriales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. A cet effet, les collectivités sont : la commune et la région. Ces dernières sont créées ou supprimées par la loi et cette dernière fixe la dénomination de la collectivité territoriale. L'article 62 de cette loi stipule que dans le cadre défini par la présente loi, l'État transfère aux collectivités territoriales, dans leur ressort territorial respectif, les compétences dans les matières suivantes :

- développement local et aménagement du territoire ;
- urbanisme et habitat ;
- infrastructures, équipements, transports et voies de communications ;
- énergie et hydraulique ;
- assainissement, gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement ;
- éducation et formation professionnelle ;
- santé, population, action sociale et protection civile ;
- sport, loisir, tourisme et action culturelle.

En matière de gestion des ressources naturelles et de la protection de l'environnement, l'article 83 énonce en son alinéa 5 : assainissement, gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement que certaines compétences sont partagées entre l'État et les communes :

- l'exploitation des carrières locales de matériaux de construction ;
- collecte et traitement des eaux usées en partage avec ANASAP ;
- réglementation relative à protection de l'environnement dans le ressort de la commune ;
- gestion des ressources forestières et halieutiques du territoire communal ;
- prévention et lutte contre la coupe abusive du bois.

Le Projet FSB-Financement additionnel doit alors collaborer avec les autorités préfectorales, communales et villageoises avant et pendant la mise en œuvre des activités.

Loi n°2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier du Togo

La Loi n°2018-005 du 14 juin 2018 portant Code foncier et domanial comporte 724 articles répartis dans onze (11) titres.

Ce Code a pour objet de déterminer les règles et les principes fondamentaux applicables en matière foncière et domaniale et de régir l'organisation et le fonctionnement du régime foncier et domanial en République togolaise (Art.3). En son article 4, le code précise que les dispositions prévues sont applicables aux différents droits réels immobiliers. Elles sont en outre applicables : 1- aux domaines public et privé de l'Etat et des collectivités territoriales ; 2- au domaine foncier national dans sa consistance à la date de la publication au Journal officiel de la République togolaise du présent Code ; 3- aux biens immobiliers des personnes privées, à l'organisation et au fonctionnement du régime foncier et domanial en République Togolaise. L'article 151 dispose que « Sans préjudicier aux droits de propriété acquis du premier occupant, la propriété s'acquiert et se transmet par succession, par voie de testament ou par donation entre vifs et par l'effet de la vente ou de l'échange ou tout autre mode de mutation à titre gratuit ou onéreux ».

Les bénéficiaires de subventions devant mener des AGR sur des parcelles de terrains données, doivent se conformer à toutes les contraintes juridiques émanant de ce code et de ses textes d'application. Entre autres, ils/elles ne doivent pas occuper l'espace public, Ils/elles doivent détenir le titre de propriété et/ou de bail du terrain dans lequel ils/elles mènent leur AGR.

Convention collective interprofessionnelle du Togo

Il s'agit d'une convention collective entre le Conseil National du Patronat du Togo « CNP-TOGO », regroupant les organisations et associations professionnelles du secteur privé et parapublic d'une part ; et cinq (5) centrales syndicales notamment la Confédération Nationale des Travailleurs du Togo « CNTT », la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo « CSTT », la Confédération Générale des Cadres du Togo « CGCT ». Il s'agit d'une convention à caractère national qui règle les rapports de travail entre les employeurs et les travailleurs, tels qu'ils sont définis dans le Titre I du Code du Travail, dans toutes les entreprises exerçant leur activité sur toute l'étendue du territoire de la République Togolaise. Les parties signataires de la présente convention s'engagent à respecter les conditions de sécurité et santé imposées par la réglementation en vigueur en la matière, conformément aux dispositions du Titre VII du Code du Travail. Elles affirment leur volonté de tout mettre en œuvre pour assurer les meilleures conditions de sécurité et de santé dans les établissements.

Cette convention insiste sur certaines mesures aux employés dans l'exercice des activités professionnelles notamment sur les risques d'accident du travail en particulier celles qui concernent le port des équipements de protection individuels qui sera mis

par l'employeur à la disposition des employés ; la séparation des vestiaires, lavabos et W.C. séparés par sexe. La convention traite aussi dans son article 47 de la sécurité sociale.

Les bénéficiaires de subventions, dans le cadre de leur AGR sont tenus de prendre toutes les dispositions afin de respecter la législation en vigueur dans le recrutement d'éventuels employés pour leurs activités.

Décret N°2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social

Le présent décret, précise la procédure, la méthodologie et le contenu des études d'impact environnemental et social (EIES) en application de l'article 39 de la loi n°2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement. Il fixe également, la liste des projets qui doivent être soumis aux EIES, lesquelles études permettent d'apprécier leurs conséquences sur l'environnement, préalablement à toute décision d'autorisation ou d'approbation d'une autorité publique.

L'article 19 du présent décret précise les personnes habilitées à réaliser l'Étude d'Impact sur l'Environnement notamment les bureaux d'études et consultants indépendants régulièrement agréés par le ministre chargé de l'environnement sur proposition de l'ANGE. Quant à la gestion du processus de la réalisation de l'EIES et de la proposition de la délivrance ou non de certificat de conformité environnementale, elle est du ressort de l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE). Cette dernière est aussi compétente pour recevoir et valider les termes de référence.

L'Étude d'Impact Environnemental et Social est réalisée par le promoteur qui assume l'entière responsabilité du contenu du rapport. Il lui est fait obligation de prendre en compte les personnes affectées par le projet dans l'EIES.

L'évaluation du rapport provisoire d'EIES est ensuite faite sous la coordination de l'ANGE, avec l'implication des institutions concernées dans le processus de participation. Cette évaluation consiste à vérifier si :

- le rapport est conforme aux termes de référence ;
- les informations d'ordre technique, scientifique, économique et social concernant le projet sont exactes et suffisantes ;
- les commentaires du public sont effectivement pris en compte ;
- le plan de gestion environnementale et sociale, le plan de gestion des risques et le plan d'action de réinstallation des populations sont cohérents et réalistes ;
- l'énoncé des conclusions clés est complet et satisfaisant.

Quant aux modalités de surveillance, contrôle et suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale (PGES), du Plan de Gestion des Risques et du PAR, elles sont prévues aux articles 53 à 55.

Selon l'article 53, le promoteur est tenu d'appliquer toutes les mesures pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables sur l'environnement. Il est également tenu d'adresser à l'ANGE, des rapports sur l'exécution du PGES.

Le certificat de conformité environnementale délivré par le ministre en charge de l'environnement au promoteur est valide pour une durée de quatre (04) ans à partir de cette délivrance.

Faut-il le rappeler, l'ANGE assure la coordination du contrôle du PGES du projet en concertation avec d'autres services administratifs concernés. En cas de non-respect des engagements et des obligations par le Promoteur, l'ANGE peut proposer des sanctions à son encontre.

Il faut relever que le présent décret vient abroger dans ces dispositions antérieures contraires celui n° 2006-058/PR du 05 juillet 2006 fixant la liste des travaux, activités et documents de planification soumis à étude d'impact environnemental et social et les principales règles de cette étude.

Il s'agit du décret d'application de la loi cadre qui est l'une des bases juridiques de la réalisation de cette étude. Ces textes sont complétés par les arrêtés suivants : (i) Arrêté n°0150/MERF/CAB/ANGE du 22 décembre 2017 fixant les modalités de participation du public aux études d'impact environnemental et social ; (ii) Arrêté n°0151/MERF/CAB/ANGE du 22 décembre 2017 fixant la liste des activités et projets soumis étude d'impact environnemental et social.

Décret n°2012/043 bis/PR du 27 juin 2012 portant révision des tableaux des maladies professionnelles

Il porte adoption des tableaux des maladies professionnelles. En effet la dernière liste des maladies professionnelles date de 1964 et comportait 29 maladies indemnifiables. Or en raison de l'apparition de nouveaux métiers, d'usage de nouveaux matériels et matériaux ; de nouvelles pathologies liées aux activités professionnelles ont été aujourd'hui recensées.

Afin d'améliorer la situation des acteurs du monde du travail, de mieux assurer la protection des employés sur le site et surtout d'éviter d'exclure les victimes des nouvelles pathologies de toute indemnisation le promoteur devra faire recours à la liste des maladies professionnelles énumérées dans ce nouveau décret.

Les résultats des visites médicales des employés faites par le médecin du travail devront être vérifiés par rapport à la liste des maladies professionnelles énumérées dans le présent décret. Aussi, les bénéficiaires de la subvention dans le cadre de la mise en œuvre de leurs AGR devraient faire le suivi de leur santé, ainsi que celle de leurs éventuels employés en rapport avec les éléments énumérés dans le décret. Ils devraient également prendre en compte le risque de contamination à la COVID-19.

Arrêté n°0150/MERF/CAB/ANGE du 22 décembre 2017 fixant les modalités de participation du public aux études d'impact environnemental et social

Cet arrêté est pris conformément aux dispositions du décret n°040-17/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des études d'impact environnemental et social. Il définit en son article 2 la participation du public aux EIES comme l'implication du public au processus d'EIES visant à recueillir son avis sur le projet afin de fournir les éléments nécessaires à la prise de décision.

Cet arrêté décline deux formes de participation du public au processus d'EIES, que sont la consultation de la population concernée ou de ses représentants sur le projet et la consultation par audience publique.

L'élaboration du présent CGES a pris en compte la participation du public sous forme d'une consultation de la population concernée à travers leur représentants (autorités locales).

Arrêté n°0151/MERF/CAB/ANGE du 22 décembre 2017 fixant la liste des activités et projets soumis étude d'impact environnemental et social

Cet arrêté fait une énumération des différentes activités et projets soumis à une EIES. Il s'agit notamment des aménagements, ouvrages et travaux pouvant affecter les zones sensibles ; les aménagements, ouvrages, et travaux susceptibles, de par leur nature technique, leur ampleur et la sensibilité du milieu d'implantation, d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement ; l'utilisation ou le transfert de technologies susceptibles d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement ; l'entreposage de produits chimiques dangereux ; l'entreposage de n'importe quel liquide au-delà de 50 000m³ ; le transport commercial régulier et fréquent ou ponctuel par voie routière, ferroviaire, aérienne, maritime ou fluvial de matières dangereuses (corrosives, toxiques, contagieuses, radioactives, etc.) ; toute activité entraînant le déplacement, la réinstallation involontaire de populations; les installations ou les établissements classés dont l'ouverture est soumise à autorisation ; et la modification des projets qui ont précédemment fait l'objet d'une étude d'impact environnemental et social.

La classification des AGR ou groupes d'AGR à mener devra tenir compte l'énumération faites, conformément aux dispositions du présent arrêté.

3.3. Quelques normes de sauvegarde environnementale applicable au projet

Le Togo n'a pas encore élaboré des normes en matière de rejets dans l'atmosphère, l'eau et dans les sols. Les activités du présent projet seront soumises aux normes internationalement reconnues, notamment celles de la Banque Mondiale **et de l'OMS**

Réglementation de la gestion des pesticides

L'utilisation des pesticides au Togo (surtout en agriculture) s'est généralisée à partir des années 1960 à cause de l'introduction des variétés sélectionnées et de l'intensification des cultures de rente telles que le coton « Allen » et les nouvelles variétés de café et de cacao. Aujourd'hui, le maraîchage a pris une très grande ampleur dans l'utilisation des pesticides et les maraîchers utilisent toutes sortes de formulations sur ces cultures légumières sans contrôle et parfois avec toute la méconnaissance sur la pratique ou l'utilisation élémentaire de ces produits « dangereux ».

Outre ces domaines précités, on utilise également les pesticides pour la protection des productions post-récoltes, en hygiène publique (santé publique), en médecine vétérinaire et en génie civil et bâtiments. Toutefois, il y a lieu de retenir que l'utilisation des pesticides est juridiquement régie par la loi n°96-007/PR du 3 juillet 1996 relative

à la protection des végétaux et ses textes d'application. Composée de 50 articles regroupés en 5 grands chapitres la loi de 1996 interdit d'importer, de fabriquer, de conditionner ou de reconditionner, de stocker, d'expérimenter, d'utiliser ou de mettre sur le marché, tout produit phytopharmaceutique non autorisé ou homologué. Un décret et les arrêtés portant application de la loi n° 96-007/PR, ont été signés afin de réglementer l'utilisation des pesticides. Il s'agit notamment :

- du décret No 98-099/PR du 30 septembre 1998 portant application de la loi No 96-007/PR du 03 juillet 1996 relative à la protection des végétaux ;
- de l'arrêté No 29/MAEP/SG/DA du 20 septembre 2004 portant fixation des conditions de délivrance des différents types d'autorisations d'agréments et d'homologation des produits phytopharmaceutiques au Togo ;
- de l'arrêté No 30/MAEP/SG/DA du 21 septembre 2004 portant interdiction d'importation et d'utilisation du bromure de méthyle au Togo ;
- de l'arrêté No 31/MAEP/SG/DA du 21 septembre 2004 portant interdiction d'importation et d'utilisation d'organochlorés au Togo ; et
- de l'arrêté No 34/MAEP/SG/DA du 20 octobre 2004 portant autorisation provisoire de vente de produits phytopharmaceutiques.

Il faut retenir qu'à côté des pesticides incriminés il existe également des pesticides polluants organiques persistants (POPs) réglementés par la Convention de Stockholm. Les pesticides POPs tels que le DDT, l'aldrine, l'heptachlore, l'endrine, la dieldrine contaminent assez sérieusement les aliments, l'eau de boisson et l'environnement dans son ensemble avec pour conséquence des risques potentiels sérieux de contamination de la population. Il en est de même des autres catégories de POPs comme les Polychlorobiphényles (PCB) et les dioxines et furanes. Par la ratification de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) le Togo s'est engagé aux côtés de la communauté internationale dans la lutte pour l'élimination desdites substances. Ainsi a-t-il entrepris le processus de sa mise en œuvre par les études d'inventaires qui ont conduit à l'élaboration du profil national de mise en œuvre des POPs. **Pour plus de précisions par rapport à la gestion des pestes, voir l'annexe 5 au point 2 : proposition pour la gestion des pestes dont le budget est évalué à dix-huit millions cinq cent mille (18 500 000) F CFA, soit environ trente-sept mille (37 000) USD.**

3.4. Cadre institutionnel de gestion environnementale

Au plan institutionnel, la loi cadre dispose clairement en son article 10 que la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement relève de la compétence du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières en relation avec les autres ministères et institutions concernés. A ce titre, le ministère chargé de l'environnement suit les résultats de la politique du gouvernement en matière d'environnement et de développement durable et s'assure que les engagements internationaux relatifs à l'environnement auxquels le Togo a souscrit, sont intégrés dans la législation et la réglementation nationales.

L'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) est chargée de la promotion et la mise en œuvre du système national des évaluations environnementales notamment les études d'impact, les évaluations environnementales stratégiques, les audits environnementaux. A ce titre, l'ANGE est chargée de gérer le processus de réalisation des études d'impact sur l'environnement, l'évaluation du rapport ainsi que la délivrance du certificat de conformité environnementale. L'ANGE est un établissement public servant d'institution d'appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement.

La Commission Nationale du Développement Durable (CNDD) est chargée de suivre l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques et stratégies de développement.

Le détail de ce cadre institutionnel est fait en montrant les liens avec les activités et complété avec les institutions manquantes

Ministre de l'environnement et des ressources forestières (MERF)

Ce ministère est chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement, des ressources forestières et de la faune. Il a également pour mission d'élaborer la législation en matière de préservation de l'environnement, de prévention et de lutte contre les pollutions et nuisances. Les directions essentielles qui interviendront dans le cadre de la mise en œuvre du projet FSB-Financement additionnels ont entre autres, l'Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE), la Direction de l'environnement (DE) et la Direction des ressources forestières (DRF). Cependant, l'institution la plus impliquée est l'ANGE.

✓ L'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE)

Créée par la loi-cadre sur l'environnement et repris dans le décret no. 2008-090/PR du 29 juillet 2008, l'ANGE est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière placé sous tutelle du Ministre en charge de l'environnement. Le Décret N°2017-040/PR en date du 23 mars 2017 fixant la procédure d'étude d'impact environnementale et sociale en ses articles 49 et 56 confèrent respectivement au ministre en charge de l'environnement l'octroi ou non du certificat de conformité environnementale et du quitus environnemental sur proposition de l'ANGE. Le ministère de l'environnement à travers l'ANGE coordonne la validation des documents de sauvegarde environnementale et sociale et dans le suivi externe de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale dans la mise en œuvre du projet.

Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

Ce Ministère est créé pour répondre au besoin de l'accès des communautés au minimum vital commun, à travers l'approche de développement à la base et l'inclusion. Les attributions du ministère couvrent les domaines suivants : (i) la structuration et l'accompagnement des communautés à la base et (ii) l'encadrement des jeunes à leur autonomisation socio-économique et professionnelle.

La mission du ministère est ainsi de mettre en œuvre des actions destinées à répondre aux besoins fondamentaux des populations les plus pauvres du Togo, tant en milieu rural, que dans les zones urbaines et périurbaines

Le ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes est composé comme suit : (i) le cabinet ; (ii) les services rattachés au ministre ; (iii) l'administration centrale ; (iv) les services extérieurs et (v) les institutions et organismes rattachés.

L'administration centrale comprend :

- la direction du développement communautaire ;
- la direction de la jeunesse et de l'emploi des jeunes;
- la direction des affaires administratives et financières;

- la direction des études, de la planification, et de la mobilisation des ressources.

Cependant, l'institution la plus impliquée est l'ANADEB.

L'ANADEB est rattachée au MDBJEJ (Ministère de tutelle) et rend compte directement à la Direction du Développement Communautaire désignée comme point focal. Sa mission au niveau de l'ANADEB est de : coordonner et faciliter l'exécution du Projet; valider les plans de travail et les budgets annuels consolidés de l'ANADEB et des Antennes Régionales transmis par celles-ci, en vérifiant que chaque année la répartition du Don de l'IDA entre les Régions est conforme aux critères de ciblage qui ont été retenus pour le Projet ; examiner les rapports consolidés sur l'avancement du Projet soumis par l'ANADEB ; résoudre les conflits susceptibles d'opposer les différentes structures intervenant dans l'exécution du Projet ; communiquer au COP des rapports sur l'avancement de l'exécution du Projet ; et procéder au suivi des orientations et des recommandations du COP ; valider les Manuels d'Exécution du Projet et entériner toutes propositions de modifications y afférentes.

Ministère de l'Economie numérique et de la Transformation Digitale

Le Ministre de l'Economie numérique et de la Transformation Digitale assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de développement de l'économie numérique, des postes et de la transformation digitale. A ce titre et en relation avec les départements ministériels compétents, il est chargé entre autres du développement des infrastructures des communications électroniques, de l'accompagnement, de la promotion des usages des TIC, du développement des services en ligne et des contenus locaux, du développement d'une industrie locale basée sur les TIC, ainsi que du développement du secteur postal.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante des Transferts monétaires du financement additionnel du Projet de Filets Sociaux et Services de base (FSB), des transferts seront effectués aux bénéficiaires sur des terminaux qui sont des téléphones mobiles qui nécessitent d'être pourvus en énergie en vue d'assurer leur fonctionnement.

De ce fait, l'élaboration du CGES permettra de canaliser l'utilisation de l'énergie par les bénéficiaires des transferts monétaires et une gestion optimale des batteries ou accumulateurs des téléphones portables en fin de vie, afin de ne pas polluer l'environnement. Voir MERF et risque TM à ajouter.

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural

Le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural s'occupe de la politique agricole, pastorale du pays. Déconcentré sur toute l'étendue du territoire national en Directions régionales de l'agriculture, de l'élevage, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural aide les populations dans leurs activités quotidiennes en matière d'agriculture, d'élevage. C'est le garant de la production agricole, pastorale, partant, de l'autosuffisance alimentaire au Togo. Les directions régionales de l'agriculture, de l'élevage sont appuyées par d'autres directions telles que la Direction des Filières Végétales de l'agriculture (DFV), Direction

des Politiques de la Planification et du Suivi-Evaluation (DPPSE), Direction des Semences agricoles et Plants (DSP).

Le Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural est doté de certains services spécialisés comme l'ICAT et l'ITRA. L'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) a pour mission de conduire les activités de recherche en vue de développer des technologies performantes dans les domaines des productions végétales et animales, des systèmes agraires, de la gestion des ressources naturelles, de conservation et transformation des produits agricoles. Il comprend une Direction générale dotée d'une Direction scientifique et 4 centres de recherche agronomique basés dans chacun des 4 grands écosystèmes du pays. L'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) a pour prérogative la promotion du monde rural, à travers la professionnalisation des producteurs agricoles. A ce titre, il est chargé de la vulgarisation agricole et de l'appui accompagnement des producteurs. Il comprend une Direction générale, 5 Directions Régionales et des Agences au niveau des Préfectures relayées au niveau des cantons par des antennes agricoles.

L'ITRA et l'ICAT assistent les populations en milieu rural dans leurs activités quotidiennes en matière d'agriculture et d'élevage surtout en matière de production cotonnière.

Toutes ces institutions décentralisées vont appuyer la mise en œuvre des AGR qui sont dans leur domaine de compétence.

Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat (MEPSTA)

Le Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat (MEPSTA) a pour prérogatives la coordination des actions du secteur en termes d'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage au Togo, de promotion de l'accès équitable à l'éducation de base avec un accent particulier sur les filles, du renforcement de la gestion et de la gouvernance du secteur ainsi que de la coordination des actions du secteur de l'artisanat au Togo. Le MEPSTA s'inscrit dans la dynamique d'apporter des changements transformationnels tant dans le système éducatif du Togo en lien avec les orientations du Plan national de développement opérationnalisés dans le Plan sectoriel de l'éducation (2020-2030), que dans le secteur de l'artisanat à travers celles de la politique nationale de développement de l'artisanat au Togo ainsi que les dispositions du Code de l'artisanat en lien avec les différentes activités couvertes par ce sous-secteur.

Ainsi, s'agissant du sous-secteur de l'artisanat, dans le cadre de la mise en œuvre du fonds additionnel du Projet de Filets Sociaux et Services de base (FSB), il est essentiel de veiller à la prise en compte des aspects liés aux sauvegardes environnementale et sociale (l'hygiène, santé, sécurité et environnement) prévues par les politiques, normes et standards de la Banque mondiale en la matière, dans le cadre de l'initiation de la mise en œuvre des AGR, pendant les formations FoDA et coaching et au cours des transferts monétaires.

Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale

Ce Ministère s'est fixé comme objectif général de mettre en place un dispositif juridique, institutionnel et opérationnel, permettant aux activités de distribution, d'importation et d'exportation, de répondre aux besoins des consommateurs et de contribuer à la compétitivité des entreprises et à la réduction de la pauvreté. Il a pour mission, entre autres : (i) d'assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur en produits de grande consommation et veiller à éviter tout emballement des prix grâce à une concurrence saine; (ii) de diversifier les exportations du Togo par la combinaison de nouveaux couples (produits/marchés) et veiller à l'optimisation des filières d'exportation existantes; (iii) d'optimiser l'approvisionnement local et international de l'économie togolaise et contribuer à la compétitivité des entreprises ; (iv) de promouvoir les entrepreneurs du secteur commercial en les dotant d'outils et de techniques modernes du commerce international; (v) d'appuyer les autres secteurs de l'économie (agriculture, industrie et services) en leur apportant une valeur ajoutée dans la commercialisation de leurs produits et services.

Les promoteurs d'AGR du domaine commercial doivent collaborer avec les services techniques de ce ministère au niveau central, régional et local.

Ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins (MSHPAUS)

Le nouvel organigramme du Ministère en charge de la Santé et de l'Hygiène Publique est défini par le décret N°2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels qui a été complété par l'arrêté N°0021/2013/MS/CAB du 27 février 2013 portant organisation des services du Ministère de la santé avec création d'un secrétariat général et de deux directions générales. Dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales du projet, le MSHPAUS sera impliqué à travers la Direction de l'hygiène et de l'assainissement de base (DHAB). La DHAB œuvre dans le domaine de la prévention des maladies liées à l'environnement et à l'insalubrité. Les principales activités de la DHAB sont menées à travers ses trois (3) divisions : la Division de l'assainissement de base (DivAB), la Division de l'hygiène publique (DHP), la Cellule d'inspection sanitaire (CIS). En situation d'urgence de santé publique, la DHAB coordonne les interventions de la Prévention et le contrôle de l'Infection (PCI). A ce titre, la DHAB et ses sections régionales et préfectorales seront mises à contribution dans la lutte contre les contaminations à la COVID -19.

Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise

Le Ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise est chargé de l'élaboration des politiques et normes, de la mobilisation de ressources, du contrôle de gestion et de l'évaluation des performances. Le Ministère s'occupe à travers de sa direction des ressources en eau, de l'élaboration de la politique nationale de l'eau et du suivi de sa mise en œuvre, de la préparation des directives en matière de normalisation et de réglementation sur la gestion des ressources en eau, les différents usages et l'implantation des instruments de mesure de la qualité et de la quantité des eaux de surface et souterraines, en étroite collaboration avec la section de la normalisation, de la réglementation et des contentieux. Il s'occupe également de l'étude et de la mise en œuvre des moyens propres à satisfaire la demande en eau pour l'ensemble des

activités du pays, de l'inventaire des besoins, de la cartographie et de la gestion des réseaux de mesures hydrométriques et piézométriques nationaux, d'effectuer les études hydrologiques et hydrogéologiques nécessaires à la mise en valeur des ressources en eau.

En matière d'assainissement, le Ministère s'occupe à travers ses services d'assainissement des problèmes liés à la gestion des eaux usées (eau grise et eau vanne).

Ce ministère pourra contribuer à l'amélioration de l'accès à l'eau pour les ménages et les services publics y compris les structures sanitaires, ce qui permettra de renforcer le lavage des mains qui est une des principales mesures barrière à la Covid-19, pendant la mise en œuvre des composantes du projet. Le ministère en charge de l'eau sera impliqué à travers ses directions régionales pour faciliter l'accès à l'eau pour les AGR qui en auront besoin.

Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires (MATDDT)

Le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement du territoire met en œuvre la politique de l'Etat en matière d'administration générale du territoire, de décentralisation et de développement du territoire. Il veille au respect de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales et œuvre à la sauvegarde de l'intérêt général et de la légalité. Il assure le suivi de l'application de la loi relative à la décentralisation et appuie ces collectivités dans leur mission de formation, de consolidation et de promotion de la citoyenneté.

Ces collectivités locales ont aussi un important rôle à jouer dans le suivi de la mise en œuvre, mais aussi dans la sensibilisation et la mobilisation des populations cibles du projet.

Outre ces responsabilités, dans le cadre du présent projet, ces collectivités locales seront sollicitées pour la sensibilisation des populations, la mise à disposition des espaces pour les formations FoDA et coachings. Par ailleurs, il est à noter que la Loi n°2019-006 du 26 juin 2019 portant modification de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales modifiée par la loi n°2018-003 du 31 janvier 2018 confère aux communes et aux régions des compétences en matière de d'Assainissement, de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement.

En outre, ce ministère est responsable de l'organisation et de l'administration des circonscriptions et unités administratives ainsi que de la coordination et la supervision des activités des représentants de l'Etat sur le territoire national. Il veille au respect du statut et des attributions de la chefferie traditionnelle.

Le projet FSB-Financement additionnel est tenu de travailler en parfaite collaboration avec ledit ministère dans tous les domaines.

Ministère de la sécurité et de la protection civile

Ce ministère est en charge de la protection civile à travers plusieurs organes.

Le corps des sapeurs-pompiers a pour principales missions la lutte contre les incendies de toutes natures, les risques chimiques ou radiologiques ; le secours aux

accidentés de la voie publique ; la protection des biens contre les risques de toute nature (météorologiques, technologiques, ...). Le Corps des sapeurs-pompiers intervient dans les situations d'urgence. Dans le cadre de la riposte et de la gestion de la Covid19, il a été mis en place la « force anti pandémie » avec pour mission d'assurer la sécurité des centres de prise en charge d'isolement et le respect des mesures barrières. Elle accompagne les équipes d'intervention rapide dans le suivi des cas/contacts. Elle pourra aussi intervenir sur certains aspects de mise en œuvre du présent projet tel que la gestion des incendies (risques d'incendie dans les AGR de transformation par exemple) avec l'appui des sapeurs-pompiers ou en situation d'urgence de santé publique.

L'agence Nationale de la protection civile (ANPC) rattachée au Ministère la sécurité est en charge de la mise en œuvre de certaines mesures sociales et d'appui aux situations d'urgences tel que les inondations et autres.

Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social

Il a pour mission, la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de travail, de promotion de l'emploi et de protection sociale. Il organise et gère toutes les activités relatives à la sécurité et à la santé des travailleurs dans les sociétés. L'inspection du travail sera chargée de faire les contrôles s'il y a d'éventuels chantiers dans le cadre du projet pour vérifier les conditions de travail des employés. Les travailleurs qui seront éventuellement employés dans le cadre de la réalisation du projet (les ouvriers dans les AGR dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, les transformations, etc. et même dans les activités de ciblage de localités et ménages) devront être traités conformément aux dispositions prévues par le code du travail de décembre 2006 (actualisé en décembre 2020) et la loi de février 2011 portant code de sécurité sociale au Togo, en ce qui concerne les risques professionnels.

Ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (MUHRF)

Le Ministère en charge de l'urbanisme définit et coordonne les interventions de l'État et des différents acteurs dans les constructions d'ouvrages publics et dans les opérations d'aménagement urbain ainsi qu'en matière de politique foncière. Au niveau central, la Direction Générale des Infrastructures et Équipements Urbains (DGIEU) comprend, en son sein, une Direction de l'Assainissement et de la Protection du Cadre de Vie qui a pour mission de définir et d'appliquer les orientations dans les domaines de la lutte contre les nuisances en milieu urbain, dans l'aménagement, la réhabilitation, la maintenance et l'entretien des réseaux d'assainissement. Ce Ministère gère le cadastre national et possède toutes les informations sur les réserves foncières de l'État. Il pourra jouer un rôle dans la gestion des plaintes pour aviser sur les limites entre les terres des particuliers et le domaine réservé à l'Etat pour des AGR qui vont nécessiter l'occupation de terrains. Il est créé au sein de ce ministère une Agence nationale de l'assainissement et de la salubrité publique (ANASAP).

L'ANASAP, créé par décret N° 2013-082/PR du 12 décembre 2013, est une Agence de l'État rattachée au Ministère de l'Urbanisme, de l'habitat et du Cadre de Vie. Elle a pour mission la coordination et le contrôle en matière d'assainissement et de salubrité. En cela, elle est chargée entre autres de (i) définir les normes en matière d'assainissement et de salubrité publique ; (ii) réguler les activités et les interventions

touchant à l'assainissement et à la gestion de la filière des déchets de toute nature ayant un impact sur la salubrité publique ; (iii) lutter contre l'insalubrité et les nuisances hygiéniques en milieu public et urbain ; (iv) renforcer les capacités des acteurs intervenant en matière d'assainissement et de lutte contre l'insalubrité ; (v) développer l'information, l'éducation civique et la sensibilisation du public et d'appuyer des initiatives de base en matière d'assainissement et de salubrité publique. L'ANASAP dispose d'une commission technique et d'une brigade de salubrité publique qui apporte respectivement un appui technique et logistique aux acteurs. L'ANASAP appui les communes et les régions en matière d'Assainissement, de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement. Etant donné que certaines AGR vont générer des déchets, toute intervention du projet devra tenir compte des recommandations de ce ministère et de ses services techniques.

4. REVUE DES DIX (10) POLITIQUES DE SAUVEGARDE DE LA BANQUE MONDIALE

4.1. Analyse des politiques de sauvegarde environnementale

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale comprennent à la fois, les Politiques Opérationnelles (OP) et les Procédures de la Banque (PB). Les politiques de sauvegarde sont conçues pour protéger l'environnement et la société contre les effets négatifs potentiels des projets, plans, programmes et politiques. Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale les plus courantes sont :

- OP 4.01 Évaluation Environnementale, y compris la Participation du Public
- OP 4.04 Habitats Naturels
- OP 4.09 Lutte antiparasitaire
- OP 4.11 Patrimoine Culturel
- OP 4.12 Réinstallation Involontaire des populations
- OP 4.10 Populations Autochtones
- OP 4.36 Forêts
- OP 4.37 Sécurité des Barrages
- OP 7.50 Projets relatifs aux voies d'Eaux Internationales
- OP 7.60 Projets dans des Zones en litige

Les politiques de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque Mondiale qui sont déclenchées par le projet PDC sont : l'OP 4.01 « Evaluation Environnementale », l'OP 4.09 « Lutte antiparasitaire », l'OP 4.11 « Patrimoine Culturel » et l'OP 4.12 « Réinstallation Involontaire des populations ». Les infrastructures, équipements et activités génératrices de revenus (AGR) qui déclenchent les politiques sus indiquées doivent être considérés par le PDC. Les politiques opérationnelles restantes ne sont pas déclenchées par le Social Safety Nets Project and the Basic Services.

Politique de Sauvegarde 4.01 : Évaluation environnementale

L'objectif de l'OP 4.01 est de s'assurer que les projets financés par la Banque sont viables et faisables sur le plan environnemental, et que la prise des décisions s'est améliorée à travers une analyse appropriée des actions et leurs probables impacts environnementaux (OP4.01, para 1). Cette politique est déclenchée si un projet va probablement connaître des risques et des impacts environnementaux potentiels (négatifs) dans sa zone d'influence. L'OP 4.01 couvre les impacts sur l'environnement physique (air, eau et terre) ; le cadre de vie, la santé et la sécurité des populations ; les ressources culturelles physiques ; et les préoccupations environnementales au niveau transfrontalier et mondial. Les aspects sociaux (réinstallation involontaire, peuples indigènes) ainsi que les habitats naturels, la lutte antiparasitaires, la foresterie et la sécurité des barrages sont couverts par des politiques séparées ayant leurs propres exigences et procédures. Le projet de Filets Sociaux et des Services de Base y compris les activités additionnelles sont concernées par cette politique en ce sens que certaines activités de mise en place d'infrastructures socioéconomiques de base (routes, marchés, écoles et centres de santé, AGR, etc.), peuvent faire l'objet d'une étude d'impact environnemental et social.

Politique de Sauvegarde 4.04, Habitats Naturels

PO/PB 4.04, *Habitats naturels* n'autorise pas le financement de projets dégradant ou convertissant des habitats critiques. Les sites naturels présentent un intérêt particulier et sont importants pour la préservation de la diversité biologique ou à cause de leurs fonctions écologiques. Les habitats naturels méritent une attention particulière lors de la réalisation d'évaluations d'impacts sur l'environnement. Le projet de Filets Sociaux et des Services de Base y compris les activités additionnelles n'ont pas prévu d'interventions dans des habitats naturels. Ainsi, cette politique n'est pas déclenchée.

Politique de Sauvegarde 4.09, Lutte antiparasitaires

PO 4.09, *Lutte antiparasitaires* appuie les approches intégrées sur la lutte antiparasitaires. Elle identifie les pesticides pouvant être financés dans le cadre du projet et élabore un plan approprié de lutte antiparasitaire visant à traiter les risques. Le projet de Filets Sociaux et des Services de Base ne prévoit pas d'achat des pesticides. Toutefois, les activités d'appui à la production agricole et à l'élevage vont se traduire par une utilisation probable de pesticides par les agriculteurs. Pour les limiter/réduire ces effets, il a été prévu dans le présent CGES un plan succinct de gestion des pesticides qui est annexé au document, ce qui permettra d'être en conformité avec cette politique.

Politique de Sauvegarde 4.12, Réinstallation Involontaire des populations

L'objectif de l'OP 4.12 est d'éviter ou de minimiser la réinsertion involontaire là où cela est faisable, en explorant toutes les autres voies alternatives de projets viables. De plus, l'OP 4.12 a l'intention d'apporter l'assistance aux personnes déplacées par l'amélioration de leurs anciennes normes de vie, la capacité à générer les revenus, les niveaux de production, ou tout au moins à les restaurer. L'OP 4.12 encourage la participation communautaire dans la planification et la conduite de la réinsertion et l'octroi de l'assistance aux personnes affectées, indépendamment du statut légal du régime foncier. Cette politique couvre non seulement la réinstallation physique, mais aussi toute perte de terre ou d'autres biens causant la : (i) réinstallation ou perte d'abri; (ii) perte de biens ou de l'accès aux biens; et (iii) perte de sources de revenus ou de moyens d'existence, indépendamment du fait que les personnes affectées doivent rejoindre un autre emplacement.

La politique s'applique aussi à la restriction involontaire d'accès aux parcs légalement désignés et aux aires protégées, causée par les impacts préjudiciables sur les moyens d'existence des personnes déplacées. Les exigences de divulgation sont celles qui sont requises sous l'OP 4.01. Certains microprojets pourraient induire des déplacements de population. De plus, il n'est pas exclu que certaines AGR puissent entraîner la perte de biens ou l'accès aux biens ; la perte de sources de revenus ou de moyens d'existence, voire même la réinstallation ou perte d'abri. C'est pourquoi dans le cadre du projet de Filets Sociaux et des Services de Base, il a été préparé en document séparé, un Cadre de Politique de Réinstallation de Populations (CPRP).

Politique de Sauvegarde 4.10 Populations autochtones

Des populations autochtones, dans le sens de la Banque, n'existent pas au Togo. En conséquence le projet de Filets Sociaux et des Services de Base est en conformité avec cette Politique de Sauvegarde sans qu'il soit nécessaire de prendre des mesures spécifiques.

Politique de Sauvegarde 4.36, Foresterie

PO 4.36, *Foresterie* apporte l'appui à la sylviculture durable et orientée sur la conservation de la forêt. Elle n'appuie pas l'exploitation commerciale dans les forêts tropicales humides primaires. Son objectif global vise à réduire le déboisement, à renforcer la contribution des zones boisées à l'environnement, à promouvoir le boisement. La Banque mondiale : ne finance pas les opérations d'exploitation commerciale ou l'achat d'équipements destinés à l'exploitation des forêts tropicales primaires humides. Ainsi, cette politique n'est pas déclenchée.

Politique de Sauvegarde 4.37 Sécurité des barrages

PO/PB 4.37, *Sécurité des barrages* recommande pour les grands barrages la réalisation d'une étude technique et d'inspections sécuritaires périodiques par des experts indépendants spécialisés dans la sécurité des barrages. Le projet de Filets Sociaux et des Services de Base ne concernera pas la construction ou la gestion des barrages. Ainsi, cette politique n'est pas déclenchée.

Politique de Sauvegarde 4.11, Patrimoine culturel

PO 4.11, *Patrimoine culturel* procède à une enquête sur les ressources culturelles potentiellement affectées et leur inventaire. Elle intègre des mesures d'atténuation quand il existe des impacts négatifs sur des ressources culturelles matérielles. Les collectivités possèdent un patrimoine culturel qui n'est pas spécifiquement visé par les activités du projet de Filets Sociaux et des Services de Base. Toutefois, à cause des activités de fouilles dans le cadre de la construction des infrastructures et des aménagements possibles liés à la pratique de certaines catégories d'AGR, des cas de découvertes fortuites sont très possibles. Le présent CGES prévoit alors des dispositions à prendre pour être en conformité avec l'OP 4.11.

Politique de Sauvegarde 7.50 Projets relatifs aux voies d'eau internationales

PO 7.50, *Projets affectant les eaux internationales* vérifie qu'il existe des accords riverains et garantit que les Etats riverains sont informés et n'opposent pas d'objection aux interventions du projet. Tous les projets d'investissement sont concernés. Il existe des cours d'eau internationaux traversant le pays (Oti, Mono), mais le projet Filets Sociaux et des Services de Base n'a pas prévu d'activités spécifiques sur ces cours. Ainsi, cette politique n'est pas déclenchée.

Politique de Sauvegarde 7.60 Projets dans des zones contestées (en litige)

OP 7.60, *Projets en zones contestées* veille à la garantie que les personnes revendiquant leur droit aux zones contestées n'ont pas d'objection au projet proposé. Le projet de Filets Sociaux et des Services de Base n'a pas d'activités dans des zones en litiges. Ainsi, cette politique n'est pas déclenchée.

Diffusion : L'OP 4.01 décrit aussi les exigences de consultation et de diffusion. Pour la catégorie (i) des projets A et B ; et (ii) les sous-projets classés comme A et B dans un prêt programmatique, l'Emprunteur consulte les groupes affectés par le projet et les Organisations non Gouvernementales (ONGs) à propos des aspects environnementaux du projet et tient compte de leurs points de vue. L'Emprunteur commence cette consultation le plus tôt possible. Pour la catégorie des projets A, l'Emprunteur consulte ces groupes au moins deux fois : (a) un peu avant la sélection environnementale et la fin de la rédaction des termes de référence pour l'EIE ; et (b) une fois un projet de rapport d'EIES est préparé. En plus, l'Emprunteur se concerte

avec ces groupes tout au long de la mise en œuvre du projet aussi souvent que nécessaire pour aborder les questions relatives à l'EIES qui les affectent. L'Emprunteur donne les informations pertinentes assez rapidement avant les consultations, et dans un langage accessible aux groupes consultés.

L'Emprunteur rend disponible le projet d'EIES (pour les projets de la catégorie A) ou tout rapport EIE séparé (pour les projets de la catégorie B) dans le pays et dans la langue locale à une place publique accessible aux groupes affectés par le projet et aux ONG locales avant l'évaluation. Les Plans de Réinstallation Séparés sont divulgués avec le rapport EIE approprié. Sur autorisation de l'Emprunteur, la Banque diffusera les rapports appropriés à "Infoshop". Les sous-projets du présent programme sont classés en catégorie B. Toutefois, il est à noter que la plupart des AGR feront objet d'un diagnostic environnemental et social assorti de mesures à compiler dans un PGES (Voir article 18 du décret sur les EIES au Togo).

4.2. Conclusion

Pour répondre aux exigences des Politiques Opérationnelles 4.01 (Évaluation environnementale), 4.09 (Lutte antiparasitaire), 4.11 (Patrimoine Culturel) et 4.12 (Réinstallation Involontaire des populations), des mesures et actions spécifiques ont été proposées. Il s'agit entre autres de screening environnemental et social qui est prévu et qui va permettre de classer les microprojets par catégories en vue de réaliser soit des études d'impact environnemental et social simplifiées ou des diagnostics environnementaux et sociaux afin de proposer des mesures d'atténuation ; d'un plan succinct de gestion des pesticides qui est annexé au document (voir le point 2 de l'annexe 5) ; de la proposition de procédures à appliquer en cas de découvertes fortuites (voir PGES générique) et de la proposition d'éventuelles PAR à réaliser pour qu'en cas de réinstallations, elles soient conformes aux directives de l'OP 4.12. En conclusion, on peut affirmer que le projet de Filets Sociaux et des Services de Base prenant en compte le financement additionnel est en conformité avec les Politiques de Sauvegarde, à condition que les prescriptions décrites et les mesures contenues dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale du présent rapport soient mises en œuvre.

5. ENVIRONNEMENT BIOPHYSIQUE ET SOCIOECONOMIQUE DES CINQ REGIONS DU PAYS

5.1. Région Maritime

5.1.1. Milieu biophysique

- Climat

La Région Maritime jouit d'un climat subéquatorial comprenant deux saisons de pluies et deux saisons sèches ; le cumul du temps pluvieux est d'environ 5 mois (Monographies des préfectures du Togo, MPDAT, 2010) avec une tendance à la baisse par suite des changements climatiques ces dernières décennies. La pluviométrie moyenne annuelle est d'environ 1000 mm.

- Relief, sols

La Région Maritime couvre une superficie de 6.100 km² soit 11% du Togo. La façade littorale est formée d'un cordon sableux soumis à une forte érosion surtout à l'est du Port autonome de Lomé.

Plus des deux tiers (2/3) de la région sont constitués d'un plateau dénommé « terre de barre » dont l'épaisseur augmente progressivement vers le nord. Les sols de ce plateau sont généralement de bonnes potentialités agronomiques.

Les sols sont dégradés au sud-est de la région en corrélation avec la diminution de la jachère due à la forte densité de population (plus de 300hbs/km²).

- Végétation et flore

Sur le plan floristique, la région appartient à la zone éco-floristique V (fig. 1) composée de nombreux îlots de forêts semi-décidues disséminées dans une végétation à dominante herbacée. Dans la partie sud-est, se trouvent des mangroves et des formations végétales associées.

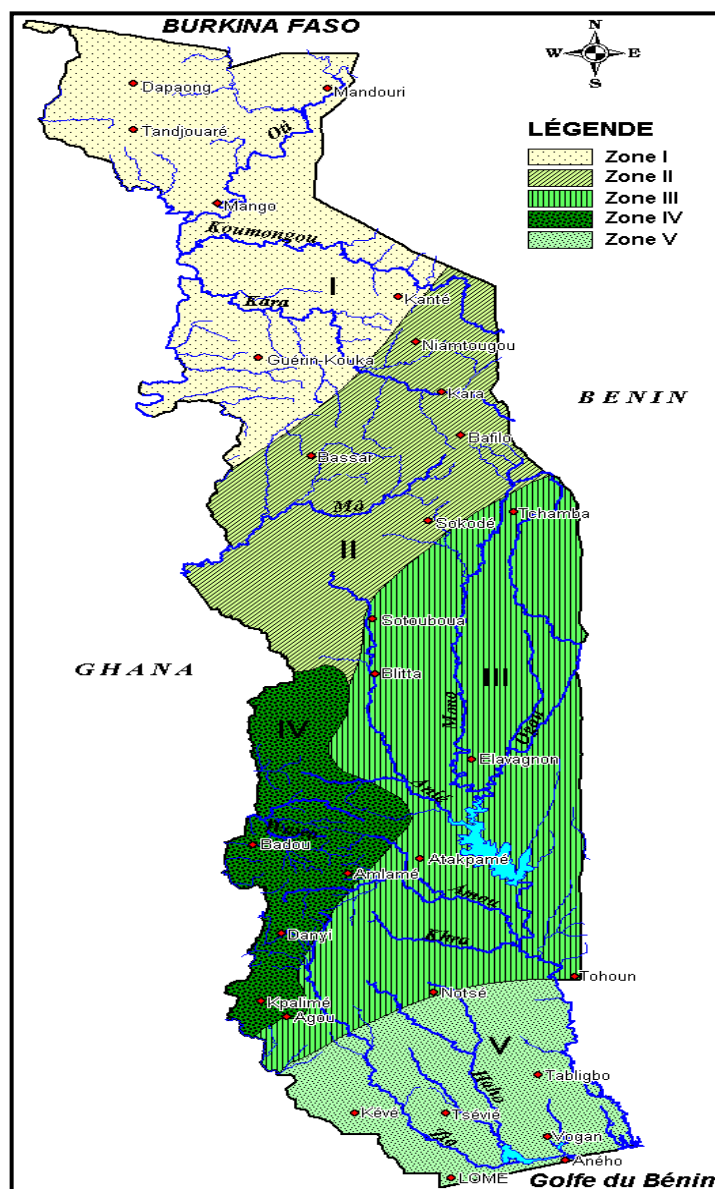


Figure 1: Zones éco floristiques du Togo et principaux cours d'eau

Source : Monographie Nationale sur la Diversité Biologique, 2002

I : Zone des plaines du nord ; **II :** Zone des montagnes du nord

III : Zone des plaines du centre

IV : Zone méridionale des MontsTogo.

V : Zone côtière du sud

- Faune

La faune de la Région Maritime est constituée essentiellement d'animaux de petite taille : lièvre, petits cobs, oiseaux (tourterelles ; pigeons, etc.), reptiles (varan, pythons, etc.). Elle est menacée par la dégradation profonde de son habitat.

5.1.2. Milieu humain

La population était estimée à 2 600 285 habitants en 2010 (RGPH) dans la Région Maritime. La région est densément peuplée (en moyenne 400 hbts/km²). **En tenant compte du taux de croissance annuel moyen qui est de 2,88%, la population estimée**

en 2021 est de 3 553 542 habitants. Cette situation est due entre autres à la forte émigration des populations du nord vers la zone côtière surtout vers Lomé. La forte densité de population est la cause d'importants besoins en infrastructures de base essentiellement scolaires et hydrauliques. La contribution régionale à la pauvreté est de 11,78% pour la Maritime.

Sur le plan agricole, les principales cultures exploitées dans la région sont le maïs, le manioc et l'arachide.

5.2. Région des Plateaux

5.2.1. Milieu biophysique

- Climat

La région est caractérisée par 2 grands types de climats :

- ✓ un climat subéquatorial dans les zones de montagnes et des hauts plateaux de l'ouest avec une pluviométrie supérieure à 1 500 mm/an. Le cycle annuel est caractérisé par deux saisons pluvieuses et deux saisons sèches ; le cumul du temps pluvieux est d'environ 7,5 mois (Monographies des préfectures du Togo, MPDAT, 2010) ; ce cumul tend à se réduire à cause du phénomène des changements climatiques de ces dernières décennies.
- un climat tropical humide sur la pénéplaine précambrienne. Ce climat est caractérisé par 2 saisons sèches et 2 saisons pluvieuses. Mais les durées des saisons sèches sont sensiblement plus longues que pour la zone précédente. Les précipitations sont de l'ordre de 1 350 mm par an.

- Relief et sols

La Région des plateaux couvre une superficie de 16.975 km² soit 30% du territoire togolais.

Le relief présente un contraste montagne – plaine. La partie méridionale de la chaîne de montagnes de l'Atacora traverse la région dans le sens nord-est vers le sud-ouest. A la suite de cette chaîne, s'étendent la plaine du Litimé et la pénéplaine précambrienne qui couvrent plus des trois quarts (3/4) du territoire de la région.

- Végétation et flore

Sur le plan floristique, l'ouest de la Région des Plateaux appartient à la zone IV couverte par d'authentiques forêts sempervirentes. L'est et le sud intègrent la zone III avec des forêts sèches à *Anogeissus leiocarpus*, *Celtis spp.*, etc., des savanes guinéennes composées d'arbres et arbustes évoluant dans une strate de hautes graminées.

Cette richesse floristique de la Région des Plateaux est en voie de dégradation accélérée sous l'effet des actions anthropiques : agriculture, chasse, recherche de bois-énergie et le bois d'œuvre.

- Faune

Les zones montagneuses sont habitées par une faune composée de : primates, antilopes, rongeurs, reptiles ; l'entomofaune et l'avifaune sont très représentées et variées.

Les plaines hébergent des animaux tels que : lièvres, antilopes, aulacodes, etc. ; ce dernier est particulièrement répandu et fait l'objet de chasse à but lucratif.

5.2.2. Milieu humain

La population était estimée à 1 374 436 habitants en 2010 avec des peuplements très diversifiés. **En tenant compte du taux de croissance annuel moyen qui est de 2,33%, la population estimée en 2021 est de 1 770 750 habitants** On y note de fortes immigrations venues du nord-Togo (Régions de la Kara et Centrale) pour s'insérer dans l'économie de plantation de café et de cacao.

Les sols des forêts sont essentiellement exploités en café-cacao et fruitiers. Les plaines sont à vocation vivrière avec la culture du maïs prédominante. **La contribution régionale à la pauvreté est de 20,65 8% pour les Plateaux.**

L'habitat est représenté par de gros villages disséminés au milieu de nombreux hameaux et de fermes isolés surtout dans les zones de plantation. Ce qui pose souvent le problème de choix des agglomérations pour la mise en place d'infrastructures communautaires.

5.3. Région Centrale

5.3.1. Milieu biophysique

- Climat

La région jouit d'un climat tropical humide à deux saisons : une saison sèche de novembre à mars et une saison pluvieuse d'avril à octobre. La moyenne annuelle de pluviométrie est de 1300 à 1400mm.

- Relief, sols

Cette région s'étend sur 13 715 km² soit 24% du territoire national. Le relief comprend une portion de la chaîne de l'Atacora suivie des plaines du Mô (à l'ouest) et du Mono (à l'est). La présence de nombreux cours d'eau alimente les nappes phréatiques.

- Végétation et flore

La Région centrale se situe globalement dans la zone éco-floristique III : forêts sèches à *Anogeissus leiocarpus*, *Pterocarpus erinaceus*, etc. Les ressources forestières sont soumises à une très forte exploitation pour la commercialisation en bois-énergie et bois d'œuvre.

- Faune

La Région centrale dispose encore d'îlots naturels de forêts plus ou moins préservés renfermant de la faune diversifiée : les cobs (biches), les singes, les phacochères, les crocodiles, les oiseaux, etc. Ces animaux font l'objet durant ces dernières décennies, d'une chasse incontrôlée pour l'autoconsommation et la vente des produits.

5.3.2. Milieu humain

La région centrale est un foyer de brassage des populations. La population était estimée à 619 116 habitants en 2010. **En tenant compte du taux de croissance annuel moyen qui est de 2,58%, la population estimée en 2021 est de 819 335 habitants.** L'habitat est concentré en zones Tém, Tchamba et Adélé, puis dispersé en zones Kabyè et Losso. C'est une région où l'agriculture est florissante avec les principales cultures suivantes : igname, maïs, manioc, sorgho et fruits.

On observe l'émergence actuelle de besoins en infrastructures communautaires, scolaires notamment suite à l'amélioration de la scolarisation primaire au cours de ces dix dernières années. **La contribution régionale à la pauvreté est de 17,01% pour la Centrale.**

5.4. Région de la Kara

5.4.1. Milieu biophysique

- Climat

La Région de la Kara jouit d'un climat tropical de type soudanien marqué dans l'année par deux saisons : une saison pluvieuse d'avril à octobre et une saison sèche allant de novembre à mars. La pluviométrie moyenne annuelle est de 1 200 à 1 300 mm.

- Relief et sols,

La Région de la Kara s'étend sur 11 625 km² soit 20% du territoire national. Le relief est marqué par les plaines des fleuves Oti et Kara à l'ouest et les Monts Kabyè et Losso à l'est. Ces montagnes constituent l'entrée de la Chaîne de l'Atacora (venant du Benin) au Togo. Les sols sont de fertilité bonne à médiocre ; les sols dégradés se situent essentiellement à l'est de la région en corrélation avec la diminution de la jachère consécutive à la forte densité de la population.

- Végétation et flore

Sur le plan floristique, la Région de la Kara appartient globalement à la zone écologique II : forêts claires à dominance *Isoberlinia spp*, *Uapaca togoensis*, *Adansonia digitata*, *Danielia oliveri*, etc.; des forêts galeries et des reliques de forêts sacrées (forêts denses) sont aussi visibles dans les paysages.

Vers le nord, la zone de l'ancienne réserve de faune Oti-Kéran (forêt claire) est bien préservée par endroits ; mais elle est en voie de dégradation accélérée surtout le long de la RN 1 à cause de la carbonisation effrénée pour le commerce de charbon de bois.

- Faune

Dans certaines parties des préfectures d'Assoli, Bassar et Dankpen on observe encore des niches écologiques naturelles plus ou moins préservées. Ces niches renferment des animaux comme : les cobs (« biches »), les singes, les phacochères, les reptiles, les lièvres, les oiseaux etc. Ces animaux font l'objet, de chasse incontrôlée pour l'autoconsommation des produits.

5.4.2. Milieu humain

La région comptait 767 703 habitants selon le recensement de 2010. **En tenant compte du taux de croissance annuel moyen qui est de 1,81%, la population estimée en 2021**

est de 935 165 habitants. Elle fut longtemps une zone de forte émigration vers d'autres régions du Togo et même vers le Ghana

A l'est, l'habitat est en général dispersé et une forte population habite encore dans des zones situées en montagne. Ces terroirs sont souvent peu favorables à la conduite d'actions de développement : accès difficile, sites/terrains inappropriés, etc. Certaines de ces zones présentent des poches de pauvreté et de malnutrition prononcées. La contribution régionale à la pauvreté est de 22,15% pour la Kara.

Dans les zones propices à l'agriculture sont produites diverses denrées : igname, manioc, maïs, sorgho, riz, niébé.

5.5. Région des Savanes

5.5.1. Milieu biophysique

- Climat

La région des savanes est caractérisée par un climat tropical de type soudanais avec deux saisons : une saison sèche de mi-octobre à mi-mai avec l'alizé continental « Harmattan » (de novembre à février) et l'autre pluvieuse de mi-mai à mi-octobre. La durée de la saison sèche (7 mois) constitue un frein aux activités agricoles et rend plus difficile l'approvisionnement en eau pour la population et du bétail.

La pluviométrie (1000 mm en moyenne par an) est caractérisée par de fortes variations interannuelles et une mauvaise répartition saisonnière ; ces anomalies sont accentuées aujourd'hui par l'avènement des changements climatiques.

- Relief, sols et flore

La Région des savanes couvre une superficie de 8 470 km² soit 15% du territoire national. Elle est aux portes du Sahel et menacée de désertification.

Le relief est composé de plaines et de bas plateaux :

Les sols sont en général peu riches sauf dans les zones d'anciennes aires protégées recolonisées par les populations : Oti-Mandouri et Fosse aux lions.

Sur le plan floristique, la région correspond globalement à la zone écologique I : forêts sèches, savanes sèches à épineux dominées par les *Acacia spp.* des prairies à *Loudetia* et *Aristida* ; de rares forêts galeries sont visibles le long de certains cours d'eau.

- Faune

De façon générale, la dégradation du milieu naturel est prononcée et on n'y rencontre que de rares animaux de petite taille : les cobs (« biches »), les reptiles, les lièvres, les oiseaux etc. Ces animaux font l'objet de chasse incontrôlée pour l'autoconsommation et vente des produits.

5.5.2. Milieu humain

La population de la Région des savanes était estimée à 829 615 habitants au dernier recensement (2010). En tenant compte du taux de croissance annuel moyen qui est de 2,96%, la population estimée en 2021 est de 1 143 485 habitants.

Les densités de populations sont élevées au nord-ouest de la région et plus faibles au sud-est dans la plaine de l'Oti. L'occupation des terres est lâche dans la vallée de l'Oti avec des habitats concentrés ; dans le nord-ouest l'habitat est dispersé mais dense. Certaines des zones densément peuplées présentent des poches de pauvreté et de malnutrition prononcées. **La contribution régionale à la pauvreté est de 28,41% pour les Savanes.**

Les problèmes d'infrastructures surtout hydrauliques se posent avec acuité dans la région.

Les principales cultures pratiquées par la population rurale sont le sorgho, le maïs, le riz, le mil et le niébé.

5.6. Synthèse de l'état actuel du milieu récepteur

Sur le plan biophysique, chaque région a ses atouts et ses contraintes spécifiques, mais les contraintes sont de plus en plus exacerbées. On note en général durant ces dernières décennies, une dégradation accélérée des principales ressources naturelles (sols, eaux, flore) à cause de leur surexploitation à des fins économiques.

La majorité des espèces fauniques existantes sont de petite taille. Celles de grande valeur écologique, culturelle et touristique ont disparu suite au braconnage, à l'occupation et à l'exploitation anarchique des écosystèmes naturels notamment les aires protégées.

Au plan humain : La population a fortement augmenté ces dernières décennies, entraînant l'accroissement des besoins en infrastructures sociocommunautaires de base. Selon le recensement de 2010, le Togo a une population de 6,2 millions d'habitants qui croît à un rythme annuel d'environ 2,7 pour cent contre 2,5% en 2000 et 3,1% en 1975. **La population actuelle du pays est estimée à 8 222 277 habitants.**

Sur le plan économique, après la proclamation de l'indépendance en 1960, le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la République du Togo est passé de 272 \$ EU (en 1960) à 534 \$ EU (en 1980) (Parité de pouvoir d'achat [PPP] 2005). En 1980, le revenu par habitant atteignait son apogée, mais depuis, les conditions de vie et les indicateurs sociaux positionnent le Togo loin derrière plusieurs autres pays autrefois plus pauvres. **La région Maritime contribue le moins à la pauvreté (11,78%) tandis que la région des Savanes reste la plus pauvre en contribuant jusqu'à 28,41% à la pauvreté du pays.** En 2015, le classement du Togo sur l'Indice de développement humain des Nations Unies le plaçait au 162e rang sur 188 pays, avec une pauvreté extrême parmi les plus élevées d'Afrique. En dépit de la mise en œuvre de différentes politiques économiques et sociales, les indicateurs de développement du Togo sont loin d'être satisfaisants aujourd'hui.

5.7. Enjeux environnementaux et sociaux du projet

Les enjeux environnementaux et sociaux du projet des Filets Sociaux et des Services de base se traduisent par des impacts positifs et des impacts négatifs potentiels. La réalisation et l'exploitation de certains microprojets d'infrastructures de base (pistes rurales, écoles, unités de soins périphériques, forages d'eau potable, etc.), les transferts monétaires, et les cantines scolaires contribueront globalement à l'amélioration des conditions d'existence des populations togolaises.

De plus, l'appui financier pour la mise en œuvre des AGR, les transferts monétaires et les formations contribueront globalement à l'amélioration des conditions d'existence des populations togolaises.

Toutefois, sur le plan environnemental, certaines réalisations d'infrastructures communautaires et des cantines scolaires pourront impacter négativement la flore et la végétation (coupe d'arbres), la faune (destruction des habitats naturels de la faune, chasse au gibier lors des travaux), les sols (dégradation des sols des sites des ouvrages et des zones d'emprunt des matériaux de construction, pollution du sols par les ordures de toutes sortes), l'air (poussières lors des travaux et sur les pistes en saisons sèches, fumées d'incinération des ordures et des déchets biomédicaux), les eaux de surface et les eaux souterraines, etc.

Par ailleurs, sur le plan environnemental, la réalisation de certains AGR pourront impacter négativement la flore et la végétation (coupe d'arbres), la faune (destruction des habitats naturels de la faune, chasse au gibier lors des travaux), les sols (dégradation des sols des sites de certaines infrastructures légères à mettre en place pour les AGR, pollution du sols par les pesticides, les ordures de toutes sortes, etc.), l'air (poussières lors des travaux liés certains types d'AGR, dégagement d'odeurs nauséabondes issues de l'élevage, poussières de vannage de céréales destinées à la vente, fumées d'incinération des ordures, etc.), contamination des eaux de surface et les eaux souterraines par les pesticides utilisés dans les activités agricoles, etc.

Aux points de vue, hygiène, santé et sécurité, il est à craindre comme enjeux sociaux, des risques d'atteinte à la santé (contamination aux IST/VIH/SIDA, à l'hépatite B et autres hépatites, à la COVID-19), la sécurité des travailleurs et du voisinage des chantiers, la santé et sécurité des bénéficiaires de certains types d'AGR et de leurs voisins, etc.

Les impacts positifs et négatifs ainsi que les risques liés à la réalisation de certains microprojets seront identifiés, évalués et des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation proposées pour les impacts, ainsi que les mesures de prévention et de gestion pour les risques à travers le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du projet, les Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et des Plans de Gestion des Risques (PGR) spécifiques aux microprojets, aux Formations de Développement d'Affaires et coaching, transferts monétaires et AGR en vue d'une gestion durable du projet.

6. ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX POTENTIELS DU PROJET

6.1. Identification des impacts potentiels des microprojets sur l'environnement

Comme énoncé dans la méthodologie, nous avons procédé à l'identification des impacts potentiels et risques par l'utilisation de la grille d'identification (Matrice de Léopold) dans laquelle, les sources d'impacts et de risques sont les activités du projet. Les impacts sont les modifications positives ou négatives qu'engendreront ces activités sur le milieu biophysique et humain à savoir : (i) éléments physiques (sol, ressources en eau, air, climat) ; (ii) éléments biologiques (plantes et animaux) et (iii) éléments humains (hygiène, santé, sécurité, capacité à développer les affaires, revenus, activités socioéconomiques, conditions de vie). Les risques sont également des conséquences dommageables susceptibles de se produire sur une composante environnementale et/ou sociale suite à une action. Pour éviter toute redondance, nous avons utilisé une seule grille d'identification des impacts et des risques pour l'ensemble des activités dans les cinq (5) régions du pays. Dans la même grille, nous avons procédé à la caractérisation des impacts en distinguant les impacts positifs, les impacts négatifs et les risques.

Tableau 2 : Identification et caractérisation des impacts et des risques liés à construction et à l'exploitation des ouvrages à réaliser dans le cadre du projet dans les cinq (5) régions du pays

Sources d'impacts	Milieu physique				Milieu biologique		Milieu humain				
	Sol	Eau	Air	Climat	Flora	Faune	Hygiène/Santé/sécurité	Éducation	Revenus	Patrimoine culturel	Conditions de vie
Construction et exploitation des bâtiments scolaires	o	o	-	o	o	o	-	+	o	o	o
Construction et exploitation des latrines scolaires	o	-	-	o	o	o	-/+	+	o	o	+
Construction et exploitation des forages	o	-	-	-	o	o	+	+	+	o	+
Construction et exploitation des ouvrages	-	o	o	o	o	o	o	o	+	o	+

exploitation des pistes rurales											
Construction des dalots	o	o	o	o	o	o	+	o	+	o	+

(Suite)

Sources d'impacts	Milieu physique				Milieu biologique		Milieu humain				
	Sol	Eau	Air	Climat	Flor	Faune	Hygiène/Santé/sécurité	Educations	Revenus	Patrimoine culturel	Conditions de vie
Construction et exploitation des latrines Communautaires	o	o	-	o	o	o	-/+	+	o	o	+
Gestion des cantines scolaires	o	o	o	o	-	o	-/+	+	+	o	+
Construction et exploitation des USP	o	o	o	o	o	o	+	+	o	o	+
Gestion des déchets biomédicaux	-	-	-	o	o	o	-/+	o	o	o	-/+
Construction et exploitation des hangars de marché	o	o	o	o	o	o	-/+	o	+	o	+
Construction et exploitation des retenues d'eau	-	+	o	o	o	o	-/+	o	+	o	+

Légende : - Impacts négatifs ; + Impacts positifs ; o Pas d'impacts.

Tableau 3 : Identification et caractérisation des impacts potentiels liés à la réalisation des activités du projet dans les cinq (5) régions du pays.

Sources d'impacts	Milieu physique				Milieu biologique		Milieu humain.					
	Sol	Eau	Air	Climat	Flore	Faune	Hygiène/ Santé/sécurité	Patrimoine culturel	Capacité à développ	Activités socioéc	Revenus	Conditions de vie
Développement de capacités (FoDA)	o	o	-	-	o	o	o	o	+	+	+	+
Transfert monétaire en milieu rural et urbain	o	o	-	-	o	o	o	o	o	+	+	+
Activités d'inclusion économiques (AGR)	-	-	-	-	-	-	o	o	+	+	+	+
Gestion du projet (missions de terrain, usage des engins, ateliers, etc.)	-	-	-	-	-	-	o	o	+	+	+	+

Tableau 4 : Identification et caractérisation des risques liés à la réalisation des activités du projet dans les cinq (5) régions du pays

Sources de risques	Milieu physique				Milieu biologique		Milieu humain.					
	Sol	Eau	Air	Climat	Flore	Faune	Hygiène/ Santé/sécurité	Patrimoine culturel	Capacité à développer les affaires	Activités socioéconomiques	Revenus	Conditions de vie
Développement de capacités (FoDA) et coaching	r	r	r	r	n	r	r	n	n	r	r	r
Transfert monétaire en milieu rural et urbain	n	n	r	r	r	r	r	n	n	n	n	n
Activités génératrices de revenus (AGR)	r	r	r	r	r	r	r	r	n	n	n	n
Gestion du projet (missions de terrain, usage des engins, ateliers, etc.)	r	r	r	r	r	r	r	n	n	n	n	n

Légende : - Impacts négatifs ; + Impacts positifs ; r Risques ; o Pas d'impacts ; n Pas de risques

6.1.1. Impacts environnementaux et sociaux positifs potentiels

Création d'emplois par les microprojets d'infrastructures

Durant les phases de préparation et construction/réhabilitation des infrastructures (pistes, écoles, centres de santé, adduction d'eau, assainissement, etc.) les travaux auront un impact positif par la création d'emplois dans les communautés rurales, à travers les activités à haute intensité de main-d'œuvre. L'augmentation du revenu résultant de la création d'emplois devra contribuer à la lutte contre la pauvreté. Les travaux vont participer aussi à la consolidation et la création d'emplois au niveau des localités ciblées par le projet et vont occasionner une forte utilisation de la main d'œuvre locale et de certains ouvriers spécialisés (maçons, menuisiers, ferrailleurs, plombiers, électriciens, etc.). Ceci va permettre d'accroître les revenus des populations, d'améliorer les conditions de vie de nombreux ménages, contribuant ainsi à réduire de façon relative l'incidence de la pauvreté. Toutefois, les chantiers des travaux étant d'envergure limitée, le nombre d'emplois créés sera également limité. Par ailleurs, on note la possibilité induite de création d'emplois après la fin du projet compte tenu de la nature des réalisations (équipements marchands, écoles, centres de santé, etc.).

Génération de revenus par les activités commerciales

Les travaux auront un autre impact positif en termes d'augmentation du revenu des populations à travers l'utilisation des matériaux locaux. Qu'il s'agisse de matériaux d'emprunt (pierre, sable, gravier, latérite) ou d'achat de matériaux sur le marché local (ciment, bois, acier, etc.), les travaux auront comme effet d'injecter de l'argent frais dans les marchés locaux ; ce qui contribuera au développement des activités socioéconomiques de manière plus directe pour le commerce des matériaux. Les travaux induisent aussi le développement du commerce de détail autour des chantiers et celui de la fourniture de matériels et matériaux de construction pouvant augmenter les transactions dans les villages. Dans une moindre mesure, la phase des travaux aura comme effet de favoriser le développement des petits commerces des femmes (vente de nourriture par exemple) autour des chantiers. Cet impact positif, même si limité, touche directement les populations riveraines des quartiers.

Désenclavement de zones

Les impacts positifs liés aux pistes rurales concernent l'amélioration du niveau et des conditions de vie des populations. En effet, la construction, la réhabilitation ou l'extension des pistes rurales permet un accès plus facile et plus régulier aux marchés extérieurs, le développement des activités commerciales, un transport de personnes et des biens mieux organisés et plus rapides, l'accès aux services (enseignement, soins médicaux, services communautaires). La réalisation de pistes rurales va faciliter les accès aux centres administratifs, économiques, médicaux et touristiques et accroître les échanges intra et interrégionaux. En plus, ces pistes permettront de relier les zones enclavées par rapport aux structures et équipements et services extérieurs, permettant ainsi aux populations de mieux développer leurs activités et d'assurer un meilleur accès aux services de secours en cas de besoin.

Augmentation des capacités à développer les affaires

Les formations en développement d'affaires (FoDA) qui seront dispensées par les 512 facilitateurs durant 6 jours pour une durée moyenne journalière de 8 heures vont permettre aux bénéficiaires d'être outillés en développement d'affaires. En effet, ils pourront maîtriser entre

autres les types de management d'une entreprise, connaître les traits caractéristiques d'un bon entrepreneur, savoir identifier des idées de projets en lien avec l'approche SWOT (Force, faiblesse, opportunité et menace), faire le lien entre l'investissement, la disponibilité des ressources et la rentabilité, déterminer dans les fonds de roulement les différents types de besoins, etc. Enfin, ces bénéficiaires vont élaborer leurs propres plans d'affaires avec l'appui de leurs coachs. Ces plans bancables pourront être mis en œuvre à travers des financements. Ce type de formation à délivrer à 30 000 personnes réparties sur toute l'étendue du territoire togolais constitue un grand avantage en termes d'amélioration des capacités à mener des affaires susceptibles de connaître des succès dans le pays.

Développement/éclosion des activités socioéconomiques

Une fois les capacités renforcées et les plans d'affaires disponibles, l'octroi de fonds à ces bénéficiaires par le projet permettra aisément l'exécution des microprojets de chacune et de chacun, contenus dans les plans d'affaires. Il se développera alors des activités génératrices de revenus (AGR). Ces activités peuvent être classées suivant une catégorisation.

Dans le domaine de l'agriculture, il aura des productions agricoles dont les céréales (maïs, sorgho, mil, etc.), les légumineuses (haricot, soja, voandzou, etc.), les tubercules (igname, manioc, gingembre, taro, etc.); dans le domaine de l'élevage, il aura l'élevage des volailles, ovins, caprins, porcins, l'embouche ovine et l'engraissement de volailles, l'apiculture, pisciculture; dans le domaine de la transformation, il pourra y avoir la fabrication de gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, moutarde, beurre de karité, etc.; la préparation de sodabi (alcool local), préparation de tchakpa et de tchoucoutou (bières locales), de jus de fruits (tamarin, baobab, ananas, citron, orange, mangue, la passion, etc.) ; préparation de beigné (haricot, maïs, etc.), etc. dans le domaine du commerce, il pourra y avoir le commerce de condiments, de colas, de fruits, de pagnes, achat-stockage-vente de céréales, achat vente de volailles, etc.; dans le domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar il peut y avoir vente de plusieurs articles de premières nécessités (sucre, huiles, lait, pâtes alimentaires, savons, détergents, etc.) de nourritures (cafétérias), dans le domaine de l'artisanat, il peut y avoir les activités de couture, coiffure, menuiserie, maroquinerie, fabrication de paniers, fabrication d'objets d'arts, etc.; et dans d'autres domaines/artisanat amélioré, il pourra y avoir installation de moulins à condiments, tubercules et céréales; installation d'égreneurs de café, de décortiqueuses, de centres informatiques, etc.

Amélioration des conditions de travail et d'étude dans les écoles

La mise en place des équipements scolaires permet le rétablissement ou la création d'un environnement scolaire sain, l'amélioration des conditions de travail pour les instituteurs et d'étude pour les élèves. Cela peut aussi inciter des parents à scolariser leurs enfants. La construction de nouvelles écoles et/ou de nouvelles classes, la réhabilitation des équipements scolaires existants et leur équipement ne sauraient qu'améliorer les conditions de travail des différents acteurs intervenant dans le système éducatif. Cette initiative permettra d'impulser un développement quantitatif et qualitatif du système éducatif. Elle favorisera, conformément aux objectifs du gouvernement en matière d'éducation, l'élargissement du parc scolaire (augmentation de la capacité d'accueil) et les conditions de travail, la réduction des disparités entre sexes, l'accès à l'éducation de base des couches les plus défavorisées, l'amélioration de

la qualité de l'enseignement, le relèvement du taux de scolarisation, une meilleure maîtrise des flux, l'éradication de l'analphabétisme ainsi que la réduction des disparités entre régions. Les travaux de réhabilitation ou de construction participeront à la consolidation ou la création d'emplois temporaires au niveau des communautés rurales.

Amélioration de la qualité et de l'accessibilité aux soins de santé

La création de nouveaux centres de santé, la réhabilitation de ceux existant et leur équipement permettront d'assurer une bonne couverture spatiale du pays en infrastructures sanitaires de proximité et d'offrir ainsi aux populations, un meilleur accès aux soins de qualité. Les centres de santé auront donc plusieurs impacts positifs sur la santé publique, notamment : l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité aux soins, notamment dans le domaine de la santé maternelle (soins obstétricaux d'urgence) ; l'augmentation et la diversification de l'offre de services et de soins ; la réduction de la mortalité et la morbidité maternelle par l'amélioration des consultations prénatales ; l'amélioration de la prise en charge des urgences de premier secours dans les postes et centres de santé.

La disponibilité de structures de base permettra : d'éviter des déplacements aux malades sur de longues distances en sus du coût du transport et de la mobilisation d'un ou de plusieurs membres de la famille (accompagnant) ; d'éviter des accidents de fausses couches aux femmes en travail ; un meilleur suivi des grossesses, ce qui va baisser la mortalité ; faire bénéficier à la population de nombreux programmes sanitaires et de lui fournir un conseil médical de proximité ; d'effectuer des évacuations d'urgence vers des centres de référence ; un accès plus facile aux médicaments de base (initiative de Bamako).

Les équipements de santé vont aussi participer de manière active à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Ces équipements vont faciliter l'accès aux services de santé et l'amélioration des conditions de travail des agents de Santé. Il est prévu une amélioration notable du plateau technique et l'hygiène des structures de Santé et une réduction des maladies et des risques de santé périnatale et post-natale. Ces équipements vont favoriser les espacements de naissance, la planification familiale.

Approvisionnement en eau potable par les forages

La disponibilité de l'eau potable, à travers la construction de forages dans les zones non desservies, permettra aux populations locales d'augmenter l'accès à l'eau potable, d'améliorer la pratique d'une hygiène corporelle et alimentaire convenable et de minimiser l'incidence de maladies débilitantes et mortelles. Les forages permettront d'éviter au maximum le recours aux rivières et aux autres sources à la qualité douteuse, par un accès facilité à l'eau potable avec des effets directs sur la santé et l'hygiène de la population. Aussi, on notera une conservation de force de travail, une réduction des distances au point d'eau, souvent très importante, apportant un confort et des gains de temps aux femmes et/ou aux enfants auparavant chargés de la corvée d'eau. D'une manière générale les conditions de vie seront améliorées par la suppression de la corvée d'eau pour les femmes qui peuvent s'adonner à d'autres activités productrices de revenus. Ces ouvrages sociaux vont permettre aux plus démunis de bénéficier d'une eau de qualité. En somme, cette initiative permettra aux populations d'être dans de bonnes conditions sanitaires. Les petites unités d'approvisionnement en eau en milieu rural permettront de réduire la morbidité. Autrement dit, l'approvisionnement en eau potable constitue une garantie de santé pour les personnes pour qui l'eau représente le vecteur principal des maladies parfois mortelles.

En plus, la réalisation des forages, qui sont à haute intensité de main d'œuvre, va générer très certainement des emplois au sein de la population locale, notamment les jeunes. Ces emplois ponctuels vont quelque peu contribuer à la lutte contre la pauvreté avec les revenus qui seront ainsi générés. L'exploitation des kiosques d'eau sera assurée par des gérants, ce qui augmentera la création d'emplois et de revenus locaux. Par ailleurs, la réalisation des forages contribuera aussi à améliorer la participation des communautés et d'impliquer les autres acteurs dans la gestion des ouvrages hydrauliques. Les travaux vont renforcer la dynamique des Organisations communautaires existantes dans l'organisation et la gestion des activités locales.

Amélioration des infrastructures et services marchands

Les équipements marchands vont contribuer au dopage de l'économie locale, la création de richesse, l'amélioration des revenus et plus particulièrement du secteur informel et la promotion économique des femmes, des jeunes et des groupes défavorisés. Avec ces infrastructures, les commerçants et artisans seront dans de meilleures conditions de travail.

La construction de nouveaux marchés et la réhabilitation de ceux existant permettront non seulement d'augmenter leurs capacités d'accueil, mais surtout d'améliorer les infrastructures et les services, de reformuler les règles de gestion, de créer un cadre d'activité satisfaisant pour le commerce de rue (hygiène, salubrité) et de réduire l'occupation anarchique de la voie publique qui cause beaucoup de nuisances aux usagers et aux populations riveraines. En sommes, ces équipements permettront aux autorités locales d'améliorer les conditions de vente et de mieux gérer la distribution des produits dans les centres urbains.

Amélioration du cadre de vie et de la santé des populations

Le ruissellement important des eaux de pluie peut engendrer des inondations et de sérieuses nuisances en milieu rural. Le phénomène se pose avec plus d'acuité dans les localités mal urbanisées et mal assainies. La construction ou la remise en état des réseaux de drainage pluvial permettra de renforcer l'hygiène du milieu, d'éviter les inondations sources de développement et de propagation de maladies hydriques et celles dues aux insectes vecteurs (moustiques, etc.), de détérioration des conditions de vie des populations et de pertes de biens.

La réalisation d'édicules avec points d'eau dans les écoles va contribuer à lutter contre le péril fécal. La construction ou la remise en état des installations sanitaires (toilettes) permettra de renforcer l'hygiène du milieu scolaire, d'éviter les sources de développement et de propagation de maladies hydriques et celles dues aux insectes vecteurs, la détérioration des conditions de vie des usagers du milieu scolaire, la pollution de la nappe et autres sources d'eau par les eaux usées, etc. Ces équipements sanitaires vont développer chez les élèves une plus grande conscience de l'hygiène et de l'assainissement individuel et collectif tout en réduisant les mauvaises pratiques en milieu urbain (faire les besoins dans la nature, ce qui augmente le péril fécal). Compte tenu de la massification de la population scolaire, ces équipements en latrines et en alimentation en eau potable vont entraîner un recul des maladies liées au défaut d'assainissement tout en améliorant l'hygiène scolaire et la santé publique en général. Les installations sanitaires scolaires doivent être régulièrement entretenues afin d'asseoir et d'offrir aux élèves un cadre où il fait bon d'étudier.

Les cantines scolaires améliorent l'hygiène et la santé des élèves. Elles contribuent à l'amélioration significative du taux de scolarisation et du taux de réussite des élèves à l'école. Elles diminuent la pénibilité des déplacements sur des longues distances des élèves dont les habitations sont situées loin de l'école.

Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire

Les expériences passées ont montré que plus de 30% des AGR sont liées à la production végétale et à l'élevage. La mise en œuvre du projet va certainement contribuer à la réduction des risques relatifs à l'insécurité alimentaire. En effet si les données nationales soulignent le risque très faible d'insécurité alimentaire, ce n'est pas le cas dans les milieux ruraux. En effet, il est prévu l'intervention des services déconcentrés de l'Etat au niveau régionale (ICAT, ITRA, etc.) pour renforcer les capacités des exploitants agricoles sur les nouvelles techniques culturales et à l'usage des intrants agricoles. Ces actions vont contribuer à l'amélioration de la production, tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. Ainsi, l'amélioration des performances des systèmes de production et la diversification des activités contribueront à une amélioration des revenus et des conditions d'alimentation des populations. De plus, l'extension des superficies emblavées et l'accroissement de la productivité des terres par la rationalisation des techniques culturales, vont engendrer un gain substantiel de la production agricole, et par conséquent contribuer à renforcer la sécurité alimentaire en tant qu'une nécessité pressante pour la lutte contre la pauvreté.

Augmentation des revenus/contribution à la réduction de la pauvreté

La mise en œuvre des AGR va permettre de dégager des bénéfices et augmenter alors des revenus. Ce qui a pour corollaire, la réduction de la pauvreté dans les milieux concernés. Il est à noter également que l'accroissement du nombre d'emplois directs comme indirects à travers ces activités et l'augmentation simultanée du revenu moyen par habitant, auront pour conséquence de contribuer à la lutte contre la pauvreté. En outre, ces nouveaux détenteurs d'activités pourront payer les taxes exigées par l'Etat.

Par ailleurs, les transferts monétaires que le projet va réaliser en faveur des personnes dont les revenus sont faibles constituent un appui pour réduire le niveau de pauvreté.

e. Amélioration des conditions de vie des populations

Les taxes versées par ces nouveaux opérateurs économiques vont augmenter les ressources de l'Etat. Par conséquent, le gouvernement va mettre en place et/ou améliorer les infrastructures telles que les écoles, centres de santé, fontaines pour approvisionnement en eau potable, hangars de marchés, centres communautaires, pistes, etc. dans les diverses régions et zones touchées.

Réduction de l'exode rural et renforcement du tissu social

La migration et l'exode rural représentent une caractéristique de la dynamique des populations rurales. Cette mobilité pratiquée en période de soudure, contribue à la satisfaction des besoins fondamentaux des ménages ruraux. Ainsi, le développement socio-économique induit par le projet se traduisant par une fixation des populations rurales va contribuer à la réduction de l'exode rural.

Le projet va permettre donc de freiner la mobilité (migration et exode rural), à restaurer le système économique au niveau des zones bénéficiaires et apporter une amélioration des niveaux de vie, et par conséquent placer l'activité Agricole, l'élevage, le commerce, l'artisanat, etc. comme un

moyen de lutte contre la pauvreté, de maîtrise des flux migratoires et de préservation du tissu familial.

D'autre part, ces activités permettront d'occuper les habitants des villages bénéficiaires, particulièrement les couches les plus vulnérables (les jeunes et les femmes) par la création d'un nombre important de jours de travail.

Amélioration du niveau de vie du personnel du projet

Le personnel impliqué dans la gestion du projet tels que les consultants, l'unité de gestion du projet, le personnel d'appui divers à travers les diverses prestations va être réénuméré et voir son revenu augmenté. Cet apport va participer à l'amélioration de son niveau de vie.

Conclusion

Les réalisations prévues dans le cadre du Projet des Filets Sociaux et Services de Base sont d'une grande utilité en ce sens qu'elles vont permettre aux communautés à la base, confrontées au phénomène de pauvreté, de disposer d'infrastructures et d'équipements sociaux de base nécessaires au bien-être des populations rurales. Ces éléments structurants permettront une meilleure prise en charge, en zone rurale, des problèmes sociaux, économiques, environnementaux, et culturels. Avec les microprojets réalisés, les autorités locales seront dans de meilleures dispositions pour conduire des politiques dynamiques et pérennes pouvant mobiliser toute la communauté autour d'une ambition et d'une vision partagées et centrée sur la lutte contre la pauvreté. De plus, le fonds additionnel va **permettre aux communautés à la base et à une partie des citadins confrontées au phénomène de pauvreté, d'être formés, de bénéficier de fonds, de développer et diversifier leur AGR, d'améliorer leur contribution aux ressources de l'Etat à travers le paiement des taxes et de bénéficier par ricochets d'infrastructures et d'équipements sociaux de base nécessaires à leur bien-être.**

Le projet contribuera ainsi, de façon significative, à la mise en œuvre et à l'impulsion des politiques rurales durables où les questions d'environnement, de cohésion sociale et de mieux-vivre occuperont une place déterminante.

6.1.2. Impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels et risques du projet

Pour les microprojets d'infrastructures éligibles au projet, dans la phase de préparation des constructions et des réhabilitations, les impacts négatifs attendus sont inhérents aux déplacements involontaires des populations et à l'affectation des biens et services situés sur les emprises foncières, à l'abattage d'arbres pour dégager l'assiette des constructions de bâtiments et de retenues d'eau, à la mauvaise gestion des déchets de chantier générés. Au total, les impacts négatifs globaux communs à tous les projets sont :

Déplacement involontaire des populations

Le choix du site mis à disposition par les autorités locales constitue une question très sensible au plan social. En effet, un site pressenti peut faire l'objet de conflits si des personnes en revendiquent la propriété ou sont en train de l'utiliser pour des fins agricoles, d'habitation ou autres utilisations culturelles ou coutumières. Dans ces cas de figure, le choix du site et son aménagement pour de nouvelles constructions pourraient déboucher sur une procédure

d'expropriation même si, pour certaines collectivités, il existe des réserves foncières pour y aménager des infrastructures d'accueil des services sociaux de base. Cependant, l'extension ou même la création de nouvelles infrastructures dans des zones loties déjà habitées ou dans les quartiers non lotis peut occasionner des procédures de recasement. Les déplacements pourront concerner certaines communautés dont les sites d'habitations ou d'activités professionnelles vont être sous l'emprise des infrastructures à mettre en place.

Modification du paysage et dégradation des écosystèmes

L'approvisionnement en matériaux de construction se fait au niveau des sites de carrière existants ou ouverts pour les besoins du chantier. L'ouverture et l'exploitation de carrières de matériaux de construction (sable, gravier, latérite, etc.) participent aussi à la déforestation et à la défiguration du paysage avec les stigmates liés aux trous creusés pour le prélèvement des matériaux. Les sites d'emprunt des matériaux nécessaires à la construction des infrastructures, non réhabilités, pourraient favoriser la prolifération de vecteurs (paludisme), occasionner des noyades notamment chez les enfants, favoriser le développement de la bilharziose du fait de la stagnation des eaux après l'hivernage. Les nouvelles carrières peuvent engendrer la dégradation des écosystèmes tant au niveau du sol, de la flore que de la faune notamment par leur utilisation à plus long terme après les travaux pour d'autres travaux privés de construction. Ainsi, cette activité pourrait engendrer à plus long terme des pertes en terre et l'érosion des sols.

Impacts négatifs liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement des chantiers en matériaux de construction

Sur le milieu humain, les rotations des véhicules acheminant le matériel et les matériaux de construction risqueront de gêner la circulation et la mobilité en général, en plus des nuisances (bruit, poussières) auxquelles les populations seront exposées. Il en est de même des risques d'accidents de chantiers et d'accident de circulation. L'impact de l'approvisionnement en matériaux de construction sur la qualité de l'air se manifestera surtout par l'émission de poussière de chantier sur le site de prélèvement, sur le trajet de transport et sur les lieux de construction.

Pollutions diverses (rejets anarchiques des déchets solides et liquides issus des chantiers gravats et déblais provenant de la préparation de sites, fouilles, fondations ; huiles de vidange des moteurs ; etc.)

Ces pollutions provoquées par les activités de construction sont une menace qui pèse sur l'hygiène et la salubrité publique. Des quantités de déchets solides, générées en phase de préparation, suite à l'abattage des arbres et au nettoyage des sites avant l'installation des chantiers, pourraient être mal gérées. A ces ordures s'ajouterait une grande quantité de déblais/excavats qui seront produits lors des excavations (pistes, assainissement).

Altération de la qualité des ressources en eau

Les besoins en eau des chantiers vont occasionner des prélèvements relativement importants dans les points d'eau avoisinants (cours d'eau, forages, etc.). Les prélèvements dans les cours d'eau peuvent altérer la qualité de la ressource si des dispositions idoines ne sont pas prises. Toutefois, compte tenu des besoins limités des chantiers, les risques d'épuisement sont relativement faibles.

Destruction de la végétation

Une réduction du couvert végétal suite à l'abattage d'arbres pour libérer les zones d'emprise pour les infrastructures ou les retenues d'eau est probable. A ce niveau, il faut procéder à une définition du nombre d'arbres qui seront coupés et par conséquent l'importance du phénomène.

Impacts liés aux travaux d'aménagement des pistes rurales

Les travaux de construction et de réhabilitation des pistes rurales pourraient générer des impacts négatifs sur les ressources biophysiques en cas d'ouverture de pistes nouvelles (déboisement et défrichement dus aux ouvertures de carrières latéritiques ; perturbation et/ou épuisement des points d'eau pour les besoins des travaux.). L'imperméabilisation liée à la construction/réhabilitation de la voirie entraînera une augmentation des débits d'eau de ruissellement à évacuer, ce qui peut causer des inondations dans les quartiers bas. En phase d'exploitation, les difficultés de mobilisation des ressources pourraient entraîner le manque d'entretien des pistes.

La réparation ou la mise en état des points critiques des pistes rurales se fait dans toutes les régions pour permettre aux communautés, un accès facile à leur milieu. Cette initiative, dans le cadre des travaux à haute intensité de main d'œuvre, se fait généralement sans le concours de spécialistes des travaux publics. Le risque est d'autant plus élevé que ces travaux ne se fassent pas dans des normes recommandées par les travaux publics, exposant plutôt ces pistes aux ravinements en saison des pluies. La construction de nouvelles pistes peut occasionner le dégagement du couvert végétal et l'abattage des arbres et arbustes.

Perturbation de la libre circulation et des activités socioéconomiques

Les travaux peuvent occasionner une perte de revenu limitée notamment à cause des désagréments suivants : perturbation de la circulation pour les commerces ; perturbation des activités dans les marchés ; destruction des cultures présentes sur le site ; destruction d'arbres fruitiers ; etc.

Problématique de l'emploi local

La non-utilisation de la main d'œuvre résidente lors de la construction/réfection des infrastructures pourrait susciter des frustrations au niveau local si on sait que le chômage est très présent dans les localités. L'insuffisance d'implication des ouvriers au niveau local est un impact négatif potentiel de l'exécution des travaux, ce qui pourrait empêcher très certainement une appropriation plus nette de l'infrastructure mais aussi l'expression de la fierté locale quant à la participation de l'expertise locale aux travaux.

Impacts négatifs des écoles

Le non-respect des normes pour le choix des sites peut avoir des conséquences négatives en termes de non-fréquentation scolaire, surtout pour les jeunes filles, en cas d'éloignement par rapport aux zones polarisées par l'école, et provoquer ainsi une sous-utilisation de l'infrastructure. Le choix du site d'implantation des classes peut aussi porter sur une zone à risque (terrains inondables ou comportant des risques de glissements, décharges désaffectées, bordures de route à grande circulation, etc.), ce qui va augmenter les risques d'accident, les retards dans la scolarité des enfants en cas d'inondation, etc. L'implantation dans des sites exigus plus fréquents

en milieu rural peut conduire à la surcharge des équipements scolaires, au déplacement des élèves pour mener certaines activités comme l'exercice physique, sinon à l'annulation pure et simple de ces activités. En phase de fonctionnement, les écoles vont devenir des lieux de génération de quantités importantes d'ordures ménagères (ventes d'aliments, papiers provenant des activités scolaires, etc.), ce qui peut contribuer à la pollution de l'environnement. L'école constitue un regroupement d'une population particulièrement vulnérable (les enfants) à certaines infections. Si des mesures adéquates d'hygiène et d'entretien ne sont pas prises, les effets négatifs indirects sur la santé des élèves seront également importants.

Mauvaise gestion des déchets biomédicaux

Les structures sanitaires, bien que de petite taille, produisent des déchets notamment biomédicaux qui, s'ils ne sont pas bien gérés, peuvent poser des risques importants au plan sanitaire (spécifiquement les aiguilles et tous les déchets contaminés notamment par des produits sanguins). La production de déchets biomédicaux par les infrastructures sanitaires constitue un impact important, si ces déchets ne sont pas correctement collectés et traités. Avec ces déchets, il y a également un risque de propagation des IST/VIH/SIDA et d'autres maladies nosocomiales si les précautions nécessaires d'hygiène hospitalière ne sont pas prises. Par ailleurs, le risque de survenue de ces maladies peut être accru si le personnel médical manque de vigilance dans la manipulation des déchets biomédicaux. La construction doit intégrer un système de gestion de ces déchets dangereux de la production à l'élimination en passant par le stockage et le transport ; le plan d'aménagement de ces structures sanitaires devra tenir compte des installations en matière de collecte et d'élimination des déchets biomédicaux (implantation des poubelles de stockage et des incinérateurs ou autres procédés d'élimination). **Le Togo dispose d'un plan stratégique de gestion des déchets médicaux (2016-2020) qui est en cours d'actualisation et dont une synthèse est présentée en Annexe 8 qui incorpore également un modèle de plan de lutte contre les infections et la gestion des déchets (PLIGD). La gestion des déchets** issus des centres de santé à construire devra s'appuyer sur les recommandations et mesures préconisées par ce plan.

Impacts négatifs liés de la construction des forages

Quant aux forages, les sites exacts d'implantation ne seront connus qu'à l'issue des études et sondages géophysiques. A ce niveau, on peut dire qu'il y a des possibilités qu'un forage soit implanté sur une parcelle agricole ou d'habitation, ce qui va nécessiter une procédure d'expropriation (zones agricoles ou parcelles d'habitation). Il y a des risques de conflits sociaux (absence ou d'insuffisance d'indemnisation juste et équitable) en cas d'expropriation pour implanter les forages. Toutefois, l'ampleur du phénomène est relativement réduite car les forages prévus d'être réalisés nécessitent chacun une superficie de 100 m² au maximum. Il peut aussi arriver que le forage coïncide avec une roche impropre à la consommation d'eau.

Impacts négatifs liés à la gestion des équipements marchands (marchés, etc.)

En phases de construction et d'exploitation des ouvrages marchands, des équipements commerciaux (marchés, etc.) vont générer des quantités importantes de déchets de chantier et d'ordures ménagères (matières biodégradables, sachets plastiques et papier d'emballage, etc.) ; ce qui peut contribuer à la pollution de l'environnement. Si des mesures adéquates de collecte et de traitement de ces déchets ne sont pas prises, les effets négatifs indirects sur la santé humaine seront également importants. Les marchés peuvent servir également de lieux de développement du banditisme, de la prostitution et de propagation des IST/VIH/SIDA à cause du brassage humain important qu'ils exercent.

Impacts négatifs liés au mauvais entretien des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales

L'absence de curage et d'entretien des caniveaux de drainage peut entraîner leur transformation en véritables dépotoirs d'ordures et de déchets de toutes sortes, empêchant l'écoulement normal des eaux de ruissellement et pouvant occasionner des inondations. L'absence de sensibilisation des populations riveraines et les comportements non écologiques peuvent aussi contribuer à la dégradation de ces ouvrages, notamment en cas de rejet d'eaux usées domestiques ou de raccordement clandestin des fosses septiques.

Impacts négatifs liés au manque d'hygiène dans les latrines communautaires et en milieu scolaire

L'absence de dispositions d'entretien ou le mauvais fonctionnement des édicules (latrines pleines et nauséabondes) peuvent conduire à un état de dégradation environnemental préjudiciable dans les communautés et en milieu scolaire et causer des nuisances et des maladies. En plus, l'absence d'une séparation entre garçons et filles peut provoquer des situations d'incitation aux abus sexuels (viol).

Impacts négatifs cumulatifs des microprojets

En plus des impacts environnementaux et sociaux négatifs des microprojets, la présente étude prend en compte également les impacts cumulatifs des microprojets financés par le projet. En effet, la plupart des microprojets ont des effets négatifs peu significatifs pris individuellement. Toutefois, la conjugaison de plusieurs effets négatifs aussi bien sur le milieu biophysique que socioéconomique peut, à la longue, entraîner des conséquences fâcheuses du fait de leur accumulation. Deux cas de figure peuvent se présenter : (i) la multiplication de microprojets similaires (identiques), réalisés en même temps ou successivement et ayant les mêmes effets négatifs mineurs ou modérés sur une zone donnée, mais dont le cumul peut s'avérer néfaste pour le milieu ; (ii) la réalisation de microprojets différents, générant des impacts individuels négatifs mineurs ou modérés, mais dont l'effet cumulatif peut s'avérer néfaste pour le milieu. Par exemple, le développement d'une dépression (bas-fonds) dans un bassin hydrographique pourrait avoir un impact limité. Cependant, le développement de la majorité des dépressions naturelles pourrait changer la nature du bassin hydrographique et ceci exigerait une plus large évaluation.

Les activités à mener dans le cadre du fonds additionnel qui sont celles de renforcement de capacités qui seront essentiellement des formations en développement d'affaires et coaching, les transferts monétaires en milieu rural et urbain, le financement d'activités génératrices de revenus et les activités liées à la gestion du projet pourraient générer des impacts négatifs potentiels, ainsi que risques sur l'environnement biophysique et humain. Ils sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

6.1.2.1. Impacts négatifs et risques liés aux formations en développement d'affaires et coaching

Pollution de l'air

Les formations en développement d'affaires (FoDA) et coaching sont prévues pour être dispensées à cent (100) ménages par village dans soixante-quinze (75) cantons dont quatre (04) villages par canton. Au total, trente mille (30 000) ménages, soit trente mille (30 000) personnes bénéficieront de cette formation (une personne capable de mener une AGR est sélectionnée par

ménage). Certaines de ces personnes vont se déplacer à moto, ce qui implique la consommation du carburant et l'émission des gaz à effet de serre (GES) et d'autres gaz tels que les NOx. Tous ces gaz vont polluer l'atmosphère et les GES contribueront à l'amplification des changements climatiques.

Risque d'atteintes à la santé et à la sécurité des personnes

Les FoDA et coaching devront entraîner le regroupement de 100 personnes par village. Le monde vit actuellement la pandémie de la COVID-19, y compris les villages. Certes, il est prévu de constituer plusieurs groupes dont le nombre d'individus par groupe n'est pas encore déterminé. Au cours de ces séances de formation, la proximité et le contact entre les apprenants pourra entraîner des contaminations en série. Ainsi, les individus contaminés au sein des groupes pourront contaminer leur famille et ainsi de suite, la chaîne de contamination va se propager. Les personnes qui roulent à moto pour venir aux séances de formation peuvent au cours de leur trajet subir des accidents de circulation si des précautions ne sont pas prises. Les bruits de ces motos peuvent également créer des nuisances sonores et leur gaz d'échappement des nuisances olfactives.

Risque de conflits

Les cadres utilisés souvent pour ces formations sont des locaux d'églises, des écoles et dans de rares cas les FoDA et coaching se déroulent sous des arbres à palabre. Ces locaux sont cédés après des négociations avec les pasteurs, prêtres, directeurs d'écoles, etc. Il peut arriver que certaines clauses des négociations/contrats ne soient pas respectées, surtout pour ce qui concerne les horaires. Dans ce cas, des conflits peuvent en naître.

Il est également possible d'enregistrer des conflits entre apprenants relatifs aux disputes de places pour s'asseoir, aux mauvais contacts/heurts (pour raison de distanciation physique contre la contamination à la COVID-19 ou mauvais halène ou humeur, etc.), aux querelles antécédentes, etc.

Risque de violence pendant les séances de formation FoDA et coaching

Pour des raisons d'occupation de places sur les bancs, certains hommes peuvent vouloir brimer des femmes en usurpant leur droit/abus de pouvoir. Cette attitude peut conduire à des injures et même à des violences physiques, ce qui entraîner des conflits avec les maris des femmes sur qui des violences ont été exercées. Des cas même d'auto-violences peuvent être constatés.

Même rares, des situations contraires peuvent être constatées., c'est-à-dire qu'une femme peut exercer de la violence sur un homme ou une de ses consœurs, plus petite.

Les apprenants ne sont pas séparés par sexe. La cohabitation entre hommes et femmes au sein d'un même groupe peut occasionner des liens de promiscuité pouvant déboucher sur des attouchements sexuels, voire aller au-delà. Si de tels cas survenaient, des conflits très sérieux peuvent en naître. Les projets de cash transfert et de financement d'AGR peuvent être source d'exploitation et d'abus sexuels si les critères de sélection des bénéficiaires ne sont pas bien compris par la population ou si il y a un manque de transparence dans l'élaboration et la diffusion de ces critères auprès de la population.

Par ailleurs, des cas de violences peuvent être également enregistrés sur des femmes par leurs propres maris, leur interdisant de prendre parfois part aux séances de formation. Cette situation peut également engendrer des cas de VBG.

Risque d'atteintes aux us et coutumes des milieux d'accueil de formations et coaching

La formation en développement d'affaires et le coaching vont se faire par des personnes étrangères aux milieux d'accueil. Etant donné que les apprenants ne partagent pas forcément les mêmes cultures que les formateurs, des cas de transgression des us et coutumes sont possibles. Au cas échéant, des perturbations de formations, voire même des conflits peuvent surgir.

6.1.2.2. Impacts négatifs et risques liés au transfert monétaire en milieu rural et urbain

Pollution de l'air

L'opération de transfert monétaire se réalise à l'aide des appareils téléphoniques qui doivent être chargés régulièrement à l'aide de l'énergie électrique. Cette opération qui devra se dérouler plusieurs fois pour 30 000 personnes va occasionner une consommation d'énergie relativement énorme. Etant donné qu'une partie non négligeable de cette énergie électrique est produite à base des énergies fossiles, les transferts monétaires vont alors contribuer indirectement à l'émission des GES et à d'autres polluants atmosphériques.

En outre, certaines personnes vont se déplacer à moto pour aller aux lieux de retraits d'argent envoyé sur leur compte. Ces déplacements impliquent la consommation du carburant et l'émission des gaz à effet de serre (GES) et d'autres gaz tels que les Nox. Tous ces gaz vont polluer l'atmosphère et les GES contribueront en plus à l'amplification des changements climatiques.

Risques liés à la présence des agents de l'INSEED sur le terrain (COVID-19, IST-VIH/SIDA, Us et coutumes, grossesses indésirés, accidents du travail, etc.)

Les agents de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) seront présents sur le terrain, en milieu urbain et surtout en milieu rural (à 75%) pour réaliser l'enquête PMT. Leur présence peut engendrer plusieurs types de risques à savoir la contamination au COVID-19, transmission des IST-VIH/SIDA, atteintes aux us et coutumes, grossesses indésirés, les exploitations et abus sexuels, accidents du travail, etc.).

Risque de conflits liés à un ciblage biaisé des bénéficiaires de transferts monétaires

Il est possible que certains ménages soient ciblés comme bénéficiaires à cause de certaines considérations familiales ou partisans. Cette pratique peut entraîner des conflits dans la localité bénéficiaire.

Risque de conflits liés au choix du « bénéficiaire pour le compte de chaque ménage »

Après que le ménage ait été choisi comme bénéficiaire, il peut se poser le problème de sélection du représentant du ménage pour bénéficier du transfert monétaire. Si le ménage n'obtient pas un consensus en son sein sur le choix de l'individu qui devra le représenter, un conflit peut s'éclater et entraîner de conséquences désastreuses.

Risque de conflit sur la gestion de l'argent reçu par le « bénéficiaire pour le ménage »

Il est possible que certains bénéficiaires s'accaparent de l'argent perçu au nom du foyer. Ce genre de comportement peut semer des divisions au sein du foyer et engendrer des conflits aux très mauvaises conséquences.

Risque d'agression ou de braquage

La distance séparant certaines habitations des points de retrait d'argent par Tmoney ou par Flooz peut aller jusqu'à 58 km dans certaines localités situées en zone rurale. Sur le chemin de retour, il est possible que certains bénéficiaires soient agressés par des individus mal intentionnés afin de récupérer l'argent perçu.

Il est également possible qu'une fois à la maison, certains bénéficiaires fassent objet de braquage.

Par ailleurs, les gestionnaires des points de vente (dépôt et retrait d'argent) Togocom et Moov peuvent également subir le braquage car détenant des sommes relativement importantes au moment des retraits.

Risque de vol de la part d'agents malhonnêtes de sociétés de téléphonie

Jouant sur l'analphabétisme de certains bénéficiaires, d'éventuels agents malhonnêtes de Togocom et de Moov Africa gérant les kiosques de transferts et de retraits d'argent peuvent se transférer l'argent de ces bénéficiaires ou les transférer à leurs connaissances privant ainsi ceux-ci de leurs sous.

Risque d'arnaque

En jouant également sur l'analphabétisme, la naïveté et l'inadvertance de certains bénéficiaires, des individus peuvent créer des situations pour arnaquer ces types de bénéficiaires.

Risque de contamination à la COVID-19

Les opérations de retrait d'argent occasionnent le rapprochement physique des personnes et parfois celui qui sert l'argent se voit obligé d'aider le bénéficiaire à manipuler son appareil téléphonique afin de mieux réussir l'opération. Toute cette situation va amplifier le risque de contamination à la COVID-19. Les personnes contaminées peuvent aller propager la maladie au niveau de leurs familles et des autres personnes avec qui elles auront de nouveaux contacts.

Risque d'accidents de circulation

Les personnes qui vont rouler à moto pour aller récupérer l'argent transféré peuvent au cours de leur trajet subir des accidents de circulation si des précautions ne sont pas prises.

Risques de nuisances sonores et olfactives

Dans le cas des bénéficiaires qui se déplacent à moto, il peut arriver que les bruits des motos puissent créer des nuisances sonores et leur gaz d'échappement des nuisances olfactives si les carburants utilisés sont de mauvaise qualité.

6.1.2.3. Impacts négatifs et risques liés à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus

A. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'agriculture

❖ Impacts négatifs liés aux AGR du domaine de l'agriculture

- Description des impacts négatifs de la phase de préparation (débroussaillage et labours)
 - Impacts négatifs sur le milieu physique
 - Sols
 - **Encombrement et insalubrité du sol** : Les activités de nettoyage et de labours des parcelles à mettre en exploitation vont générer des déchets solides divers qui vont encombrer le sol et le rendre insalubre. Par ailleurs, les ordures générées par les travailleurs vont rendre le sol insalubre.
 - Air
 - **Altération de la qualité de l'air par l'envol de poussière et l'émission des gaz** : Les travaux de nettoyage et de labours, et de nivellement (cas de maraîchage) vont entraîner le soulèvement de poussières qui incommoderont fréquemment les travailleurs et les riverains. Par ailleurs, l'émission de fumées et gaz suite au fonctionnement des engins du chantier (cas d'utilisation de tracteurs dont le prix moyen est de 35 000F CFA pour le labour) constituera un autre aspect de l'altération de la qualité de l'air. Ces gaz notamment les gaz à effet de serre (GES) vont contribuer au phénomène du réchauffement climatique.
 - Impacts négatifs sur le milieu biologique
 - **Perte de quelques arbres et habitats de la petite faune**
 - : Les travaux de débroussaillage vont entraîner la destruction de la végétation sur les différentes parcelles à exploiter, causant ainsi la perte des végétaux et de l'habitats pour les espèces vivant à leur dépend. Les plus grands, constitués de petits mammifères, gros reptiles, oiseaux, etc. peuvent fuir pour trouver refuge ailleurs. Certains animaux constitués de petits reptiles (les lézards par exemple), des insectes, des souris et la microfaune peuvent mourir suite à la destruction de leurs habitats, ou par élimination directe au cours des travaux.
 - Impacts négatifs sur le milieu humain
 - **Nuisances sonores et olfactives** : Les travaux de débroussaillage, dessouchage, labour, voir nivellement, constitueront une source de nuisances olfactives avec l'expansion de poussières inhalées par les employés. L'usage des engins tels que les tracteurs peuvent générer des bruits et occasionner des nuisances sonores aux travailleurs et voisins.
 - **Perturbation de la circulation** : Le mouvement des engins agricoles sur des pistes rurales va perturber la circulation des personnes et des biens dans les zones d'AGR agricoles.

- Description des impacts négatifs de la phase d'exploitation
 - Impacts négatifs sur le milieu physique
 - Sol
 - **Insalubrité du sol** : Les activités de la phase d'exploitation vont générer des emballages souvent plastiques, des contenants vides d'intrants agricoles, etc. Ces déchets constitueront une source d'insalubrité au niveau des parcelles agricoles en exploitation et de leur environnement immédiat.
 - **Dégradation des paramètres physico-chimiques des sols (salinisation, alcalisation, alcalinisation, etc.)** : Trois phénomènes peuvent se produire suite à l'irrigation/ arrosage permanent (cas de maraîchage) avec des eaux trop chargées en sels : la salinisation qui correspond à une augmentation de la teneur en sels solubles dans la solution du sol ; l'alcalisation (ou sodisation), qui correspond à une augmentation de la fixation des ions Na^+ sur le complexe adsorbant du sol ; l'alcalinisation, qui correspond à une augmentation du pH du sol. Avec l'utilisation permanente des produits agrochimiques (engrais surtout), les sols des aménagements hydroagricoles vont à la longue se souiller. Par ailleurs, les pratiques agricoles (insuffisance de drainage et réseau mal entretenu) vont également avoir un impact négatif et majeur sur la qualité des sols (salinisation/alcalinisation éventuellement).
 - **Modification de la texture du sol** : La texture des sols sera également dégradée par l'immersion qui provoquera une "fonte" des agrégats et un tassement des horizons superficiels, qui, même après ressuyage, diminuera l'aération du sol et la pénétration des racines des végétaux, (cas des cultures sèches de contre-saison), d'autant plus que les sols des sites d'aménagements hydroagricoles présentent en majorité une texture argileuse lourde.
 - Air
 - **Altération de la qualité de l'air** : Les activités de la phase d'exploitation vont engendrer des rejets des GES à travers les engins utilisés, qui vont contribuer à la pollution de l'air.
 - **Pollution de l'air par la production du méthane (cas de la riziculture de plus en plus pratiquée actuellement)** : Avec l'apparition des bactéries anaérobies, il y aura un dégagement important de méthane (CH_4) (biogaz) qui est un gaz à effet de serre contribuant aux phénomènes de changement climatiques. La production d'un kilogramme de riz correspond à l'émission de 120 g. de méthane. La riziculture représente de ce fait le deuxième producteur mondial de méthane avec 60 millions de tonnes/an ; juste derrière l'élevage des ruminants qui lui génère 80 millions de tonnes/an.
 - Eau
 - **Amenuisement des eaux superficielles en aval des aménagements** : En phase d'exploitation, les eaux des affluents de rivières seront retenues en amont pour les besoins de l'irrigation par des exploitants qui se mettent en groupe. Cela entraînera leur diminution au détriment des utilisateurs en aval.

- Impacts négatifs sur le milieu humain.
- **Prolifération de moustique et développement du paludisme** : Pour des pratiques entraînant la rétention d'eau à des fins agricoles, il y aura la prolifération des moustiques, car de tels écosystèmes constituent des milieux propices pour leur développement. Les piqûres de moustiques vont engendrer l'augmentation du taux de prévalence du paludisme dans l'environnement immédiat de ces sites.
- **Développement de la bilharziose (schistosomiase)** : Les eaux douces en stagnation sont favorables au développement des mollusques qui hébergent les larves du parasite (un vers trématode du genre Schistosoma). Ces eaux vont héberger ces mollusques infestés qui vont concourir à la prolifération de cette maladie. L'infection se produit lorsque les larves du parasite, libérées par des gastéropodes d'eau douce, pénètrent dans la peau d'une personne en contact avec une eau infestée.
- **Nuisances sonores** : Les émissions sonores issues du déplacement des engins sur les pistes menant aux différents sites et des engins utilisés pour les activités de culture participeront à l'augmentation du niveau de bruit sur les sites et à leurs environs.

❖ Risques liés aux AGR du domaine de de l'agriculture

Risque de conflits foncier

Des conflits liés à l'appartenance de terrain peuvent survenir lors de la préparation des parcelles pour les cultures. Ces conflits peuvent occasionner des bagarres. Il y a aussi un risque de violences basées sur le genre (Déni de ressources, d'opportunités et de services) pouvant surgir de la gestion des fruits et revenus des AGR agricoles si les femmes ne sont pas reconnu comme des propriétaires des terres sur lesquelles elles mettront en œuvre leurs activités.

Risque d'accidents de circulation

Les déplacements de bénéficiaires sur les sites d'exploitation agricole constituent un facteur de risque d'accidents de circulation. En effet, certains bénéficiaires peuvent utiliser des engins, ce qui accroît ce risque. Les engins de labour peuvent également occasionner ce risque.

Risque de piétinement d'espaces des voisins ou de destruction de cultures des voisins par les engins agricoles

Les engins agricoles, surtout les tracteurs pendant les travaux de labours débordent de l'espace qui leur est réservé pour piétiner et détruire les cultures des voisins. Ces faits engendrent souvent des conflits entre exploitants agricoles voisins.

Risque d'accidents du travail au niveau des parcelles agricoles

Lors des travaux champêtres, surtout à l'étape de débroussaillage, le bénéficiaire et/ou certaines personnes qui l'accompagnent dans ses activités peuvent être victimes d'accidents du travail (chutes, blessures, etc.). Il peut s'agir de blessures physiques par le trébuchement et les chutes de pleins pieds au sol ; des coupures par des objets tranchants ; des déchirures musculaires ou courbatures liés au soulèvement au sol d'objets très lourds.

Risque de morsures par les serpents ou de piqûres d'insectes

Lors des travaux champêtres, surtout à l'étape de débroussaillage, le bénéficiaire et/ou certaines personnes qui l'accompagnent dans ses activités peuvent être victimes de morsure de serpent ou de piqûres d'insectes tels que les abeilles, les guêpes, scorpions, etc. Si l'intéressé ne se déplace pas tôt vers un centre médical pour la prise en charge rapide, cela peut lui être fatal.

Risque de contamination à la COVID-19

Les travaux champêtres occasionnent le rapprochement physique des personnes, ce qui peut entraîner le risque de contamination à la COVID-19. Les personnes contaminées peuvent aller propager la maladie au niveau de leurs familles et des autres personnes avec qui elles auront de nouveaux contacts.

Risque de contamination par les IST-VIH/SIDA

En cas de sollicitation d'ouvriers pour les activités de labours et d'ouvrières et ouvriers pour les semis et moissons, il peut y avoir des promiscuités conduisant à des rapports sexuels non protégés du fait de la dynamique de pouvoirs pouvant constituer des risques de transmission des IST-VIH/SIDA et de grossesses non-désirées.

Risque de pollution du sol et des eaux

Les exploitations agricoles vont faire intervenir l'usage d'intrants tels que les pesticides de tout genre et les engrais de synthèse chimique. L'usage excessif de ces intrants, surtout des pesticides peut entraîner la pollution des sols et les eaux de ruissèlement peuvent emporter les résidus de ces intrants dans les eaux des cours d'eau riverains des parcelles agricoles. D'autres pratiques qui polluent ces eaux sont les lavages systématiques des contenants/boîtes de ces pesticides directement dans les eaux stagnantes ou coulantes.

Des cas de pannes d'engins obligeant les propriétaires à réaliser des dépannages sur place provoquent aussi la pollution du sol et des eaux par des huiles de vidange et du carburant.

Risque d'intoxication par les pesticides

Les eaux de cours d'eau polluées en amont par des pesticides utilisés par des bénéficiaires peuvent être utilisées en aval comme eaux de boisson par d'autres personnes. Cette pratique répétée provoque lentement des accumulations dans l'organisme. Ces composées rémanentes et difficilement dégradables engendrent plus tard des cas de maladies comme les cancers, l'infertilité, etc.

Il y a également la possibilité d'intoxication à travers l'usage de contenants de pesticides utilisés pour approvisionnement en eau de boisson ou stockage des huiles consommables et autres. Des cas d'ingurgitation de pesticides par inadvertance ou volontaire pour suicides (car disponible à portée de main) sont aussi possibles. Les personnes contaminées peuvent développer diverses maladies allant jusqu'à la destruction des fœtus, l'infertilité, les cancers, etc.

Risque d'introduction des Organismes Vivants Modifiés (OVM) végétaux

Il est possible que certains bénéficiaires exerçant dans le domaine agricole introduisent des Organismes Vivants Modifiés (OVM) dans le but d'accroître leur production. Cette pratique interdite sans consentement pourrait provoquer la contamination de la biodiversité végétale du pays.

Risque d'insalubrité du sol

Au cas où certaines exploitations venaient à prendre fin pour plusieurs raisons, il y aura l'encombrement du sol par des déchets solides divers qui constitueront une source d'insalubrité au niveau des parcelles agricoles et de leur environnement immédiat.

Risque de pertes d'emplois et de revenus

Au cas où certaines exploitations venaient à prendre fin pour plusieurs raisons, les personnes qui bénéficiaient des emplois temporaires ou saisonniers les perdront. Les bénéficiaires perdront leurs sources de revenus. Les activités indirects développés autour de ces productions agricoles subiront le même sort

Risque de pertes de la production agricole

En cas d'abandon des parcelles cultivées va avoir des répercussions sur la production agricole, si aucun projet ne vient en remplacement.

Risque d'atteinte aux us et coutumes

Il peut arriver que certaines parcelles en exploitation touchent certains lieux sacrés (sanctuaires, fétiches, etc.) ou leur soient limitrophes. Dans ce cas, des conflits peuvent naître avec les détenteurs des us et coutumes si des dispositions ne sont pas prises.

Risque d'atteinte au patrimoine culturel et archéologique

Les travaux agricoles pendant le dessouchage et les labours entraîne la fouille du sol. Il est possible lors de ces fouilles de déboucher sur un objet archéologique (poterie, objets de rituelles, etc.) ou même des ossements. Si les travailleurs ne sont pas avertis, ils peuvent détruire ces objets qui pouvaient constituer une richesse ou curiosité culturelle

Risque de destruction des cultures par les animaux en divagation et les bœufs des transhumants

Les cultures sont exposées aux animaux domestiques en divagation autour des villages et aux bœufs des transhumants qui circulent dans tous les espaces sans aucune précaution, malgré le traçage de couloir de transhumance par l'Etat. Les cultures peuvent alors être détruites si des mesures de protection idoines ne sont pas prises.

Risque de destruction des cultures et moissons par les feux de végétation

Les cultures et les récoltes sont exposées aux feux de végétation en saison sèche. Ainsi, ces biens peuvent être détruits si des précautions telles que la réalisation des pares-feux, la surveillance des cultures et récoltes, etc. ne sont pas prises.

Risque de destruction des cultures par les inondations

Les conséquences des changements climatiques se font de plus en plus ressenties dans la sous-région Ouest-africaine sans épargner le Togo. Ainsi, il arrive que les pluies se concentrent sur une courte période et occasionnent les inondations qui détruisent par moment les cultures.

Risque de destruction des cultures par la sécheresse

Les conséquences des changements climatiques se font de plus en plus ressenties dans la sous-région Ouest-africaine sans épargner le Togo. Ainsi, il est noté des cas de sécheresses précoces ou inattendues, avec pour ricochet la perte de cultures.

Risque de noyades

Pour des AGR groupées pratiquant des aménagements hydroagricoles, il est possible d'aménager des retenues d'eau. Les enfants et des personnes non avisées sur la profondeur de la retenue peuvent vouloir y nager. Ceux-ci peuvent se noyer si la profondeur de la retenue est grande.

B. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'élevage

❖ Impacts négatifs liés aux AGR du domaine de l'élevage

Pollution de l'air

Cette pollution intervient à travers le méthane, de formule CH₄, émis par les ruminants par éructation lors de la digestion de la cellulose. Leurs déjections contribuent également à cette altération de la qualité de l'air par l'émission du même gaz.

Nuisances olfactives

Les AGR dans le domaine de l'élevage vont concerner l'élevage des volailles, ovins, caprins, porcins, l'embouche ovine et l'engraissement de volailles. Les enclos et/ou étables de ces animaux sont souvent contigus aux habitations. Leurs déjections dégagent toujours des odeurs nauséabondes qui nuisent à la santé du propriétaire et des riverains. Cette situation peut même engendrer des conflits.

Nuisances sonores

Les AGR dans le domaine de l'élevage vont concerner l'élevage des volailles, ovins, caprins, porcins, l'embouche ovine et l'engraissement de volailles. Les enclos ou logement de ces animaux sont souvent contigus aux habitations. Ces bêtes émettent des bruits qui créent des nuisances sonores qui peuvent porter atteintes à la tranquillité et à la santé et au bien-être du propriétaire et des riverains. Des conflits peuvent en survenir entre ces voisins.

❖ Risques liés aux AGR du domaine de l'élevage

Risque de destruction de cultures

Certains éleveurs peuvent laisser leurs bêtes en divagation ou peuvent ne pas dans une première phase ne pas leur construire un enclos. Ces animaux en divagation sont susceptibles d'aller détruire les cultures d'autrui.

Risque de conflits entre éleveurs et voisins

L'accumulation des gênes, malaises et frustrations nées des nuisances olfactives et sonores peut causer des conflits entre les éleveurs et leurs voisins.

Par ailleurs, des conflits peuvent également naître.

Risque de vols de bêtes

L'augmentation du nombre de têtes de bêtes pourra attirer la convoitise des voleurs qui peuvent chercher à prélever des bêtes en élevage. Il s'agit d'actes qui se passent par moment et ses vols pourront s'accroître surtout lorsqu'on apprend encore qu'il y a un financement extérieur.

Risque d'empoisonnement des bêtes

L'augmentation du nombre de têtes de bêtes pourra attirer la convoitise de certains voisins mal intentionnés qui peuvent chercher à empoisonner les animaux en élevage. Il s'agit d'actes qui se passent par moment et ces cas pourront se multiplier surtout lorsque certaines personnes estiment qu'elles devraient également bénéficier de la même subvention financière de la Banque mondiale.

Risque d'introduction des Organismes Vivants Modifiés (OVM) animaux

Il est possible que certains bénéficiaires exerçant dans le domaine de l'élevage introduisent des Organismes Vivants Modifiés (OVM) dans le but d'accroître leur production. Cette pratique interdite sans consentement pourrait provoquer la contamination de la biodiversité animale du pays.

Risque d'atteinte au patrimoine culturel et archéologique

Les travaux de construction d'abris pour les animaux entraînent des fouilles au niveau du sol. Il est possible lors de ces fouilles de déboucher sur un objet archéologique (poterie, objets de rituelles, etc.) ou même des ossements. Si les travailleurs ne sont pas avertis, ils peuvent détruire ces objets qui pouvaient constituer une richesse ou curiosité Culturelle.

Risque d'atteinte des animaux par les pestes, les épizooties aviaires et autres maladies

L'élevage des animaux porte des risques d'atteintes par des maladies diverses. Dans ces cas, le Gouvernement ordonne souvent l'abattage systématique des troupeaux pour éviter/limiter les contaminations au niveau des troupeaux voisins. Ce qui cause des pertes énormes pour les éleveurs. Ainsi, des cas de pestes porcines, de gripes aviaires, de maladie de charbon chez les caprins et ovins, etc. peuvent être signalés au niveau de ces AGR du domaine de l'élevage.

Risque de piqûres d'abeilles issues de l'apiculture

Les bénéficiaires qui vont opter pour l'apiculture courent le risque d'être piqués par des abeilles ou de provoquer ce risque sur ses voisins si des précautions ne sont pas prises.

C. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de la transformation

❖ Impacts négatifs liés aux AGR du domaine de la transformation

Perte de quelques arbres et habitats de la petite faune

La fabrication de la majorité de ces aliments (gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, moutarde, beurre de karité, sodabi, tchakpa, tchoucoute, beignés, etc.) concernés par certains types d'AGR exige l'usage d'une source d'énergie. Dans les milieux ruraux, c'est le bois de chauffe et le charbon de bois et leurs dérivés qui sont souvent utilisés. Ces activités amènent les pratiquants à la recherche du bois, ce qui entraîne la perte du couvert végétal ainsi que de la petite faune ainsi que de son habitat.

Nuisances liées à la chaleur et fumées des feux

La fabrication de la majorité de ces aliments (gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, moutarde, beurre de karité, sodabi, tchakpa, tchoucoutou, beignés, etc.) concernés par certains types d'AGR exige l'usage du feu. Les personnes qui sont dans une large majorité des femmes subissent des nuisances dues à la chaleur dégagée par ces feux. De plus, les fumées qu'elles inhalent constituent un facteur de morbidité.

❖ Risques liés AGR du domaine de la transformation

Risque d'intoxication alimentaire

La transformation des produits aboutissant à la fabrication de gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, moutarde, beurre de karité, etc. ; la préparation de sodabi (alcool local), de tchakpa et de tchoucoutou (bières locales), de jus de fruits (tamarin, baobab, ananas, citron, orange, mangue, la passion, etc.), de beigné (à base du haricot, maïs, etc.), etc., exigent beaucoup de soins et de l'hygiène pour éviter ou réduire drastiquement les contaminations. Les contaminants peuvent être des matières très peu dégradables (pesticides, herbicides) ou non dégradables (métaux lourds) ou des agents biologiques/microbiens (virus, bactéries, vers, etc.).

Risque de fabrication et de consommation de l'alcool frelaté

La préparation de sodabi (alcool local) est généralement faite à base du vin de palme extrait dans les palmiers à huile. Il est possible que certains bénéficiaires qui ne disposent pas de palmiers à huile ou ne veulent acheter ou pire ne disposant pas dans leur région puissent utiliser d'autres intrants peu appropriés pour fabriquer cet alcool. Cette pratique débouche sur la fabrication de l'alcool frelaté très dangereux pour la santé humaine.

Risque de brûlure par la soude caustique

La fabrication de savon implique très souvent l'utilisation de la soude caustique comme principal intrant. Si les précautions nécessaires ne sont pas prises, les utilisateurs et surtout les enfants peuvent se faire brûler par la soude.

Risque de chute en hauteur des arbres de néré et karité

La fabrication de la moutarde se fait en plusieurs étapes dont la recherche de la matière première que sont les grains de néré. Ce travail est quasi exclusivement réservé aux femmes. En effet, il est très difficile de retrouver les fruits de néré par terre. Ce qui oblige très souvent les femmes à grimper les arbres de néré (*Parkia biglobosa*) pour aller cueillir ces précieux fruits, lorsque la tige à moisson devient inefficace. Ces femmes peuvent alors chuter de ces arbres et avoir des entorses ou même des fractures. Quelques fois, ce sont des enfants de ces dernières qui grimpent les arbres de néré à la recherche de ces fruits.

La même problématique se pose également pour la recherche du fruit de karité (*Vitellaria paradoxa*), même si cette pratique est moins prononcée du fait que les fruits de karité tombent à maturité.

Risque d'incendie

La fabrication de la majorité de ces aliments (gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, moutarde, beurre de karité, sodabi, tchakpa, tchoucoutou, beignés, etc.) demande l'utilisation du feu. La faute de précautions dans l'usage du feu peut causer des incendies.

En plus de ce premier facteur, il est à retenir que l'alcool (sodabi) est très inflammable. La probabilité d'occurrence des incendies est donc très élevée dans son métier.

Risque d'explosion

L'alcool (sodabi) est très inflammable et est souvent stocké dans des contenants en plastique ou en verre. En cas de feu, une partie de ce liquide va se transformer en vapeur et comme elle sera comprimée dans le contenant, la surpression va entraîner l'explosion suivie de l'épandage du reste du liquide et l'incendie va se propager.

Sensibiliser les bénéficiaires sur le risque d'explosion et les mesures à prendre

Interdire le stockage de grande quantité d'alcool

Prévoir un extincteur pour éteindre le feu.

Risque d'alcoolisme

La fabrication des bières locales (tchakpa, tchoucoutou, etc) et de l'alcool (sodabi) entraînera leur abondance par rapport à ce qui existait. Une surproduction est même possible, l'offre dépassant la demande. En conséquence, les prix vont baisser ce qui pourra engendrer une consommation de volumes plus importants par les anciens consommateurs et l'arrivée de nouveaux. Cette situation peut donc accroître ou faire naître l'alcoolisme dans certaines localités.

Sensibiliser les consommateurs de boissons alcoolisées sur le risque d'abus pouvant créer des dépendances, donc de l'alcoolisme

Réglementer l'octroi de subventions pour la préparation de boissons alcoolisées dans chaque localité, en réduisant le nombre de subventions pour ce type d'AGR.

Faire signer aux bénéficiaires le Code de bonne conduite.

Risque du travail des enfants

La fabrication des produits tels que les féculents, huiles, boissons, jus, savons, moutarde, beurre de karité, etc. fait souvent appelle à la main d'œuvre additionnelle et les enfants sont les plus visés. Le pire est du côté de la vente de ces produits. Les denrées comme l'huile rouge, l'huile palmiste, les jus de fruits, les beignés et même le savon sont remis très souvent aux enfants pour la vente. Les fillettes chargent ces produits et se promènent pour la vente. Certaines mêmes peuvent abandonner les classes au profit de ces petites activités. Il y a donc de gros risques d'exploitations économiques des enfants mais aussi un risque d'exploitation et d'abus sexuels.

Risque de contamination à la COVID-19

La fabrication et la vente des produits tels que les féculents, huiles, boissons, jus, etc. met en contact le fabricant avec le produit et le vendeur avec le client. Les rapprochements et contacts physiques des personnes entraîneront le risque de contamination à la COVID-19. Les personnes contaminées peuvent aller propager la maladie au niveau de leurs familles et des autres personnes avec qui elles auront de nouveaux contacts.

D. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel

❖ Impacts négatifs liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel

Pollution de l'air

L'utilisation de motos par certains bénéficiaires pour aller acheter et revendre des volailles, du kola, des fruits, etc. ; il y aura usage de carburant qui va générer des émissions de GES, polluant ainsi l'environnement.

❖ **Risques liés AGR du domaine du commerce traditionnel**

Risque d'intoxication alimentaire

Les AGR de ce domaine auront trait au commerce de condiments, de colas, de fruits, de pagnes, achat-stockage-vente de céréales, achat vente de volailles, etc. Dans le cas de l'achat, stockage et vente de céréales, des produits chimiques sont souvent utilisés pour assurer leur conservation en toute sécurité en évitant leur attaque par des insectes. Quelques fois, la durée notifiée dans les fiches techniques de ces produits chimiques n'est pas respectée, ce qui fait que ces produits restent encore actifs pendant la revente des céréales. Leur consommation peut alors aboutir à des intoxications alimentaires.

Risque de conflits entre vendeurs et clients

La vente de ces produits achetés et mis à attente pour la revente présente souvent des risques dû au non-remboursement de dettes, etc. Cette situation amène quelques fois à des querelles et bagarres aux conséquences graves.

Risque d'accidents de circulation

Les déplacements à motos pour les activités de vente peuvent se solder par des accidents de circulation. La non-maîtrise du code de la route et le déficit de port de casque peut rendre l'accident plus grave.

E. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar

❖ **Impacts négatifs liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar**

Pollution de l'air

L'utilisation de motos par certains bénéficiaires pour aller acheter et revendre les articles de tout genre, il y aura usage de carburant qui va générer des émissions de GES, polluant ainsi l'environnement.

❖ **Risques liés AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar**

Risque de nuisances sonores

Les AGR conduisant à l'installation de kiosques, hangars et/ou location de boutiques peuvent provoquer des nuisances sonores qui vont déranger les voisins à cause de la proximité de ces infrastructures avec leurs habitations.

Par ailleurs, les bruits des musiques de certains cafétérias et boutiques ainsi que des clients peuvent également déranger les voisins.

Risque de nuisances olfactives

Certaines cafétérias peuvent stocker des déchets longtemps avant de les évacuer. Cette pratique génère des nuisances olfactives au niveau du voisinage.

Risques d'électrification et d'électrocution

Ces risques existent au niveau des AGR qui vont utiliser l'énergie électrique comme source d'énergie. Cela concerne surtout les boutiques, les kiosques, les cafétérias, les menuiseries modernes, etc.

F. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat

❖ Impacts négatifs liés aux AGR du domaine de l'artisanat

Perte de la végétation, d'habitats fauniques et de la faune

Les pratiques d'AGR relatives à la menuiserie, la maroquinerie, la fabrication de paniers, mortiers, pions et autres d'objets d'arts utilisant le bois, la peau et les os contribuent à la dégradation des ressources naturelles dont la flore et la petite faune. Les prélèvements ne sont pas souvent faits dans les règles de l'art, ce qui entraîne la perte de la végétation, d'habitats fauniques et de la faune.

Nuisances olfactives et sonores

La pratique de la menuiserie provoque le dégagement de sciure de bois. Ces sciures engendrent des nuisances olfactives non seulement pour le travailleur lui-même, mais également au niveau du voisinage.

❖ Risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat

Risque de dégradation de la nature, des produits miniers et de la faune sauvage

Les métiers d'artisanat utilisent non seulement le bois et ses dérivés multiples ; mais aussi les pierres précieuses, l'argile, le sable, les herbes de toutes sortes, les produits agricoles, le fer, l'or, le bronze, le cuivre, etc., les objets de récupération, les coquilles de mollusque, les coquillages, etc. ; Le prélèvement de ces matériaux et matières se fait souvent au mépris de toute règle écologique. Si les mesures ne sont pas prises pour faire assurer un prélèvement rationnel de ces ressources, leur dégradation va s'accroître.

Risque de morsures par les serpents ou de piqûres d'insectes

Le prélèvement de matières premières (bois, d'animaux pour leurs peaux, etc.) exige le déplacement vers des écosystèmes particuliers où se rencontrent des animaux qui peuvent être dangereux pour l'homme. Dans ces brousses, les personnes qui opèrent ces prélèvements peuvent être victimes de morsures de serpents ou de piqûres d'insectes tels que les abeilles, les guêpes, scorpions, etc. Si l'intéressé ne se déplace pas tôt vers un centre médical pour la prise en charge rapide, l'issue peut lui en être fatale.

Risque de nuisances sonores

La pratique de la menuiserie s'il y a usage d'équipements moderne provoque des émissions sonores. Ces sons engendrent des nuisances sonores qui vont déranger non seulement les voisins, mais aussi le travailleur lui-même, même si souvent ces travailleurs semblent ignorer les dégâts sur leurs organismes, à long terme.

Risque de brûlure par la soude caustique

Les coiffeuses dans leurs activités utilisent très souvent de la soude caustique comme principal intrant pour le lavage et le défrisage des cheveux. Le même risque est à mentionner également chez les coiffeurs qui utilisent la soude. Si les précautions nécessaires ne sont pas prises, les utilisatrices et surtout leurs enfants peuvent se faire bruler par la soude.

Risques d'électrification et/ou d'électrocution

Ces risques existent au niveau des AGR qui vont utiliser l'énergie électrique comme source d'énergie. Cela concerne surtout les centres informatiques et même les boutiques, les kiosques, les cafétérias, les menuiseries modernes, etc.

Risques d'accidents du travail

Tous ces corps de métiers cités (les activités de couture, coiffure, menuiserie, maroquinerie, fabrication de paniers, mortiers, pions et autres d'objets d'arts, etc.) présentent des risques d'accidents du travail si des mesures ne sont pas prises à l'avance. Au niveau de la couture et de la coiffure, ce sont les risques de piqûres et de blessures avec les aiguilles, épingles, ciseaux, tondeuses, etc. Dans le domaine de la menuiserie et de la maroquinerie, il peut être noté le risque de blessures avec les rabots et scies à la menuiserie, couteaux spécialisés et autres instruments à la maroquinerie. Chez les fabricants de mortiers, pions, paniers et autres, c'est le risque de blessures avec les coupe-coupe et couteaux.

G. Impacts négatifs et risques liés aux AGR semi-artisanaux.

❖ Impacts négatifs liés aux AGR semi-artisanaux

Pollution de l'air

Les moulins vont fonctionner à base du carburant, ce qui va générer les GES et autres substances qui vont polluer l'atmosphère.

Nuisances sonores

Les AGR relatives à l'installation et au fonctionnement des moulins à céréales, à tubercules, à condiments et autres provoquent des nuisances sonores à cause des grands bruits qui sont émis. Ces nuisances dérangent les voisins à cause de la proximité de ces installations avec leurs habitations. Le meunier lui-même subira ces nuisances

Nuisances olfactives

Ce genre de risque est beaucoup plus fréquent pour les moulins à condiments. En effet, il sera enregistré ces nuisances lorsque le meunier sera en train d'écraser le piment, le gingembre, les oignons, l'ail, etc. Ces nuisances vont provoquer des gênes chez les voisins. Le meunier lui-même en pâtira.

❖ Risques liés aux AGR semi-artisanaux

Risque de conflits

Les nuisances sonores et olfactives que les voisins vont subir sera si élevées si les précautions ne sont pas prises, à tel point qu'il aura déclenchement de conflits. Ces conflits peuvent entraîner des bagarres et devenir même plus graves.

Risques d'électrification et d'électrocution

Ces risques existent au niveau des AGR qui vont utiliser l'énergie électrique comme source d'énergie. Cela concerne surtout les centres informatiques et autres activités utilisant le courant électrique.

H. Risques transversaux

Risque de contamination à la COVID-19

Tous les AGR conduisent sans nul doute à un rapprochement et un contact physique entre des personnes, même si certaines créent plus de conditions favorables au contact. L'exercice de toute AGR peut entraîner facilement à contamination au corona virus.

Risques d'accidents du travail

Tous ces corps de métiers donc AGR présentent des risques d'accidents du travail si des mesures ne sont pas prises à l'avance. Toutefois, on peut noter que l'exercice de certaines AGR expose plus aux risques d'accidents du travail. Le risque d'accident du travail chez un boutiquier par exemple est relativement moins élevé que chez menuisier.

Risque de mévente des produits

Il est possible que les mêmes types d'AGR soient cumulées dans une même localité, la surabondance des produits va entraîner la chute des prix, voire la mévente.

I. Activités Génératrices de Revenus interdites dans le cadre du projet FSB additionnel

Certaines AGR, compte tenu de leur niveau élevé de risques et/ou de leurs impacts négatifs majeurs sont interdites dans le cadre du projet FSB additionnel.

Ainsi, les activités telles que la production et/ou vente du charbon de bois, la coupe d'arbre et leur sciage pour la production du bois de service, du bois d'œuvre ; la coupe d'arbres pour la production du bois de chauffe à commercialiser ; la chasse d'animaux sauvages pour la commercialisation ; la vente du carburant, des stupéfiants et travaux affiliés sont strictement interdits dans le cadre du projet objet du présent CGES. Par ailleurs, la fabrication de l'alcool local (Sodabi) est interdite dans les localités du Nord du pays, surtout dans la région des Savanes, afin de réduire le risque de vente et de consommation de l'alcool frelaté. Cette interdiction prend en compte toute activité interdite par la législation togolaise.

6.2. Plan cadre de gestion environnementale et sociale (PCGES) du projet

6.2.1. Démarche de mise en œuvre du CGES

-Différentes étapes de sélection environnementale et sociale des microprojets exigées

Les différentes étapes du processus de sélection environnementale et sociale sont déterminées dans les paragraphes suivants. L'ampleur des mesures environnementales et sociales requises pour les activités du projet dépendra des résultats du processus de sélection. Ce processus de sélection vise à : (i) déterminer les activités du projet qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables ; (iii) identifier les activités nécessitant des EIES séparées; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour

l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et la préparation des rapports d'EIES séparés ; (v) assurer le suivi des paramètres environnementaux au cours de la mise en œuvre des filières et ouvrages agricoles ainsi que leur gestion; et (vi) indiquer les activités du projet qui sont susceptibles d'impliquer l'acquisition de terres ou des déplacements de populations. Ce processus de sélection (ou screening) comporte les étapes suivantes :

Etape 1: Remplissage du formulaire de sélection environnementale et sociale des sous-projets

Le remplissage du formulaire initial de sélection (Annexe 13.2) et de la liste de contrôle environnemental et social sera effectué, au niveau local, par les CVD. Un Point Focal Environnement (PFE) sera désigné à cet effet dans chaque CVD (PFE/CVD).

Etape 2: Validation de la sélection et classification des sous-projets

Une fois remplie par les CVD, le formulaire de sélection environnementale et sociale sera transmis au niveau régional, au niveau des CR pour validation et classification environnementales des sous projets. Dans ce processus de remplissage, les collectivités et les services techniques déconcentrés (Urbanisme et Aménagement du Territoire, Hydraulique par exemple.), prendront une part active dans la collecte et l'analyse de l'information. Pour effectuer cet exercice de sélection initiale, il sera nécessaire de renforcer les capacités de ces acteurs locaux sur les aspects environnementaux et sociaux des activités éligibles au projet. Un Point Focal Environnement (PFE) sera désigné pour chaque CR. Ces points focaux vont d'abord analyser les informations contenues dans les formulaires et procéder ensuite à la classification du sous-projet.

Etape 3: Approbation de la classification des sous-projets

Une fois la classification des sous projets effectuée par le PFE/CR, les résultats seront transmis pour approbation aux Direction Régionale de l'Environnement et des Eaux et Forêt (DREF). Les DREF vont procéder à l'examen des résultats et recommandations présentés dans les formulaires de sélection environnementale et sociale. Sur la base des résultats du processus d'analyse susmentionnée et des exigences de la loi-cadre sur l'environnement, la DREF vont proposer l'approbation (ou le rejet) aussi bien du processus de sélection ayant abouti à la classification du projet que de l'étude d'impact même de l'activité. En cas d'avis défavorable, celui-ci doit être dûment motivé.

La loi-cadre sur l'Environnement au Togo n'a pas établi une classification environnementale des projets et sous-projets. Pour être en conformité avec les exigences de la Banque mondiale (notamment l'OP 4.0I), il a été suggéré que les activités du projet des filets sociaux et des services de base susceptibles d'avoir des impacts significatifs directs ou indirects sur l'environnement sont classées en trois catégories :

- Catégorie A : Projet à impact environnemental et social majeur certain ;

- Catégorie B : Projet à impact environnemental et social majeur possible (ou risques mineurs cumulatifs de multiples sous-projets)
- Catégorie C : Projet à impact non significatif sur l'environnement

Il faut souligner que le projet des filets sociaux et des services de base a été classé en catégorie B. Sous ce rapport, les résultats de la sélection (Annexe 1) devront aboutir à la catégorie environnementale « B » ou « C ». Les activités du projet des filets sociaux et des services de base classées comme « B » nécessiteront la gestion environnementale suivante : soit l'application de mesures d'atténuation simples, ou la préparation d'une EIES séparée. La catégorie C indique que les impacts environnementaux et sociaux éventuels sont considérés comme peu importants et ne nécessitent pas de mesures d'atténuation.

Après l'analyse des informations contenues dans les résultats de la sélection et après avoir déterminé la bonne catégorie environnementale, et donc le type de gestion environnementale requis, le PFE/CR avec l'appui des DREF, feront une recommandation pour dire si : (a) type de gestion environnementale est applicable ou non ; (b) l'application de simples mesures d'atténuation suffira ; ou (c) une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) séparée devra être effectuée.

Etape 4: Réalisation du « travail » environnemental

a. Lorsqu'une EIES n'est pas nécessaire

Dans ces cas, les PFE/CR et les PFE/CVD consultent les check-lists des Annexes 13.4 pour sélectionner les mesures d'atténuation appropriées.

b. Lorsqu'une EIES est nécessaire

Le PFE/CR et le PFE/CVD, avec l'appui des DREF du Ministère de l'Environnement, effectueront les activités suivantes :

- préparation des termes de référence pour l'EIES ;
- recrutement des consultants agréés pour effectuer l'EIES ;
- conduite des consultations publiques conformément aux termes de référence ;
- revues des EIES et soumission à L'ANGE (Ministère de l'Environnement) pour autorisation.

Un formulaire de sélection environnementale des microprojets est proposé en annexe 1

Tableau 5: Procédures pour les sous-projets nécessitant une EIES

Etapas	Activités
Première étape	Préparation de termes de référence (TDR) Selon les résultats de l'identification et l'étendue nécessaire de l'EIES, des termes de référence seront préparés. L'EIES sera préparée par un consultant et le rapport suivra le format suivant : <ul style="list-style-type: none"> • Description de la zone de l'étude • Description du sous-projet • Description de l'environnement • Considérations juridiques et réglementaires

Etapes	Activités
	<ul style="list-style-type: none"> • Détermination des impacts éventuels des sous-projets proposés • Analyse d'options alternatives, y compris l'option « sans projet » • Processus de consultations publiques • Développement de mesures de mitigation et d'un plan de suivi, y compris le renforcement des capacités institutionnelles et l'estimation des coûts
Deuxième étape	Choix de consultant
Troisième étape	Réalisation de l'EIES avec consultation du public
Quatrième étape	Revue et approbation de l'EIES pour le sous-projet.
Cinquième étape	Publication/Diffusion de l'EIES

Etape 5 : Examen et approbation des rapports d'EIES et des mesures d'atténuation

L'ANGE, avec l'appui des autres services techniques concernés, va procéder à l'examen des études environnementales réalisées pour les activités classées en catégorie B en vue de leur approbation (ou rejet). Dans le cadre de l'examen du dossier de l'étude d'impact, L'ANGE peut demander un complément d'informations au consultant ayant réalisé l'EIES ou à l'Unité de coordination du projet. Le Ministre de l'Environnement donne, par écrit, à l'unité de coordination du projet, un avis sur la faisabilité environnementale du sous-projet. En cas d'avis défavorable, celui-ci doit être dûment motivé.

Etape 6 : Consultations publiques et diffusion

Pour être en conformité avec l'OP 4.01 et le décret d'application de la loi-cadre sur l'environnement décrivant les exigences de consultation et de diffusion du rapport d'EIES, il a été préconisé que l'Unité de Coordination du Projet (UCP) suive un mécanisme de participation publique, comme élément constitutif de l'étude d'impact environnemental et Social à toutes les étapes de l'étude d'impact environnemental des projets pour assurer une meilleure prise de décision. Ce mécanisme devra obéir à la procédure suivante : (i) annonce de l'idée de projet par affichage dans les mairies, régions, préfectures et sous-préfectures, par voie de presse (écrite ou parlée); (ii) dépôt de l'avis de projet et des TdR dans les localités concernées ; (iii) approbation des TdR par l'ANGE ; (iv) réalisation de l'EIES (consultation publique : tenue de réunions d'information avec les focus groups; collecte de commentaires écrits et oraux ; négociations en cas de besoin) ; (v) élaboration du rapport provisoire d'EIES.

Le rapport provisoire est déposé au niveau de la CR/ANADEB concernée pour consultation publique après diffusion de l'information par voie de presse et radio (Enquête publique) qui dispose d'un délai raisonnable pour faire ses observations et des remarques par écrit.

L'ANGE organise aussi, en rapport avec l'Unité de Coordination du Projet et les Collectivités concernées, la tenue d'audience publique sous forme d'atelier de validation du rapport provisoire. Les modalités de tenue de l'audience publique (atelier de validation du rapport provisoire) seront retenues d'un commun accord avec les différentes parties impliquées. L'information du public sera à la charge de l'UCP et impliquera les Directions Régionales de l'Environnement et des Ressources Forestières (DRERF), mais aussi les autres services techniques déconcentrés.

Mécanisme d'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans le cycle du Financement additionnel du projet FSB

Le processus de sélection environnementale et sociale sera réalisé pour tout investissement physique supporté par le projet et inscrit au plan de travail des 18 mois d'activités. Il permettra de préciser davantage ces mesures et les spécifier par rapport aux sites de mise en œuvre de toutes activités du projet. La démarche à suivre est détaillée ci-après, alors que les outils de screening sont présentés en annexe (cf. Annexe 1).

Le tri-préliminaire est nécessaire, sous une forme ou sous une autre, et peut déboucher sur un des trois résultats suivants :

- aucune EIES n'est requise (application de simples mesures/diagnostic environnemental et social assorti d'un plan de gestion environnementale et sociale) et aucun PAR n'est requis;
- aucune ÉIES n'est requise (application éventuelle de simples mesures), mais un PAR est requis;
- une EIES simplifiée est requise (accompagnée éventuellement d'un PAR)

NB : Du fait qu'aucun sous-projet de catégorie A ou sous-projet à risque élevé n'est éligible sur ce financement additionnel, l'ÉIES Approfondie et détaillée (accompagnée éventuellement d'un PAR) n'est pas applicable dans le cadre du présent projet.

Les conditions pour l'étude préalable ou tri-préliminaire, ou encore sélection environnementale et sociale, et la procédure qui doit être suivie, sont définies par la loi et les règlements applicables en matière d'évaluation environnementale et sociale.

Ainsi, le screening sera mis en œuvre par les spécialistes en sauvegarde environnementale et sociale (SSES) du projet, et devra être appliqué systématiquement à toutes les activités d'investissements physiques dont les sites d'exécution sont identifiés, et ce en s'appuyant sur la réglementation nationale togolaise et les documents de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque mondiale.

La démarche suivante en 10 étapes devra être appliquée pour intégrer les aspects environnementaux et sociaux dans le cycle de vie du projet FSB-Financement additionnel :

Etape 1 : Identification de la localisation/site et principales caractéristiques techniques du sous-projet (Filtre E&S)

Les SSES (SSES seniors et juniors, Autres agents de l'ANADEB formés à cet effet tels que les AADB, FGB et assistants EJV et FSB, consultants, etc.) recevront l'avis de projet du responsable du suivi-évaluation ; cet avis doit comporter une indication claire du site potentiel d'implantation de l'activité. Ces éléments (essentiellement le Plan d'Affaires) peuvent provenir des dossiers d'exécution des AGR que l'Unité de Coordination du Projet va rendre disponible.

Etape 2 : Remplissage du formulaire de Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde et validation du formulaire rempli

Une fois que les dossiers d'exécution (Plan d'Affaires comportant toutes les informations requises pour une sélection environnementale) sont réalisés, les SSES vont procéder à la sélection

environnementale et sociale des AGR ciblées, pour voir si oui ou non, un travail environnemental et social est requis.

Le remplissage du formulaire initial de sélection (cf. Annexe 1), y compris la proposition de mesures adéquates d'atténuation va se faire en s'appuyant sur la réglementation et les principes des politiques opérationnelles de la Banque mondiale. Le résultat consiste en la catégorisation de l'AGR en :

- requérant l'application d'un diagnostic environnemental assorti d'un plan de gestion environnemental (PGES et PGR opérationnels) ou simples mesures de sauvegardes environnementales et sociales suivant les procédures de la Banque, qui peut être accompagnée d'un PAR ou non;
- une étude d'impact environnemental et social simplifiée (accompagnée d'un PAR ou non).

Les résultats de cet exercice (formulaire rempli) seront transmis d'abord aux SSES seniors pour validation s'ils ne font pas partie de l'équipe de screening.

Un rapport de screening devra accompagner chaque lot de fiches de screening remplies sur le terrain par l'équipe de travail, afin de permettre à l'ANGE d'avoir une vue synoptique du travail.

Étape 3 : Approbation de la catégorisation des AGR par l'Entité Nationale chargée des EIES (ANGE) et BM

La fiche de screening environnemental et social validée par les SSES seniors sera transmise à l'ANGE et ensuite à la BM pour approbation de la catégorisation proposée. L'ANGE et la BM devront s'assurer que le projet mette en œuvre les conclusions.

Étape 4 : Préparation de l'instrument spécifique de sauvegarde E&S de l'AGR ou des AGR

L'unité de coordination du projet FSB-Financement additionnel préparera par le biais de SESS l'instrument spécifique sur la base de la réglementation nationale et des politiques opérationnelles de la BM.

Aucune évaluation environnementale ne sera requise pour une AGR quelconque (Les AGR à financer seront celles qui nécessiteront uniquement de simples mesures d'atténuation comme travail environnemental ou un diagnostic environnemental assorti d'un PGES, voir article 18 du Décret n° 2017-040/PR du 23 mars 2017 fixant la procédure des Etudes d'Impact Environnemental et Social au Togo)

Dans ce cas de figure, des mesures génériques tirées des différents tableaux concernés sont déjà proposées. Ces mesures pourraient être mises à jour et complétées au besoin par les SSES de l'UCP du projet FSB.

Étape 5 : Surveillance – contrôle/supervision – environnementale et sociale :

La surveillance ou contrôle/supervision environnementale et sociale se fera à un niveau interne et externe.

Étape 5a : Surveillance interne (Contrôle) de la mise en œuvre des mesures E&S : la surveillance est une vérification permanente du respect des clauses environnementales et sociales prévues dans les commandes engagées. Les responsabilités et stratégies à mettre en place devront être précisées dans les documents PGES des AGR.

Les bénéficiaires recevront lors des formations en développement d'affaires (FoDA), un module sur les sauvegardes environnementale et sociale orienté vers la durabilité de leur AGR. Ainsi, ceux-ci pourront assurer cette surveillance, en plus des SSES juniors.

En cas de formation de plusieurs coopératives d'AGR sur des sites spécifiques disséminés sur toute l'étendue du territoire nationale, un cabinet spécialisé recruté par l'UCP FSB additionnel pourrait assurer ce travail de surveillance.

Étape 5 b : Contrôle de la mise en œuvre des mesures E&S : un premier niveau de contrôle de la mise en œuvre des mesures E&S sera réalisé par les SSES seniors. Le deuxième niveau de contrôle est réglementairement du ressort de l'ANGE.

Ce contrôle est à la charge du Promoteur (ANADEB/UCP FSB-Financement additionnel) conformément à la réglementation en vigueur. Elle vise à vérifier le respect par le Promoteur des exigences du PGES de son projet. A cet effet, une convention pouvait être signée avec l'ANGE.

Étape 6 : Suivi environnemental et social

Ce suivi est réalisé par les deux entités, à savoir l'ANADEB/UCP FSB additionnel et l'ANGE.

Les SSES seniors de l'UCP FSB additionnel vont capitaliser les résultats de surveillance des bénéficiaires et des SSES juniors ainsi que les résultats de leur propre contrôle, en faire des analyses pour savoir l'évolution des paramètres de suivi et composantes environnementales. Ils élaboreront un rapport de surveillance et suivi environnemental et social à transmettre à l'ANGE chaque trimestre.

L'ANGE devra également analyser ces rapports en les confrontant avec ses rapports de contrôle et en faire un compte rendu au Ministre chargé de l'environnement. L'ANGE réalisera des visites de terrain sur les sites de ces AGR chaque trimestre. Cependant, des contrôles inopinés de l'ANGE sont autorisés par la législation nationale en vigueur.

Il est à noter que le suivi de la mise en œuvre des PGES et PGR opérationnels des activités permet de détecter précocement des impacts imprévus, vérifier des impacts incertains et s'assurer de l'efficacité de certaines mesures prévues à l'avance pour l'atténuation et de compensation des impacts négatifs, ainsi que pour la prévention et la gestion des risques.

Étape 7 : Renforcement des capacités des acteurs en mise en œuvre E&S

Les actions de renforcement des capacités visent à faciliter l'exécution de la gestion environnementale et sociale du projet aussi bien en phase de préparation qu'en phase exploitation. Ces actions sont optimisées et sont en lien direct avec les activités.

Étape 8 : Audit / Évaluation de la mise en œuvre des mesures E&S

L'audit/évaluation sera effectué(e) par des Consultants recrutés par l'UCP du FA FSB en fonction des réglementations nationales et les procédures de la Banque mondiale à mi-parcours et à la fin du projet.

Le tableau 7 présente le récapitulatif du processus d'intégration des mesures de gestion environnementale et sociale dans le processus de mise en œuvre des activités du projet

- **Responsabilités de mise en œuvre du processus de sélection environnementale et sociale**

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des étapes et des responsabilités institutionnelles pour la sélection et la préparation, l'évaluation, l'approbation et la mise en œuvre des sous-projets.

Tableau 6: Récapitulatif des étapes de la sélection et responsabilités

Etapes	Responsabilités
1. Remplissage du formulaire de sélection environnementale et sociale du projet	PFE/CVD
2. Détermination des catégories environnementales appropriées 2.1 Validation de la sélection 2.2 Classification du projet et Détermination du travail environnemental (simples mesures de mitigation ou EIE)	PFE/CR
3. Examen et approbation de la classification	DREF
4. Si Etude d'impact est nécessaire	
4.1 Choix du consultant	PFE/CVD et PFE/CR
4.2 Réalisation de l'étude d'impact	Consultants en EIE
4.3 Approbation étude d'impact	DRERF et ANGE
5. Examen et approbation des EIE	DREF et ANGE
6. Diffusion	DRERF et ANGE ; PFE/CR ; PFE/CVD ; Collectivités locales

- **Responsabilités de mise en œuvre du processus de sélection environnementale et sociale du projet FSB-Financement additionnel**

Tableau 7 : Récapitulatif du processus d'intégration des mesures de gestion environnementale et sociale dans le processus de mise en œuvre des AGR et regroupements d'AGR

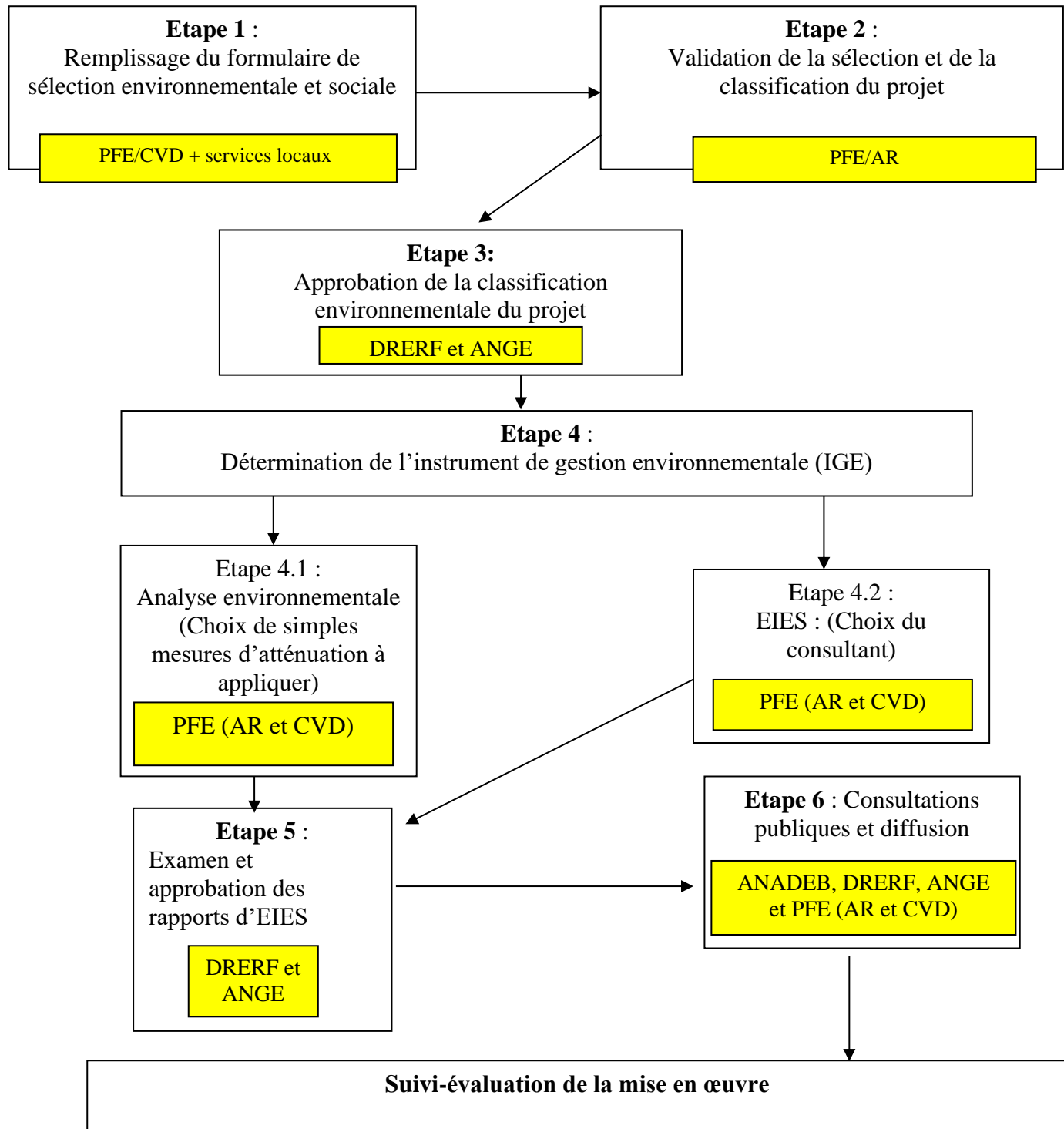
N°	Étapes/Activités	Responsable	Appui/ Collaboration	Prestataire	Validation
1.	Identification de la localisation/site et principales caractéristiques techniques du sous-projet (Filtre E&S)	Spécialiste Sauvegarde Environnementale et Spécialiste Sauvegarde Sociale (SSES) seniors de l'UCP FSB additionnel	Direction Générale de l'ANADEB : Autres agents de l'ANADEB formés à cet effet tels que les AADB, FGB et assistants EJV et FSB SSES juniors, consultants, etc.		
2.	Remplissage du formulaire de Sélection environnementale (Screening-remplissage des formulaires), et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde et validation du formulaire rempli	SSES seniors de l'UCP FSB additionnel	Direction Générale de l'ANADEB : Autres agents de l'ANADEB formés à cet effet tels que les AADB, FGB et assistants EJV et FSB SSES juniors, consultants, etc. (dans le remplissage et détermination du type d'instrument spécifique de sauvegarde)		

N°	Étapes/Activités	Responsable	Appui/ Collaboration	Prestataire	Validation
3.	Approbation de la catégorisation des AGR par l'Entité Nationale chargée des EIES (ANGE) et BM	Spécialistes en Sauvegardes Environnementale et Sociale de la BM & ANGE			
4	Préparation de l'instrument spécifique de sauvegarde E&S de l'AGR ou du groupe d'AGR				
4	Préparation des PGES et PGR opérationnels	SSES séniors de l'UCP FSB additionnel	Direction Générale de l'ANADEB	SSES séniors de l'UCP FSB additionnel & SSES juniors	ANGE BM
5	Surveillance de la mise en œuvre des mesures E&S	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	SSES juniors, FGB, assistants FSB et EJV, Consultant	
	Contrôle de la mise en œuvre des mesures E&S	SSES séniors de l'UCP FSB-Financement additionnel (Contrôle/supervision) ANGE (contrôle/inspection)	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	
	Diffusion du rapport de surveillance	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel ANGE	Direction Générale de l'ANADEB (Service communications)	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	ANGE BM
6	Suivi environnemental et social	SSES séniors de l'UCP FSB-Financement additionnel ANGE	ANGE	Laboratoires/Cabinets d'études /centres spécialisés ONG	ANGE BM
7	Renforcement des capacités des acteurs en mise en œuvre E&S	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	ANGE BM	Consultants Structures publiques compétentes (conventions)	BM

N°	Étapes/Activités	Responsable	Appui/ Collaboration	Prestataire	Validation
8	Audit / Evaluation de mise en œuvre des mesures E&S	SSES séniors de l'UCP FSB- Financement additionnel	ANGE Responsables Suivi-Évaluation Responsable Passation de Marchés de l'Agence Autorités locales	Consultants agréés ou consultants étrangers non agréés avec l'appui d'un consultant national agréé.	Comité ad hoc d'évaluation du rapport d'audit environnemental et social

Les rôles et responsabilités tels que décrits ci-dessous seront intégrés dans le manuel d'exécution du projet (MEP).

Figure 2: Diagramme de flux du screening des micro-projets



6.2.2. Mesures d'atténuation des impacts potentiels négatifs du projet

- Mesures d'atténuation générales

Suivant les résultats de la sélection et de la classification des projets, certaines activités du Projet de Filets Sociaux et des Services de Base pourraient faire l'objet d'une étude d'impact

environnemental et Social (EIES) avant tout démarrage ou d'un Plan d'Action pour la Réinstallation (PAR) en cas de déplacements involontaires (délocalisation de personnes, pertes de biens, etc.). En plus, il s'agira : d'élaborer des manuels de procédures et d'entretien, des directives environnementales et sociales à insérer dans les marchés de travaux ; d'élaborer des indicateurs environnementaux en milieu urbain. Les autres mesures d'ordre technique, à réaliser aussi bien lors de la phase de construction qu'en période d'exploitation, sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8: Mesures d'atténuation générales pour l'exécution de tous les sous-projets

Mesures	Actions proposées
Mesures d'exécution générales	<ul style="list-style-type: none"> • Procéder au choix judicieux et motive des sites d'implantation • Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux • Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers • Procéder à la signalisation des travaux • Employer la main d'œuvre locale en priorité • Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux • Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux • Prévoir dans le projet des mesures d'encouragement (raccordement aux réseaux d'eau, électricité et assainissement, équipement ; programme de gestion et d'entretien) • Mener des campagnes de sensibilisation sur IST/VIH/SIDA • Mener des campagnes de sensibilisation sur la prévention des exploitations et abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS) • Impliquer étroitement les services communaux dans le suivi de la mise en œuvre • Impliquer étroitement les DRERF dans le suivi de la mise en œuvre

- Mesures d'atténuation spécifiques aux microprojets

a. Mesures d'atténuation des impacts des pistes rurales

PHASE	MESURES D'ATTENUATION
Construction	<ul style="list-style-type: none"> • Optimiser les tracés pour éviter le maximum possible les abatages d'arbres • Prévoir des dispositifs de déviation pour maintenir la circulation des biens et des Personnes • Arroser les surfaces sources de poussière • Recueillir et recycler les huiles mortes • Prévoir les travaux de drainage et situer les exutoires de manière à éviter les inondations • Respecter la réglementation sur l'ouverture et l'exploitation des carrières • Réaliser des ralentisseurs et installer des panneaux de limitation de vitesse • Coordonner avec les concessionnaires de réseaux pour limiter la gêne

Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer une plantation d'arbre d'alignement • Mettre en place un système de nettoyage communautaire • Arroser les surfaces sources de poussière pour les routes en latérite • Prévoir un budget d'entretien
---------------------	--

b. Mesures d'atténuation des impacts des édicules scolaires

PHASE	MESURES D'ATTENUATION
Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les élèves à l'usage des latrines ainsi que la gestion des ordures à l'école. • Entretenir quotidiennement les latrines • Elaborer un code de bonne conduite pour les élèves • Mettre en œuvre un programme de gestion des déchets • Raccorder le site des latrines à l'eau • Sensibiliser les élèves sur le lavage des mains • Placer les latrines à une distance minimale de 3 à 10m par rapport aux points d'eau • Séparer le bloc des garçons de celui des filles pour éviter les abus sexuels (viols)

c. Mesures d'atténuation des impacts négatifs des marchés

PHASE	MESURES D'ATTENUATION
Construction	<ul style="list-style-type: none"> • (Voir mesures générales d'atténuation • Impliquer les marchands bénéficiaires à la conception des étalages et cantines
Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des emplacements de collecte des déchets solides • Mettre en place une organisation autonome de collecte en rapport avec les commerçants • Délimiter les marchés et instaurer un horaire d'ouverture et de fermeture • Affecter des agents de sécurité • Sensibiliser les usagers sur la sécurité et la vente de produits/aliments hygiéniques

d. Mesures d'atténuation des impacts des centres de santé

Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Procéder au choix judicieux et motivé des sites d'implantation • Elaborer un plan d'action pour la réinstallation en cas de déplacement involontaire des populations • Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux • Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers • Procéder à la signalisation des travaux • Employer la main d'œuvre locale en priorité • Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux

- Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux
- Prévoir dans le projet des mesures d'accompagnement (raccordement aux réseaux d'eau, électricité et assainissement, équipement ; programme de gestion et d'entretien)
- Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA
- Impliquer étroitement les services communaux dans le suivi de la mise en œuvre
- Réhabiliter les carrières et autres sites d'emprunts
- Respecter les espèces protégées notamment les arbres
- Réaliser les travaux en concertation avec les districts sanitaires
- Veiller à l'élaboration d'un plan de gestion des déchets médicaux et à son effectivité dès l'ouverture de la structure
- Fournir des contenants et des équipements de protection aux travailleurs, et formation détaillée sur les procédures de fonctionnement minimisant les risques d'exposition aux déchets dangereux.
- Mener un large programme de sensibilisation à une gamme de partenaires sur les risques et les impacts potentiels des déchets dangereux provenant des centres de santé.
- Assurer un traitement écologique in situ des déchets dangereux (enfouir les résidus à la décharge Publique)

e. Mesures d'atténuation des impacts négatifs des ouvrages de drainage pluvial

PHASE	MESURES D'ATTENUATION
Construction	Voir mesures générales d'atténuation
Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le curage et l'entretien périodique des caniveaux de drainage • Sensibiliser la population locale sur l'utilisation correcte des ouvrages • Assurer la surveillance technique des réseaux • Eliminer les raccordements indésirables • S'assurer de l'entretien des exutoires des caniveaux

f. Mesures d'atténuation des impacts négatifs spécifiques aux écoles

Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir une plantation et un mur de clôture • Prévoir des points d'eau et des blocs sanitaires lors des travaux • Effectuer les travaux de réfection pendant les vacances pour éviter de perturber les cours • Ne pas toucher aux terrains scolaires de jeu autant que possible

g. Directives Environnementales pour les Contractants

Directives
Les directives ci-après seront parties intégrantes des contrats des entreprises Doter la base vie d'équipements sanitaires et des installations appropriées

- Disposer des autorisations nécessaires en conformité avec les lois et règlements en vigueur.
- Veiller au respect des mesures d'hygiène et de sécurité des installations de chantiers :
- Etablir un règlement de chantier (ce que l'on permet et ne permet pas dans les chantiers)
- Protéger les propriétés avoisinantes du chantier
- Assurer la permanence du trafic et l'accès des populations riveraines pendant les travaux
- Installer des conteneurs pour collecter les déchets produits à côté des secteurs d'activité.
- Ne pas procéder à l'incinération sur site
- Assurer la collecte et l'élimination des déchets issus des travaux
- Informer et sensibiliser les populations avant toute activité de dégradation de biens privé
- Eliminer convenablement les huiles et les déchets solides
- Procéder à l'ouverture et la gestion rationnelle des carrières en respect avec la réglementation notamment le code minier
- Procéder à la réhabilitation des carrières temporaires
- Effectuer une plantation de compensation après les travaux en cas de déboisement ou d'abattage d'arbres
- Prévenir les défrichements et mesures de protection sur les essences protégées ou rares, le cas échéant reboiser avec des essences spécifiques
- Adopter une limitation de vitesse pour les engins et véhicules de chantiers
- Procéder à la signalisation des travaux :
- Veiller au respect des règles de sécurité lors des travaux
- Sensibiliser le personnel de chantier sur les IST/VIH/SIDA
- Installer des panneaux de signalisation et des ralentisseurs à la traversée des villages
- Organiser le stockage de matériaux, le stationnement et les déplacements de machines de sorte à éviter toute gêne
- Respecter des sites culturels
- Organiser les activités du chantier en prenant en compte les nuisances (bruit, poussière) et la sécurité de la population environnante ;
- Protégez le sol pendant la construction et procéder au boisement ainsi qu'à la stabilisation des surfaces fragiles ;
- Assurer le drainage approprié lorsque nécessaire ;
- Eviter la stagnation des eaux dans les fosses de construction, les carrières sources de contamination potentielle de la nappe d'eau et développement des insectes vecteurs de maladie ;
- Eviter tout rejet d'eaux usées, déversement accidentel ou non d'huile usagée et déversement polluants sur les sols, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, les fosses drainage, etc.
- Eviter au maximum la production de poussière

- Employer la main d'œuvre locale en priorité

Toutes les mesures proposées et leurs coûts sont résumés dans le tableau récapitulatif du CGES ci-dessous.

Activité du projet	Impacts Environnementaux et sociaux	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Echéancier	Prévisions des coûts (FCFA)
	Pollution de l'air lors des travaux	- Arrosage régulier des routes en latérite par temps sec ; - Plantation d'arbres d'alignement	Entrepreneurs	AR et CVD	En cours
	Perturbation de la	Réalisation de déviation	Entreprises	AR et CVD	En cours
	Risques d'accidents	Signalisation des travaux	Entreprises	AR et CVD	En cours
Construction/ Réhabilitation des centres de santé	Production de déchets (solides et liquides)	- Disposer des bacs à ordures sur les chantiers et des poubelles au niveau des bases-vies ; - Collecte et évacuation des	Entreprises	AR et CVD	En cours
	Dégradation des sols	Restauration et réhabilitation des sites d'emprunt des matériaux	Entreprises	Avant la réception des ouvrages	Prise en compte dans les devis
	Destruction de la végétation lors de l'ouverture de	Faire un reboisement compensatoire supérieur ou égal au double de la superficie	Entreprises	Avant la réception des ouvrages	Prise en compte dans les devis des
Exploitation des centres de santé	Production de déchets biomédicaux	Gestion adéquate des déchets biomédicaux selon les normes	Centres de santé bénéficiaires	Lors de la mise en service	Inclus dans le budget des Centres Médicaux
		Formation du personnel de santé sur la gestion des déchets	Centres de santé bénéficiaire	Une fois par an	Inclus dans le volet formation
Construction de marchés	- Encombrement du sol par des débris et emballages ; - Insécurité au niveau des	- Disposer des bacs à ordures sur les chantiers et des poubelles au niveau des bases-vies ; - Collecte et évacuation des	Entreprises	Pendant la construction	Prise en compte dans les devis des entreprises

Activité du projet	Impacts environnementaux et sociaux	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Echéancier	Prévisions des coûts (FCFA)
Exploitation des marchés	Insalubrité des marchés due aux déchets liquides et solides	- Entretien des marchés ; - Disposer des bacs à ordures ; - Evacuation des	Régie des marchés	Pendant la phase d'exploitation	Inclus dans le budget des marchés
Construction et exploitation des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales	Mauvaise utilisation des caniveaux et leur transformation en dépotoirs d'ordures	Curage périodique Sensibilisation des riverains	CVD	Durant l'entretien	Budget CVD
Exploitation des latrines en milieu scolaire	Insalubrité des alentours des latrines scolaires due aux papiers de	Aménager des dépotoirs d'ordures dans les écoles	Entreprises	Pendant la construction des latrines	Inclus dans le devis des entreprises
	Développement de maladies hydriques	- Raccorder le site des latrines à l'eau ; - Mettre en place des lave-mains dans les écoles ;	Entreprises	Pendant la construction des latrines	Inclus dans le devis des entreprises
	Mauvaises odeurs des déchets et des latrines insalubres	- Sensibilisation des élèves à l'usage des latrines ainsi que la gestion des ordures à l'école ; - Entretien quotidiennement les latrines ;	Directions des écoles	Pendant la phase d'exploitation	Budget CVD Cotisation des Parents d'élèves
	Pollution des eaux par les latrines	placer les latrines à une distance minimale de 3 à	Entreprise	Pendant la construction	PM
AGR	Pollution du milieu Risque d'accident	Appliquer les mesures prévues en Annexe 13.4 et par les EIES	Entreprise	En cours	Inclus dans le devis des entreprises

Activité du Projet	Impacts Environnement aux et sociaux	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Echéancier	Prévisions des coûts (FCFA)
Etudes à réaliser (EIES)	Absence d'EIES pour certains sous projets du PDC	Recrutement des consultants pour réaliser les EIES (y compris validation des	CVD	En cas de besoin	63 000 000
Renforcement des capacités	Méconnaissances de l'EIES et des enjeux de la gestion environnemental des chantiers de	Organiser des sessions et ateliers de formation (Atelier	AR	1 ^{ère} année	15 000 000
		Mener des campagnes de sensibilisation	AR	Campagnes annuelles (1 ^{ère} année)	5 000 000
Manuel d'entretien et bonnes Pratiques	Défaut d'hygiène et d'esthétique dû au manque d'entretien des ouvrages	Entretien maîtrisé des ouvrages	CVD	1 ^{ère} année d'exploitation	5000 000
Activité du projet	Impacts environnementaux et sociaux	Mesures d'atténuation	Responsabilité	Echéancier	Prévisions des coûts (FCFA)
Cahier des clauses environnementales - types	Mauvaises conditions d'hygiène, sécurité, santé et environnement dues à l'absence des cahiers des clauses environnemental	Faire élaborer les cahiers des clauses environnementales et les inclure dans les dans les DAO	CVD	En 1 ^{ère} année	5 000 000
Supervision Suivi-évaluation	Non application des mesures	Veiller au respect des mesures du CGES	ANADEB	A mi-parcours Fin d'année	30 000 000
Total					119 000 000

6.2.3. Synthèse des impacts et risques négatifs environnementaux et sociaux du projet FSB-Financement additionnel

Impacts négatifs et risques liés aux formations en développement d'affaires et coaching

Tableau 9 : Impacts négatifs liés au FoDA et coaching

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Séances de formation en développement d'affaires (FoDA) 	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'atteintes à la santé et à la sécurité des personnes • Risque de conflits • Risque de violence basées sur le genre (VBG/EAS-HS) • Risque d'atteintes aux us et coutumes des milieux d'accueil de formations et coaching

Impacts négatifs et risques liés au transfert monétaire en milieu rural et urbain

Tableau 10 : Impacts négatifs et risques liés aux TM en milieu rural et urbain

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Usage du téléphone portable pour le transfert monétaire en milieu rural et urbain 	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à la présence des agents de l'INSEED sur le terrain d'enquête (COVID-19, IST-VIH/SIDA, Us et coutumes, VBG/EAS/HS ; accidents de circulations, etc.) • Risque de conflits liés à un ciblage biaisé des bénéficiaires de transferts monétaires • Risque de conflits liés au choix du « bénéficiaire pour le compte de chaque ménage » • Risque de conflit sur la gestion de l'argent reçu par le « bénéficiaire pour le ménage » • Risque d'agression ou de braquage • Risque de vol • Risque d'arnaque • Risque de contamination à la COVID-19 • Risque d'accidents de circulation • Risques de nuisances sonores et olfactives

Impacts négatifs et risques liés à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus

A. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'agriculture

Tableau 11 : impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'agriculture

Phase	Activités	Impacts	Risques (pour toutes les phases)
<ul style="list-style-type: none"> • Préparation 	<ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage • Labour 	<ul style="list-style-type: none"> • Altération de la qualité de l'air par l'envol de poussière et l'émission des gaz • Encombrement et insalubrité du sol • Perte de quelques végétaux et disparition d'habitats de la petite faune • Nuisances sonores et olfactives • Perturbation de la circulation 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de conflits foncier • Risque de refus d'accès aux domaines fonciers ruraux pour les femmes et les filles • Risque d'accidents de circulation • Risque d'accidents du travail au niveau des parcelles agricoles • Risque de piétinement d'espaces des voisins ou de destruction de cultures des voisins par les engins agricoles • Risque de morsures par les serpents ou de piqûres d'insectes • Risque de contamination à la COVID-19 • Risque de contamination par les IST-VIH/SIDA • Risque de pollution du sol et des eaux • Risque d'intoxication par les pesticides • Risque d'introduction des Organismes Vivants Modifiés (OVM) végétaux • Risque d'atteinte aux us et coutumes • Risque d'atteinte au patrimoine culturel et archéologique • Risque de destruction des cultures par les animaux en divagation et les bœufs des transhumants

Phase	Activités	Impacts	Risques (pour toutes les phases)
<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Suite des labours (cyclique) • Semis(cyclique) • Sarclage(cyclique) • Moisson (cyclique): productions de céréales, tubercules, légumes (maraîchage) 	<ul style="list-style-type: none"> • Insalubrité du sol • Dégradation des paramètres physico-chimiques des sols (salinisation, alcalisation, alcalinisation, etc.) • Modification de la texture du sol • Altération de la qualité de l'air • Prolifération de moustique et développement du paludisme • Développement de la bilharziose (schistosomiase) • Nuisances sonores • Pollution de l'air par la production du méthane (cas de la riziculture de plus en plus pratiquée actuellement) • Amenuisement des eaux superficielles en aval des aménagements 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de destruction des cultures et moissons par les feux de végétation • Risque de destruction des cultures par les inondations • Risque de destruction des cultures par la sécheresse • Risque de noyades • Risque d'insalubrité du sol • Risque de pertes d'emplois et de revenus • Risque de pertes de la production agricole • Risque de confiscation de la production agricole pour les femmes et les filles par le propriétaires terriens (surtout en zone rurale)

B. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'élevage

Tableau 12 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'élevage

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Elevage des volailles, ovins, caprins, porcins, l'embouche ovine et l'engraissement de volailles, apiculture, pisciculture etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air • Nuisances olfactives • Nuisances sonores 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de destruction de cultures • Risque de conflits entre éleveur et voisins • Risque de vols de bêtes • Risque d'empoisonnement des bêtes • Risque d'introduction des Organismes Vivants Modifiés (OVM) végétaux • Risque d'atteinte au patrimoine culturel et archéologique • Risque d'atteinte des animaux par les pestes, les épizooties aviaires et autres maladies • Risque de piqûres d'abeilles issues de l'apiculture

C. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de la transformation

Tableau 13 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de la transformation

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Fabrication de gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, moutarde, beurre de karité, etc. ; • Préparation de sodabi (alcool local), de tchakpa et de tchoucoutou (bières locales), de jus de fruits (tamarin, baobab, ananas, citron, orange, mangue, la passion, etc.) ; • Préparation de beigné (haricot, maïs, etc.), fabrication de beurre de karité et moutarde 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de la végétation (arbres) et habitats fauniques • Nuisances liées à la chaleur et fumées des feux 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'intoxication alimentaire • Risque de fabrication et de consommation de l'alcool local (sodabi) frelaté • Risque d'incendie • Risque d'explosion • Risque d'alcoolisme • Risque du travail des enfants • Risque de brûlure par la soude caustique et des intrants et produits chauds • Risque de chute en hauteur des arbres de néré et karité • Risque de contamination à la COVID-19

D. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel

Tableau 14 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel

Activités	Impacts	Risques
Commerce des condiments, du kola, des fruits, des pagnes, achat-stockage-vente de céréales, achat vente de volailles, etc. ;	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'intoxication alimentaire • Risque de conflits entre vendeurs et clients • Risque de pollution de l'air <p>Risque de confiscation des revenus de vente de ses commerces pour les femmes et les filles par les conjoints ou les partenaires intimes</p>

E. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar

Tableau 15 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> • Vente de plusieurs articles de premières nécessités (sucre, huiles, lait, pâtes alimentaires, savons, détergents, etc.) de nourritures (cafétérias), etc. 	Pollution de l'air	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de nuisances sonores • Risque de nuisances olfactives

F. Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat

Tableau 16 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> Activités de couture, coiffure, menuiserie, maroquinerie, fabrication de paniers, fabrication d'objets d'arts, etc. ; 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de la végétation, d'habitats fauniques et de la faune Nuisances olfactives 	<ul style="list-style-type: none"> Risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat Risque de morsures par les serpents ou de piqûres d'insectes Risque de brûlure par la soude caustique Risque d'électrification et/ou d'électrocution Risque de nuisances sonores Risques d'accidents du travail Risque de dégradation de la nature, des produits miniers et de la faune sauvage

G. Impacts négatifs et risques liés aux AGR semi-artisanaux

Tableau 17 : Impacts négatifs et risques liés aux AGR semi-artisanaux

Activités	Impacts	Risques
<ul style="list-style-type: none"> Installation et utilisation de moulins à condiments, tubercules et céréales ; installation d'égreneurs de café, de décortiqueuses, de centres informatiques, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> Nuisances sonores 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de nuisances olfactives Risque de conflits

H. Risques transversaux

Tableau 18 : Risques transversaux

Activités	Impacts	Risques
Développement de capacités (Formations en développement d'affaires/FoDA)		<ul style="list-style-type: none"> Risques d'électrification et d'électrocution (pour toutes les activités faisant intervenir l'usage de l'électricité)

Transfert monétaire en milieu rural et urbain Activités d'inclusion économiques (Activités génératrices de revenus/AGR) Gestion du projet (missions de terrain, usage des engins, ateliers, etc.).		<ul style="list-style-type: none"> • Risque de contamination à la COVID-19 • Risques d'accidents du travail • Risque de vols • Risque de mévente des produits • Risques de violences domestiques ou violences conjugales • Risques d'EAS/HS
--	--	---

6.2.4. Mesures d'atténuation et de compensation génériques des impacts négatifs et de prévention et gestion des risques

A. Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux formations en développement d'affaires

Tableau 19 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux formations en développement d'affaires

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
Séances de formation en développement d'affaires (FoDA) et coaching	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air 	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier les déplacements à pieds à l'intérieur du village pour aller au lieu de formation - Réaliser un reboisement de plus de cent (100) arbres dans les places publiques du village
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion
Séances de formation en développement d'affaires (FoDA) et coaching	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'atteintes à la santé et à la sécurité des personnes • Risque de conflits liés au non-respect des clauses de cession de salles pour les formations en développement d'affaires (FoDA) et coaching 	<ul style="list-style-type: none"> - veiller à l'usage des casques, de carburant de bonne qualité, ne pas dépasser le nombre de passagers requis et avoir le permis de conduire pour les bénéficiaires utilisant les motos pour leur déplacement à la formation, - Respecter les clauses de cession des locaux pour la formation, dont les limites horaires

	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de violence basées sur le genre (VBG/EAS/HS) • Risque d'atteintes aux us et coutumes des milieux d'accueil de formations et coaching • Risque de contamination à la covid 19 	<ul style="list-style-type: none"> - Signer les codes de conduite ou de code déontologie pour les fonctionnaires et personnel du projet - Plaidoyer pour l'engagement du gouvernement à la politique de zéro tolérance aux EAS/HS - Respecter la discipline requise au cours des séances de formation à tous les apprenants et facilitateurs - Sensibiliser les maris à permettre à leurs femmes de prendre part à la formation - Constituer au moins 5 groupes pour les formations FoDA, soit 20 apprenants par groupe - Sensibiliser les formateurs sur l'obligation de respecter les us et coutumes des milieux d'accueil de formation et coaching - Veiller à la signature du code de bonne conduite par chaque formateur - Respecter toutes mes mesures barrières contre la COVID-19
--	---	---

B. Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés au transfert monétaire en milieu rural et urbain

Tableau 20 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés au transfert monétaire en milieu rural et urbain

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
• Usage du téléphone portable pour le transfert et retrait d'argent en milieu rural et urbain et d'engins comme moyen	• Pollution de l'air	- Réaliser un reboisement compensatoire de plus de 100 arbres dans une place publique du village à des fins de séquestration des GES et choisir parmi les plants à reboiser

de déplacement pour le retrait		des espèces capables de fixer certains gaz toxiques -Privilégier les déplacements à pieds pour le retrait de l'argent transféré
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion
<ul style="list-style-type: none"> • Usage du téléphone portable pour le transfert et retrait d'argent en milieu rural et urbain et d'engins comme moyen de déplacement pour le retrait 	<ul style="list-style-type: none"> • Risques liés à la présence des agents de l'INSEED sur le terrain d'enquête (COVID-19, IST-VIH/SIDA, Us et coutumes, VBG ; accidents de circulations, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les enquêteurs sur le respect des mesures barrières contre le COVID-19, des mesures contre les IST-VIH/SIDA, des us et coutumes de chaque milieu, du code de la route, etc. - Faire suivre une induction sur toutes les mesures à prendre par les enquêteurs avant le départ pour les enquêtes -Faire signer le Code de bonne conduite aux enquêteurs avant leur départ - Sensibiliser les conjoints des femmes et filles participant aux AGR sur les bénéfices des AGR pour eux et leur famille - Doter les enquêteurs d'EPI adaptés y compris contre le COVID-19 et veiller à leurs ports effectifs - Prendre les conseils nécessaires auprès des autorités administratives et traditionnelles avant le début des enquêtes - Veiller à se faire accompagner par les CVD, CDQ ou guides désignés par les autorités administratives et traditionnelles au cours des enquêtes - Réaliser des enquêtes PMT avec l'appui de l'INSEED pour cibler les ménages respectant les vrais critères de sélection

	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de conflits liés à un ciblage biaisé des bénéficiaires de transferts monétaires • Risque de conflits liés au choix du « bénéficiaire pour le compte de chaque ménage » • Risque de conflit sur la gestion de l'argent reçu par le « bénéficiaire pour le ménage » 	<p>-Procéder à des validations communautaires (une sorte de contre-expertise) pour permettre à chaque communauté d'approuver ou pas la sélection par enquête PMT de chaque ménage.</p> <p>-Sensibiliser les ménages sur leur intérêt commun d'obtenir un consensus sur le bénéficiaire du foyer</p> <p>-Procéder à des franches discussions jusqu'à aboutir à un consensus avec d'opérer le choix du représentant de la famille pour bénéficier du transfert.</p> <p>- Sensibiliser les individus sur lesquels porteront les choix à l'avance, qu'ils ne constituent que de simples représentants de bénéficiaires et non des bénéficiaires</p> <p>- En cas de récurrence, discuter d'abord au sein du ménage, ensuite chez le chef de village, auprès du chef canton et ensuite au niveau de l'antenne de l'ANADEB/applique la procédure de gestion des plaintes.</p> <p>- En fonction des réalités propres à chaque milieu, opter pour le déplacement groupé pour les retraits d'argent avec l'appui des autorités/forces de l'ordre ou des déplacements en mode camouflage.</p> <p>- Installer un comité de vigilance et/ou de sécurité dans la localité bénéficiaire.</p> <p>Sensibiliser les bénéficiaires sur la vigilance</p> <p>Sensibiliser les gestionnaires des points de vente (dépôt et retrait d'argent) Togocom et Moov sur risque</p>
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'agression ou de braquage • Risque de vol • Risque d'arnaque • Risque de contamination à la COVID-19 	<p>de leur braquage à des sommes relativement importantes qu'ils détiennent au moment des retraits et sur les mesures à prendre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les agents des sociétés Togocom et Moov Africa sur les risques encourus suite à des vols d'argent de bénéficiaires, prenant en compte les punitions contenues dans la législation togolaise. - Sensibiliser les bénéficiaires à signaler immédiatement les cas d'incompréhension relatives au retrait d'argent - Sensibiliser les bénéficiaires sur l'existence de cette possibilité d'arnaque et sur toutes les précautions à prendre dans les procédures de retrait d'argent - Respecter toutes mes mesures barrières contre la COVID-19 au cours des retraits d'argents - En cas d'usage de motos pour aller retirer de l'argent, veiller au port de casques, utiliser le carburant de bonne qualité, ne pas dépasser le nombre de passagers requis et avoir le permis de conduire
--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'accidents de circulation • Risques de nuisances sonores et olfactives 	
--	---	--

C. Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR

Tableau 21 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'agriculture

Phase	Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation	Risques (pour toutes les phases)	Mesures de prévention et de gestion
Préparation	Débroussaillage Labour	<ul style="list-style-type: none"> • Altération de la qualité de l'air par l'envol de poussière et l'émission des gaz • Encombrement et insalubrité du sol • Perte de la végétation et disparition d'habitats fauniques et de la faune 	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier les travaux en période de sol humide pour limiter le dégagement de poussières • Doter chaque espace Agricole de poubelles et veiller à l'enlèvement régulier des déchets • Préserver le maximum possible d'arbres dans les parcelles agricoles • Réaliser le reboisement compensatoire aux endroits indiqués des parcelles agricoles (pour 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de conflits foncier - Risque d'accidents de circulation - Risque de piétinement d'espaces des voisins ou de destruction de cultures des voisins par les 	<p>Obtenir des certificats de donations sur les parcelles à exploiter avant le début des travaux, en cas de donation de terrain Obtenir le titre de propriété avant de démarrage des travaux en cas d'achat ou de lègue par les parents Obtenir l'acte de bail du terrain avant le démarrage des travaux en cas de bail</p> <p>Respecter le code de conduite Porter obligatoirement les casques en cas d'usage de motos pour les déplacements</p>

		<ul style="list-style-type: none"> • Nuisances sonores et olfactives • Perturbation de la circulation 	<p>1 arbre détruit, en planter 10)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourager le regroupement des agriculteurs sur des parcelles ou zones circonscrites afin de limiter les impacts négatifs de dégradation des forêts (appliquer cette mesure par exemple pour la culture de gingembre dans la région des Plateaux) • Réglementer la circulation des engins agricoles en période de croisière des travaux champêtres • Sensibiliser les conducteurs et les populations à limiter les perturbations de la circulation 	<p>engins agricoles</p> <p>- Risque d'accidents du travail au niveau des parcelles agricoles</p> <p>Risque de conflits liés à la différence des mœurs</p> <p>- Risque de morsures par les serpents ou de piqûres d'insectes</p>	<p>Sensibiliser tous les utilisateurs d'engins agricoles au respect des espaces agricoles des voisins/interdire des manœuvres d'engins hors des limites requises</p> <p>Veiller au port obligatoire d'EPI par les travailleurs Conduire une campagne d'IEC sur la prévention routière à l'intention des ouvriers et populations locales au niveau des AGR Agricole groupées</p> <p>Informier et sensibiliser les populations sur le brassage entre les ouvriers étrangers et les populations locales par des séances d'IEC au niveau des AGR Agricole groupées</p> <p>Se rendre au centre de santé le plus</p>
--	--	---	---	---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Suite des labours (cyclique) • Semis(cyclique) • Sarclage (cyclique) • Moisson (cyclique) : productions de céréales, tubercules, légumes (maraîchage) 	<ul style="list-style-type: none"> • Insalubrité du sol • Dégradation des paramètres physico-chimiques des sols (salinisation, alcalisation, alcalinisation, etc.) • Modification de la texture du sol 	<p>- Doter chaque exploitation Agricole de poubelles et gérer les ordures dans les règles de l'art (écologiquement) Séparer les résidus des récoltes des emballages des intrants Récupérer tous les emballages et bidons d'intrants pour un traitement écologique (une personne devra être désignée dans chaque région pour réaliser cette collecte)</p> <p>Respecter les doses requises pour la fertilisation du sol Surveiller la salinité et l'alcalinité des sols dans le cadre du programme d'appui à la recherche Mettre en place un programme de sensibilisation et d'appui technique au développement de pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau modes d'irrigation économes en eau</p>	<p>- Risque de contamination à la COVID-19</p> <p>- Risque de contamination par les IST-VIH/SIDA</p> <p>- Risque de pollution du sol et des eaux</p> <p>-Risque d'intoxication par les pesticides</p>	<p>proche en cas d'accident du travail (blessures, entorses, etc.) Sensibiliser les bénéficiaires sur le risque de morsure de serpents et de piqûre d'insectes et se rendre rapidement au centre de santé le plus proche en cas de morsure par un serpent ou de piqûres d'insectes</p> <p>Respecter obligatoirement les mesures barrières contre la COVID-19 Se faire vacciner contre la COVID-19 suivant les recommandations du Gouvernement En cas de coopératives d'AGR agricoles, sensibiliser les travailleurs sur les risques de transmission des IST-VIH/SIDA et distribuer des préservatifs au besoin Encourager les dépistages volontaires des employés</p> <p>Respecter les doses de fertilisation des sols à partir des engrais minéraux de synthèse chimique</p>
--	--	---	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> Altération de la qualité de l'air Prolifération de moustique et développement du paludisme Développement de la bilharziose (schistosomiase) Nuisances sonores Pollution de l'air par la production du méthane (cas de la riziculture de plus en plus 	<p>Solliciter l'appui des services techniques de l'agriculture au niveau régionale et les structures comme l'ITRA et l'ICAT dans la mise en place d'un programme de sensibilisation et à l'appui technique au développement des pratiques agricoles adaptées tel que le système de riziculture intensive (SRI)</p> <p>Réaliser des reboisements compensatoires à des fins de séquestration des GES</p> <p>S'appuyer sur les services du Ministère de la Santé pour distribuer les moustiquaires imprégnées dans les zones agricoles du projet</p> <p>Vulgariser l'utilisation de moustiquaires imprégnées</p> <p>Interdire aux enfants de se baigner dans les eaux stagnantes</p>	<p>-Risque d'introduction des Organismes Vivants Modifiés (OVM) végétaux</p>	<p>Privilégier l'usage de fertilisants organiques Eviter de déverser les huiles de vidange, d'hydrocarbure et graisse sur le sol</p> <p>Privilégier l'usage des pesticides organiques En cas d'utilisation de pesticides chimiques, n'utiliser que ceux homologués Interdire l'usage des produits non homologués Respecter les doses d'utilisation des pesticides Sensibiliser les exploitants sur : (i) la signification des emballages et étiquettes des pesticides conformément aux normes de l'OMS ; (ii) l'importance de garder intact les étiquettes ; (iii) l'importance de laisser toujours le produit dans son récipient d'origine Prendre les mesures de précaution et porter les vêtements de protection conformément aux recommandations sur les étiquettes Conserver les pesticides dans des magasins appropriés</p>
--	--	--	---	--	---

		<p>pratiquée actuellement)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amenuisement des eaux superficielles en aval des aménagements. 	<p>et des séjours trop prolongés dans l'eau</p> <p>Doter les travailleurs d'EPI (bouchons d'oreilles) et utiliser des équipements agricoles respectant les normes d'émission sonores</p> <p>Réaliser des reboisements compensatoires à des fins de séquestration des GES et conserver le maximum possible d'arbres au niveau des parcelles agricoles</p> <p>En cas de micro barrages sur les lits de rivières, tenir compte des besoins en eau en aval pour laisser passer un minimum et trouver ensuite des mécanismes de compensation</p>	<p>- Risque d'atteinte aux us et coutumes</p> <p>-Risque d'atteinte au patrimoine culturel et archéologique</p> <p>- Risque de destruction des cultures par les animaux en divagation</p>	<p>dont on puisse verrouiller l'entrée et qui ne soit pas accessible aux personnes non autorisées ou aux enfants</p> <p>Ne conserver pas les pesticides en un lieu où l'on risquerait de les prendre pour de la nourriture ou de la boisson</p> <p>Tenir les pesticides au sec mais à l'abri du soleil</p> <p>Eviter de transporter les pesticides dans un véhicule servant aussi au transport de denrées alimentaires</p> <p>Se laver les mains et le visage à l'eau et au savon après chaque remplissage</p> <p>Ne boire et ne manger qu'après s'être lavé les mains et le visage</p> <p>Sensibiliser les bénéficiaires pour ne pas introduire sans consentement de l'Etat des OVM.</p> <p>Accroître la surveillance et le suivi, afin d'empêcher l'introduction des OVM dans les activités de productions végétale</p>
--	--	---	---	---	---

				<p>et les bœufs des transhumants</p> <p>-Risque de destruction des cultures et moissons par les feux de végétation</p> <p>-Risque de destruction des cultures par les inondations</p> <p>-Risque de destruction des cultures par la sécheresse</p>	<p>En cas de découverte de lieux sacrés (sanctuaires, fétiches, etc.) dans la parcelle à exploiter ou à sa périphérie, signaler ladite découverte aux autorités traditionnelles pour les mesures à prendre</p> <p>En cas de découverte d'objet archéologique (poterie, objets de rituelles, etc.) ou même des ossements, laisser intact la découverte pour porter l'information aux autorités administratives et traditionnelles</p> <p>Sensibiliser les éleveurs à maintenir leurs animaux en enclose</p> <p>Sensibiliser les éleveurs de beaufs transhumants au respect des couloirs de transhumance Surveiller les parcelles agricoles Signaler les cas d'incidents aux autorités</p>
--	--	--	--	--	--

				<p>-Risque de noyades</p> <p>- Risque d'insalubrité du sol</p> <p>- Risque de pertes d'emplois et de revenus</p> <p>- Risque de pertes de la production agricole</p>	<p>administratives du milieu</p> <p>Réaliser les pare-feux le plus tôt possible</p> <p>Réaliser les feux précoces tel qu'indiqué par le Ministère chargé de l'Environnement et des Ressources Forestières</p> <p>Surveiller les cultures et récoltes pour éviter leur destruction par les feux</p> <p>Procéder aux récoltes plus tôt, juste après la maturité.</p> <p>Eviter de mettre les cultures moins exigeantes en eaux sur des sites inondables</p> <p>Mettre les cultures plus exigeantes en eaux comme le riz dans les bas-fonds</p> <p>Procéder aux récoltes plus tôt, juste après la maturité.</p> <p>Suivre les prévisions météorologiques avant de commencer les semis</p>
--	--	--	--	--	--

					<p>Opter pour des variétés de cultures à cycle court</p> <p>Interdire la baignade dans les retenues d'eau aménagées pour l'agriculture et implanter des panneaux d'interdiction</p> <p>Sensibiliser sur l'interdiction de baignade dans ces retenues d'eau</p> <p>Sensibiliser les ouvriers sur les risques de noyage. Fixer des panneaux de signalisation de la profondeur et baliser les plans d'eau au niveau des aménagements hydroagricoles pour des AGR groupées</p> <p>Gérer les déchets écologiquement</p> <p>Initier de nouveaux projets pour contrer la perte d'emplois et de revenus</p> <p>Répliquer le projet, dans la mesure du possible dans d'autres contrées du pays</p>
--	--	--	--	--	---

Tableau 22 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'élevage

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
<ul style="list-style-type: none"> • Elevage des volailles, ovins, caprins, porcins, l'embouche ovine et l'engraissement de volailles etc. (Achat de bêtes, construction de logement/enclose, approvisionnement en nourritures, gestion des déchets, livraison de bêtes pour vente, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air • Nuisances olfactives • Nuisances sonores 	<p>Réaliser un reboisement pour la séquestration du CO₂ en équivalent de la quantité de méthane émis par l'activité d'élevage (planter une Moyenne d'1 arbre pour 2 têtes de petits ruminants)</p> <p>Consulter les voisins et obtenir leurs avis avant la construction des enclose</p> <p>Positionner les enclose des animaux de manière à ce que les vents dominants n'envoient pas les odeurs et les bruits dans les maisons des voisins</p> <p>Isoler les enclos d'animaux des maisons pour réduire les odeurs et bruits, surtout dans le cas de l'élevage des porcins</p>
	Risques	Mesures de prévention et de gestion
	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de destruction de cultures • Risque de conflits entre éleveur et voisins 	<p>- Eviter de laisser les bêtes en divagation en leur construisant des enclose</p> <p>Consulter les voisins et obtenir leurs avis avant</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de vols de bêtes • Risque d'empoisonnement des bêtes • Risque d'introduction des Organismes 	<p>la construction des enclose</p> <p>Positionner les enclose des animaux de manière à ce que les vents dominants n'envoient pas les odeurs et les bruits dans les maisons des voisins</p> <p>Isoler les enclos d'animaux des maisons pour réduire les odeurs et bruits, surtout dans le cas de l'élevage des porcins</p> <p>Evacuer régulièrement les déchets des animaux en les confiant aux agriculteurs pour la fertilisation du sol</p> <p>Surveiller de manière accrue les bêtes</p> <p>Réaliser une identification juste en utilisant l'enquête PMT et les validations communautaires en bonne et due forme</p> <p>Surveiller de manière accrue les bêtes</p> <p>Sensibiliser les voisins sur les mesures répressives de la législation togolaise en cas de vol et/ou d'empoisonnement volontaire d'animaux.</p> <p>Sensibiliser les bénéficiaires pour ne pas introduire sans</p>
--	--	---

	<p>Vivants Modifiés (OVM) animaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risque d'atteinte au patrimoine culturel et archéologique • Risque d'atteinte des animaux par les pestes, les épizooties aviaires et autres maladies • Risque de piqûres d'abeilles issues de l'apiculture 	<p>consentement de l'Etat des OVM. Accroître la surveillance et le suivi, afin d'empêcher l'introduction des OVM dans les activités de productions animale</p> <p>En cas de découverte d'objet archéologique (poterie, objets de rituelles, etc.) ou même des ossements, laisser intact la découverte pour porter l'information aux autorités administratives et traditionnelles</p> <p>Assurer le suivi des sujets pour éviter les épizooties</p> <p>Solliciter le service des vétérinaires et de l'ICAT pour la surveillance des animaux</p> <p>Sensibiliser les apiculteurs sur le risque de piqûres d'abeilles pour eux-mêmes ainsi que leurs voisins Prendre des dispositions conventionnelles pour limiter ce risque de piqûres d'abeilles En cas de piqûres d'abeilles, se rendre immédiatement au centre de santé le plus proche pour des soins appropriés</p>
--	--	--

Tableau 23 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de la transformation

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
<ul style="list-style-type: none"> • Fabrication de gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, etc. ; • Préparation de sodabi (alcool local), de tchakpa et de tchoucoutou (bières locales), de jus de fruits (tamarin, baobab, ananas, citron, orange, mangue, la passion, etc.) ; • Préparation de beigné (haricot, maïs, etc.), 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de la végétation (arbres) et habitats fauniques • Nuisances liées à la chaleur et fumées des feux 	<p>Réaliser des reboisements compensatoires pour remplacer les végétaux détruits et absorber les GES émis</p> <p>Utiliser les foyers améliorés pour réduire la dispersion de la chaleur qui engendre des nuisances au corps et la perte d'énergie</p> <p>Faire des consultations périodiques de santé</p>
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion

<ul style="list-style-type: none"> • Fabrication de gari, tapioca, huile rouge, huile palmiste, savon, etc. ; • Préparation de sodabi (alcool local), de tchakpa et de tchoucoutou (bières locales), de jus de fruits (tamarin, baobab, ananas, citron, orange, mangue, la passion, etc.) ; • Préparation de beigné (haricot, maïs, etc.), 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'intoxication alimentaire • Risque de contamination (microbienne) des aliments • Risque de fabrication et de consommation de l'alcool local frelaté • Risque d'incendie • Risque d'explosion • Risque d'alcoolisme 	<p>Eviter de stocker les pesticides et/ou leur emballages dans le même magasin qui abrite les matières premières pour la production</p> <p>Proscrire l'usage des produits chimiques pour la conservation des matières premières (céréales, tubercules, fruits, etc.)</p> <p>Réaliser périodiquement des consultations médicales pour mettre à jour le carnet de santé octroyant l'autorisation de commercialisations des denrées alimentaires</p> <p>Interdire la fabrication de sodabi (alcool local) par les bénéficiaires dans les régions nord du Togo</p> <p>Proscrire la fabrication de sodabi (alcool local) frelaté par les bénéficiaires dans toutes les régions du Togo</p> <p>Sensibiliser les transformateurs/trices sur le risqué d'incendie</p> <p>Sensibiliser particulièrement les fabricants de l'alcool locale (Sodabi) sur le risqué élevé d'incendie du produit dû à son grand degré d'inflammabilité</p> <p>Sensibiliser les bénéficiaires sur le risque d'explosion et les mesures à prendre</p>
---	---	--

		<p>Interdire le stockage de grande quantité (plus de 100 litres) d'alcool</p> <p>Prévoir un extincteur pour éteindre le feu</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Risque du travail des enfants 	<p>Sensibiliser les consommateurs de boissons alcoolisées sur le risque d'abus pouvant créer des dépendances, donc de l'alcoolisme</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de brûlure par la soude caustique et des intrants et produits chauds 	<p>Réglementer l'octroi de subventions pour la préparation de boissons alcoolisées dans chaque localité, en réduisant le nombre de subventions pour ce type d'AGR en fonction du nombre d'habitant.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de chute en hauteur des arbres de néré et karité 	<p>Faire signer aux bénéficiaires des fiches d'engagement pour le respect de la législation et des traités se rapportant au travail des enfants.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de contamination à la COVID-19 	<p>Sensibiliser les transformateurs/trices sur le risque encouru par rapport au travail des enfants et leur faire signer le code de bonne conduite</p> <p>Sensibiliser les fabricantes/fabricants de savon sur le risque de brûlure par la soude caustique encouru par elle-même, les enfants et autrui ainsi que sur les intrants et</p>

		<p>produits chaud (exemple : huile de friture de soja)</p> <p>Sensibiliser les femmes sur le risque de chute en hauteur des arbres de néré et de karité</p> <p>Utiliser de préférence la tige à moisson (la gaule/perche) pour cueillir les fruits de néré et de karité</p> <p>Respecter scrupuleusement les mesures barrières contre la COVID-19</p>
--	--	---

Tableau 24 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce traditionnel

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
Commerce des condiments, du cola, des fruits, des pagnes, achat-stockage-vente de céréales, achat vente de volailles, etc. ;	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air 	Réduire la circulation à moto autant que possible, utiliser du carburant de bonne qualité et planter au moins 1 arbre (par bénéficiaire)
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion
Commerce des condiments, du cola, des fruits, des pagnes, achat-stockage-vente de céréales, achat vente de volailles, etc. ;	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'intoxication alimentaire • Risque de conflits entre vendeurs et clients • Risque d'accidents de circulation 	<p>Eviter la conservation des stocks de céréales, fruits, etc. avec des produits chimiques ; en cas de force majeur, respecter le délai de conservation avec le produit avant la vente</p> <p>Utiliser des moyens légaux pour faire rembourser les dettes des clients</p> <p>Détenir le permis avant de conduire et porter les casques</p>

Tableau 25 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
Vente de plusieurs articles de premières nécessités (sucre, huiles, lait, pâtes alimentaires, savons, détergents, etc.) de nourritures (cafétérias), etc.	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution de l'air 	Réduire la circulation à moto autant que possible, utiliser du carburant de bonne qualité et planter au moins 1 arbre (par bénéficiaire)
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion
	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de nuisances sonores • Risque de nuisances olfactives • Risque d'électrisation et/ou d'électrocution 	<p>Réduire les volumes de musiques à des décibels autorisés par l'OMS et aux heures requises par l'administration</p> <p>Consulter régulièrement les voisins pour régler à l'amiable les problèmes liés nuisances possibles</p> <p>Evacuer régulièrement les poubelles pour éviter d'occasionner des nuisances olfactives</p> <p>Consulter toujours les électriciens spécialisés pour les pannes électriques</p> <p>Surveiller les enfants pour éviter de toucher les fils et appareils électriques</p> <p>Débrancher toujours les appareils après le travail</p>

Tableau 26 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR du domaine de l'artisanat

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
Activités de couture, coiffure, menuiserie, maroquinerie, fabrication de paniers, fabrication d'objets d'arts, etc.	<p>Perte de la végétation, d'habitats fauniques et de la faune</p> <p>Nuisances olfactives</p> <p>Nuisances sonores</p>	<p>Faire des prélèvements écologiques des ressources végétales et animales pour minimiser leur perte</p> <p>Réaliser des reboisements compensatoires</p> <p>Constituer des abats de poussières dans les ateliers pour éviter leur dispersion vers les voisins</p> <p>Utiliser les appareils dont les émissions de bruits n'excèdent pas les décibels autorisés par l'OMS et aux heures requises par l'administration</p>
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion
Activités de couture, coiffure, menuiserie, maroquinerie, fabrication de paniers, fabrication d'objets d'arts, etc.	<p>Risque de morsures par les serpents ou de piqûres d'insectes</p> <p>Risque de brûlure par la soude caustique</p>	<p>Sensibiliser les bénéficiaires sur le risque de morsure de serpents et de piqûre d'insectes et se rendre rapidement au centre de santé le plus proche en cas de morsure par un serpent ou de piqûres d'insectes</p> <p>Consulter les voisins et obtenir leurs avis avant l'installation/construction de l'atelier</p> <p>Sensibiliser les coiffeuses et coiffeurs sur le risque de brûlure par la soude caustique encouru par elle-même, les enfants et autrui</p>

	Risque de nuisances sonores	Positionner l'atelier de manière à ce que les vents dominants n'envoient pas le bruit et d'éventuelles odeurs dans les maisons des voisins
	Risques d'accidents du travail	Sensibiliser les bénéficiaires sur le risque d'accident du travail et se rendre rapidement au centre de santé le plus proche pour les traitements requis
	Risque d'électrisation et/ou d'électrocution	<p>Consulter toujours les électriciens spécialisés pour les pannes électriques</p> <p>Surveiller les enfants pour éviter de toucher les fils et appareils électriques</p> <p>Débrancher toujours les appareils après le travail</p>
	Risque de dégradation de la nature, des produits miniers et de la faune sauvage	<p>Sensibiliser les artisans au prélèvement légal et rationnel des ressources naturelles (bois, organes d'animaux, mines, etc.)</p> <p>Réaliser des reboisements compensatoires et réhabiliter les carrières dégradées</p> <p>Éviter de prélever les espèces en voie de disparition</p>

Tableau 27 : Mesures génériques des impacts négatifs et risques liés aux AGR semi-artisanaux

Activités	Impacts	Mesures d'atténuation et de compensation
Installation et utilisation de moulins à condiments, tubercules et céréales ; installation d'égreneurs de	<ul style="list-style-type: none"> Pollution de l'air 	Eviter de faire fonctionner les moulins à vide en les éteignant juste après avoir

café, de décortiqueuses, de centres informatiques, etc.	<ul style="list-style-type: none"> Nuisances sonores 	fini d'écraser/d'égrener la matière Utiliser du carburant de bonne qualité Planter au moins 1 arbre pour 50 litres de carburant consommé Consulter les voisins et obtenir leurs avis avant l'installation des moulins Positionner le moulin de manière à ce que les vents dominants n'envoient pas le bruit et d'éventuelles odeurs dans les maisons des voisins
Activités	Risques	Mesures de prévention et de gestion
Installation et utilisation de moulins à condiments, tubercules et céréales ; installation d'égreneurs de café, de décortiqueuses, de centres informatiques, etc.	<ul style="list-style-type: none"> Risque de nuisances olfactives Risque de conflits fonciers Risque de conflits Risque d'électrification et/ou d'électrocution 	Consulter les voisins et obtenir leurs avis avant l'installation des moulins Purger les droits fonciers ruraux sur les parcelles où ces moulins seront installés Positionner le moulin de manière à ce que les vents dominants n'envoient pas le bruit et d'éventuelles odeurs dans les maisons des voisins En cas de conflits, requérir le service des institutions légales à leur résolution Consulter toujours les électriciens spécialisés pour les pannes électriques Surveiller les enfants pour éviter de toucher les fils et appareils électriques

		Débrancher toujours les appareils après le travail
--	--	--

Tableau 28 : Risques transversaux

Activités	Risques	Mesures d'atténuation et de compensation
Développement de capacités (Formations en développement d'affaires/FoDA) Transfert monétaire en milieu rural et urbain Activités d'inclusion économiques (Activités génératrices de revenus/AGR) Gestion du projet (missions de terrain, usage des engins, ateliers, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> Risques d'accidents du travail Risques d'EAS/HS Risques de violences conjugales ou domestiques <ul style="list-style-type: none"> Risque de contamination à la COVID-19 <ul style="list-style-type: none"> Risques d'électrification et d'électrocution <ul style="list-style-type: none"> Risque de vols <ul style="list-style-type: none"> Risque de mévente des produits 	Portez toujours les Équipements de Protection Individuels (EPI) adaptés pour se rendre au travail, au cours du travail et au retour Sensibiliser les bénéficiaires sur le risque d'accident du travail et se rendre rapidement au centre de santé le plus proche pour les traitements requis Respecter obligatoirement les mesures barrières contre la COVID-19 Se faire vacciner contre la COVID-19 suivant les instructions du Gouvernement En cas de pannes électriques, faire toujours recours aux électriciens Ne jamais laisser les appareils électriques branchés à la portée des enfants Mettre en place un mécanisme de surveillance des intrants, produits et autres Promouvoir la diversification des AGR à financer par localité de

	•	manière à éviter des cumules d'activités
--	---	--

6.2.5. Lignes directrices environnementales, sanitaires et sécuritaires de mise en œuvre des aménagements et des infrastructures

Les lignes directrices constituent le cahier des clauses environnementales et sociales pour l'entreprise de construction des ouvrages (voir détails en annexe). Elles se résument principalement aux points suivants :

- la réglementation des émissions atmosphériques et de qualité de l'air ambiant; l'hygiène et sécurité dans les sites de travail ;
- la protection des propriétés dans le voisinage ;
- la protection des aires communautaires de conservation ;
- la prévention, la réduction et la réglementation du bruit ;
- la protection du personnel d'exécution dans les zones d'activités ;
- protection des sols, des eaux de surface et souterraines (éviter des rejets d'eaux usées et des polluants sur le sol, les eaux de surface et les eaux souterraines); la signalisation des travaux de réalisation des activités ;
- l'autorisation préalable avant les travaux (déboisement, ouverture de carrière, etc.) ;
- l'information et sensibilisation des populations riveraines ;
- la préservation de la santé et de la sécurité des populations
- la protection des sols, des eaux de surface et des nappes souterraines : éviter tout déversement ou rejet d'eaux usées, hydrocarbures, et polluants de toute nature sur les sols, dans les eaux superficielles ou souterraines ;
- la gestion des déchets issus des travaux et des aménagements ;
- la protection des sites cultuels et culturels dans le voisinage des zones d'activités ;
- le suivi et la gestion des ressources en eau, par l'élaboration et la mise en œuvre de mesures permettant de collecter rationnellement l'eau, de maîtriser les déversements et d'appliquer un système de contrôle des fuites.
- la réglementation des émissions atmosphériques et de qualité de l'air ambiant l'hygiène et sécurité dans les sites de travail ;
- la protection des propriétés dans le voisinage.

7. MECANISME DE GESTION DES PLAINTES

Le dispositif de gestion des plaintes du projet FSB-Financement additionnel donne l'opportunité aux bénéficiaires de se prononcer ou donner leurs avis sur la manière dont le projet est géré. Les valeurs telles que l'équité, l'objectivité, la simplicité, l'accessibilité, l'efficacité, la rapidité, la proportionnalité, la participation et l'inclusion sociale sont à respecter dans le traitement de toute plainte au cours de la mise en œuvre du fonds additionnel du projet FSB.

Plusieurs types de plaintes peuvent surgir dans le cadre de la mise en œuvre des composantes et sous-composantes du fonds additionnel du projet FSB.

- S'agissant des transferts monétaires, les plaintes peuvent être relatives : i)- au retard des paiements, ii)- à l'inclusion de ménages non éligibles, iii)- au double éligibilité non reconnue, iv)- aux ménages estimant être éligibles, mais non inclus dans la liste des bénéficiaires, v)- au détournement des fonds ou de non jouissance des ressources transférées par l'ensemble des membres du ménage, etc. S'agissant de l'inclusion financière, les plaintes peuvent relever i) du non-versement de la subvention pour l'initiation des AGR ; ii) de la mauvaise performance des coaches ou mentors, etc.
- S'agissant de l'inclusion économique, i) des riverains de certains sites d'initiation des AGR qui produisent des nuisances de toutes sortes (olfactives, sonores, etc.) peuvent faire objet de plaintes ; ii) des propriétaires d'espaces en location/bail pour la mise en place des AGR.

Il est alors indispensable de mettre en place un mécanisme qui permet d'informer le public, de donner la possibilité aux communautés d'émettre des plaintes et d'amener la structure de gestion des projets à prendre en compte et à gérer ces plaintes afin de faciliter la remontée des avis, des plaintes et des suggestions aux projets et promouvoir ainsi la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des fonds.

Un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) s'impose de ce fait, pour le fonds additionnel du projet FSB avec des règles et procédures de gestion et de recours qui décrit l'organisation et le fonctionnement dudit mécanisme.

La diffusion du mécanisme nécessite l'utilisation des radios locales, des dépliants et des affiches pour amplifier les informations au public afin de permettre à toute personne qui le désire de dénoncer toute déviation constatée.

7.1. Mécanisme proposé

Le mécanisme de gestion des plaintes est global mais aura deux voies de recours (une pour les plaintes non sensibles et une autres pour les plaintes sensibles) et s'applique à toutes les plaintes et réclamations dans le cadre des activités du fonds additionnel du projet FSB.

7.1.1. Parties prenantes

Tout individu ou groupe de personnes se sentant lésé ou ayant des informations sur dysfonctionnements des activités du fonds additionnel du Projet FSB peut déposer une plainte. Les parties prenantes au sens du présent mécanisme de gestion des plaintes seraient des personnes physiques ou morales directement ou indirectement affectées par les activités du

fonds additionnels du projet, ou celles ayant des intérêts dans le contexte du projet ou ayant la capacité d'en influencer positivement les résultats. Il s'agit de :

- Les acteurs communautaires que sont les CVD,
- Les bénéficiaires des transferts monétaires ;
- Les bénéficiaires individuels des AGR,
- Les bénéficiaires individuels des AGR mais constitués en groupements ;
- Les riverains des sites d'activités génératrices de revenus ;
- Les propriétaires des sites sur lesquels les potentiels prélèvements de ressources pour l'artisanat pourront être effectués :
- Des victimes ou parents de victimes d'exploitation et d'abus sexuels
- Des victimes ou parents de victimes de harcèlement sexuel, etc.

7.1.2. Types de plaintes

Les plaintes dans le contexte du FSB peuvent se rapporter directement aux critères d'éligibilité des bénéficiaires, aux responsabilités des parties prenantes, les activités du projet, etc.).

Dans le cadre du projet FSB, la plainte peut porter sur un ménage estimant être éligible mais non inclus dans la liste des bénéficiaires, sur des bénéficiaires à qui les subventions pourraient être versées dans le cadre de l'inclusion économique. Ces plaintes sont des plaintes non sensibles.

En plus de ces plaintes, il y aura celles dites sensibles et qui seront en rapport avec les exploitations et abus sexuels, le harcèlement sexuel entre collègues, la traite des personnes, fraude, corruption etc.

7.2. Actions envisagées

- Sans être exhaustif ni dans l'ordre chronologique, les actions suivantes sont prévues dans le cadre du mécanisme de gestion des plaintes.
- Informations/sensibilisation et actions de communication sur les dispositions du mécanisme ;
- Mise en place d'une démarche pour recueillir les plaintes et réclamations des parties prenantes à tous les niveaux institutionnels de mise en œuvre du projet (villageois, régional, central ou national) ;
- Un numéro de téléphone (N° vert) sera disponibilisé où les personnes bénéficiaires ou tout autre personne ou partie prenante du fonds additionnel du projet FSB peuvent appeler pour déposer une plainte (éventuellement au besoin, avec le respect de l'anonymat) ;

- Des comités de gestion des plaintes seront mis en place au niveau local (village, région) et au niveau central ou national pour recevoir et traiter les plaintes ; la composition de chaque comité est précisée ainsi que les détails de fonctionnement, etc.
- Les plaintes de nature sensible (abus sexuel, harcèlement sexuel, fraude, corruption, incident, etc.) seront traitées de façon confidentielle, transparente et sans représailles de la part du comité des plaintes (en impliquant d'autres acteurs, au besoin), afin de garantir aux plaignants une protection maximale.

7.3. Procédures de gestion et de règlement des plaintes

7.3.1. Structures organisationnelles de gestion des plaintes

Le dispositif institutionnel de gestion des plaintes sera différent et adapté à la gestion de chaque type de plaintes (sensible et non sensible). Le dispositif institutionnel de gestion des plaintes non-sensibles sera constitué de trois niveaux : niveau village, régional, central et national ; tandis que celui des plaintes sensibles sera à deux niveau : local et national.

➤ Le Comité Villageois de Gestion des Plaintes (CVGP)

Il est mis en place dans chacun des villages d'intervention du fonds additionnel du projet FSB, un comité de gestion des plaintes composé de trois personnes que sont :

- Le Chef du village, Président du Comité ;
- Le Président du CVD ;
- Le Secrétaire du CVD, chargé d'enregistrer les plaintes.

Le comité est chargé de recevoir les plaintes. Il doit apporter des solutions idoines dans une durée de 10 (dix) jours à partir de la date de réception pour celles qui sont à sa portée. Il doit remonter au niveau régional celles qui ne peuvent pas trouver de solution sur place dans un délai de 3 (trois) jours après les tentatives de résolution. Le comité doit transmettre mensuellement à l'Antenne régionale un rapport sur les plaintes reçues et traitées.

Un cahier d'enregistrement et un cahier de transmission des plaintes seront fournis à chaque village. Un canevas de remplissage sera élaboré et le comité formé sur son remplissage. De même, un canevas de rapport sera mis à leur disposition.

➤ Le Comité Régional de Gestion des Plaintes (CRGP)

Un comité régional de gestion des plaintes est mis en place au niveau régional. Il est composé du Coordonnateur régional de l'antenne de l'ANADEB ; du Préfet du chef-lieu de région, Président du comité, du Directeur régional du plan, du Directeur régional de l'agriculture, du Directeur régional de l'action sociale, du Directeur régional de la santé, du Directeur régional de l'environnement, du Directeur régional de l'éducation et d'un représentant de la fédération des organisations de la société civile.

L'Assistant régional en Formation en gestion à la base (FGB) est le secrétaire du comité. Il est chargé de l'enregistrement des plaintes. Il est appuyé par la secrétaire administrative de l'Antenne régionale.

Le comité accusera réception immédiate et veillera à traiter toute plainte enregistrée dans un délai de 7 (sept) jours à partir de la date de réception. Le comité doit transmettre mensuellement à la Direction Générale de l'ANADEB un rapport sur les plaintes traitées. Les plaintes qui n'ont pas trouvé de solution doivent être transmises à la Direction Générale dans un délai de 3 (trois) jours après tentatives de résolution. La Direction générale de l'ANADEB ou le Comité central de gestion des plaintes agit comme indiqué ci-dessous.

➤ **Le Comité Central de Gestion des Plaintes (CCGP)**

Le dispositif central de gestion des plaintes est un comité interne à l'ANADEB constitué au sein de la Direction générale de l'ANADEB et composée comme suit de la Directrice générale de l'ANADEB (Présidente), du spécialiste en passation de marché (membre), du Coordonnateur du projet FSB (membre), du spécialiste en sauvegarde environnementale (membre), du spécialiste en sauvegarde sociale (Secrétaire) et du Spécialiste en gestion financière, également membre. Le comité central est chargé de superviser le fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes et d'apporter des solutions idoines aux plaintes portées à son niveau.

Le spécialiste en sauvegarde sociale assurera la fonction de secrétaire du comité et servira de point focal central (PFC) du mécanisme de gestion des plaintes. Il sera assisté par une secrétaire de l'ANADEB chargée de l'enregistrement des plaintes et en même temps gestionnaire de la ligne verte.

Le comité central accuse réception immédiatement et traite les plaintes reçues dans un délai de 7 (sept) jours. Toute plainte non résolue au bout de 15 (quinze) jours doit être transmise au Comité National de Gestion des Plaintes.

➤ **Le Comité National de Gestion des Plaintes (CNGP)**

Il est composé du Directeur du développement communautaire, du Directeur de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, du Président du Conseil d'Administration, Président du Comité, de la Directrice générale de l'ANADEB, du représentant de la plateforme nationale des OSC, du Coordonnateur du projet FSB et du spécialiste en sauvegarde sociale, Secrétaire.

Le comité national de gestion des plaintes est l'organe suprême de résolution des cas de griefs et de recours non réglés par le comité central de gestion des plaintes. En cas de non résolution d'une plainte par ce comité, le plaignant peut faire recours à la justice.

7.3.2. Fonctionnement des comités

➤ **Mise en place des comités**

- Mise en place des comités villageois ;
- Mise en place des comités régionaux ;

- Mise e place du comité central ;
- Mise en place du comité national.

Le MGP ne pourra jouer son rôle souhaité que si les comités de gestion des plaintes sont formellement mis en place et leurs capacités renforcées sur leurs rôles et responsabilités. Les parties prenantes principalement les bénéficiaires des deux projets sont sensibilisées et informées sur l'existence du MGP, son contenu, les rôles et responsabilités des comités, les modalités et les outils de dépôt et de traitement des plaintes, etc.

➤ **Renforcement des capacités des comités de gestion des plaintes**

Une fois que les différents comités sont constitués, il est essentiel (i) qu'ils soient formés sur le MGP, (ii) qu'une campagne d'information soit menée à l'endroit des bénéficiaires sur :

- le but du MGP, sa confidentialité et fiabilité et sur le mécanisme d'enregistrement des plaintes et griefs ;
- le traitement des plaintes et griefs et de leur acheminement d'un niveau à un autre.

La campagne d'information utilisera les canaux suivants :

- Radios locales pour diffuser des spots d'information/sensibilisations ;
- Brochures sur le MGP ;
- Assemblées villageoises et sessions de formation.

7.3.3. Procédure de gestion et de règlement des plaintes

➤ **Réception et enregistrement des plaintes**

Des plaintes peuvent être présentées sous diverses formes, allant des communications verbales dûment transcrites par la secrétaire de l'ANADEB chargée de l'enregistrement des plaintes aux plaintes formelles et écrites. Le comité de gestion des plaintes qui reçoit la plainte est chargé de l'enregistrer dans un registre de plaintes, utilisant le formulaire dans l'Annexe 1. Le registre de plaintes comprendra toutes les données pertinentes sur le/la plaignant(e) et la plainte. Les plaignants seront encouragés à fournir des documents ou photos (par exemple : photos témoignant des preuves faisant objets de plainte ou rassemblant les preuves justifiant la plainte, etc.) qui peuvent soutenir leur plainte.

La plainte doit indiquer clairement la nature de l'irrégularité ou de la malversation c'est-à-dire le type d'action et les procédures ou droits qui sont violés.

Le plaignant a la possibilité de s'adresser au comité villageois de gestion des plaintes, ou au comité régional, au comité central ou alors au comité national. Un numéro vert sera créé au niveau national pour offrir la possibilité aux gens d'appeler gratuitement. Il est toutefois souhaité que les plaintes trouvent leur résolution au niveau local.

Les plaintes sont reçues suivant les canaux indiqués, enregistrées selon le niveau de réception (villageois, régional, national).

➤ **Analyse des plaintes : Catégorisation et traitement des plaintes par les comités**

Après la réception et l'enregistrement d'une plainte, la prochaine étape est sa catégorisation suivant les lignes directrices décrites dans le tableau qui suit. Ensuite, vient le traitement de la plainte. Les deux étapes doivent être bouclées dans les 7 jours suivants la date de réception de la plainte par le comité pour les plaintes ne nécessitant pas des investigations complémentaires.

Tableau 29 : Catégorisation et traitement des plaintes par le comité/Secrétaire

Type de plainte		Traitement
Catégorie	Description	
Catégorie 1	Il ne s'agit pas réellement d'une plainte, mais plutôt d'une demande de renseignements ou de précisions.	Le Secrétaire du Comité fournira les informations ou éclaircissements requis directement à l'intéressé, après avoir consulté les autres membres du comité où la plainte est déposée si besoin est et ceci séance tenante ou dans un délai de (03) jours à compter de la réception de la plainte. Une réponse écrite sera adressée au plaignant.
Catégorie 2	La plainte a trait à un autre programme ou projet hors du cadre du projet FSB	Le Secrétaire du Comité où la plainte est déposée informe le plaignant que la plainte ne concerne pas le Projet FSB. Ainsi, il est orienté en conséquence par le secrétaire du comité séance tenante ou dans un délai de 3 jours. Une réponse écrite sera adressée au plaignant.
Catégorie 3	La plainte porte sur la perception par une communauté ou une personne qu'elle était injustement exclue de participer au projet.	Le Secrétaire du Comité expliquera les modalités de la sélection des communautés et des bénéficiaires. Après clarification des procédures, si le plaignant affirme encore que ces procédures ont été violées, la plainte sera renvoyée à la structure concernée pour sa réponse. Les membres du CGP et le niveau supérieur seront informés ou saisis par rapport à la réponse.
Catégorie 4	La plainte porte sur des allégations de corruption, détournement de fonds , ou de biais dans les marchés publics.	La plainte sera renvoyée à la structure concernée pour sa réponse. Les détails permettant l'identification du plaignant ne seront pas communiqués. Les membres du CGP et le niveau supérieur des comités seront informés ou saisis par rapport à la réponse

Catégorie 5	La plainte porte préjudices environnementaux ou sociaux causés aux communautés par les interventions des projets.	La plainte sera renvoyée à la structure concernée pour sa réponse. Les détails permettant l'identification du plaignant ne seront pas communiqués. Les membres du CGP et le niveau des comités seront informés ou saisis par rapport à la réponse
Catégorie 6	La plainte implique toute autre déviations de buts ou procédures des projets y compris les allégations de mauvaise performance ou comportements incorrects de personnel du projet, les membres des CVD, consultants et entrepreneurs.	La plainte sera renvoyée à la structure concernée pour sa réponse. Les détails permettant l'identification du plaignant ne seront pas communiqués. Les membres du CGP et le niveau supérieur chargé du projet de la Banque seront informés ou saisis par rapport à la réponse.
Catégorie 7	Violence basée sur le genre (VBG). Il s'agit de toute plainte relative au viol, harcèlement sexuel, exploitation et abus sexuels et autres des femmes / filles	La plainte sera traitée conformément au cadre légal du Togo en la matière, repris dans le code de conduite, et avec le consentement libre et éclairé ² de la victime.

Pour les plaintes sensibles (catégorie 7), elles seront reçues par le comité régional de réception des plaintes qui les acheminera vers le comité national pour vérification. Ce comité devra travailler dans le respect strict des quatre grands principes directeurs en matière de VBG soit la confidentialité, la non-discrimination, le respect et la sécurité/sureté tant des victimes et de leurs familles que pour les intervenants.

Le comité avant de procéder à la vérification de ces plaintes, s'assurera que les victimes ont eu accès aux services de prise en charge dont elles ont besoin et ce avec leur consentement éclairé. Par la suite, il vérifiera que les plaintes sont en lien direct avec la mise en œuvre du projet afin de prendre les mesures disciplinaires s'y rapportant conformément aux codes de conduite signés ou la législation nationale en la matière.

7.3.4. Rôles/responsabilités des acteurs et délais de règlement

Les comités de gestion des plaintes (village, région, niveaux central et national) sont responsables de l'enregistrement et du traitement (analyse, investigation et résolution) des plaintes. Au besoin, d'autres acteurs pourraient être impliqués notamment pour les investigations et la résolution des plaintes sensibles sur décision consensuelle du comité.

² On entend par « consentement libre et éclairé » l'accord donné par la victime, sans aucune forme de pression (psychologique ou morale) et/ou de menaces physiques. La victime doit pouvoir prendre sa décision après qu'on lui ait fourni toutes les informations et renseignements nécessaires, à la prise d'une décision éclairée (durée du processus, coût du processus, etc.)

Le délai de traitement et de la résolution d'une plainte sera fonction de la nature et de la complexité des investigations. Pour les plaintes ne nécessitant pas des investigations, une réponse est donnée dans un délai inférieur ou égal à deux semaines à partir de la réception de la plainte. Pour les plaintes sensibles (corruption, fraude, cas de violences basées sur le genre, etc.), le traitement sera fonction de la complexité des investigations nécessaires et le délai n'excédera pas un mois calendaire.

7.4. Suivi-Evaluation du MGP

A chaque niveau, chaque comité fera par trimestre une évaluation de la mise en œuvre du MGP. Les résultats seront intégrés au rapport trimestriel de la mise en œuvre du projet. Ces évaluations devraient également contribuer à l'amélioration de la performance du MGP et fournir des informations utiles pour la gestion du projet. Les questions à traiter dans cette évaluation comprennent, entre autres :

- Quel nombre de plaintes a été reçu au total ?
- Quelle est la répartition en pourcentage de plaintes par composante des deux projets ?
- Quelle est la répartition en pourcentage de plaintes par catégorie de plainte ?
- Quel est l'état actuel de traitement des plaintes reçues (plaintes réorientées, traitées, en cours d'évaluation, les actions proposées et validées par le CGP, l'action mise en œuvre ; etc.) ?
- Combien de temps moyen a-t-il fallu pour traiter les plaintes ?
- Est-ce que le MGP est efficace au regard des objectifs fixés et ceux réalisés ? Sinon quelles mesures pourraient être prises pour améliorer son fonctionnement ?
- Est-ce que le MGP est efficacement intégré dans la gestion globale du fonds additionnel du projet FSB ?

Fiches d'enregistrement et de réponses aux plaintes (voir annexe 3)

7.5. Cas particulier des risques potentiels liés aux violences basées sur le genre (VBG)

7.5.1. Identification des risques potentiels liés aux violences basées sur le genre (VBG) dans le cadre de la mise en œuvre des TM, de la formation FoDA et du Coaching et des AGR

Tableau 30 : Identification des risques potentiels liés aux VBG dans le cadre de la mise en œuvre des TM, de FoDA du Coaching et des AGR

Sous-composant e	Cibles ou personnes à risques	Risques potentiels de violences basées sur le genre (VBG) spécifiques au contexte	Les violences basées sur le genre possibles pouvant survenir	Les violences basées sur le genre spécifiques au contexte de la personne à risque
Transferts monétaires	Femmes des ménages éligibles aux transferts monétaires	Contact avec les agents de recensement lors de l'enrôlement et lors des retraits aux points de ventes Moov	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles
	Jeunes filles des ménages bénéficiaires et éligibles aux transferts monétaires	Contact avec les agents de recensement lors de l'enrôlement et lors des retraits aux points de ventes Moov	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles ;	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles
Renforcement des capacités des bénéficiaires en développement d’Affaire (FoDA)	Bénéficiaires Femmes de la formation FoDA	Contact avec les facilitateurs lors des formations en développement d’affaires (FoDA) ;	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles ;	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles
	Jeunes filles Bénéficiaires de la formation FoDA	Contact avec les facilitateurs lors des formations en développement d’affaires (FoDA) ;	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles

			psychologiques/émotionnelles	
Séances de Coaching	Femmes bénéficiant des séances de coaching	Contact avec le Coach lors des séances de mentoring avec la femme bénéficiaire ;	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles
	Jeunes filles bénéficiant des séances de coaching	Contact avec le Coach lors des séances de mentoring avec la jeune fille bénéficiaire ;	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, Les agressions physiques, les violences psychologiques/émotionnelles

7.5.2. Plan de mitigation des risques potentiels liés à la mise en œuvre des TM, aux renforcements de capacités (FoDA) et au Coaching et AGR

Tableau 31 : Plan de mitigation des risques potentiels liés à la mise en œuvre des TM, aux renforcements de capacités (FoDA) au Coaching et AGR

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
Transferts Monétaires							
Femmes des ménages éligibles aux	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels,	Élaborer un code de conduite qui prend en compte des	L'ANADE B	Comités régionaux	Avant le début du recensement et tout	Pour mémoire 500,000	Disponibilité du code de conduite

³ Pour mémoire : Un forfait de 30 millions sera prévu pour l'ensemble des actions et mesures pour l'ensemble des régions. Ce plan d'action n'est pas figé, et doit pouvoir être adaptable en fonction des réalités des milieux pendant la mise en œuvre des activités.

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
transferts monétaires	les agressions physiques (violences conjugales), les violences psychologiques/émotionnelles	<p>VBG/EAS/HS et contient des sanctions les réprimant et ce conformément au cadre légal</p> <p>Faire signer le code de bonne conduite à toutes les personnes intervenant dans le projet ;</p> <p>Sensibiliser les femmes sur les risques possibles de VBG/EAS/HS et sur les voies de dénonciation du MGP</p> <p>Conduire des causeries-débats avec les conjoints des femmes bénéficiaires des TM sur les bénéfices</p>		Comité national	le long de la mise en œuvre du projet		<p>contenant les VBG/EAS/HS ainsi que les mesures disciplinaires.</p> <p># de femmes sensibilisées sur le MGP (partie sensible)</p> <p>#de rencontres conduites avec les conjoints des femmes bénéficiaires des TM</p>

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
		pour leurs ménages et la communication interpersonnelle					#de rencontres
Jeunes filles des ménages bénéficiaires et éligibles aux transferts monétaires	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, les agressions physiques (violences conjugales), les violences psychologiques/émotionnelles	<p>Faire signer le code de bonne conduite à toutes les personnes intervenant dans le projet ;</p> <p>Sensibiliser les femmes sur les risques possibles de VBG/EAS/HS et sur les voies de dénonciation du MGP</p> <p>Conduire des causeries-débats avec les conjoints des femmes bénéficiaires des TM sur les bénéfices pour leurs</p>	L'ANADE B	Comités régionaux Comité national	Avant le début du recensement et tout le long de la mise en œuvre du projet		conduites avec les conjoints/parents/figure masculine ayant autorité sur les filles bénéficiaires des TM

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
		ménages et la communication interpersonnelle					
Renforcement des capacités (FoDA)							
Bénéficiaires Femmes de la formation FoDA	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, les agressions physiques (violences conjugales), les violences psychologiques/émotionnelles	<p>Sensibiliser les jeunes filles sur les risques liés au VBG/EAS/HS et sur les voies de dénonciation du MGP</p> <p>Faire signer le code de bonne conduite élaboré aux facilitateurs/facilitatrices</p>	L'ANADE B	Comités régionaux Comité national	Avant le début des séries de formations FoDA et tout le long de la mise en œuvre du projet	PM	<p>#de rencontres conduites avec les conjoints des femmes bénéficiaires des TM</p> <p>#de rencontres conduites avec les conjoints/parents/figure masculine ayant autorité sur les filles bénéficiaires des TM</p>

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
Jeunes filles Bénéficiaires de la formation FoDA	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, les agressions physiques (violences conjugales), les violences psychologiques/émotionnelles	Sensibiliser les jeunes filles sur les risques liés au VBG/EAS/HS et sur les voies de dénonciation du MGP Faire signer le code de bonne conduite aux facilitateurs/facilitatrices	L'ANADE B	Comités régionaux Comité national	Avant le début des séries de formations FoDA et tout le long de la mise en œuvre du projet	PM	#de rencontres conduites avec les conjoints des femmes bénéficiaires des TM #de rencontres conduites avec les conjoints/parents/figure masculine ayant autorité sur les filles bénéficiaires des TM
Coaching							
Femmes bénéficiant des séances de coaching	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, les agressions physiques (violences	Sensibiliser les femmes désignées des ménages bénéficiaires sur les risques de	L'ANADE B	Comités régionaux Comité national	Avant le début des Séances de coaching et tout le long de la	PM	#de rencontres conduites avec les conjoints des

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
	conjugales), les violences psychologiques/émotionnelles	VBG/EAS/HS et sur les voies de dénonciation du MGP ; Faire signer le code de bonne conduite élaboré aux Coaches			mise en œuvre du projet		femmes bénéficiaires des TM #de rencontres conduites avec les conjoints/parents/figure masculine ayant autorité sur les filles bénéficiaires des TM
Jeunes filles bénéficiant des séances de coaching	Le harcèlement sexuel ; les exploitations et abus sexuels, les agressions physiques (violences conjugales), les violences psychologiques/émotionnelles	Sensibiliser les jeunes filles désignées des ménages bénéficiaires sur les risques de VBG/EAS/HS et sur les voies de dénonciation du MGP ; Faire signer le code de	L'ANADE B	Comités régionaux Comité national	Avant le début des Séances de coaching et tout le long de la mise en œuvre du projet	PM	#de rencontres conduites avec les conjoints des femmes bénéficiaires des TM #de rencontres conduites

Personnes à risques	Types de VBG possibles	Actions /Mesures	Responsable de la mise en œuvre des mesures	Acteurs impliqués	Echéances	Coût ³	Indicateur
		bonne conduite élaboré aux Coaches					avec les conjoints/ parents/figure masculine ayant autorité sur les filles bénéficiaires des TM

Le coût de la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes est estimé dans le tableau ci-après

Tableau 32: coût de la mise en oeuvre du mécanisme de gestion des plaintes

ACTIONS	Responsable (s)	Délai d'exécution	Acteurs impliqués	Budget (F CFA)
ACTIVITE 1 Installation du mécanisme de gestion de plaintes dans les villages bénéficiaires				
Action à mettre en œuvre Organiser assemblées villageoises d'information et de communication autour du mécanisme de gestion des plaintes et de présentation des membres du comité villageois à la population (<i>remise de fournitures de travail</i>)	<i>Assistant régional FGB</i>	Avant la mise en œuvre	Antennes ANADEB ANADEB siège CVD Chefferie	3335000 (5 000x667) FA
ACTIVITE 2 : Installation du mécanisme de gestion de plaintes dans les cinq (5) Régions				
Action à mettre en œuvre : Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes dans les 5 régions	<i>ANADEB siège</i>	Avant la mise en œuvre	Antennes ANADEB ANADEB	2000000 (5 x 400 000)
ACTIVITE 3 : Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes au niveau national				

Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes au niveau national	<i>ANADEB siège</i>	Avant la mise en œuvre	Antennes ANADEB ANADEB	1 000 000
ACTIVITE 4 : Communication et information sur le processus de recours et de gestion des plaintes				
Action Préalable 1 Concevoir le contenu des messages à diffuser et cibler l'audience	Coordonnateur	Au cours de la mise en œuvre	Antennes ANADEB ANADEB	PM
Action Préalable 2 Organiser des émissions en langues locales par le canal des radios communautaires sur le mécanisme de gestion de plaintes	Assistant régional en communication	Au cours de la mise en œuvre	Antennes ANADEB ANADEB	1 000 000
Action Préalable 3 Imprimer et distribuer des supports simplifiés sur le mécanisme de gestion des plaintes	Chargé de communication	Au cours de la mise en œuvre	Antennes ANADEB ANADEB	1 000 000
ACTIVITE 4 Gestion des cas sensibles (VBG, EAS/HS/VCE/ Viols etc.)				
Action Préalable 1 Recruter un consultant spécialisé sur les recours sensibles	<i>Coordonnateur EJV</i>	Janvier à février 2020	Antennes ANADEB	3 000 000
Action Préalable 2 Former les comités à la confidentialité dans la gestion des plaintes sensibles	<i>Coordonnateur</i>	Mars 2020	ANADEB	2 500 000
Action Préalable 3 Traiter des cas sensibles	Comité national	Ponctuel	ANADEB	PM
ACTIVITE 5 Suivi et évaluation du mécanisme de gestion des plaintes				
Action Préalable 1 Analyse des plaintes reçues et élaboration des rapports trimestriels (l'analyse concerne la classification des plaintes par catégories et d'autres critères notamment la région, la composante, le genre, etc.)	<i>Assistant National M&E</i>	Trimestriel	ANADEB	PM
Action Préalable 2 Tirer des leçons et relire le document de gestion des plaintes	<i>Coordonnateur</i>	Juin-Juillet et Novembre-Décembre 2020	ANADEB	PM
Coût total				13 835 000 F CFA

8. PROTOCOLES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19

8.1. Contexte

La pandémie de COVID-19 qui a commencé en Chine en décembre 2019 et qui s'est propagée dans le monde entier n'a pas été épargné le Togo. C'est ainsi que le Gouvernement a pris la mesure de la chose en éditant des mesures barrières pour faire face à la crise sanitaire.

Dans le contexte de la mise en œuvre du fonds additionnel du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) où il y aura de petits regroupements entre personnes susceptible d'entraîner des contacts physiques, il s'avère indispensable de prendre des dispositions, pour que tous les intervenants puissent se conformer aux mesures barrières mises en place par le Gouvernement. Ainsi, les mesures barrières à observer sont contenues dans les développements qui suivent.

8.2. Les mesures barrières à observer

- Toujours porter un masque (qui couvre le nez et la bouche) ;
- Se laver régulièrement les mains au savon ou se désinfecter les mains avec un gel ou une solution hydroalcoolique ;
- Eviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche ;
- Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains ;
- Eviter les embrassades ou accolades ;
- Garder une distanciation sociale d'un mètre au moins vis-à-vis de l'autre ;
- Tousser et éternuer dans le creux du coude ou dans un mouchoir ;
- Eviter des regroupements de masse ;
- Etc.

8.3. Sous-composante des transferts monétaires

8.3.1. Mesures de sauvegarde à prendre

Tableau 33 : Mesures de sauvegarde à prendre

Type d'acteurs	Mesures à prendre	Responsable
Antennes ANADEB	Sensibilisation des villages et ménages bénéficiaires sur la pandémie de COVID-19 et communication des dispositions actuelles de l'Etat pour le respect des mesures barrières.	Antennes ANADEB, Chefferie et CVD
Agents d'identification des bénéficiaires lors de l'identification	Prendre des précautions d'hygiène avant de s'introduire auprès des ménages pour l'enregistrement des bénéficiaires (port de masque, utilisation de gel hydroalcoolique, lavage systématique de mains, respect de la distanciation sociale etc.).	Antennes ANADEB, INSEED, Autres

Type d'acteurs	Mesures à prendre	Responsable
Les personnes à enquêter au sein des ménages	Lavage des mains, Port de masque et utilisation de gel hydroalcoolique avant le démarrage de l'enregistrement de chaque bénéficiaire au sein du ménage ; observation de la distanciation physique.	Chaque personne au sein du ménage bénéficiaire susceptible d'être enquêtée
Communauté	Mise en place d'un dispositif de lavage des mains au savon sur le lieu de la validation communautaire.	Chefferie, CVD
Bénéficiaire TM	Lavage des mains et Port de masque avant de se rendre aux lieux de recharge des batteries des téléphones ; Lavage des mains du retour des lieux de recharge des batteries de téléphones ; Nettoyage des téléphones à l'aide des solutions/gels hydroalcooliques ;	Chefferie, CVD,
Bénéficiaire TM	Avant de se rendre au point de paiement une fois l'argent transféré sur le téléphone du bénéficiaire TM, celui-ci doit se laver les mains, porter un cache nez ;	Chefferie, CVD, SSES juniors
Bénéficiaires TM	Chaque bénéficiaire une fois arrivée chez lui dépose l'argent des transferts à un endroit sécurisé puis se lave une fois encore les mains au savon. L'argent devra rester à l'endroit où il a été déposé (de préférence et si possible au soleil) pendant 3h de temps au moins en vue de s'assurer d'élimination de tout cas de contamination. ⁵	Individuel
Agent payeur du point de vente Moov et Togocom	Prise de température par l'agent payeur du point de vente Moov et/ou Togocom quotidiennement	Centre de santé de la localité
Agent payeur du point de vente Moov et Togocom	Port de masque obligatoire par l'Agent-payeur du point de vente Moov et/ou Togocom, par les bénéficiaires des TM et par toute autre partie prenante.	ANADEB, Moov
Bénéficiaires de la subvention pour initiation des AGR	Equipement de dispositifs de lavage des mains sur le site de l'AGR	ANADEB, CVD, Chefferie SSES juniors
Bénéficiaires de la subvention pour initiation des AGR	Lavage systématique des mains avant le démarrage et à la fin de toute activité, quotidiennement par le bénéficiaire de la subvention ou ceux qu'il emploie dans son unité d'AGR.	ANADEB, CVD, Chefferie SSES juniors
Bénéficiaires de la subvention pour initiation des AGR	Port de masque obligatoire sur tous les sites d'initiation des AGR par le bénéficiaire ou tout autre travailleur dans le cadre de cette AGR	ANADEB, CVD, Chefferie SSES juniors

8.3.2. Plan d'action de mise en œuvre des mesures de sauvegarde

Tableau 34 : Plan d'action de mise en œuvre des mesures de sauvegarde

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
Sensibilisation des villages et ménages bénéficiaires sur la pandémie de COVID-19 et communication des dispositions actuelles de l'Etat à respecter lors des retraits aux points de vente Moov et Togocom.	Eveil personnel	Sur la durée de la pandémie	Antennes ANADEB	Antenne ANADEB, Chefferie et CVD	RAS
Chaque personne se lave les mains au savon avant, pendant et après la validation communautaire (bénéficiaires et tout autre partie prenante).	Lavage des mains (surfaces externes, paumes des mains, ongles, entre les doigts etc.).	A chaque paiement des TM	Tous les acteurs	Chaque personne	RAS
Mise en place d'un dispositif de lavage des mains au savon aux points de vente Moov ou au cas échéant, disponibilité de gel hydro alcoolique pour utilisation par les bénéficiaires TM	Utilisation de matériaux disponible localement (bidons hors d'usage, savons locaux)	Toute la période de scolarité	Communauté	Chefferie, CVD	RAS
Prise quotidienne de température par l'Agent-payeur du point de vente Moov et Togocom dans un centre de santé	A prendre dans un Centre sanitaire de sa localité et matérialisé dans un carnet de santé.	A chaque paiement dans un village	Moov	Agent-payeur Moov du Point de vente	RAS
Port de masque obligatoire par l'Agent-payeur du point de vente Moov et Togocom, par les bénéficiaires TM, et toute autre partie prenante.	Port correct et complet du masque. Couverture totale de la bouche et du nez	A chaque paiement dans un village.	Moov	Chaque personne	RAS

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
Organisation des retraits des TM aux points de vente Moov et Togocom (passage devant l'Agent-payeur du point de vente).	A faire par ordre d'arrivée mais en privilégiant les vieilles, les femmes enceintes et les personnes handicapées	A chaque paiement des TM	Chefferie CVD et Antennes ANADEB	Antenne ANADEB, chefferie et CVD	RAS
Respect de la distance de sécurité (distanciation sociale) qui doit être matérialisée au sol par la cendre, un bâton ou autre (au point de vente).	Marquage d'une ligne au sol respectant la distanciation sociale et à ne pas franchir.	A chaque paiement des TM	Chefferie CVD et Antennes ANADEB	Antenne ANADEB, chefferie et CVD	RAS
Utilisation de gel hydro alcoolique ou lavage des mains au savon par l'Agent-payeur du point de vente Moov et Togocom et par les bénéficiaires.	Lavage de toutes les parties et surfaces de la main	A chaque paiement des TM	Chefferie CVD et Antennes ANADEB	Agent-payeur Moov du Point de vente	RAS
Nécessité pour chaque personne de se laver les mains au savon avant, pendant et après les retraits.	Lavage de toutes les parties et surfaces de la main	A chaque paiement des TM	Chefferie CVD et Antennes ANADEB	Individuel	RAS
Chaque bénéficiaire une fois arrivée chez lui dépose l'argent des transferts à un endroit sécurisé puis se lave une fois encore les mains au savon.	Lavage de toutes les parties et surfaces de la main	Lavage chaque retrait des fonds	Bénéficiaires	Individuel	RAS
Equipped de dispositifs de lavage des mains sur le site de l'AGR	Achat et disponibilité des équipements	Utilisation systématique	Chefferie CVD et Antennes ANADEB	Individuel	RAS
Lavage systématique des mains avant le démarrage et à la fin de toute activité, quotidiennement par le bénéficiaire de la	Disponibilisation de d'eau savonnée	Utilisation systématique	Chefferie CVD et Antennes ANADEB	Individuel	RAS

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
subvention ou ceux qu'il emploie dans son unité d'AGR.					
Prise de température par l'agent payeur du point de vente Moov et Togocom quotidiennement	Visite quotidienne avec carnet de santé à un centre de santé	Systématiquement tous les jours	Agent payeur du point de vente Moov	Individuel	RAS

8.4. Sous-composante Formation en développement d'affaires (FoDA) et coaching

8.4.1. Mesures de sauvegarde à prendre

Tableau 35 : Mesures de sauvegarde à prendre

Type d'acteurs	Mesures à prendre	Responsable
Formation des bénéficiaires de la subvention en développement des affaires (FoDA)		
Antennes ANADEB/Bénéficiaires	Organiser la formation des bénéficiaires en de petits groupes de 17 et 18 personnes dans une salle bien spacieuse tout en respectant les mesures barrières	Antennes ANADEB
	Mettre en place un dispositif de lavage des mains au savon sur les lieux de formations	Antennes ANADEB
	Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts)	Individuel
	Se laver les mains au savon avant, pendant et après chaque jour de travaux	Individuel
	Disposer les sièges de manière à respecter la distanciation sociale	Antennes ANADEB
	Rappeler aux participants et à tout autre personne présente sur les lieux de formation, les mesures barrières à la pandémie de COVID-19 édictées par le Gouvernement et la nécessité de les respecter tout au long de la formation	Antennes ANADEB
	Disposer de son propre stylo ou crayon pour écrire sinon procéder au lavage systématique des mains après usage du stylo ou tout autre matériel encours d'utilisation ou déjà utilisé par une autre personne (stylo, crayon, etc).	Individuel
	Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains	Individuel
	Eviter de se toucher les yeux, le nez ou la bouche	Individuel
	Eviter les embrassades ou accolades	Individuel
Formateurs FoDA	Lavage systématique des mains au savon avant, pendant et après chaque séance	Formateurs FoDa, GIZ

Type d'acteurs	Mesures à prendre	Responsable
	Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts)	Formateurs FoDA, GIZ
	Respecter la distanciation sociale d'un mètre au moins entre le Formateur et apprenants	Formateurs FoDA, GIZ
	Disposer de son propre stylo ou crayon pour écrire sinon procéder au lavage systématique des mains après usage du stylo ou tout autre matériel encours d'utilisation ou déjà utilisé par un apprenant (stylo, crayon, etc).	Formateurs FoDA, GIZ
	Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains	Formateurs FoDA, GIZ
	Eviter de se toucher les yeux, le nez ou la bouche	Formateurs FoDA, GIZ
	Eviter les embrassades ou accolades	Formateurs FoDA, GIZ
Coaching des bénéficiaires des subventions pour l'initiation des AGR		
Antenne ANADEB Bénéficiaires de la subvention pour l'initiation d'une AGR	Organiser le coaching des bénéficiaires des subventions pour les AGR dans une salle bien spacieuse tout en respectant les mesures barrières	Antennes ANADEB, Coach
	Mettre en place un dispositif de lavage des mains avec savon sur le lieu de rencontre du coach et du bénéficiaire de la subvention ou disponibiliser le gel hydro alcoolique	Antennes ANADEB, Coach
	Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts)	Coach et bénéficiaire de la subvention
	Se laver les mains au savon avant, pendant et après chaque jour de travaux	Coach et bénéficiaire de la subvention
	Disposer les sièges de manière à respecter la distanciation sociale	Coach et bénéficiaire de la subvention
	Rappeler à tout autre personne présente sur les lieux du coaching, les mesures barrières à la pandémie de COVID-19 éditées par le Gouvernement et la nécessité de leurs respects tout au long de la formation	Antennes ANADEB, Coach, Bénéficiaire
	Disposer de son propre stylo ou crayon pour écrire sinon procéder au lavage systématique des mains après usage du stylo ou tout autre matériel encours d'utilisation ou déjà utilisé soit par le coach, soit par le bénéficiaire (stylo, crayon, etc).	Coach et bénéficiaire de la subvention
	Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains	Coach et bénéficiaire de la subvention

Type d'acteurs	Mesures à prendre	Responsable
	Eviter de se toucher les yeux, le nez ou la bouche	Coach et bénéficiaire de la subvention
	Eviter les embrassades ou accolades	Coach et bénéficiaire de la subvention

8.4.2. Plan d'action de la mise en œuvre des mesures à prendre

Tableau 36 : Plan d'action de la mise en œuvre des mesures à prendre

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
Formation des bénéficiaires de la subvention en développement des affaires (FoDA)					
Organiser la formation des bénéficiaires en de petits groupes de 17 et 18 personnes dans une salle bien spacieuse tout en respectant les mesures barrières	Tenir la rencontre dans une salle bien spacieuses	Tout au long de la formation	Facilitateurs FoDA	Antennes ANADEB	RAS
Mettre en place un dispositif de lavage des mains au savon sur les lieux de formations	Usage d'un dispositif fonctionnel avec savon	Tout au long de la formation	Facilitateurs FoDA	Antennes ANADEB	1 000 000 F par région + Lomé Soit 6 000.000 CFA au total
Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts) Prévoir des masques	Port correct et complet du masque. Couverture du nez et de la bouche	Tout au long de la formation	Facilitateurs FoDA	Individuel	Forfaits 500 000 F
Total					Six millions cinq cent mille (6 500 000) F

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
Se laver les mains au savon avant, pendant et après chaque jour de travaux	Lavage de toutes les surfaces de la main	Chaque jour de formation	Facilitateurs FoDA	Individuel	RAS
Disposer les sièges de manière à respecter la distanciation sociale	Matérialiser au sol, l'emplacement de chaque siège	Chaque jour de formation	Facilitateurs FoDA	Antennes ANADEB	RAS
Rappeler aux participants et à toute autre personne présente sur les lieux de formation, les mesures barrières à la pandémie de COVID-19 édictées par le Gouvernement et la nécessité de les respecter tout au long de la formation	Se servir d'une affiche montrant les gestes barrières	Chaque jour de formation	Facilitateurs FoDA	Antennes ANADEB	RAS
Disposer de son propre stylo ou crayon pour écrire sinon procéder au lavage systématique des mains après usage du stylo ou tout autre matériel encours d'utilisation ou déjà utilisé par une autre personne (stylo, crayon, etc).	Rappeler à chaque reprise des travaux les gestes barrières Eveil personnel et de celui des autres	Sur la durée de la formation	Facilitateurs FoDA	Individuel	RAS
Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains	Agiter de loin (1m au moins) sa main à l'autre	Sur la durée de la formation	Facilitateurs FoDA	Individuel	RAS
Eviter de se toucher les yeux, le nez ou la bouche	Eveil personnel et de celui des autres	Sur la durée de la formation	Facilitateurs FoDA	Participants	RAS
Eviter les embrassades ou accolades	Eveil personnel et de celui des autres	Sur la durée de la formation	Facilitateurs FoDA	Participants	RAS
Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts)	Port d'un masque large qui couvre le	Sur la durée de la formation	Responsabilité individuelle	Participants	RAS

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
	nez et la bouche.				
Lavage systématique des mains au savon avant, pendant et après chaque visite de site	Laver au savon toutes les parties de la main	Sur la durée de la formation	Facilitateurs FoDA	Participants	RAS
Respecter la distanciation sociale d'un mètre au moins entre chaque personne	Matérialiser au sol, l'emplacement de chaque siège. Se tenir à l'écart d'un mètre au moins de l'autre lors des pauses	Sur la durée de la formation	Responsabilité individuelle	Participants	RAS
Coaching des bénéficiaires des subventions pour l'initiation des AGR					
Organiser le coaching des bénéficiaires des subventions pour les AGR dans une salle bien spacieuse tout en respectant les mesures barrières	Tenir la rencontre dans un lieu bien spacieux et aéré	Tout au long de la période de coaching	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Mettre en place un dispositif de lavage des mains avec savon ou disponibiliser le gel hydroalcoolique sur les lieux où se tiennent les séances avec le bénéficiaire de l'inclusion financière	Mettre en place un dispositif de lavage des mains au savon ou disponibiliser du gel hydroalcoolique sur le lieu de la séance avec le bénéficiaire	Usage d'un dispositif fonctionnel avec savon ou du gel hydroalcoolique au cas échéant	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	Forfait pour renforcer le dispositif existant : 300 000 F
Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts)	Port correct et complet du masque.	A Chaque séance	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
	Couverture du nez et de la bouche				
Se laver les mains au savon avant, pendant et après chaque séance avec le coach	Lavage de toutes les surfaces de la main	A Chaque séance	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	Forfait pour soutenir l'existant : 200 000 F
Disposer les sièges de manière à respecter la distanciation sociale	Matérialiser au sol, l'emplacement de chaque siège (du coach et du bénéficiaire)	A Chaque séance	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Rappeler au bénéficiaire et à toute autre personne présente sur le lieu où se tient la séance entre le coach et le bénéficiaire, les mesures barrières à la pandémie de COVID-19 édictées par le Gouvernement et la nécessité de leur respect tout au long des séances	Se servir d'une affiche montrant les gestes barrières	A Chaque séance	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Disposer de son propre stylo ou crayon pour écrire sinon procéder au lavage systématique des mains après usage du stylo ou tout autre matériel encours d'utilisation ou déjà utilisé par une autre personne (stylo, crayon, etc.).	Rappeler à chaque reprise des travaux les gestes barrières	Sur la durée de la séance entre le coach et Bénéficiaire	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains	Agiter de loin (1m au moins) sa main à l'autre	Sur la durée de la séance entre le coach et Bénéficiaire	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS

Mesures à prendre	Stratégie	Période	Responsable	Acteurs	Budget
Eviter de se toucher les yeux, le nez ou la bouche	Eveil personnel et de celui des autres	Sur la durée de la séance entre le coach et Bénéficiaire	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Eviter les embrassades ou accolades	Eveil personnel et de celui des autres	Sur la durée de la formation	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Porter correctement les masques (le nez et la bouche doivent être couverts)	Eveil personnel et de celui des autres	Sur la durée du coaching	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	
Lavage systématique des mains au savon avant, pendant et après chaque visite du coach au bénéficiaire de l'inclusion économique	Port d'un masque large qui couvre le nez et la bouche.	Sur la durée de la formation	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Respecter la distanciation sociale d'un mètre au moins entre le coach et le Bénéficiaire de l'inclusion économique	Observer une distance raisonnable entre le Bénéficiaire et le Coach	Sur la durée de la formation	Antennes ANADEB, Coach	Bénéficiaire et, Coach	RAS
Coût total	-	-	-	-	500 000 FCA

9. SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES

9.1. Indicateurs de suivi

Les indicateurs sont des signaux pré-identifiés qui expriment les changements dans certaines conditions ou résultats liés à des interventions spécifiques. Ce sont des paramètres dont l'utilisation fournit des informations quantitatives ou qualitatives sur les impacts **et les risques** et les bénéfices environnementaux et sociaux du projet des Filets Sociaux et des Services de Base **y compris sur les activités du fonds additionnel**. Les indicateurs servent, d'une part, à la description avec une exactitude vérifiable, de l'impact **et/ou des risques** générés directement ou indirectement par les activités des composantes du projet et, d'autre part, à la mise en exergue de l'importance de l'impact. Ils fournissent une description sommaire des états et des contraintes et permettent d'observer le progrès réalisé ou la dégradation subie dans le temps ou par rapport à des cibles. Ils révèlent des tendances passées et servent, dans une certaine mesure, d'instruments de prévision. En tant que tel, ils constituent une composante essentielle dans l'Evaluation Environnementale et Sociale du projet **y compris des activités du fonds additionnel**. Pour ce qui concerne le choix des indicateurs environnementaux et sociaux, les critères d'analyse doivent porter sur la pertinence, la fiabilité, l'utilité et la mesurabilité. Les indicateurs de suivi aideront dans la mise en application des mesures d'atténuation, le suivi et l'évaluation de l'ensemble du projet en vue d'évaluer l'efficacité de ses activités. Ces indicateurs seront élaborés par des consultants dans le cadre des EIES **simplifiées avec ou sans PAR** à réaliser, ou alors par les PFE des Cellules opérationnelles du projet s'il s'agit de simples mesures d'atténuation à proposer par **les SSES du projet pour ce concerne les PGES et PGR opérationnels à élaborer pour les AGR**.

Indicateurs à suivre par les PFE/CR et les PFE/CVD

Les indicateurs de suivi peuvent être résumés comme suit :

Indicateurs environnementaux

- Nombre d'hectares reboisés après déboisement de sites pour de nouvelles constructions ;
- Efficience des systèmes d'élimination des déchets ;
- % d'entreprises respectant les dispositions environnementales dans leurs chantiers ;
- Nombre de carrières ouvertes et remises en état par les entreprises ;
- Utilisation rationnelle et écologique des pesticides.

Indicateurs sociaux

Nombres d'acteurs formés dans l'évaluation, la revue et la gestion environnementale ;

Nombre d'emplois créés localement (main d'œuvre locale utilisée pour les travaux)

Niveau d'implication des collectivités et acteurs locaux dans le suivi des travaux ;

Niveau de consensus (approbation) sur le choix des sites de constructions nouvelles ;
Qualité des infrastructures réalisées ;
Nombre d'équipements non réceptionnés et non utilisés ;
Fonctionnalité des infrastructures réalisées ;
Niveau de salubrité et d'hygiène dans les écoles et les marchés.
Nombre de personnes sensibilisées sur l'hygiène, la sécurité et les IST/VIH/SIDA ;
Nombre de séances de formation organisées ;
Nombre de séances de sensibilisation organisées ;
Nombre d'agents formés en évaluation et suivi environnemental des projets ;
Nombre d'associations locales impliquées dans la mise en œuvre et le suivi ;
Nombre d'ONG impliquées dans la mise en œuvre et le suivi du projet ;
Niveau de respect des mesures d'hygiène et de sécurité ;
Nombre de personnes affectées et compensées par le projet ;
Taux d'accès aux infrastructures ;
Nombre de personnes affectées par le projet.

Indicateurs à suivre par les SSES et autres acteurs concernés et formés dans le cadre des activités à mettre en œuvre relativement au fonds additionnel

Ces indicateurs peuvent être résumés comme suit :

Indicateurs environnementaux

- Pourcentage d'enquêteurs ayant suivi une induction sur toutes les mesures à prendre avant le départ pour les enquêtes
- Pourcentage d'enquêteurs dotés d'EPI adaptés y compris contre le COVID-19
- Pourcentage d'enquêteurs portant effectivement leur EPI adaptés
- Nombre de cas de destruction des cultures et moissons par les feux de végétation enregistrés
- Taux de bénéficiaires dont les cultures et/ou moissons sont détruits par les feux de végétation
- Nombre de cas de destruction des cultures par les inondations enregistrées
- Taux de bénéficiaires dont les cultures sont détruites par les inondations
- Nombre de cas de destruction des cultures par la sécheresse enregistrée
- Taux de bénéficiaires dont les cultures sont détruites par la sécheresse
- Nombre de séances de sensibilisation sur le respect des doses de fertilisation des sols à partir des engrais minéraux de synthèse chimique
- Pourcentage de bénéficiaires privilégiant l'usage de fertilisants organiques
- Pourcentage de bénéficiaires privilégiant l'usage des pesticides organiques

- Pourcentage de bénéficiaires des pesticides homologués
- Pourcentage de bénéficiaires respectant les doses requises d'utilisation des pesticides
- Nombre de cas d'Organismes Vivants Modifiés (OVM) végétaux et/ou animaux introduits
- Pourcentage de bénéficiaires d'AGR des domaines de l'agriculture et de l'élevage sensibilisés sur l'interdiction d'introduction des OVM
- Nombre de traces d'huiles de vidange, graisses au sol
- Nombre de séances de sensibilisation sur les différents risques liés à l'usage des pesticides et l'ensemble des précautions à prendre
- Nombre d'arbres plantés pour 2 têtes de petits ruminants élevés par les bénéficiaires
- Pourcentage de bénéficiaires éleveurs confiant les fientes de leurs animaux aux agriculteurs pour la fertilisation du sol ou les utilisant eux-mêmes pour l'agriculture
- Pourcentage de bénéficiaires éleveurs ayant confié leurs animaux aux vétérinaires/ICAT pour le suivi afin d'éviter les épizooties
- Nombre plants reboisés en compensation de végétaux détruits (1 arbre coupé pour 10 plantés)
- Pourcentage de bénéficiaires utilisant les foyers améliorés pour leur AGR, afin de réduire la dispersion de la chaleur qui engendrer des nuisances au corps et la perte d'énergie
- Pourcentage de bénéficiaires disposant de leur carnet de santé/autorisation de service d'hygiène pour commercialisations des denrées alimentaires
- Pourcentage de bénéficiaires conservation leur matières premières (céréales, tubercules, fruits, etc.) à transformer en aliments avec des produits chimiques
- Nombre de cas de brûlure par la soude caustique enregistrés
- Nombre de séances de sensibilisation à l'endroit des femmes productrices de moutarde et de beurre de karité sur le risque de chute en hauteur des arbres de néré et de karité
- Nombre de cas de chute en hauteur des arbres de néré et de karité enregistré
- Pourcentage de femmes utilisant la tige à moisson (la gaule/perche) pour cueillir les fruits de néré et de karité
- Pourcentage de bénéficiaires sensibilisé(e)s sur le respect obligatoire des mesures barrières contre la COVID-19
- Nombre de cas de plaintes enregistrés pour non-respect de décibels autorisés par l'OMS et aux heures requises par l'administration
- Nombre de cas d'électrisation enregistrés lors des travaux d'AGR au niveau des bénéficiaires

- Nombre de cas d'électrocution enregistrés lors des travaux d'AGR au niveau des bénéficiaires
- Nombre de cas de bénéficiaires arrêtés par les services des eaux et forêts suite aux délits liés à leur AGR
- Nombre de plants reboisés en compensation des impacts négatifs des AGR par localité
- Pourcentage de bénéficiaires s'étant fait vacciner(e)s par catégorie de personnes
- Taux d'artisans sensibilisés sur le prélèvement légal et rationnel des ressources naturelles (bois, organes d'animaux, mines, etc.
- Nombre d'arbres reboisés par les artisans
- Nombre de carrières réhabilités par les artisans
- Nombre d'AGR à risque élevé et/ou à impact négatif majeur touchant la sauvegarde de l'environnement mises en œuvre
- Pourcentage de bénéficiaires menant des AGR à risque élevé et/ou à impact négatif majeur touchant la sauvegarde de l'environnement
- Nombre de cas de piqûres d'abeilles issues de l'apiculture
- Nombre de séances de sensibilisation sur le risque d'explosion (alcool) et les mesures à prendre

Indicateurs sociaux

- Pourcentage de formateurs sensibilisés sur l'obligation du respecter des us et coutumes des milieux d'accueil de formations et coaching
- Pourcentage de formateurs ayant signé le code de bonne conduite
- Nombre de formateurs/formatrices formés sur les VBG/EAS/HS
- Pourcentage des plaintes relatives aux EAS/HS qui ont été reçu et référé vers les prestataires de services VBG
- Pourcentage d'enquêteurs sensibilisés sur le respect des mesures barrières contre le COVID-19, des mesures contre les IST-VIH/SIDA, des us et coutumes de chaque milieu, du code de la route et les VBG/EAS/HS, etc.
- Pourcentage d'enquêteurs ayant signé le Code de bonne conduite avant leur départ
- Nombre de séance de travail avec les autorités administratives et traditionnelles avant le début des enquêtes
- Pourcentage d'enquêteurs ayant participé aux séances de travail avec les autorités administratives et traditionnelles avant le début des enquêtes

- Pourcentage d'enquêteurs ayant été guidé dans leur travail par les CVD, CDQ ou guides désignés par les autorités administratives et traditionnelles.
- Nombre de cas de conflits liés à un ciblage biaisé de ménages bénéficiaires de transferts monétaires
- Pourcentage de ménages bénéficiaires de TM dont le choix est considéré comme biaisé
- Nombre de cas de conflits liés au choix contesté du « bénéficiaire pour le compte de chaque ménage »
- Pourcentage de ménages au sein desquels le choix du « bénéficiaire pour le compte de chaque ménage » est contesté
- Nombre de cas de conflits issus de la mauvaise gestion de sous perçus par le « bénéficiaire pour le ménage »
- Pourcentage de ménages dont les conflits/plaintes sont lié(e)s à la mauvaise gestion de sous perçus par le « bénéficiaire pour le ménage »
- Nombre de cas d'agressions ou de braquages de bénéficiaires enregistrés
- Pourcentage de bénéficiaires agressés ou braqués
- Nombre de séances de sensibilisation à l'endroit des gestionnaires des points de vente (dépôt et retrait d'argent) Togocom et Moov sur la possibilité de leur braquage et les précautions à prendre
- Pourcentage de gestionnaires des points de vente (dépôt et retrait d'argent) Togocom et Moov braqués
- Nombre de cas de vols de la part d'agents malhonnêtes de sociétés de téléphonie enregistrés
- Pourcentage de bénéficiaires ayant été victimes vols de la part d'agents malhonnêtes de sociétés de téléphonie
- Nombre de cas d'arnaques enregistrés
- Pourcentage de bénéficiaires arnaqués
- Pourcentage de certificats de donation disponibles avant le début des activités pour les terrains offerts en donation
- Pourcentage de titres de propriété disponibles avant le début des activités pour les terrains légués ou achetés
- Pourcentage d'actes de bail de terrain disponibles avant le début des activités pour les terrains baillés
- Pourcentage de bénéficiaires respectant le code de conduite

- Pourcentage de bénéficiaires respectant le port de casque obligatoire en se déplaçant à moto
- Nombre de cas d'accidents à moto
- Nombre de cas d'accident dont l'absence de port de casque a entraîné un issu fatal
- Nombre de séances de sensibilisation en faveur des utilisateurs d'engins Agricole sur l'interdiction de destruction des biens de voisins sur espaces agricoles
- Nombre de cas de conflits liés à la destruction de biens de voisins
- Pourcentage d'employés dans les AGR des bénéficiaires respectant le port obligatoire d'EPI adaptés
- Pourcentage de bénéficiaires respectant le port obligatoire d'EPI adaptés
- Nombre de séances de sensibilisation sur le risque de morsures de serpents et de piquûre d'insectes et les précautions à prendre
- Nombre de séances de sensibilisation sur le respect des mesures barrières
- Pourcentage de bénéficiaires atteints de COVID-19
- Nombre de séances de sensibilisation sur le risque de contamination par les IST-VIH/SIDA
- Pourcentage de bénéficiaires ayant réalisé le dépistage volontaire sur les IST-VIH/SIDA
- Nombre de cas de Violences Basées sur le Genre (VGB) enregistrés
- Nombre de cas d'attouchements sexuels enregistrés
- Nombre de séances de sensibilisation sur le risque de noyades au niveau des AGR utilisant des étangs ou retenue d'eau
- Nombre de cas de découvertes de lieux sacrés (sanctuaires, fétiches, etc.) signalées aux autorités traditionnelles pour les mesures à prendre
- Nombre de cas de découvertes d'objets archéologiques (poterie, objets de rituelles, etc.) ou même des ossements signalés aux autorités administratives et traditionnelles
- Nombre de séances de sensibilisation des bénéficiaires éleveurs sur le maintien des animaux en enclos
- Nombre de séances de sensibilisation des éleveurs de beaufs transhumants sur le respect des couloirs de transhumance
- Nombre de cas d'incidents liés aux éleveurs de beaufs transhumants signalés aux autorités administratives du milieu
- Pourcentage de bénéficiaires ayant consulté leurs voisins avant la construction d'enclos pour animaux
- Pourcentage d'enclos bien positionnés (sens contraire des vents dominants)

- Pourcentage d'enclos pour animaux isolés des habitations
- Pourcentage de bêtes des bénéficiaires laissées en divagation dans la localité
- Nombre de campagnes de sensibilisation effectuée sur la prévention routière à l'endroit des ouvriers et populations locales au niveau des AGR Agricole groupées
- Nombre de séances d'IEC organisé sur le brassage culturel au niveau des coopératives d'AGR agricoles recevant des ouvriers étrangers
- Pourcentage de bénéficiaires ayant fait recours aux centres de santé après un accident du travail
- Pourcentage de bénéficiaires réalisant leur consultation médicale périodique
- Nombre de séances de sensibilisation en l'endroit des transformateurs/trices sur le risqué d'incendie
- Pourcentage de bénéficiaires sensibilisé(e)s sur le risqué d'incendie en général
- Pourcentage de bénéficiaires sensibilisé(e)s sur le risqué d'incendie accru dans la fabrication de l'alcool locale (Sodabi)
- Pourcentage de fabricants de sodabi sensibilisés
- Pourcentage de fabricants de sodabi stockant plus de 100 litres
- Pourcentage de fabricants de sodabi disposants d'un extincteur et capables de l'utiliser
- Nombre de séances de sensibilisation sur le risque d'alcoolisme
- Nombre de subvention accordées pour la fabrication de l'alcool par habitant et par localité
- Faire signer aux bénéficiaires le Code de bonne conduite.
- Pourcentage de potentiels fabricants de sodabi ayant signé le code de bonne conduite
- Nombre de cas de conflits générés suite au non-remboursement de dettes
- Nombre de cas de conflits enregistrés à cause des nuisances sonores
- Nombre de cas de conflits enregistrés à cause des nuisances olfactives
- Nombre de cas de plaintes enregistrés de la part des voisins de bénéficiaires menant des AGR pour nuisance olfactives
- Nombre de cas de plaintes enregistrés de la part des voisins de bénéficiaires menant des AGR pour nuisances sonores
- Pourcentage de bénéficiaires ayant consulté leurs voisins avant l'installation de leur moulin/kiosque/menuiserie
- Nombre de séances de sensibilisation sur le risque d'accident du travail par village

- Pourcentage de bénéficiaires sensibilisé(e)s sur le respect obligatoire des mesures barrières contre la COVID-19
- Nombre de personnes affectées par le projet
- Nombre de cas de vols de bêtes enregistrés
- Taux de bénéficiaires dont les bêtes ont été volées
- Nombre de cas d'empoisonnement de bêtes enregistrés
- Taux de bénéficiaires dont les bêtes ont été empoisonnées
- Nombre d'AGR à risque élevé et/ou à impact négatif majeur touchant la sauvegarde sociale mises en œuvre
- Pourcentage de bénéficiaires menant des AGR à risque élevé et/ou à impact négatif majeur touchant la sauvegarde sociale
- Nombre de bénéficiaires exerçant les mêmes d'AGR par localité
- Pourcentage de localités où des cas de mévente sont constatés

Tableau 37: Indicateurs de suivi des mesures du CGES

Mesures	Domaines d'intervention	Indicateurs
Mesures techniques	Réalisation d'Etudes environnementales et sociales des sous-projets programmés	Nombre d'EES réalisées Niveau d'application des mesures d'atténuation
	Elaboration de manuels d'entretien et maintenance	Manuel d'entretien
	Elaboration d'un manuel de procédures environnementales et sociales	Manuel de procédures
Mesures de suivi et d'évaluation	Suivi environnemental et surveillance environnementale du projet ; Audit environnemental et social du projet (à mi-parcours et final)	Nombre et types d'indicateurs suivis Nombre de missions de suivi
Formation	Formations thématiques en évaluation et suivi environnementale et social des projets	Nombre de séances de formation organisées Nombre et nature des modules élaborés Nombre d'agents formés Typologie des agents formés
IEC Sensibilisation	Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux et sociaux des projets et les bonnes pratiques	Nombre de séances de sensibilisation organisées Nombre et typologie des personnes sensibilisées

Tableau 38 : Indicateurs de suivi des mesures du CGES par rapport aux activités du fonds additionnel

Mesures	Domaines d'intervention	Indicateurs
----------------	--------------------------------	--------------------

Mesures techniques	Réalisation d'Etudes environnementales et sociales des AGR ou groupes d'AGR programmés	Nombre d'EIES simplifiés réalisées Nombre de PGES & PGR opérationnels élaborés Niveau d'application des
	Elaboration d'un manuel de procédures	Manuel de procédures
Mesures de suivi et d'évaluation	Surveillance environnementale, contrôle environnemental et suivi environnemental du projet ; Audit environnemental et social du projet (à mi-	Nombre et types d'indicateurs suivis Nombre de missions de suivi
Formation	Formations thématiques en évaluation et suivi environnemental et social des projets	Nombre de séances de formation organisées Nombre et nature des modules élaborés Nombre d'agents formés Typologie des agents formés
IEC Sensibilisation	Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux et sociaux des projets et les bonnes pratiques	Nombre de séances de sensibilisation organisées Nombre et typologie des personnes sensibilisées

Indicateurs à suivre par le Responsable du Suivi-Evaluation de l'ANADEB

- Nombre d'EES réalisées ;
- Manuel d'entretien et de bonnes pratiques environnementales ;
- Nombre de personnes formés en évaluation environnementale ;
- Nombres de CVD sensibilisés sur la gestion environnementale des microprojets.

Ces indicateurs seront régulièrement suivis au cours de la mise en place et l'avancement des sous-projets et seront incorporés dans le Manuel d'Exécution du Projet.

Indicateurs à suivre par le Responsable du Suivi-Evaluation de l'ANADEB par rapport aux activités du fonds additionnel

- Nombre d'EIES simplifiés réalisées
- Nombre de PGES & PGR opérationnels élaborés
- Manuel d'entretien et de bonnes pratiques environnementales ;
- Nombre de personnes formés en évaluations environnementales ;
- Nombres de CVD sensibilisés sur la gestion environnementale des AGR

- Nombres de CVD sensibilisés sur le respect des mesures barrières contre la COVID-19

Ces indicateurs seront régulièrement suivis au cours de la mise en place et l'avancement des composantes du projet et seront incorporés dans le Manuel d'Exécution du Projet.

9.2. Institutions responsables pour le suivi de l'application des mesures d'atténuations

Dans tous les cas, la surveillance et le suivi environnemental seront assurés par :

- les Consultants qui accompagneront les équipes de contrôle des travaux : ce suivi sera mensuel, durant toute la phase d'exécution des sous-projets concernés ; à la fin des travaux, une évaluation rétrospective sera effectuée ;
- les agents des services locaux des CVD : ce suivi sera permanent, durant toute la phase d'exécution des sous-projets ;
- les chargés de projet de l'ANADEB (les PFE) : ce suivi sera à mi-parcours et à la fin des projets (évaluation rétrospective) ;
- les services techniques déconcentrés de l'Etat dont les domaines de compétences sont interpellés par les sous-projets (Environnement, Hydraulique, eaux et forêts, Action Sociale, Education, etc.).

9.3. Institutions responsables pour le suivi de l'application des mesures d'atténuation et de compensation des impacts et de prévention et gestion des risques par rapport aux activités du fonds additionnel

Ce travail sera reparti comme ci-après :

- Les Spécialiste Sauvegarde Environnementale et Spécialiste Sauvegarde Sociale (SSES) séniors de l'UCP FSB additionnel vont la contrôle et suivi environnemental et social.
- Les Spécialiste Sauvegarde Environnementale et Spécialiste Sauvegarde Sociale (SSES) juniors s'occuperont de la surveillance environnementale. Ceux-ci peuvent se faire assister par les autres agents de l'ANADEB formés à cet effet tels que les AADB, FGB, assistants EJV et FSB, voire même des CVD au besoin.
- L'ANGE va assurer son rôle régalien de contrôle et suivi environnemental et social.
- Les services techniques déconcentrés de l'Etat dont les domaines de compétences sont interpellés par les AGR (Agriculture dont l'ICAT et l'ITRA, Environnement & Eaux et Forêts, Artisanat, Commerce, Hydraulique, Action Sociale, etc.) vont participer aux formations thématiques et suivi évaluation, chacun en ce qui le concerne.

9.4. Responsabilités de la mise en œuvre

Tableau 39: Principaux responsables de mise en œuvre des mesures

Mesures	Domaines d'intervention	Responsable		
		Exécution	Contrôle	Supervision
Mesures d'atténuation	<ul style="list-style-type: none"> - Mesures d'atténuations générales et spécifiques des impacts négatifs des travaux de construction et de réhabilitation ; - Mesures de remise en état des carrières ; - Mesures de plantation d'arbres et de reboisement ; - Mesures de repli/nettoyage des chantiers. 	Entreprises	Contrôleurs PFE/CVD PFE/AR	ANADEB DRERF et ANGE
Mesures institutionnelles, réglementaires et techniques	Réalisation d'EIES	Consultants EIES	CVD PFE/AR	ANADEB DRERF et ANGE
	Elaboration de manuels d'entretien et de manuels de procédures environnementales et sociales et des directives	Consultants	PFE/AR	ANADEB DRERF et ANGE
	Suivi environnemental	Contrôleurs PFE/CVD	PFE/AR	ANADEB DRERF et ANGE
	Evaluation PGES (permanent, à mi-parcours et finale)	Consultants	PFE/AR PFE/CVD	ANADEB DRERF et ANGE
Formation	Evaluation environnementale et sociale des projets ; Suivi et Exécution des mesures environnementales	Consultants	PFE/AR	ANADEB
IEC Sensibilisation Mobilisation Plaidoyer	Campagne de communication et de sensibilisation avant, pendant et après les travaux Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux et sociaux des projets et sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA	Consultants ONG Associations locales	PFE/CVD	ANADEB DRERF et ANGE

En dehors de l'ANADEB, des AR et des CVD, les structures indiquées dans le tableau ci-dessous devront être impliquées dans les sous-projets selon leurs domaines de compétence.

9.5. Responsabilités de la mise en œuvre

Tableau 40 : Principaux responsables de mise en œuvre des mesures

Mesures	Domaines d'intervention	Responsable		
		Exécution	Surveillance/Contrôle	Supervision
Mesures d'atténuation et de compensation & de prévention et gestion	Mesures d'atténuation et de compensation des Impacts négatifs et mesures de prévention et de Gestion des risques liés aux : <ul style="list-style-type: none"> ➤ formations en développement d'affaires ➤ transferts monétaires en milieu rural urbain ➤ activités génératrices de revenus (AG) ➤ des domaines de: <ul style="list-style-type: none"> ✓ l'agriculture ✓ l'élevage ✓ la transformation ✓ du commerce traditionnel ✓ du commerce nécessitant boutique, kiosque, hangar 	Bénéficiaires	<p>SSES seniors et juniors</p> <p>Autres agents de l'ANADEB formés à cet effet tels que les AADB, FGB, assistants EJVs et FSB, voire</p>	<p>ANADEB/UC P FSB- Financement additionnel</p> <p>ANGE</p>
Mesures institutionnelles, réglementaires et techniques	Réalisation d'EIES simplifiées	Consultants EIES	SSES seniors et juniors	ANADEB/UC P- FSB - Financement additionnel ANGE
	Elaboration de manuels de procédures environnementales et sociales et des directives	Consultants	SSES seniors et juniors	ANADEB/UC P- FSB - Financement additionnel
	Suivi environnemental	SSES juniors	SSES seniors	ANADEB/UC P- FSB - Financement additionnel ANGE
	Evaluation PGES (permanent, à mi-parcours et finale)	Consultants	SSES seniors et juniors	ANADEB/UC P- FSB - Financement additionnel ANGE
Formation	Evaluation environnementale et sociale des activités ; Suivi et Exécution des mesures environnementales	Consultants	SSES seniors et juniors	ANADEB/UC P- FSB Financement additionnel

IEC Sensibilisation Mobilisation Plaidoyer	Campagne de communication et de sensibilisation avant et pendant l'exécution des AGR Sensibilisation et plaidoyer sur les enjeux environnementaux et sociaux des activités et sensibilisation sur les mesures barrières contre la COVID-19 et	Consultant s ONG Associations locales	SSES seniors et juniors	ANADEB/UC P- FSB - Financement additionnel ANGE
---	--	--	-------------------------	---

En dehors de l'ANADEB (La Direction Générale de l'ANADEB et ses antennes régionales), les structures indiquées dans le tableau ci-dessous devront être impliquées dans les activités du projet (FoDA, Transferts Monétaire, AGR) selon leurs domaines de compétence.

- ✓ Les services techniques déconcentrés de l'Etat dont les domaines de compétences sont interpellés par les AGR (Agriculture dont l'ICAT et l'ITRA, Environnement & Eaux et Forêts, Artisanat, Commerce, Hydraulique, Action Sociale, etc.) vont participer aux formations thématiques et suivi évaluation, chacun en ce qui le concerne.

Tableau 41: Autres institutions à impliquer dans la mise en œuvre du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base

Catégories des sous-projets	Institutions à associer à la conception et au
Infrastructures de base	
. Pistes	Ministère des Travaux Publics
Equipements sociaux collectifs	
. Construction/réhabilitation d'écoles	Ministère chargé de l'éducation
. Construction/réhabilitation de centres de santé	Ministère de la Santé
Equipements marchands	
. Marchés	Ministère Urbanisme et Habitat Associations de commerçants
. Gares routières	Ministère Urbanisme et Habitat Associations de transporteurs
Equipements d'assainissement	
. Ouvrages de drainage pluvial	Ministère chargé de l'Hydraulique
. Edicules en milieu scolaire	Ministère chargé de l'éducation

Tableau 42 : Institutions liées aux différentes catégories d'activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base-Financement additionnel

Catégories d'Activités	Institutions à associer à la conception et aux activités
Formations en développement d'affaires (FoDA)	GIZ
Transfert monétaire en milieu rural et urbain	Ministère chargé de l'Economie Numérique

Activités génératrices de revenus (AGR)	Plusieurs Ministères et autres acteurs (Associations, ONG, etc.)
AGR du domaine de l'agriculture	Ministère chargé de l'Agriculture
AGR du domaine de l'élevage	Ministère chargé de l'Elevage
AGR du domaine de la transformation	Ministères chargés de l'Artisanat et de l'Agriculture
AGR du domaine du commerce traditionnel	Ministère chargé du Commerce Associations de commerçants
AGR du domaine du commerce nécessitant une boutique, kiosque, hangar	Ministère chargé du Commerce Associations de commerçants
AGR du domaine de l'artisanat	Ministère chargé de l'Artisanat
AGR semi-artisanaux.	Ministère chargé de l'Artisanat

10. CAPACITES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET

10.1. Objectif et stratégies

L'objectif du renforcement de la gestion Environnementale et Sociale pour le projet est de décrire les mécanismes institutionnels relatifs à : (i) l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels **ainsi que des risques** pouvant découler des activités du projet (ii) la mise en œuvre des mesures **de mitigation** proposées; (iii) le suivi de la mise en œuvre des mesures d'atténuation **et de compensation des impacts, et de prévention et gestion des risques**; (iv) le renforcement des capacités; (v) les estimations des coûts y relatifs ainsi que la chronologie. Le tableau synoptique du CGES sera inclus dans le Manuel d'exécution du projet. Le CGES met l'accent sur les mesures **d'atténuation et de compensation des impacts, et les mesures de prévention et de gestion des risques qui résulteront de la mise en œuvre des activités du projet FSB ainsi que celles à exécuter dans le cadre du financement additionnel.**

10.2. Stratégies

Les stratégies retenues dans le CGES du projet **FSB incluant les activités à mettre en œuvre dans le cadre du fonds additionnel** reposent sur :

- la gestion environnementale **et sociale** des sous projets à travers : (i) l'inclusion de clauses / provisions garantissant la prise en compte de la protection de l'environnement **et des aspects sociaux** dans les contrats ; (ii) l'adhésion aux critères environnementaux **et sociaux** à toutes les étapes des cycles de sous projets ; (iii) l'inclusion des spécifications / sauvegardes environnementale **et sociale** dans la conception des sous projets.
- la collaboration, sous forme de partenariat entre le Projet des Filets Sociaux et des Services de Base **incluant le fonds additionnel** et les autres institutions ;
- la promotion d'une prise de conscience des enjeux environnementaux **et sociaux** parmi les responsables et les partenaires du projet ;
- la sélection et la planification adéquates des activités exécutées dans le cadre du programme;
- le renforcement des impacts environnementaux positifs du programme ; et
- le suivi périodique et continu de la conformité environnementale par l'Unité de Coordination du Projet et le suivi-évaluation par une expertise externe (nationale ou internationale).

10.3. Evaluation des capacités dans la mise en œuvre du CGES

Institutions responsables de l'application des mesures d'atténuation, de compensation, de prévention et de gestion

Plusieurs institutions et structures nationales, régionales et locales interviennent dans l'espace, avec différents rôles en matière de protection de l'environnement. On notera les services

techniques de l'État, mais aussi les acteurs non gouvernementaux et les collectivités locales. L'analyse institutionnelle vise à identifier certaines structures en place et à évaluer leur capacité à gérer de façon adéquate les aspects environnementaux et sociaux et, au besoin, à identifier les renforcements de capacités requises dans la mise en œuvre du CGES du projet. Les principales institutions interpellées de façon majeure par les activités du projet sont : Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, assurant la tutelle du projet ; Le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières Les Collectivités locales (CVD) ciblées par le projet ; Le secteur privé (entreprises BTP, Bureaux d'étude et consultants **et éventuellement d'autres types d'entreprises dans le cadre de regroupement d'AGR pour un aménagement hydroagricole par exemple**) ; Les ONG actives en milieu rural notamment les AGAIB. Des actions de sensibilisation et de formation ont été menées en direction de ces acteurs sur les enjeux, opportunités et défis environnementaux et sociaux liés aux microprojets. Leurs capacités sont en cours d'amélioration pour être conformes, dans le cadre de leurs activités, aux exigences environnementales et sociales.

Les structures de mise en œuvre du projet sont :

10.3.1. Le niveau national : *Comité d'Orientation du Projet (COP) et Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ)*

Le Comité d'Orientation du Programme (COP)

Il est composé de : Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes : Président ; Ministre de l'Économie et des Finances (MEF): Vice-président ; des représentants des Ministères sectoriels concernés ; des représentants des Bailleurs de fonds ; des représentants des Organisations de la Société Civile, y compris des Associations de femmes. Sa mission est de : faciliter la collaboration avec tous les autres Programmes et Projets de réduction de la pauvreté au Togo; orienter le Projet, surveiller la cohérence entre les activités menées dans le cadre des Microprojets et les priorités régionales et nationales, et faire des recommandations au MDBAJEJ, examiner les rapports sur l'exécution du Projet communiqués par le MDBAJEJ, procéder au suivi des orientations et des recommandations du COP; et servir de forum pour encourager les partenaires au développement à fournir des ressources supplémentaires.

Le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ), devenu actuellement Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBJEJ)

L'ANADEB est rattachée au MDBAJEJ (Ministère de tutelle) et rend compte directement à la Direction du Développement Communautaire désignée comme point focal. Sa mission est : coordonner et faciliter l'exécution du Projet; valider les plans de travail et les budgets annuels consolidés de l'ANADEB et des AR transmis celles-ci, en vérifiant que chaque année la répartition du Don de l'IDA entre les Régions est conforme aux critères de ciblage qui ont été retenus pour

le Projet ; examiner les rapports consolidés sur l'avancement du Projet soumis par l'ANADEB (avec en annexes les rapports de chacune des AR) ; résoudre les conflits susceptibles d'opposer les différentes structures intervenant dans l'exécution du Projet ; communiquer au COP des rapports sur l'avancement de l'exécution du Projet ; et procéder au suivi des orientations et des recommandations du COP ; valider les Manuels d'Exécution du Projet et entériner toutes propositions de modifications y afférentes.

L'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB)

- Suite à la mise en œuvre réussie de deux projets consécutifs financés par l'IDA (PDC et PDCplus), le Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (MDBAJEJ) a développé une expertise importante de mise en œuvre de projets financés par la Banque mondiale. Le Ministère conservera la responsabilité du projet proposé, mais celui-ci ne sera plus mis en œuvre à travers une unité de gestion spécifiquement chargée de sa gestion quotidienne. Afin d'assurer la pérennité des capacités nationales, le Ministère a en effet mis sur pied l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB). Celle-ci, opérationnelle depuis 2013, a développé une certaine expérience dans la gestion de petits projets d'infrastructures communautaires semblables à ceux du PDC et du PDCplus et sera responsable pour le MDBAJEJ de la mise en œuvre au quotidien du projet **FSB y compris des activités du financement additionnel**. Cette Agence a également été récemment désignée comme point focal pour la mise en œuvre du nouveau Projet d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) financé par le PNUD. Ainsi, le fait de confier la mise en œuvre du projet à l'ANADEB permettra de s'assurer de la cohérence et de la coordination, non seulement avec le PUDC, mais aussi avec les autres programmes similaires de développement communautaire du Gouvernement. En préparation à un accroissement de son volume d'activités, l'ANADEB a récemment recruté des personnels additionnels, notamment au niveau régional, et ce processus devrait s'accroître au cours des prochains mois avec l'embauche des personnels expérimentés et performants du PDCplus. La Banque a évalué les capacités de passation de marchés et de gestion financière de l'ANADEB et les a considérées satisfaisantes après application des recommandations formulées.
- Au niveau central, l'ANADEB sera notamment dotée d'un coordonnateur, de spécialistes en gestion financière et passation de marchés, d'un spécialiste en suivi et évaluation, ainsi que de spécialistes en infrastructures, formation en gestion à la base et filets sociaux. Le personnel de l'agence est formé de consultants dont les salaires sont en principe éligibles à un financement Banque mondiale, dans la mesure où le recrutement a été effectué à partir de procédures de passation de marchés acceptables par la Banque. Celle-ci analysera les méthodes utilisées pour les personnels déjà en place avant de consentir à financer leur salaire.
- En raison de ses responsabilités accrues, l'ANADEB créera des Antennes Régionales (AR), pour lesquelles le recrutement de consultants individuels disposant d'une expérience substantielle en matière de mise en œuvre de projets est d'ailleurs déjà en cours. Au minimum, chaque AR sera composée d'un coordonnateur régional, d'un spécialiste en infrastructures avec expérience en

passation de marchés ; d'un spécialiste en filets sociaux ; d'un spécialiste en formation en gestion à la base, d'un secrétaire comptable ; et de facilitateurs communautaires. Avec cette structure de base, chaque AR sera à l'avant-plan de la mise en œuvre du projet au niveau régional. Une fois que le ciblage géographique des communautés bénéficiaires aura été complété, les AR seront responsables, dans leur région respective, de la facilitation de la conduite des activités de la Composante 1 à travers l'approche DCC voulant que les communautés bénéficiaires ciblées identifient, planifient et mettent en œuvre leurs propres sous-projets. De façon concrète, l'agence (a) appuiera les communautés dans l'identification de leurs besoins, la préparation d'une proposition et la mise en œuvre du sous-projet ; (b) garantira la qualité technique et la viabilité du sous-projet proposé ; (c) travaillera étroitement avec les fonctionnaires, les membres du Comité Régional d'Approbation (CRA) placé sous la direction du Préfet du chef-lieu de région⁴ afin de s'assurer de la durabilité et de la cohérence avec les plans et politiques sectorielles ; (d) veillera à ce que les fonds soient transférés sur le compte des bénéficiaires et s'assurera du respect des exigences fiduciaires par les communautés bénéficiaires de chaque région. Dans le cas de la Composante « filets sociaux », Antenne Régionale assurera le suivi des ONG responsables du programme de cantines scolaires et travaillera étroitement avec les structures décentralisées du MASPFA pour la conduite de la Sous-Composante de transferts monétaires.

- Contrairement aux projets de développement communautaire antérieurs (PDC et PDCplus), dans lesquels les AGAIB avaient des responsabilités financières, les AR/ANADEB n'auront ici aucun mandat de ce type autre que de s'assurer du respect des exigences fiduciaires par les bénéficiaires.
- Les communautés joueront un rôle central dans la mise en œuvre des Composantes 1 et 2, essentiellement à travers les Comités Villageois de Développement (CVD), qui agiront comme principaux responsables de la réalisation des infrastructures communautaires. Les CVD seront essentiellement chargés de la préparation et de la soumission aux AR de l'ANADEB de la proposition de sous-projet ; de la signature de l'accord de don au nom de l'ANADEB ; de l'ouverture du compte bancaire dans lequel le financement du sous-projet sera versé ; du recrutement et de la supervision des entrepreneurs et de façon générale, de la vérification que les fonds disponibles sont adéquatement utilisés. Les communautés procéderont, à travers les associations de parents d'élèves (APE), à l'opération des cantines scolaires dans les écoles ciblées. Elles joueront également un rôle essentiel dans le ciblage communautaire des bénéficiaires de la Sous-Composante de transferts monétaires. Un module spécifique portant sur le ciblage communautaire des ménages les plus pauvres sera en outre introduit au curriculum de formation en gestion à la base afin de s'assurer des capacités nécessaires à une telle entreprise. Ces mêmes communautés joueront un rôle important dans la sous composante AGR et les Formations FoDA tirés du projet EJV, ainsi que dans la sous composante relative au

⁴ Ces mesures sont cohérentes avec l'article 16 de la Loi 2007-001 relative à l'organisation de l'administration territoriale déconcentrée au Togo, qui crée dans chaque région une Conférence Administrative Régionale. En l'absence de gouverneur nommé et tel que prévu par la loi, dans la pratique, le préfet du chef-lieu de région assume le rôle de gouverneur en rassemblant d'autres directeurs régionaux. Le projet, à travers la création d'un Comité d'approbation régional selon la formule mentionnée ci-dessus, respecte donc les dispositions juridiques de l'article 16 de la Loi 2007-001.

transfert monétaire du projet FSB. Les mairies seront également associées et joueront un plus grand rôle au niveau bénéficiaires en milieu urbain.

10.3.2. Niveau Local : Comité Villageoise de Développement

Les Comités Villageois de Développement (CVD)

Le CVD doit être représentatif de toutes les couches sociales de la communauté. Les membres du CVD sont élus par l'Assemblée Générale du village avec un mandat de trois ans; chaque membre est rééligible une fois. Le CVD est composé des membres suivants: président, vice-président, trésorier, trésorier adjoint, secrétaire, secrétaire adjoint, et deux conseillers / sages du village), et il est élargi aux responsables des commissions spécialisées. Le Chef du Village est le Président d'honneur du CVD; il a un rôle de facilitateur et d'arbitrage au sein du CVD. En 2005, il existait quelques 2066 CVD au niveau national.

les Comités Villageois de Développement (CVD) ont pour fonctions: i) d'aider à cerner les besoins et les priorités des communautés en recourant à une approche participative; ii) de préparer des demandes de financement pour les microprojets; iii) de mobiliser la participation communautaire; iv) de passer les contrats avec les entreprises, les fournisseurs et les consultants pour la réalisation des microprojets; v) de superviser la réalisation des microprojets; vi) de contribuer au bon déroulement des microprojets; et vi) d'établir et de mettre en œuvre un plan d'exploitation et d'entretien pour chaque microprojet.

La loi 2007-011 relative à la décentralisation et aux libertés locales attribue d'importants domaines de compétence aux dites collectivités **dont les mairies** en matière de gestion de l'environnement **surtout en milieu** rural. Au niveau des Conseils locaux, on note l'existence de « Commission Environnement », soulignant ainsi l'intérêt accordé aux questions environnementales au niveau local. Toutefois, l'évaluation du contexte institutionnel de la gestion environnementale dans les collectivités révèle certaines lacunes et contraintes, dues en partie au transfert de certaines compétences de gestion du cadre de vie aux collectivités locales, sans un appui parallèle de planification, de coordination, d'information et de formation, et spécialement de financement approprié : les moyens mis à la disposition des collectivités locales sont sans commune mesure avec l'ampleur des besoins identifiés. On notera également la faiblesse des capacités d'intervention de leurs services locaux, notamment en termes de suivi de la mise en œuvre des projets qui s'exécutent dans leur territoire.

Les ONG et autres associations locales

La mise en œuvre des programmes d'action élaborés en concertation avec les populations et la société civile repose en grande partie sur la mobilisation et l'implication des acteurs non gouvernementaux : société civile, ONG et OCB. Ces acteurs jouent désormais un rôle de plus en plus important dans la mise en œuvre des programmes ruraux. Certaines d'entre elles ont des capacités réelles en termes de mobilisation et de sensibilisation des populations. Ces structures peuvent appuyer le Projet des Filets Sociaux et des Services de Base dans le relais de l'information ; le renforcement des capacités et dans la mobilisation communautaire, le suivi des indicateurs et la construction de mouvements écologiques citoyens au niveau local.

10.3.3. L'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE)

Au plan national et local, L'ANGE dispose de compétences humaines dans le domaine des Evaluations et Etudes d'Impacts sur l'Environnement, pour mener à bien sa mission. Toutefois, ses capacités humaines, matérielles et financières sont relativement réduites pour lui permettre d'assurer correctement le contrôle et suivi de la mise en œuvre des PGES et PGR opérationnels des projets. Au niveau régional, L'ANGE s'appuie sur les Directions Régionales de l'Environnement et des Ressources Forestières (DRERF) dont les compétences en EIES sont relativement limitées.

10.4. Mesures de renforcement des capacités des principaux acteurs du projet

10.4.1. Mesures de renforcement institutionnel

Renforcement de l'expertise environnementale et sociale de l'ANADEB

Le Responsable en Suivi/Evaluation est le Point Focal Environnement de l'Unité de Coordination du projet au sein de l'ANADEB. Il a pour mission d'appuyer les régions dans la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales. Il est également chargé du suivi des indicateurs environnementaux et sociaux d'ordre « stratégique ». L'ANADEB devra organiser des formations pour le renforcement des capacités des points focaux environnementaux et sociaux des CR. Spécifiquement, trois formations sont nécessaires à savoir : i)- la formation à la prise en compte des questions environnementales et sociales dans la mise en œuvre des microprojets, AGR, FoDA & coaching et transferts monétaires, ii)- la formation sur les mesures de sauvegardes environnementale et sociale de la Banque Mondiale dont les thématiques du Code de Bonne Conduite en général, de Violences Basées sur le Genre, du Travail des Enfants, l'Exploitation et Abus Sexuel & Harcèlement Sexuel etc. iii)- l'harmonisation des actions de mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementales et sociales et l'adaptation de la fiche de screening pour usage par du personnel non spécialiste dont les CVD ayant la capacité ;

Renforcement de l'expertise environnementale des Coordinations Régionales (CR)

Des Points Focaux Environnement (PFE) au niveau de chaque AR devront participer au suivi environnemental de proximité dans la mise en œuvre des activités du projet. Leur implication dans le projet permettra non seulement d'assurer une supervision technique de qualité dans l'exécution des tâches qui leur sont confiées mais aussi de renforcer leurs capacités d'intervention dans le suivi des mesures environnementales.

Par ailleurs, des SSES juniors au niveau de chaque antenne régionale (AR), après un recyclage apporté par les SSES seniors, seront mis à contribution pour le remplissage des fiches de screening environnemental et social dans le cadre des AGR du financement additionnel. Ils participeront ensuite à la surveillance environnementale et sociale (une sorte de contrôle de proximité) de la mise en œuvre des activités du projet. Leur implication dans le projet permettra non seulement d'assurer une gestion environnementale et sociale saine du projet, mais aussi une supervision technique de qualité dans l'exécution des activités par les bénéficiaires. Les autres agents de l'ANADEB (les AADB, FGB et assistants EJV et FSB, etc.) dont les capacités seront renforcées participeront également au remplissage des fiches de screening contenue dans les demandes de financement (plans d'affaires) des AGR du projet, ainsi qu'à la surveillance environnementale de mise en œuvre desdites activités.

Renforcement de l'expertise environnementale des CVD

Il s'agit de désigner un Point Focal Environnement (PFE) au niveau de chaque CVD ciblé par le projet. Cette mesure vise à assurer une plus grande implication des communautés et un suivi environnemental et social de proximité dans la réalisation des microprojets initiés localement. Le PFE/CVD est chargé de remplir la fiche de screening contenue dans les demandes de financement des microprojets. Il participe au suivi de la mise en œuvre à toutes les étapes de l'évolution des microprojets. Il est formé sur les respects des mesures de sauvegarde environnementales et sociales et à l'utilisation de la fiche de screening.

En outre, à l'image du projet FSB en cours d'achèvement, il sera créé une Commission Gestion Environnementale et Sociale (CGES) au niveau de chaque CVD du village bénéficiaire du projet. Cette commission recevra une formation adéquate de la part des SSES. De plus, quelques membres qui peuvent être éventuellement bénéficiaires recevront une formation supplémentaire pendant les FoDA. Chaque FoDA consacrera un module spécifique sauvegardes environnementale et sociale lors de ses séances.

Cette mesure vise à assurer une plus grande implication des communautés et une surveillance et suivi environnemental et social de proximité dans la réalisation des activités du projet localement. Les plus dynamiques des membres du CGES pourront participer au remplissage des fiches de screening contenue dans les demandes de financement des AGR. Ils participeront au suivi de la mise en œuvre à toutes les étapes de l'évolution des activités du projet. Des renforcements de capacités complémentaires leur seront apportés, à chaque fois que de besoin sur le respect des mesures de sauvegardes environnementale et sociale et à l'utilisation de la fiche de screening.

Mesures de renforcement technique

Les mesures de renforcement technique concernent (i) l'élaboration d'un manuel de bonnes pratiques environnementales et d'entretien des infrastructures, la réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social, le Suivi et Evaluation des activités du projet des Filets Sociaux et des Services de Base.

En plus, dans le cadre du fonds additionnel, les mesures de renforcement technique vont concerner (i) l'élaboration d'un manuel de bonnes pratiques environnementales et sociales ou la mise en place de son addendum, la réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social simplifiées et des PGES & PGR opérationnels, le Suivi et Evaluation des activités du projet des Filets Sociaux et des Services de Base additionnel.

Elaboration d'un manuel d'entretien et de maintenance des infrastructures et équipements

Le projet des Filets Sociaux et des Services de Base va mettre un accent particulier sur la construction et la réhabilitation des infrastructures et équipements communautaires. Toutefois, à l'issue des travaux, il se posera aux structures locales de gestion, notamment les services techniques municipaux et même les services centraux, la question cruciale de l'entretien et de la maintenance régulière. Pour cela, un outil précieux sera un manuel d'entretien qui les guidera sur les dispositions primaires d'entretien et de maintenance des infrastructures et équipements. Aussi, pour permettre à ces structures de gestion de partir d'un bon pied, le projet devra-t-il mettre à leur

disposition un manuel d'entretien qui inclura aussi des bonnes pratiques environnementales tant au niveau de l'exécution qu'au niveau de l'exploitation. Ce manuel technique permettra d'assurer une meilleure gestion et un suivi performant des infrastructures et équipements à construire et/ou à réhabiliter. Le manuel de bonne pratique prendra également en compte les aspects relatifs aux activités forestières sur les terres communautaires.

Réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) et des audits environnementaux et sociaux (AES)

Des EIES pourraient être requises pour les activités du projet des Filets Sociaux et des Services de Base relatives aux sous-projets classés en catégorie « B.1 » pour s'assurer qu'elles sont durables au point de vue environnemental et social. Si la classification environnementale des activités indique qu'il faut réaliser des EIES, le projet devra prévoir une provision qui servira à payer des consultants pour réaliser ces études. Une provision doit également être faite pour la réalisation des audits environnementaux et sociaux des microprojets réalisés.

Réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) simplifiées et des audits environnementaux et sociaux (AES) pour les activités du financement additionnel

Des EIES pourraient être requises pour certaines AGR et surtout des regroupements d'AGR du projet des Filets Sociaux et des Services de Base additionnel. Ces types d'AGR sont alors classés en catégorie « B.1 » pour s'assurer qu'elles sont durables au point de vue environnemental et social. Si la classification environnementale des activités indique qu'il faut réaliser des EIES simplifiées, le projet devra prévoir une provision qui servira à payer des consultants pour réaliser ces études. Une provision doit également être faite pour la réalisation des audits environnementaux et sociaux des AGR ou groupes d'AGR réalisés.

Elaboration de directives environnementales et sociales à insérer dans les travaux

Les CVD devront être appuyés dans la préparation d'un manuel de procédures environnementales et sociales avec des dispositions environnementales à inclure dans les TdR et les dossiers d'appel d'offre ; les clauses-types environnementales à insérer dans les dossiers d'exécution ; les indicateurs environnementaux de suivi, etc.

Elaboration de directives environnementales et sociales/ PGES & PGR opérationnels à insérer dans les plans d'affaires validés d'AGR pour les activités du financement additionnel

Les CVD devront être appuyés dans la préparation d'un manuel de procédures environnementales et sociales avec des dispositions environnementales et sociales à inclure dans les plans d'affaires (PA) validés d'AGR, ; les clauses-types environnementales et sociales à insérer dans ces PA ; les indicateurs environnementaux de suivi, etc.

Suivi et Evaluation des activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base

Le programme de suivi portera sur le suivi permanent, la supervision, l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation annuelle. Puisque le suivi de proximité est confié aux contrôleurs de travaux,

bureaux de contrôle et aux PFE (AR et CVD), il est nécessaire de prévoir un budget relatif à ce suivi. La supervision au niveau national devra aussi être budgétisée pour permettre à l'ANADEB et aux autres services (ANGE, etc.) d'y participer. En plus, le projet devra prévoir une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale (à la fin du projet).

Suivi et Evaluation des activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base pour les activités du financement additionnel

Le programme de suivi portera sur le suivi permanent, la supervision, l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation annuelle. Puisque le suivi de proximité est confié aux antennes régionales (AR), Assistants FSB, CVD et SSES juniors ; il est nécessaire de prévoir un budget relatif à ce suivi. La supervision au niveau national devra aussi être budgétisée pour permettre à l'ANADEB et aux autres services (ANGE, etc.) d'y participer. En plus, le projet devra prévoir une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale (à la fin du projet).

10.4.2. Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base

Il s'agit des AR et des CVD, mais aussi des responsables des services techniques décentralisés pouvant être concernés par le Projet des Filets Sociaux et des Services de Base (service forestier, environnement, etc.), des contrôleurs de travaux projet, des Bureaux d'études, etc. Ces acteurs ont la responsabilité d'assurer l'intégration de la dimension environnementale dans les réalisations des sous-projets. Ils assurent chacun en ce qui le concerne, les études, le suivi ou le contrôle environnemental des sous-projets. La formation vise à renforcer leur compétence en matière d'évaluation environnementale, de contrôle environnemental des travaux et de suivi environnemental afin qu'ils puissent jouer leur rôle respectif de manière plus efficace dans la mise en œuvre des sous-projets.

Il s'agira d'organiser un atelier national de formation des formateurs, mais aussi des ateliers régionaux de démultiplication, qui permettront aux structures régionales et communautaires impliquées dans le suivi des travaux de s'imprégner des dispositions du CGES, de la procédure de sélection environnementale et des responsabilités dans la mise en œuvre. Les sujets seront centrés autour : (i) des enjeux environnementaux et sociaux des travaux d'infrastructures et d'équipements et les procédures d'évaluation environnementales ; (ii) de l'hygiène et la sécurité des travaux de construction/réhabilitation ; et (iii) des réglementations environnementales appropriées.

La formation devra permettre aussi de familiariser les acteurs avec la réglementation Togolaise en matière d'évaluations environnementales (évaluation environnementale stratégique, EIES, AES, analyse environnementale) ; les directives de la Banque Mondiale ; les méthodes d'évaluation environnementale ; les processus d'évaluation environnementale ; le contrôle environnemental des chantiers (suivi environnemental et surveillance). Des formateurs qualifiés seraient recrutés par l'ANADEB qui pourra aussi recourir à l'assistance de l'ANGE ou autres acteurs telle que l'Organisation des Bureaux d'Etude en Evaluation Environnementale du Togo (OBEET) pour conduire ces formations, si besoin avec l'appui de consultants nationaux ou internationaux en évaluation environnementale.

Dans ce contexte, deux ateliers nationaux seront organisés. Il s'agit de : i)- la formation à la prise en compte des questions environnementales et sociales dans la mise en œuvre des microprojets, ii)- l'harmonisation des actions de mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementales et sociales et l'adaptation de la fiche de screening pour usage par les CVD. Les points focaux des AR participeront également à un atelier international sur les mesures de sauvegarde environnementales et sociales que la BM pourrait organiser.

Sur le Projet des Filets Sociaux et des Services de Base, les formations des CVD sur les mesures environnementales vont être réalisées au cours des formations sur la gestion des microprojets en direction des bénéficiaires des financements du projet. L'approche devra permettre que ces formations soient faites avant l'introduction des dossiers pour financement. Les appuis formatifs se poursuivront sur le terrain.

10.4.3. Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base pour le compte du financement additionnel

Il s'agit des AR et des CVD, mais aussi des responsables des services techniques décentralisés pouvant être concernés par le Projet des Filets Sociaux et des Services de Base (agriculture et élevage, commerce, artisanat, eaux & forêts et environnement, hydraulique, action sociale, etc.), des ONGS et Associations, des Bureaux d'études, etc. Ces acteurs ont la responsabilité d'assurer l'intégration des aspects techniques de leur domaines spécifiques, des dimensions environnementale et sociale dans les réalisations des activités du projet. La formation vise à renforcer leur compétence en matière d'évaluation environnementale, de surveillance et suivi environnemental des activités du projet afin qu'ils puissent jouer leur rôle respectif de manière plus efficace dans la mise en œuvre desdites activités.

Il s'agira d'organiser un atelier national de formation des formateurs, mais aussi des ateliers régionaux de démultiplication, qui permettront aux structures régionales et communautaires impliquées dans le suivi des travaux de s'imprégner des dispositions du CGES, de la procédure de sélection environnementale et des responsabilités dans la mise en œuvre. Les sujets seront centrés autour : (i) des enjeux environnementaux et sociaux des AGR et les procédures d'évaluation environnementales, ainsi que des mêmes enjeux entourant les Formations FoDA et les Transferts Monétaires ; (ii) des mesures barrières à observer contre la COVID-19, de la santé sécurité au travail surtout pour ce qui concerne les AGR ; et (iii) des réglementations environnementales et sociales appropriées.

La formation devra permettre aussi de familiariser les acteurs avec la réglementation Togolaise en matière d'évaluations environnementales (évaluation environnementale stratégique, EIES, AES, analyse environnementale et sociale); les directives de la Banque Mondiale; les méthodes d'évaluation environnementale et sociale; les processus d'évaluation environnementale et sociale; la surveillance, le contrôle et le suivi environnemental et social des activités. Des formateurs que sont les SSES sont déjà disponibles au sein de l'ANADEB. Toutefois, l'agence peut solliciter l'assistance de l'ANGE ou autres acteurs telle que l'Organisation des Bureaux d'Etude en Evaluation Environnementale du Togo (OBEET) pour conduire ces formations, si besoin avec l'appui de consultants nationaux ou internationaux en évaluation environnementale.

Dans ce contexte, deux ateliers nationaux seront organisés. Il s'agit de : i) - la formation à la prise en compte des questions environnementales et sociales dans la mise en œuvre des activités du projet, ii) - l'harmonisation des actions de mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementales et sociales et l'adaptation de la fiche de screening pour usage par les acteurs non spécialistes du domaines (les AADB, FGB et assistants FSB et EJVS, CGES du CVD). Ces derniers participeront également à un atelier international sur les mesures de sauvegarde environnementales et sociales que la BM pourrait organiser.

Sur le Projet des Filets Sociaux et des Services de Base, les formations des CGES de CVD sur les mesures environnementale et sociale vont être réalisées au cours des formations sur la gestion des AGR en direction des bénéficiaires du financement du projet.

L'approche devra permettre que ces formations soient faites avant l'introduction des dossiers de plans d'affaires pour financement. Les appuis formatifs se poursuivront sur le terrain.

Modules de formation

Etudes d'Impact Environnemental et Social y compris pour les activités à exécuter dans le cadre du fonds additionnel

Objectifs d'apprentissage

- Bonne connaissance des procédures d'organisation et de conduite des EIES/AES ;
- Bonne appréciation de la méthodologie d'élaboration des EIES/AES ;
- Appréciation objective du contenu des rapports d'EIES et des AES ;
- Connaissance des procédures environnementales et sociales de la Banque Mondiale ;
- Utilisation des rapports d'EIES dans l'appréciation de la situation de référence, des résultats et des impacts **et risques** des activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base **y compris celles du financement additionnel** ;
- Utilisation des rapports d'AES dans l'appréciation de l'état des lieux des activités en cours et à l'étape d'achèvement, des résultats et des non-conformités, impacts positifs et négatifs ainsi que des risques associés aux activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base additionnel ;
- Connaissance du processus de suivi de la mise en œuvre des mesures formulées EIES et AES.

Formation sur le suivi environnemental et social y compris pour les activités à exécuter dans le cadre du fonds additionnel

Objectifs d'apprentissage

- Comment vérifier l'introduction dans les contrats de l'entrepreneur chargé des travaux des clauses environnementales et vérifier la conformité de ces dites clauses ;

- Comment vérifier l'introduction dans les contrats d'un éventuel entrepreneur chargé de travaux (cas d'un groupement d'AGR ayant sollicité l'expertise d'un entrepreneur) des clauses environnementales et sociales et vérifier la conformité desdites clauses ;
- Comment faire respecter et appliquer les lois et règlements sur l'environnement et sociaux ;
- Comment recommander des mesures appropriées en vue de minimiser les impacts et risques ;
- Comment faire le point sur le suivi général des recommandations émises dans l'EIES et l'AES ;
- Comment s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des actions de sensibilisation des populations sur la protection et la gestion de l'environnement et sociale.

Gestion des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GRNE y compris pour les activités à exécuter dans le cadre du fonds additionnel

Objectifs d'apprentissage

- Bonne connaissance des objectifs de la GRNE dans le cadre d'un développement durable ;
- Bonne identification de la situation de référence, des contraintes et atouts d'une bonne GRNE ;
- Meilleure connaissance des principes, techniques et outils de conservation durable des RN ;
- Elaboration d'indicateurs de suivi/évaluation des activités de GRNE.

Modules de formation sur la gestion des pesticides y compris pour les activités à exécuter dans le cadre du fonds additionnel

- Information sur les risques ainsi que les conseils de santé et de sécurité ;
- Connaissances de base sur les procédures de manipulation et de gestion des risques ;
- Port des équipements de protection et de sécurité/Combinaison appropriée ;
- Risques liés au transport des pesticides ;
- Procédures de manipulation, chargement et déchargement ;
- Stockage des pesticides en milieu paysan ;
- Gestion des emballages et pesticides usagés ;
- Gestion des pesticides en cas d'épandage accidentel ;
- Equipements des véhicules ;
- Equipements de Protection Individuels (EPI) ;
- Grandes lignes du processus de traitement et d'opération ;
- Hygiène, Santé, Sécurité et Environnement (HSSE) en rapport avec les opérations ;

- Mesures d'urgence et de secours en cas d'intoxication aux produits phytosanitaires ;
- Procédures techniques et environnementale ;
- Maintenance des équipements/respect de l'environnement ;
- Contrôle des émissions ;
- Surveillance du processus et des résidus.

Module de formation sur la gestion des déchets biomédicaux

- Connaissances de base sur les procédures de manipulation et de gestion des risques ;
- Information sur les risques ainsi que les conseils de santé et de sécurité ;
- Port des équipements de protection et de sécurité ;
- Risques liés au transport des déchets ;
- Procédures de manipulation, chargement et déchargement ;
- Equipements des véhicules ;
- Equipements de protection ;
- La maintenance des équipements.

10.4.4. Programmes de sensibilisation et de mobilisation au niveau villageois

Les responsables des CVD et les Coordonnateurs Régionaux devront coordonner la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des collectivités locales bénéficiaires des travaux d'infrastructures, notamment sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base. Dans ce processus, les associations de parents d'élèves, les comités de gestion des écoles et les ONG devront être impliqués au premier plan.

Par ailleurs, dans le cadre du fonds additionnel, les responsables des CVD, la Coordinatrice Régionale et les Coordonnateurs Régionaux devront également coordonner la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des collectivités locales bénéficiaires des FoDA, TM et AGR, notamment sur la nature des activités et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre du Projet. Dans ce processus, les services techniques déconcentrés au niveau régional et les ONG devront être impliqués au premier plan.

L'information, l'éducation et la communication (IEC) pour le changement de comportement (CCC) doivent être axées principalement sur les problèmes environnementaux liés aux sous-projets ainsi que sur les stratégies à adopter pour y faire face. Ces interventions doivent viser à modifier qualitativement et de façon durable, le comportement de la population communautaire. Leur mise en œuvre réussie suppose une implication dynamique des services locaux et de toutes les composantes de la communauté. Dans cette optique, les élus locaux et leurs équipes doivent être davantage encadrés pour mieux prendre en charge les activités de CCC. La production de matériel pédagogique doit être développée et il importe d'utiliser rationnellement tous les canaux et supports d'information existants pour la transmission de messages appropriés. Les médias publics jouent un rôle important dans la sensibilisation de la population. Les structures fédératives

des ONG et des OCB devront aussi être mises à contribution dans la sensibilisation des populations.

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation	
Mesures de suivi	Suivi environnemental et surveillance environnementale du projet	Durant la mise en œuvre du projet	
	Suivi de proximité	Durant la mise en œuvre du projet (CVD)	
	Supervision	Tous les mois AR Tous les 3 mois ANADEB	
	Audits environnementaux et sociaux	à mi-parcours	fin 2 ^{ème} année
		Fin de projet	fin 4 ^{ème} année

10.5. Calendrier de mise en œuvre des mesures

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales du projet s'établira comme suit :

Tableau 43 : Calendrier de mise en œuvre de suivi des mesures environnementales et sociales

Tableau 44 : Calendrier de mise en œuvre des mesures

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation
Mesures d'atténuation	• (Voir liste des mesures d'atténuation par sous-projet)	Durant la mise en œuvre du projet
Mesures institutionnelles	• Désignation des Points focaux Environnement (ANADEB, AR et CVD)	1 ^{ère} année, avant le début de la mise en œuvre
Mesures techniques	• Réalisation d'EIES pour certains sous-projets	1 ^{ère} année, ou avant la mise en œuvre
	• Elaboration de manuel des infrastructures et équipements communautaires	1 ^{ère} année
	• Elaboration de directives environnementales et sociales à insérer dans les travaux	1 ^{ère} année,
Formation	• Formation des PFE en évaluations environnementales	1 ^{ère} année
Sensibilisation	• Sensibilisation et mobilisation des populations locales	1 ^{ère} année et durant la mise en œuvre du projet

10.6. Coûts des mesures environnementales

Tableau 45 : Coûts des mesures techniques (sans le volet HIMO)

Activités	Quantité	Coût unitaire	Coût total (FCFA)
-----------	----------	---------------	-------------------

		(FCFA)	
Désignation des Points focaux Environnement (ANADEB/CR/CVD)	-	-	-
Réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) + coût de validation	20 EIES	2 100 000	42 000 000
Elaboration d'un manuel d'entretien	1 manuel	5000 000	5000 000
Elaboration de directives environnementales et sociales	1 manuel	5000 000	5000 000
Suivi permanent du projet (véhicules, frais déplacement, etc.)	48 mois	-	20 000 000
Audit Environnemental et Social (à mi-parcours et finale) du projet	2	10 000 000	20 000 000
TOTAL			92 000 000

Tableau 46 : Coûts des mesures de Formation et de Sensibilisation

Acteurs concernés	Thèmes	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Formation				
Points Focaux Environnement du projet et Services Techniques décentralisés	<ul style="list-style-type: none">• Formation en Évaluation Environnementales et Sociales (sélection et classification des activités; identification des impacts, élaboration des mesures d'atténuation de suivi des indicateurs) ;• Elaboration des TdR pour les EIES & les audits ;	1 atelier national	5 000 000	5 000 000
	<ul style="list-style-type: none">• Sélection de mesures d'atténuation dans les listes de contrôle (check-lists) ;• Législation et procédures environnementales nationales (EIES) ;• Suivi des mesures environnementales• Suivi des normes d'hygiène et de sécurité ;• Gestion des déchets biomédicaux ;• Politiques de Sauvegarde de la Banque mondiale ;• Audit environnemental et social (AES)	5 ateliers régionaux	2 000 000	10 000 000
Information et Sensibilisation				
<ul style="list-style-type: none">• Populations,• Membres des CVD• Conseillers Préfectoraux• Autres associations locales	<ul style="list-style-type: none">• Campagnes d'information et de sensibilisation sur la nature des investissements, l'implication des acteurs locaux et les aspects environnementaux et sociaux liés aux travaux• Sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA durant les travaux	5 ateliers régionaux	2 500 000	12 500 000

TOTAL				27 500 000
--------------	--	--	--	-------------------

Coût total des mesures environnementales : 119 500 000 FCFA
NOTA : Tous ces coûts devront être inclus dans les coûts du projet

Par ailleurs, concernant les activités à mettre en œuvre dans le cadre du financement additionnel au projet FSB, les périodes probables de leur réalisation et les coûts estimés afférents sont dressés dans les tableaux qui suivent.

Calendrier de mise en œuvre des mesures

Le calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales et sociales du projet s'établira comme suit :

Tableau 47 : Calendrier de mise en œuvre des mesures

Mesures	Actions proposées	Période de
Mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs et mesures de prévention et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> (Voir liste des mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs et mesures de prévention et de gestion des risques par activité) 	Durant la mise en œuvre du projet
Mesures institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> Actualisation des contrats de l'Unité de Coordination du Projet (Coordonnateurs, SSES seniors et juniors, Experts en Passation de Marchés, Suivi évaluation, Finance/Comptable), de Coordonnateurs d'Antennes Régionales de l'ANADEB et leurs Assistants Choix des 75 cantons dont 4 villages par canton et des 100 ménages et bénéficiaires, impliquant la désignation des AADB 	3 mois avant le début de la mise en œuvre
Mesures techniques	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration de directives environnementales et sociales/PGES & PGR opérationnels à insérer dans les travaux 	1 ^{er} Semestre de la mise en œuvre
Formation	<ul style="list-style-type: none"> Formation des différents acteurs concernés en évaluations environnementales 	1 ^{er} Trimestre de la mise en œuvre

Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et mobilisation des populations locales 	1 ^{er} Trimestre et durant le début de la mise en œuvre du projet
------------------------	---	--

Coûts des mesures environnementales et sociales

Tableau 48 : Coûts des mesures techniques

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation
Mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs et mesures de prévention et de gestion des	<ul style="list-style-type: none"> (Voir liste des mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs et mesures de prévention et de gestion des risques par activité) 	Durant la mise en œuvre du projet
Mesures institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> Actualisation des contrats de l'Unité de Coordination du Projet (Coordonnateurs, SSES seniors et juniors, Experts en Passation de Marches, Suivi évaluation, Finance/Comptable), de Coordonnateurs d'Antennes Régionales de l'ANADEB et leurs Assistants Choix des 75 cantons dont 4 villages par canton et des 100 ménages et bénéficiaires, impliquant la désignation des AADB 	1 ^{er} Trimestre, avant le début de la mise en œuvre
Mesures techniques	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration de directives environnementales et sociales/PGES & PGR opérationnels à insérer dans les travaux 	1 ^{er} Semestre de la mise en œuvre
Formation	<ul style="list-style-type: none"> Formation des différents acteurs concernés en évaluations environnementales 	1 ^{er} Trimestre de la mise en œuvre
Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et mobilisation des populations locales 	1 ^{er} Trimestre et durant le début de la mise en œuvre du projet

Tableau 49 : Coûts des mesures de Formation et de Sensibilisation

Acteurs concernés	Thèmes	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Formation				

AADB, FGB et assistants EJV et FSB, SSES juniors, CGES des CVD, Services Techniques Décentralisés, etc.	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en Évaluation Environnementales et Sociales (sélection et classification des activités ; identification des impacts et risques, élaboration des mesures d'atténuation de suivi des indicateurs) ; • Sélection de mesures d'atténuation dans les listes de contrôle (check-lists) ; • Législation et procédures Environnementales et sociales nationales (PGES & PGR) ; 	1 atelier national	5 000 000	5 000 000
<ul style="list-style-type: none"> • Populations, • Membres des CVD • Conseillers Préfectoraux • Mairies Autres associations locales	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes d'information et de sensibilisation sur la nature des investissements, l'implication des acteurs locaux et les aspects environnementaux et sociaux liés aux travaux • Sensibilisation sur les mesures barrières contre la COVID-19 et les IST-VIH/SIDA durant les travaux 	5 ateliers régionaux	3 000 000	15 000 000
TOTAL				20 000 000

Coût total des mesures environnementales et sociales à utiliser quasiment pour la mise en œuvre du projet FSB- Financement additionnel.

C'est la somme des coûts relatifs à l'ensemble des mesures à prendre dans le cadre de la gestion environnementale et sociale dudit projet. Il comprend :

- le coût pour achats équipements mesures barrières contre la COVID-19 : sept millions (7000 000) F CFA ;
- le coût de la mise en œuvre du mécanisme de gestion des plaintes est estimé à treize millions huit cent trente-cinq mille (13 835 000) F CFA ;
- le coût de mise en œuvre des mesures et actions VBG/EAS/HS est de trente million (30 000 000) F CFA ;
- le coût de la mise en œuvre du plan de gestion des pestes est de dix-huit millions cinq cent mille (18 500 000) F CFA, voir l'annexe 5 au point 2 : proposition pour la gestion des pestes.

Ainsi, ce coût total des mesures environnementales et sociales : quatre-vingt-neuf millions trois cent trente-cinq mille (89 335 000) FCFA, soit environ 178 670 USD

NB : Tous ces coûts devront être inclus dans le coût du financement additionnel du projet FSB.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les activités du Projet des Filets Sociaux et des Services de Base y compris celle du financement additionnel auront des impacts positifs majeurs sur le cadre de vie des populations et les communautés rurales et urbaines ciblées. Il s'agit donc d'un programme de développement rural et urbain à caractère fortement social (lutte contre la pauvreté), et en tant que tel, les impacts positifs l'emportent très largement au regard des effets négatifs qui pourraient découler de sa mise en œuvre. Sur la base des politiques opérationnelles de la Banque mondiale, les impacts négatifs potentiels et risques induits par les activités du projet sur l'environnement sont relativement faibles à modéré. Toutefois, les activités relatives à la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures et d'équipements peuvent avoir des impacts négatifs et risques strictement modérés, notamment en termes d'occupation d'espaces publics ou privés, de stigmates laissés par des carrières non réhabilitées, de génération de déchets et autres pollutions, nuisances sanitaires et insécurité lors des travaux de réalisation et d'exploitation des infrastructures. Au niveau des activités de ciblage des localités et ménages, de Formation en Développement d'Affaires (FoDA) et coaching les risques les plus probables sont ceux de Violences Basées sur le Genre (VGB) dont l'exploitation et l'abus sexuel/harcèlement sexuel (EAS/HS), de violences domestiques ou conjugales et de contamination à la COVID-19. Pour ce qui concerne les activités de ciblage des localités et ménages bénéficiaires, les risques de ciblage biaisés et de conflits, d'atteintes aux us et coutumes sont à prendre sérieusement en compte. Concernant les transferts monétaires, il est possible que certains bénéficiaires soient victimes d'arnaque, de vol, etc. Dans le domaine des activités génératrices de revenus (AGR), pour ce qui concerne l'agriculture, il peut y avoir des impacts négatifs modérés, notamment la dégradation des ressources naturelles (perte de la végétation et habitats faunique, la pollution du sol et des eaux, etc.). Les activités du secteur de l'élevage, du commerce et de l'artisanat, vont générer des nuisances olfactives et sonores, de l'encombrement et l'insalubrité par les déchets solides. Il sera également relevé des risques de conflits entre les bénéficiaires et leurs voisins, de destruction de biens d'autrui, d'intoxications et de contamination alimentaires, de vols, etc. Des risques d'atteintes aux us et coutumes et objets archéologiques quoique faibles, ne sont pas nuls à cause des fouilles pour la construction des boutiques, enclos des bêtes, labours, de prélèvement de matériaux, etc. Les risques d'accidents du travail et d'atteintes à la santé sécurité dont la contamination à la COVID-19 sont à prendre sérieusement en compte à cause de leur forte probabilité d'occurrence.

Aussi, le présent CGES prend-il en compte certaines de ces exigences environnementales et sociales. Cependant, le document devra être accompagné par le Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) qui a été réalisé séparément. Pour les sous-projets courants, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées rendra négligeables les impacts négatifs résiduels de ces derniers sur l'environnement. Pour les sous-projets sensibles, les impacts identifiés doivent être approfondis lors des études d'impact environnemental et Social (EIES) réalisées en même temps que les études techniques et qui intégreront les solutions techniques proposées à cet effet. Pour les activités du fonds

additionnel, que sont le ciblage des localités et ménages bénéficiaires, de FoDA et coaching et transferts monétaires, les mesures proposées pourront permettre de gérer les risques et impacts négatifs qui leur sont inhérents. Les mesures d'atténuation seront ainsi ajustées, quantifiées et chiffrées. A noter que le coût de mise en œuvre des mesures d'atténuation spécifiques est à intégrer au coût de chaque sous-projet. Avant la mise en œuvre des activités, il s'agira d'accorder une attention particulière au choix participatif normé des sites d'implantation évitant au mieux les déplacements de populations ou d'activités économiques. Concernant les AGR courantes, la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de compensation proposées rendra négligeables les impacts négatifs résiduels de ces derniers sur l'environnement ; et les mesures de prévention et de gestion des risques pourront réduire leur probabilité d'occurrence et permettre leur gestion s'il y a survenance d'un cas. Pour des AGR ou groupements d'AGR sensibles, les impacts négatifs et risques identifiés doivent être mieux analysés lors des études d'impact environnemental et Social (EIES) simplifiées avec ou sans PAR à réaliser en même temps que les études techniques éventuelles et qui intégreront les solutions techniques proposées à cet effet.

En plus, il s'agira d'organiser régulièrement des missions de suivi environnemental du projet, élargies à tous les acteurs identifiés (notamment les organisations communautaires, Points Focaux Environnement, Services décentralisés de l'environnement et des ressources forestières, etc.) et faire respecter la mise en œuvre des mesures d'atténuation recommandées par les EIES ou les simples mesures à appliquer. Il s'agira aussi de déterminer des mesures de bonnes pratiques environnementales (cahier des clauses environnementales) à insérer dans les dossiers d'appel d'offres et d'exécution des travaux à réaliser. Ces mesures seront déterminées après la réalisation des études environnementales des sous-projets.

En outre, pour les activités relatives au fonds additionnel, il est à noter que le coût de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales spécifiques est à intégrer au coût de chaque AGR ou groupe d'AGR concernés. Avant la mise en œuvre des activités qui nécessitent des ressources foncières, il s'agira d'accorder une attention particulière au choix participatif normé des sites d'implantation évitant au mieux les déplacements de personnes ou d'activités économiques.

En plus, il s'agira d'organiser régulièrement des missions de contrôle et suivi environnemental et social du projet, élargies à tous les acteurs identifiés (notamment les Spécialistes en Sauvegardes Environnementale et Sociale, organisations communautaires, Services techniques sectoriels décentralisés de l'environnement et des ressources forestières, de l'agriculture, de l'élevage, du commerce, de l'artisanat, etc.) et faire respecter la mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation, de prévention et de gestion recommandées par les EIES et/ou PAR ou les simples mesures continues des PGES et PGR opérationnels à appliquer. Il s'agira aussi de déterminer des mesures de bonnes pratiques environnementales et sociales (cahier des clauses environnementales et sociales) à insérer dans les dossiers d'appel d'offres et d'exécution des travaux éventuels à réaliser dans le cadre des AGR groupées. Ces mesures devront être déterminées après la réalisation des études environnementales et sociales des AGR ou groupes d'AGR.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [Accords de Paris sur le climat, 2015](#)
- Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), PDCplus, 2011 ;
- Projet de développement communautaire (PDC), cadre institutionnel du projet, Manuel d'exécution du projet (MEP), volume, i et iii, version définitive, juillet 2008 ;
- Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI 2), Version Actualisée, Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA), avril 2014 ;
- [Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet de Filets Sociaux et des Services de Base, 2017 ;](#)
- [Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du projet Agropole du bassin de la Kara \(Version actualisée\), 2020 ;](#)
- Projet de développement communautaire (PDC), document de projet, 14 mai 2008 ;
- Projet d'Emploi des Jeunes, document d'évaluation de projet relatif à une proposition de don, 2016, Lomé, Togo ;
- Projet de Filets Sociaux et des Services de Base, document d'évaluation de projet relatif à une proposition de don 2016, Lomé, Togo ;
- Politique nationale de l'Environnement, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ;
- Projet National d'Action Décentralisée de Gestion de l'Environnement, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ;
- Rapport final d'audit environnemental et social du PDCplus, 2015, Lomé, Togo ;
- Plan National d'Action pour l'Environnement, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ;
- Security and Safety Guidelines for STCs and STTs, Wold Bank.
- Troisième rapport national du Togo sur la mise en œuvre de la convention des nations unies sur la lutte contre la désertification, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ;
- Stratégie Nationale du MEPSA en matière de constructions scolaires du primaire, version provisoire, août 2009.
- Etc.

TITRE DU MICROPROJET :

Région	
Préfecture	
Canton	
Nom du village où le sous-projet sera réalisé	
Nom de la personne à contacter au sein du CVD	
Nom, fonction, Tél. du chef de l'équipe chargée de remplir le présent formulaire	
Nom de l'autorité qui approuve : Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE), Tél.	
Date :	

- **Description sommaire du microprojet : construction/réhabilitation, consistance des travaux**

[illegible]

- Estimation de Superficie du terrain nécessaire

- Principales activités préparatoires (libération de l'emprise, débroussaillage, etc.) du microprojet

a.

b.

c.

d.

- Principales activités de construction du microprojet

a.

b.

c.

d.

- Principales activités d'exploitation (fonctionnement) du microprojet

- a.....
- b.....
- c.....
- d.....

Partie B : Brève description de la situation environnementale et identification des impacts et ou risques environnementaux

1. L'environnement naturel

- Sols :

Formation du sol de l'endroit : sablonneux ☐ caillouteux ☐ argileux ☐ Autres ☐

- Topographie

La topographie de l'endroit : plane ☐ en pente ☐ Accidenté ☐

Autres.....

- Végétation

La végétation du site des travaux : Herbes ☐ Arbustes ☐ Arbres ☐

La végétation autour de la zone d'exécution du microprojet : Herbes ☐ Arbustes ☐
Arbres ☐

- Surface de végétation (Herbes, Arbustes, Arbres) :
- Nombre d'arbres à abattre :
- **Y a-t-il des zones sensibles sur le plan environnemental** ou des espèces menacées de disparition (spécifier ci-dessous) qui pourraient être affectées négativement par le microprojet ?
 - ✓ Forêts naturelles intactes Oui ☐ Non ☐
 - Si oui, préciser la mesure
 -
 -
 - ✓ Forêts le long des rivières : Oui ☐ Non ☐
 - Si oui, préciser la mesure
 -
 -
 - ✓ Zones humides (lacs, rivières, zones inondées par saison) : Oui ☐ Non ☐
 - Si oui, préciser la mesure
 -
 -

- ✓ A quelle distance approximative se trouvent les zones humides les plus proches (lacs, rivières, zones inondées par saison) ? Distance__...km Préciser quel type de zone humide
.....
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....
- ✓ Habitats des animaux sauvages menacés de disparition pour lesquelles une protection est requise par les lois nationales ☐ et/ou les accords internationaux ☐.
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....
- ✓ Autres (citer). _____
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....

2. Ecologie des rivières et des lacs

L'exécution et l'exploitation du microprojet peuvent-elles avoir un effet négatif sur l'écologie des rivières ?

- ✓ La qualité de l'eau : Oui.....☐.....Non.....☐.....
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....
- ✓ La quantité de l'eau : Oui.....☐.....Non...☐.....
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....
- ✓ La végétation aquatique : Oui ...☐.....Non...☐.....
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....
- ✓ Les animaux aquatiques : Oui...☐.....Non...☐.....
- Si oui, préciser la mesure
.....
.....

3. Aires protégées

La zone autour du site du projet se trouve-t-elle à l'intérieur ou à côté d'une aire protégée quelconque tracée par le gouvernement (parc national, réserve de faune, site d'héritage mondial, etc.) ? Oui ☐ Non ☐
_____ si oui Préciser

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

Si l'exécution/exploitation du microprojet s'effectuent en dehors d'une aire protégée (ou dans ses environs), sont-elles susceptibles d'affecter négativement l'aire protégée (les passages empruntés par des mammifères ou les oiseaux au cours de leur migration) ? Oui ☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

4. Géologie et sols

Le site d'exécution du microprojet est-il prédisposé à l'érosion, aux glissements de terrains, à l'affaissement) ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, préciser la mesure

.....
.....

5. Paysage/esthétique

Y a-t-il possibilité que le microprojet affecte négativement l'aspect esthétique (beauté) du paysage local ? Oui ☐

☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

6. Site historique, archéologique ou d'héritage culturel.

Sur la base des sources disponibles, des consultations avec les autorités locales, des connaissances et/ou observations locales, le projet pourrait-il altérer des sites historiques, archéologiques ou d'héritage culturel où faudrait-il faire des fouilles tout près ? Oui ☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

7. Pollution sonore pendant l'exécution et l'exploitation du microprojet

Le niveau de bruit pendant l'exécution et l'exploitation du microprojet concerné va-t-il dépasser les limites/normes de bruits acceptables ? Oui ☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

8. Pollution par dégagement d'odeur nauséabonde pendant l'exécution et l'exploitation du microprojet

Le niveau d'odeur nauséabonde pendant l'exécution et l'exploitation du microprojet concerné va-t-il dépasser les limites acceptables ? Oui ☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

9. Déchets solides ou liquides

L'activité concernée va-t-elle générer des déchets solides ou liquides ? Oui ☐ Non ☐ Si "Oui", le projet dispose-t-il d'un plan pour leur ramassage et leur évacuation ? Oui ☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

10. Consultation du public

Lors de la préparation et la mise en œuvre du microprojet, la consultation et la participation du public seront-elles recherchées par les responsables de la communauté ? Oui ☐ Non ☐

- Si oui, préciser la mesure

.....
.....

PARTIE C : Brève description du milieu social et identification des impacts sociaux

1. **Acquisition de terres** : La réalisation du microprojet proposé va-t-elle impliquer une acquisition de terres ? Oui ☐ Non ☐

2. **Perte de terre** : La réalisation du microprojet proposé provoquera -t-elle la perte de terres ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, la perte sera-t-elle

- a. Permanente ☐ oui ☐ non

- b. Temporaire ☐ oui ☐ non

3. Perte d'habitations : La réalisation du microprojet proposé provoquera –t-elle la perte d'habitations ? Oui_ ☐ Non_ ☐

Si oui, la perte sera-t-elle

- a. Totale ☐ oui ☐ non
b. Partielle ☐ oui ☐ non

4. Pertes d'infrastructures domestiques autres que des habitations : La réalisation du microprojet proposé provoquera –t-elle la perte d'infrastructures autres que des habitations ? Oui_ ☐ Non_ ☐ (

Si oui, la perte sera-t-elle

- a. Totale ☐ oui ☐ non
b. Partielle ☐ oui ☐ non

Perte de revenus : La réalisation du microprojet proposé provoquera –t-elle la perte d'activités source de revenus ou de moyens de subsistance ? Oui___ Non___ La perte sera-t-elle :

- a. Permanente ☐ oui ☐ non
b. Temporaire ☐ oui ☐ non

5. Perte de récoltes ou d'arbres fruitiers : La réalisation du microprojet proposé provoquera –t-elle la perte de récoltes ou d'arbres privés (fruitiers et utilitaires) ? Oui_ ☐ Non_ ☐

Si oui, estimer si possible pour chaque type/qualité le nombre/la quantité.

.....
.....
.....
.....
.....
.....

6. Risques d'accidents pour les travailleurs et les populations riveraines ;

- o Si oui, préciser la mesure

.....
.....
.....
.....
.....

7. Risques de dépravation des mœurs/déviations sociales Oui ☐ Non ☐

- o Si oui, préciser la mesure

.....
.....
.....
.....

8. Risques de violences basées sur le genre Oui ☐ Non ☐

- o Si oui, préciser la mesure

.....
.....
.....

.....
.....
9. Risques de Travail des mineurs/enfants Oui ☐ Non ☐

o Si oui, préciser la mesure

.....
.....
.....
.....
.....
10. Existence de personne vivant avec un handicap/maladie/grossesse Oui ☐ Non ☐

o Si oui, préciser la mesure

.....
.....
.....
.....
.....
11. Conflits/plaintes/griefs Oui ☐ Non ☐

o Si oui, préciser la mesure

.....
.....
.....
.....
.....
12. Autres : (à préciser)

Préciser la mesure

.....
.....
.....
.....
.....
1- Liste des mesures de sauvegarde sociales et environnementales spécifiques au microprojet à mettre en œuvre dans la réalisation du microprojet

Partie D : Classification du microprojet et travail environnemental

Microprojet de type :

A : Microprojet à impacts majeurs, irréversibles, portée des impacts au-delà du site du projet ☐

B : Projets à impacts modérés, réversibles, limités au site du projet ☐

C : Projets à impacts faibles, non significatifs ☐

Travail environnemental nécessaire :

1. Pas de travail environnemental : ☐

2. Simples mesures de mitigation : ☐

3. Etude d'Impact Environnemental Simplifié ☐

Partie E : Travail social

Travail social nécessaire

1. **Pas de travail social à faire** ☐ (les mesures ou prescriptions spécifiques seront à capitaliser dans le PGES)
2. **PAR** ☐

Liste de l'équipe ayant renseigné la fiche

Réf.	Nom et Prénoms	Fonction	Responsabilité (au sein de l'équipe)	Emargement

Vérification (cohérence et conformité) du contenu de la fiche

Pour le spécialiste en sauvegarde sociale

Pour le spécialiste en sauvegarde
environnementale

Signature
Nom et prénom

Signature
Nom et prénom

Visa de l'administration chargée de l'approbation
Nom et Prénoms,

ANNEXE 2: Liste de contrôle environnemental et social

Activité du projet	Questions auxquelles il faut répondre	OUI	NON	Si OUI,
Mise en œuvre et exploitation des sous projets du Projet de Filets Sociaux et des Services de Base	<ul style="list-style-type: none"> - Y aura-t-il perte de végétation quelconque pendant l'exploitation de l'infrastructure ? - Y a-t-il des services adéquats pour l'évacuation des déchets prévus pendant l'exploitation ? - Y a-t-il possibilité de générer des déchets d'amiante lors des travaux ? - Est-il possible que le projet génère des déchets biomédicaux ? - Les détritiques générés pendant la mise en œuvre et l'exploitation seront-ils nettoyés et éliminés écologiquement ? - Les équipements et matériel de sécurité et de secours en cas d'accident seront-ils disponibles pendant la mise en œuvre et l'exploitation ? - Y a-t-il des risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles par les activités du projet ? - Y a-t-il des zones écologiques sensibles dans les environs de la zone exploitation qui pourraient être impactés négativement ? - Y a-t-il des impacts sur la santé des populations riveraines et celle du personnel de mise en œuvre et d'exploitation ? - Y a-t-il des impacts visuels causés par les travaux? - Y a-t-il des odeurs pouvant provenir du rejet des déchets issus de l'activité ? - Y a-t-il des établissements humains, ou des sites d'importance culturelle, religieuse, ou historique près du site du projet? 			Si Oui, s'inspirer des mesures adéquates d'atténuation décrites dans le tableau du CGES

ANNEXE 3: Propositions d'essences locales à planter dans le cadre du reboisement compensatoire

Région	Essences autochtones	Essences proposées pour le
Savanes	Acacia gourmaensis, A. dudgeonii, etc., Balanites aegyptiaca, Aristida adcencionis, Loudetia simplex, Loudetia togoensis, Andropogon spp., Pennisetum pedicelatum, Parkia, Vitellaria, Anogeissus, Antiaris africana, de Celtis integrifolia, d'Anogeissus, d'Adansonia digitata, de Zanha golungensis, Voacanga	Teck, Eucalyptus, Khaya, Anacardier, Manguier, Acacia auriculiformis, Baobab, Néré, Karité
Kara	Acacia gourmaensis, A. dudgeonii, etc., Balanites aegyptiaca, Aristida adcencionis, Loudetia simplex, Loudetia togoensis, Andropogon spp., Pennisetum pedicelatum, Parkia, Vitellaria, Anogeissus, Antiaris africana, de Celtis integrifolia, d'Anogeissus, d'Adansonia digitata, de Zanha golungensis, Voacanga	Teck, Eucalyptus, Khaya, Anacardier, Manguier, Acacia auriculiformis, Kolatier, Palmier à huile, Baobab
Centrale	Acacia gourmaensis, A. dudgeonii, etc., Balanites aegyptiaca, Aristida adcencionis, Loudetia simplex, Loudetia togoensis, Andropogon spp., Pennisetum pedicelatum, Parkia, Vitellaria, Anogeissus, Antiaris africana, de Celtis integrifolia, d'Anogeissus, d'Adansonia digitata, de Zanha golungensis, Voacanga africana, Holarrhena floribunda, Acacia ataxacantha, Parinari congensis,	Teck, Eucalyptus, Khaya, Oranger, Anacardier, Manguier, Palmier à huile, Garcinia, Acacia auriculiformis, Kolatier, Baobab, Néré, Karité
Plateaux	Ulmaceae, Sterculiaceae, Mimosaceae, Caesalpiniaceae, Meliaceae, Combretaceae, Moraceae, Chrysobalanaceae, Lophira lanceolata, Hyparrhenia spp., Elymandra androphila, Schizachyrium spp. Chasmopodium afzelii, Andropogon macrophyllus. Daniellia oliveri, Terminalia glaucescens, Pterocarpus erinaceus, Lannea kerstingii, Vitex doniana, etc. Hyparrhenia diplandra, Antiaris Milicia, Uapaca guineensis	Teck, Eucalyptus, Khaya, Oranger, Anacardier, Manguier, Avocatier, Palmier à huile, Garcinia, Acacia auriculiformis, Kolatier, Baobab,
	cocotier.	

Maritime	Ulmaceae, Sterculiaceae, Mimosaceae, Caesalpiniaceae, Meliaceae, Combretaceae, Moraceae, Chrysobalanaceae, Lophira lanceolata, Hyparrhenia spp., Elymandra androphila, Schizachyrium spp. Chasmopodium afzelii, Andropogon macrophyllus. Daniellia oliveri, Cola gigantea, Pterocarpus santalinoides, Phoenix reclinata, Cynometra megalophylla, Teck,	Teck, Eucalyptus, Khaya, Anacardier, Manguier, Palmier à huile, Acacia auriculiformis, Kolatier, Palétuvier, Cocotier,
-----------------	--	--

ANNEXE 4: Identification des risques

- Définition et seuil d'occurrence des risques

Le risque se définit comme une exposition à un danger et la probabilité d'occurrence de celui-ci.

Tableau 2 : Seuil de probabilité d'occurrence des risques

Niveau de probabilité	Définition
Très faible	La probabilité que le risque se produise est de 1 à 2 pour cent ; l'impact ne s'est pas produit par le passé dans des circonstances identiques.
Faible	La probabilité que le risque se produise est comprise entre 2 et 20% ; Le risque s'est produit dans des conditions similaires par le passé, mais très rarement
Moyenne	Le risque pourrait se produire de façon peu fréquente. Il ne se manifeste pas de façon systématique, mais la probabilité qu'il se produise pourrait se situer entre 20 et 70% suite à une défaillance des mesures de sécurité et de contrôle.
forte	La probabilité que le risque se produise est supérieure à 70%. Le risque se manifeste de façon systématique et il y a de forte chance pour que le risque se produise.

- Résultat d'identification des risques liés à la présence et à l'exploitation des ouvrages réalisés

Les risques identifiés à partir de la matrice de Léopold, concernent essentiellement l'environnement humain. En effet, l'hygiène et la santé sont menacées par deux (2) types principaux de risques : risques d'atteinte à la santé et risques d'atteinte à la sécurité. Quant au risque de conflit, il est lié au choix et à l'implantation des ouvrages sur les domaines privés sans accord préalable de leurs propriétaires.

Concernant les risques d'atteinte à la santé, il s'agit de :

- (i) risque d'atteinte à la santé des élèves due au développement du paludisme en saison de pluies lié à la pullulation des moustiques en cas d'abandon des citernes d'eau non démantelées dans les établissements scolaires et au niveau des trous des sites d'emprunt non remblayés laissés sur place par les entreprises à la fin des chantiers ;
- (ii) risque d'atteinte à la santé due à la manifestation de maladies respiratoires chez certaines personnes dues aux fumées des papiers des toilettes et des dépotoirs qu'on brûle et qui polluent l'air.

Les risques d'atteinte à la sécurité des personnes sont les suivants :

- (i) risques d'atteinte à la sécurité des personnes au niveau des forages en chantier dans les villages ;
- (ii) risque d'atteinte à la sécurité des personnes lié à des blessures que peuvent causer les seringues, les tessons de bouteilles et des ampoules des USP enfouies dans le sol à une faible profondeur ;
- (iii) risque d'atteinte à la sécurité des enfants par noyade dans les retenues d'eau ;
- (iv) risque d'atteinte à la sécurité dû aux accidents pour les élèves soit par chute soit par noyade en saison de pluies au niveau des trous des sites d'emprunt de la terre de remblayage des bâtiments construits non refermés par les entreprises à la fin des chantiers.
- (v) risque d'atteinte à la sécurité des élèves à long terme dû à l'effondrement des charpentes des bâtiments scolaires réalisées à base des fermes en bois non mûr.

- Évaluation des risques

Tableau 3 : Evaluation des risques d'atteinte à la santé et leurs mesures de prévention

Risques	Probabilité d'occurrence
1. Risque d'atteinte à la santé des élèves par le paludisme en saison de pluies dû aux citernes d'eau abandonnées par les entreprises dans les écoles à la fin des chantiers.	Moyenne

2. Risque d'atteinte à la santé due à la manifestation de maladies respiratoires dues aux fumées des papiers des toilettes brûlés.	Très faible
--	-------------

Par rapport à la santé, seul le risque d'atteinte à la santé des élèves par le paludisme en saison de pluies dû aux citernes d'eau abandonnées par les entreprises dans les écoles à la fin des chantiers est significatif.

Tableau 4 : Evaluation des risques d'atteinte à la sécurité des personnes et leurs mesures de prévention

Risques	Probabilité
1. Risques d'atteinte à la sécurité des personnes au niveau des forages en chantier	Moyenne
2. Risque d'atteinte à la sécurité des élèves dû aux accidents soit par chute soit par noyade en saison de pluies au niveau des trous des sites d'emprunt de la terre de remblayage des bâtiments à construire	Moyenne
3. Risque d'atteinte à la sécurité des élèves à long terme dû à l'effondrement des charpentes des bâtiments scolaires réalisées à base des fermes en bois non mûr	Moyenne
4. Risque d'atteinte à la sécurité des personnes au niveau des retenues d'eau	Moyenne

ANNEXE 5: Lignes directrices environnementales, sanitaires et sécuritaires de mise en œuvre des aménagements et des infrastructures

1. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES GENERALES

Dispositions préalables pour l'exécution des travaux

Respect des lois et réglementations nationales

1.1. L'Entrepreneur et ses sous-traitants doivent connaître, respecter et appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays et relatifs à l'environnement, l'eau, la chasse, la protection de la faune, le pastoralisme, le foncier, le patrimoine culturel, etc. Il en est de même des décrets, arrêtés et normes qui en découlent, notamment les règlements concernant la qualité de l'air et de l'eau, les normes de rejets, les niveaux de bruits permis, l'élimination des déchets solides et liquides, ainsi que tous les règlements relatifs aux heures de travail recommandées et aux mouvements des engins, matériels et équipements de travaux de construction.

1.2. Dans l'organisation journalière de son chantier, l'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement, en appliquant les prescriptions du contrat et surtout veiller à ce que son personnel les respecte et les applique également.

1.3. L'Entrepreneur doit assumer la responsabilité et supporter les frais de toute réclamation ou obligation ayant pour motif le non-respect de l'environnement, comme conséquence des travaux définis dans le marché et réalisés par lui-même, ses sous-traitants et leurs employés respectifs

Permis et autorisations avant les travaux

1.4. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux dans le contrat.

2. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement du chantier ;

3. Le Maître d'ouvrage doit veiller à ce que le calendrier des travaux (planning) prenne en compte une période raisonnable pour permettre à l'Entrepreneur d'obtenir les autorisations administratives, et d'assurer l'information des autorités locales et la concertation avec les populations, avant le démarrage des travaux.

Réunion de démarrage des travaux

4. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur, sous la supervision du Maître d'ouvrage, doivent organiser des réunions avec les autorités, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée et les emplacements susceptibles d'être affectés.

Repérage des réseaux des concessionnaires

5. Il est formellement interdit à l'Entrepreneur d'intervenir sur le sol et dans le sous-sol sans avoir procédé, au préalable, au repérage des réseaux des concessionnaires (eau potable, électricité, téléphone, égout, etc.) et en avoir obtenu le visa des gestionnaires en retour.

6. En cas d'accident sur un réseau préalablement repéré, la responsabilité de l'Entrepreneur est pleinement engagée. En revanche, si un réseau est omis lors de la procédure de repérage et ne figure pas dans le Procès-verbal et les plans annexés, seule la responsabilité du concessionnaire est engagée en cas d'accident lors des travaux.

Libération des domaines public et privé

7. L'Entrepreneur doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux.

Programme de gestion environnementale et sociale

8. L'Entrepreneur doit prévoir le respect du plan de protection de l'environnement du site qui inclut l'ensemble des mesures de protection du site.

Notifications aux autorités responsables

9. L'Entrepreneur doit transmettre à l'Unité de Coordination du Projet un plan des travaux au moins deux (2) semaines avant que soient entreprises les activités

INSTALLATIONS DE CHANTIER ET PREPARATION Normes de localisation

10. L'Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à déranger le moins possible l'environnement, de préférence dans des endroits déjà déboisés ou perturbés lorsque de tels sites existent, ou sur des sites qui seront réutilisés lors d'une phase ultérieure pour d'autres fins. L'Entrepreneur doit strictement interdire d'établir une base vie à l'intérieur d'une zone protégée.

11. L'Entrepreneur devra choisir le site du campement du chantier de manière à éviter, autant que possible, la compétition avec la population locale pour les ressources du milieu.

Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel

12. L'Entrepreneur doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA.

Emploi de la main d'œuvre locale

13. L'Entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés.

Respect des horaires de travail

14. L'Entrepreneur doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur.

Protection du personnel de chantier

15. L'Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.). L'Entrepreneur doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier.

Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement

16. L'Entrepreneur doit respecter les règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement définies par la réglementation nationale en vigueur. Il doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel.

17. L'Entrepreneur doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

Mesures contre les entraves à la circulation

30- L'Entrepreneur doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux.

REPLI DE CHANTIER ET REAMENAGEMENT

Règles générales

31- A toute libération de site, l'Entrepreneur laisse les lieux propres à leur affectation immédiate.

32- Une fois les travaux achevés, l'Entrepreneur doit (i) retirer les bâtiments temporaires, le matériel, les déchets solides et liquides, les matériaux excédentaires, les clôtures etc.; (ii) rectifier les défauts de drainage et régaler toutes les zones excavées; (iii) reboiser les zones initialement déboisées avec des espèces appropriées, en rapport avec les services forestiers locaux; (iv) protéger les ouvrages restés dangereux (puits, tranchées ouvertes, dénivelés, saillies, etc.); (v) rendre fonctionnel les chaussées, trottoirs, caniveaux, rampes et autres ouvrages rendus au service public; (vi) décontaminer les sols souillés (les parties contaminées doivent être décaissées et remblayées par du sable); (vii) nettoyer et détruire les fosses de vidange.

Gestion des produits pétroliers et autres contaminants

33- L'Entrepreneur doit nettoyer l'aire de travail ou de stockage où il y a eu de la manipulation et/ou de l'utilisation de produits pétroliers et autres contaminants.

Aires d'enfouissement sanitaire et dépôts en tranchée « in situ »

34- En cas d'enfouissement des ordures ménagères sur place autorisé par l'Unité de Coordination du Projet, l'Entrepreneur doit recouvrir les déchets d'une couche de terre, nettoyer et niveler le terrain et lui redonner une forme régulière tout en assurant le drainage des eaux de ruissellement vers l'extérieur (aucun rebut ne doit être visible).

35- Pour l'élimination « in situ » des autres déchets solides (déblais, etc.) l'Entrepreneur doit réaliser des pentes stables qui s'harmonisent avec le paysage environnant puis recouvrir les rebuts de terre ou de matériau granulaire.

CONTROLE, NOTIFICATION, SANCTION ET RECEPTION

Contrôle de l'exécution des clauses environnementales sociales

36- Le contrôle du respect et de l'effectivité de la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales par l'Entrepreneur est effectué par l'Unité de Coordination du Projet dont l'équipe doit comprendre un expert environnementaliste qui fait partie intégrante de la mission de contrôle des travaux.

Notification

37- L'Unité de Coordination du Projet notifie par écrit à l'Entrepreneur, tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. La reprise des travaux ou les

travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge de l'Entrepreneur.

Sanction

38- En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par l'Unité de Coordination du Projet peut être un motif de résiliation du contrat. L'Entrepreneur ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non-application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par l'Unité de Coordination du Projet avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.

Réception des travaux

39-Le non-respect des présentes clauses expose l'Entrepreneur au refus de réception provisoire ou définitive des travaux, par la Commission de réception. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale peut faire l'objet d'une réception partielle impliquant les services compétents concernés.

Obligations au titre de la garantie

40-Les obligations de l'Entrepreneur courent jusqu'à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu'après complète exécution des travaux d'amélioration de l'environnement prévus au contrat, et constat de reprise de reboisement d'espace vert.

1.2. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES SPECIFIQUES MESURES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Signalisation des travaux

41-L'Entrepreneur doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation du chantier (sortie de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur, à l'exclusion de toute destination publicitaire.

Mesures pour les travaux de terrassement

42-L'Entrepreneur doit limiter au strict minimum le décapage, le déblaiement, le remblayage et le nivellement des aires de travail afin de respecter la topographie naturelle et de prévenir l'érosion. Après les travaux, le terrain perturbé doit être nivelé de façon à lui redonner une forme régulière et un drainage adéquat. Les terrains susceptibles d'être érodés doivent être stabilisés.

Mesures de transport et de stockage des matériaux

43-Lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit (i) limiter la vitesse des véhicules sur le chantier par l'installation de panneaux de signalisation et des porteurs de drapeaux ; (ii) arroser régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées.

44-Pour assurer l'ordre dans le trafic et la sécurité sur les routes, le sable, le ciment et les autres matériaux fins doivent être contenus hermétiquement durant le transport afin d'éviter l'envol de poussière et le déversement en cours de transport.

Mesures pour la circulation des engins de chantier

45-Seuls les matériels strictement indispensables sont tolérés sur le chantier. En dehors des accès, des lieux de passage désignés et des aires de travail, il est interdit de circuler avec des

engins de chantier, à moins d'une autorisation du responsable du chantier. Les voies de circulation utilisées doivent être maintenues en bon état.

46- L'Entrepreneur doit s'assurer de la limitation de vitesse pour tous ses véhicules circulant sur la voie publique, avec un maximum de 60 km/h en rase campagne et 40 km/h au niveau des agglomérations et à la traversée des villages.

47- L'Entrepreneur devra, en période sèche et en fonction des disponibilités en eau, arroser régulièrement les pistes empruntées par ses engins de transport pour éviter la poussière, plus particulièrement au niveau des zones habitées.

Mesures de transport et de stockages des peintures et contaminants

48- L'Entrepreneur doit transporter les peintures, les diluants, les lubrifiants et les autres matières dangereuses de façon sécuritaire, dans des contenants étanches sur lesquels le nom du produit est clairement identifié.

Protection des zones et ouvrages agricoles

49- Le calendrier des travaux doit être établi afin de limiter les perturbations des activités agricoles.

50- Les matériaux de construction et les débris devront être ramassés quotidiennement pour éviter des dommages aux équipements agricoles ou l'ingestion de ces matériaux par les animaux domestiques. Aucun brûlage ou enfouissement de déchets n'est permis en milieu agricole.

Approvisionnement en eau du chantier

51- La recherche et l'exploitation des points d'eau sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit s'assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d'eau utilisées par les communautés locales. Il est recommandé à l'Entrepreneur d'utiliser les services publics d'eau potable autant que possible, en cas de disponibilité. Les prélèvements d'eau dans les rivières attenantes doivent se faire en aval des points d'utilisation des populations, sans déversement des produits polluants, sans augmenter la turbidité du cours d'eau.

Gestion des déchets liquides

52- Il est interdit à l'Entrepreneur de rejeter les effluents liquides pouvant entraîner des stagnations et incommodités pour le voisinage, ou des pollutions des eaux de surface, souterraines.

Gestion des déchets solides

53- L'Entrepreneur doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement. Il est interdit à l'Entrepreneur de brûler des déchets à ciel ouvert, à l'exception de branches, arbres ou feuilles mortes.

Protection contre la pollution sonore

54- Les nuisances causées par le bruit doivent être réduites au maximum. Les normes nationales relatives au bruit, si elles existent, doivent être respectées. En règle générale, les seuils à ne pas dépasser sont : 55 à 60 décibels le jour; 40 décibels la nuit.

Prévention contre les IST/VIH/SIDA et maladies liées aux travaux

55-L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA.

56-L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés à la contamination au COVID-19. Il doit mettre à la disposition du personnel des cache-nez, du gel ou de la solution hydroalcoolique et des dispositifs de lavage de mains avec l'eau propre et du savon à fournir régulièrement.

Les mesures barrières suivantes doivent être impérativement respectées par l'ensemble du personnel y compris le premier responsable de l'entreprise, de même que les visiteurs :

- Toujours porter un masque (qui couvre le nez et la bouche) ;
- Se laver régulièrement les mains au savon ou se désinfecter les mains avec un gel ou une solution hydroalcoolique ;
- Eviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche ;
- Saluer sans se toucher, sans se serrer les mains ;
- Eviter les embrassades ou accolades ;
- Garder une distanciation sociale d'un mètre au moins vis-à-vis de l'autre ;
- Tousser et éternuer dans le creux du coude ou dans un mouchoir ;
- Eviter des regroupements de masse ;
- Etc.

57- Code de conduite individuel relatif à l'EAS/HS

Mise en œuvre des normes ESHS et des exigences HST Prévention des violences basées sur le genre (VBG) et des violences contre les enfants (VCE)

Je soussigné, _____, reconnais qu'il est important de se conformer aux normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), de respecter les exigences du projet en matière d'hygiène et de sécurité au travail (HST) et de prévenir les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les violences contre les enfants (VCE). L'entreprise considère que le non-respect des normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS) et des exigences d'hygiène et de sécurité au travail (HST), ou le fait de ne pas participer aux activités de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les violences contre les enfants (VCE) que ce soit sur le lieu de travail – dans les environs du lieu de travail, dans les campements de travailleurs ou dans les communautés avoisinantes – constitue une faute grave et il est donc passible de sanctions, de pénalités ou d'un licenciement éventuel. Des poursuites peuvent être engagées par la police contre les auteurs de VBG ou de VCE, le cas échéant.

Pendant que je travaillerai sur le projet, je consens à :

1. Assister et participer activement à des formations liées aux normes environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité (ESHS), et aux exigences en matière d'hygiène et de sécurité au travail (HST), au VIH/sida, aux VBGEAS/HS et aux VCE, tel que requis par mon employeur ;
2. Porter mon équipement de protection individuelle (EPI) à tout moment sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités liées au projet ;
3. Prendre toutes les mesures pratiques visant à mettre en œuvre le Plan de gestion environnementale et sociale et le plan de gestion des risques des entrepreneurs (PGES/PGR) ;
4. Mettre en œuvre le Plan de gestion HST ;
5. Respecter une politique de tolérance zéro à l'égard de la consommation de l'alcool pendant le travail et m'abstenir de consommer des stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer mes facultés à tout moment ;
6. Laisser la police vérifier mes antécédents ;

7. Traiter les femmes, les enfants (personnes âgées de moins de 18 ans) et les hommes avec respect, indépendamment de leur race, couleur, langue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, niveau de richesse, invalidité, citoyenneté ou tout autre statut ;

8. Ne pas m'adresser envers les femmes, les enfants ou les hommes avec un langage ou un comportement déplacé, harcelant, abusif, sexuellement provocateur, dégradant ou culturellement inapproprié ;

9. Ne pas me livrer au harcèlement sexuel – par exemple, faire des avances sexuelles indésirées, demander des faveurs sexuelles ou adopter tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle, y compris les actes subtils d'un tel comportement (par exemple, regarder quelqu'un de haut en bas ; embrasser ou envoyer des baisers ; faire des allusions sexuelles en faisant des bruits ; frôler quelqu'un ; siffler ; donner des cadeaux personnels ; faire des commentaires sur la vie sexuelle de quelqu'un, etc.) ;

10. Ne pas m'engager dans des faveurs sexuelles – par exemple, faire des promesses ou subordonner un traitement favorable à des actes sexuels – ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou abusif ;

11. Ne pas participer à des contacts ou à des activités sexuelles avec des enfants – notamment à la sollicitation malveillante des enfants – ou à des contacts par le biais des médias numériques ; la méconnaissance de l'âge de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense ; le consentement de l'enfant ne peut pas non plus constituer un moyen de défense ou une excuse ;

12. A moins d'obtenir le plein consentement de toutes les parties concernées, de ne pas avoir d'interactions sexuelles avec des membres des communautés avoisinantes ; cette définition inclut les relations impliquant le refus ou la promesse de fournir effectivement un avantage (monétaire ou non monétaire) aux membres de la communauté en échange d'une activité sexuelle – une telle activité sexuelle est jugée « non consensuelle » dans le cadre du présent Code ;

13. Envisager de signaler par l'intermédiaire des mécanismes des plaintes et des doléances ou à mon gestionnaire tout cas présumé ou avéré de VBG ou de VCE commis par un collègue de travail, que ce dernier soit ou non employé par mon entreprise, ou toute violation du présent Code de conduite. En ce qui concerne les enfants âgés de moins de 18 ans :

14. Dans la mesure du possible, m'assurer de la présence d'un autre adulte au moment de travailler à proximité d'enfants.

15. Ne pas inviter chez moi des enfants non accompagnés sans lien de parenté avec ma famille, à moins qu'ils ne courent un risque immédiat de blessure ou de danger physique ;

16. Ne pas utiliser d'ordinateurs, de téléphones portables, d'appareils vidéo, d'appareils photo numériques ou tout autre support pour exploiter ou harceler des enfants ou pour accéder à de la pornographie infantile (voir aussi la section « Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles » ci-dessous) ;

17. M'abstenir de châtiments corporels ou de mesures disciplinaires à l'égard des enfants ;

18. M'abstenir d'engager des enfants dont l'âge est inférieur à 14 ans pour le travail domestique ou pour tout autre travail, à moins que la législation nationale ne fixe un âge supérieur ou qu'elle ne les expose à un risque important de blessure ;

19. Me conformer à toutes les législations locales pertinentes, y compris les lois du travail relatives au travail des enfants et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale sur le travail des enfants et l'âge minimum ;

20. Prendre les précautions nécessaires au moment de photographier ou de filmer des enfants (se référer à l'Annexe 2 pour de plus amples détails).

Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles

21. Au moment de photographier ou de filmer un enfant à des fins professionnelles, je dois :

Avant de photographier ou de filmer un enfant, évaluer et m'efforcer de respecter les traditions ou les restrictions locales en matière de reproduction d'images personnelles ;

22. Avant de photographier ou de filmer un enfant, obtenir le consentement éclairé de l'enfant et d'un parent ou du tuteur ; pour ce faire, je dois expliquer comment la photographie ou le film sera utilisé ;

23. Veiller à ce que les photographies, films, vidéos et DVD présentent les enfants de manière digne et respectueuse, et non de manière vulnérable ou soumise ; les enfants doivent être habillés convenablement et ne pas prendre des poses qui pourraient être considérées comme sexuellement suggestives ;

24. M'assurer que les images sont des représentations honnêtes du contexte et des faits ;

25. Veiller à ce que les étiquettes des fichiers ne révèlent pas de renseignements permettant d'identifier un enfant au moment d'envoyer des images par voie électronique.

Sanctions

Je comprends que si je contreviens au présent Code de conduite individuel, mon employeur prendra des mesures disciplinaires qui pourraient inclure :

1. L'avertissement informel ;

2. L'avertissement formel ; 3.

La formation complémentaire ;

4. La perte d'au plus une semaine de salaire ;

5. La suspension de la relation de travail (sans solde), pour une période minimale d'un mois et une période maximale de six mois ;

6. Le licenciement.

7. La dénonciation à la police, le cas échéant.

Je comprends qu'il est de ma responsabilité de m'assurer que les normes environnementales, sociales, de santé et de sécurité sont respectées. Que je me conformerai au Plan de gestion de l'hygiène et de sécurité du travail. Que j'éviterai les actes ou les comportements qui pourraient être interprétés comme des VBG et des VCE. Tout acte de ce genre constituera une violation du présent Code de conduite individuel. Je reconnais par les présentes avoir lu le Code de conduite individuel précité, j'accepte de me conformer aux normes qui y figurent et je comprends mes rôles et responsabilités en matière de prévention et d'intervention dans les cas liés aux normes ESHS et aux exigences HST, aux VBG et aux VCE. Je comprends que tout acte incompatible avec le présent Code de conduite individuel ou le fait de ne pas agir conformément au présent Code de conduite individuel pourrait entraîner des mesures disciplinaires et avoir des répercussions sur mon emploi continu. Signature : _____

Nom en toutes lettres : _____

Titre : _____ Date : _____

Journal de chantier

57-L'Entrepreneur doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population.

ENTRETIEN DES ENGINS ET EQUIPEMENTS DE CHANTIERS

58-L'Entrepreneur doit exécuter, sous surveillance constante, toute manipulation de carburant, d'huile ou d'autres produits contaminants, y compris le transvasement, afin d'éviter le déversement.

59-L'Entrepreneur doit maintenir en parfait état de fonctionnement les engins et équipements de travaux qui doivent être vérifiés régulièrement afin de s'assurer de l'absence de fuite de contaminants. Le cas échéant, ils doivent être réparés immédiatement.

2. PROPOSITIONS POUR LA GESTION DES PESTES

Dans le cadre du projet FSB- Financement additionnel et du projet FSB parent, les pesticides seront utilisés pour le nettoyage et la désinfection des sites de formation FoDA et coaching, les sites d'AGR, des kiosques de transfert monétaire (FSB-financement additionnel) et dans les structures sanitaires réhabilitées ; les latrines publiques, les hangars de marchés, les centres communautaires, les bâtiments scolaires, etc. construits dans le cadre du projet FSB parent dans le but de briser la chaîne de propagation des germes pathogènes et éventuellement des autres nuisibles. Le présent plan s'appuie sur les directives de la Banque mondiale et s'inscrit dans le cadre des stratégies nationales existantes, renforçant ainsi les synergies et les complémentarités.

1. Objectif du plan de gestion des pestes

L'objectif de ce mécanisme est de décrire les conditions d'utilisation des pesticides dans le cadre du projet FSB- Financement additionnel et du projet FSB parent afin de s'assurer que les risques sanitaires et environnementaux associés aux pesticides sont minimisés. Les objectifs spécifiques incluront les mesures suivantes :

- renforcer les capacités des acteurs dans la gestion efficace des produits pesticides;
- sensibiliser les populations sur les risques liés aux pesticides et impliquer les communautés dans la mise en œuvre des activités dans le cadre de la gestion participative;
- assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan ;

Le plan de gestion des pesticides permettra de minimiser les effets potentiels négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement, et pour promouvoir la lutte anti vectorielle. Le présent plan s'appuie sur les initiatives nationales, et s'inscrit dans le cadre des stratégies nationales existantes, renforçant ainsi les synergies et les complémentarités.

2. Approches de gestion intégrée au Togo

2.1. Différents vecteurs et maladies

Certaines maladies sont dues aux vecteurs qui peuvent être des vertébrés ou des invertébrés. Le tableau 1 ci-après énumère les principaux vecteurs et les maladies transmises.

Tableau 1 : Principaux vecteurs et les maladies transmises

Vecteurs, agents responsables	Effets immédiats	Maladies transmises
Mouches	Gêne	Diarrhée, dysenterie, conjonctivite, typhoïde, cholera, infestation larvaire
Moustiques	Piqûres et gêne	Encéphalite, malaria, fièvre jaune, dengue, filariose
Rongeurs	Morsures	Fièvre par morsure de rat, leptospirose, salmonellose de rat, rage, fièvre Lassa, Ebola
Poux	Piqûres et gêne	Typhus exanthématique, fièvre rente cosmopolite, fièvre des tranchées, et désagréments
Puces	Piqûres et gêne	Peste, typhus murin
Acariens	Piqûres et gêne	Gale, rickettsie, typhus de la brousse
Tiques	Piqûres et gêne	Paralysie à tiques, fièvre récurrente à tiques, fièvre à tiques du Colorado, tularémie
Punaises réduvidés	Piqûres et gêne	Maladie de Chagas

Fourmis, araignées	Empoisonnement, piqûres et gêne	Empoisonnement
--------------------	------------------------------------	----------------

Source : mission d'actualisation du CGES

2.2. Méthodes de lutte contre les vecteurs de maladies

Il existe trois principales méthodes de lutte contre les vecteurs de maladies :

- **Méthode physique**

Elle consiste à modifier les lieux susceptibles de servir de gîtes larvaires en comblant ou en asséchant définitivement les mares et les marécages ou encore en curant et en désherbant étangs et canaux ou au mieux en détruisant les lieux de vie et de reproduction des vecteurs. Elle inclut aussi la trappe et capture des vecteurs ou utilisation des moyens thermiques pour éliminer les germes ;

- **Méthode chimique**

Elle consiste à épandre à grande échelle des produits chimiques dans les milieux de vie et de reproduction des vecteurs (gîtes, terriers, autres cadres de vie). Dans le cadre de ce projet, des produits homologués seront utilisés à échelle localisée dans les structures sanitaires réhabilités et les autres infrastructures mises en place par le projet FSB parents et tout milieu lié aux activités du projet FSB-Financement additionnel pour minimiser les risques d'infection à travers le bionettoyage et les désinfections.

- **Méthode biologique**

La lutte biologique repose sur l'utilisation d'organismes vivants ou de produits qui en dérivent pour détruire les vecteurs et les ravageurs. Il s'agit en particulier de virus, de bactéries, de protozoaires, poissons prédateurs, vers parasites, etc.

Dans la plupart des pays, la lutte chimique a connu un succès de courte durée. Les vecteurs acquéraient souvent une résistance aux insecticides et ou pesticides qui contraignaient à se tourner vers des produits nouveaux, d'un prix de revient plus élevé. La suspension de programme de lutte a fini par laisser la transmission se rétablir à un niveau non négligeable.

Le succès ne fut durable qu'à travers l'utilisation de méthode physique qui consiste à modifier le milieu de manière à empêcher les vecteurs de retrouver des lieux de reproduction ou de repos à travers un assainissement adéquat.

Dans le cadre du projet FSB-Financement additionnel et du projet FSB parent, les méthodes physique et biologique seront privilégiées, la méthode chimique ne sera utilisée qu'en dernier recours.

3. Pesticides et santé publique

Les maladies transmises par un vecteur ou un hôte intermédiaire comptent parmi les principales causes de mortalité et de morbidité dans nombre de pays tropicaux et subtropicaux. Ces maladies comme le paludisme, la filariose lymphatique, la fièvre jaune, etc. sont d'importants obstacles au développement social. La lutte anti vectorielle par l'utilisation de pesticides joue un rôle déterminant pour combattre les grandes maladies transmises par les vecteurs.

Cependant il est important d'utiliser des produits de bonne qualité pour que l'épandage des pesticides soit efficace et sans danger. Les pesticides couramment utilisés sont :

- Les pyréthronoïdes de synthèse ;
- Organo-chlorés (Endosulfan),

- Organo-phosphorés (Chlorpyrophos, Dichlorvos, Diazinon, etc.),
- Carbamates (Méthomyle, Propoxur, Pyréthrine), Gaz (Acide Cyanhydrique, etc.)
- Biologiques (Bacillus)

3.1. Pesticides et produits chimiques interdits

Les produits organiques persistants interdits par la convention de Stockholm à laquelle le Togo a adhéré et a ratifié (le 22 juillet 2004) sont : DDT (1-1-1- trichloro-2,2- bis (4-chlorophényl) éthane) aldrine, chlordane, dieldrine, endrine, heptachlore, hexachlorobenzène, mirex, toxaphène, polychlorobiphényle, bromure de méthyle.

3.2. Pesticides utilisés au Togo

Au Togo on utilise des insecticides dans tous les secteurs socio-économiques. En santé publique, plusieurs programmes comme le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), le Programme National d'Eradication de la Dracunculose (PNED), le programme de lutte contre l'Onchocercose (PNLO), utilisent des insecticides dans leurs activités de lutte anti vectorielle. Les services d'hygiène utilisent aussi des insecticides et des raticides, surtout dans le cadre de leur activité d'hygiène du milieu. Ces produits sont divers avec des origines très variées.

4. Risques liés à l'exposition aux pesticides

Les principaux risques liés à l'exposition aux pesticides :

- intoxication et effets indésirables pour la santé des applicateurs et des manipulateurs ;
- intoxication et effets indésirables pour la santé de la population ;
- contamination de l'environnement.

Les voies de contaminations sont : orales, respiratoires et transcutanées. Les cas d'intoxication surviennent par suite d'une mauvaise utilisation des pesticides. Les manifestations d'intoxication aiguë sont : maux de tête, troubles respiratoires, faiblesse, fatigue, irritation de la peau, brûlure pour les yeux, vomissement, troubles digestifs, étourdissement, perte de connaissance pouvant aboutir à la mort, asphyxie, etc.

Les effets à long terme sont : cancer, infertilité masculine, stérilité, troubles immunitaires, troubles endocriniens, etc. L'utilisation des pesticides a également des retombées sur l'environnement à travers la pollution de l'eau, de l'air et du sol.

5. Utilisation des pesticides dans le cadre du projet FSB-Financement additionnel et du projet FSB parent

5.1. Etapes de la prise de décision

Sept étapes sont essentielles pour une prise de décision d'utilisation d'un pesticide :

- décrire et analyser la situation éco-épidémiologique de la zone pour identifier les problèmes relatifs aux maladies à transmission vectorielle ;
- sectorisation et priorisation des problèmes posés par les maladies à transmission vectorielle : l'intensité (prévalence/incidence) de la transmission de la maladie, les caractéristiques éco-épidémiologiques de la maladie, la capacité d'intervention pour réduire l'intensité de la transmission et notamment les infrastructures ;
- au niveau de chaque secteur, déterminer si la lutte anti vectorielle a un rôle à jouer
- déterminer la ou les méthodes de lutte anti vectorielle appropriées ;

- choisir le ou les méthodes d'application, dans les cas où l'utilisation d'un insecticide est indispensable;
- déterminer l'insecticide à utiliser, ainsi que : quand, où et comment l'appliquer
- définir des performances et des cibles opérationnelles, et choisir des méthodes de suivi et d'évaluation.

5.2. Caractéristiques de pesticides

Un bon indicateur de pesticide doit :

- avoir une forte toxicité pour les insectes et les rongeurs visés ; lorsqu'on constate la résistance des insectes à l'insecticide, ce dernier doit être changé ;
- avoir une longue durée sur une surface donnée pour éviter des traitements répétés, coûteux et longs ;
- avoir une innocuité pour l'homme et les animaux domestiques ; ils ne doivent présenter aucun danger pour les opérateurs, les occupants et les animaux qui pourraient accidentellement être exposés ;
- avoir une acceptabilité pour les occupants : odeur, dépôts inesthétiques, allergies ;
- avoir une stabilité dans le stockage et le transport : bonne miscibilité à l'eau, pas d'agressivité vis-à-vis du matériel d'épandage ;
- avoir un bon rapport coût/efficacité : dans l'évaluation du coût, tenir compte du mode d'application, de sa dose, et du nombre de traitement annuel.

Le tableau 2 ci-après présente les insecticides utilisés pour les traitements à effets durable.

Tableau 2 : Insecticides utilisés pour les traitements à effet durable

Insecticides	Dose (g/m ²)	Durée d'efficacité en mois	Action insecticide	Classe de sécurité de la matière active
Organochlorés				
DDT	1-2	6 ou plus	Contact	DM
lindane	0,2-0,5	3 ou plus	Contact	DM
Organophosphorés				
Malthion	1-2	1-3	Contact	DF
Fénitron	1-2	1-3 ou plus	Contact, VA	DM
Pirimphos-méthyl	1-2	2-3 ou plus	Contact, VA	DF
Carbamates				
Bendiocarbe	0,2-0,4	2-3	Contact, VA	DM
Propoxur	1-2	2-3	Contact, VA	DM
Pyréthrinoïdes				
Alphacyperméthrin	0,03	2-3	Contact	DM
Cyfluthrine	0,0025	3-5	Contact	DM
Cyperméthrine	0,5	4 ou plus	Contact	DM
Deltaméthrine	0,05	2-3 ou plus	Contact	DM
Lambdacyhalothrine	0,0025-0,05	2-3 ou plus	Contact	DM
Perméthrine	0,5	2-3	Contact, VA	DM

DM : danger modéré ; DF : danger faible ; VA : voie aérienne

5.3. Formulation des pesticides

En règle générale, les insecticides se présentent en formulations spéciales adaptées aux exigences des différentes applications. Ils se présentent habituellement en poudres dispersables dans l'eau, en concentrés émulsionnables ou en concentrés pour suspension.

Ces produits sont livrés avec un pourcentage de pureté, qui correspond à la quantité en matière active pour 100 g d'insecticide.

5.3.1. Préparation

- Quantité de pesticide à utiliser. Elle se calcule selon la formule suivante :

$$T = \frac{S \times Y}{C} \times 100$$

T = Quantité d'insecticide à utiliser

S = Surface à traiter (m²)

Y = Dose d'insecticide à appliquer (g /m²)

C = concentration de la matière active dans la formulation (%)

5.3.2. Application des insecticides

Il faut veiller à ce que toute la solution préparée soit utilisée sur la surface à traiter.

Les différents modes d'application selon qu'il s'agisse de larves ou d'adultes, le traitement peut différer. Pour les gîtes larvaires, seuls les substances moins toxiques pour la population cible doivent être utilisées. Pour les adultes dans les habitations, il faut utiliser des produits à action durable, pour éviter des traitements répétés.

Pour l'épandage, on peut utiliser des pulvérisateurs manuels ou à moteur. Lorsqu'il s'agit des rodenticides, on procède le plus souvent par les appâts. Dans ces cas, il faut respecter le comportement des rongeurs et leur territoire. Ils préfèrent la nourriture fraîche, propre, non polluée par les mauvaises odeurs, de micro-organismes et de résidus de leurs congénères. Il est nécessaire de renouveler des appâts, de nettoyer ou de changer des postes d'appâts le plus souvent que possible.

5.4. Sécurité d'emploi des pesticides

5.4.1. Précautions

Etiquetage

Avant d'utiliser un pesticide, il faut lire attentivement l'étiquette. Les pesticides doivent être distribués dans des emballages correctement étiquetés. Un étiquetage incorrect est souvent signe de produit douteux qu'il vaut mieux ne pas utiliser.

Stockage et transport

Conserver les pesticides dans un endroit dont on puisse verrouiller l'entrée, et qui ne soit pas accessible aux personnes non autorisées ou aux enfants. En aucun cas, les pesticides ne doivent être conservés dans un endroit où ils risqueraient d'être pris pour de la nourriture ou de la boisson. Il faut les tenir au sec mais à l'abri du soleil. On évitera de les transporter dans un véhicule servant aussi au transport de denrées alimentaires.

Elimination

Pour les pesticides périmés, le technicien devra les conserver dans son magasin et les étiqueter « PERIMES », et lorsqu'il disposera d'une grande quantité, il devra s'adresser à la hiérarchie pour prendre contact avec les services spécialisés de l'environnement.

Pour les contenants de pesticides vides (combustibles ou non), il faut les détruire dans un incinérateur. Lorsqu'il n'existe pas d'incinérateur dans sa localité, le technicien devra procéder au stockage de ces contenants et les convoyer vers l'incinérateur le plus proche, lorsqu'il disposera d'une grande quantité.

Hygiène générale

Il ne faut ni manger ni boire ni fumer lorsqu'on manipule les pesticides. La nourriture doit être rangée dans les boîtes hermétiquement fermées. La mesure, la dilution et le transvasement des insecticides doivent s'effectuer avec le matériel adéquat. Ne pas agiter ni prélever des liquides les mains nues. Après chaque remplissage, se laver les mains et le visage à l'eau et au savon. Ne boire et ne manger qu'après s'être lavé les mains et le visage. Prendre une douche ou un bain à la fin du traitement.

Vêtements de protection

Le technicien chargé de la manipulation des pesticides doit prendre des précautions spéciales. Il doit porter une combinaison de travail ou une chemise à manche longue par-dessus un pantalon, un chapeau à large bord, un turban ou autre type couvre-chef ainsi que des bottes ou grosses chaussures. Il faut se protéger la bouche, les yeux et le nez avec un moyen simple (masque jetable en papier, un masque chirurgical jetable ou lavable ou un chiffon de coton propre). Les vêtements doivent être en coton pour permettre le lavage et le séchage. Ils doivent couvrir le corps et ne comporter aucune ouverture. Aussi on s'efforcera de répandre les pesticides pendant des heures où la chaleur est moins forte.

Lors de la préparation des suspensions, outre les vêtements de protections ci-dessus mentionnés, il doit porter des gants, un tablier et une protection oculaire (écran facial ou lunette). Il veillera à ne pas toucher une quelconque partie de son corps avec les gants pendant la manipulation des pesticides.

Les vêtements et les équipements de protection doivent être lavés après les opérations à l'eau et au savon, séparément des autres vêtements.

Mesures de sécurité

Lors des pulvérisations :

- le jet ne doit pas être orienté vers une partie du corps et il doit suivre le sens du vent ;
- un pulvérisateur qui fuit doit être réparé et il faut se laver la peau si elle a été accidentellement exposée ;
- les occupants des lieux de désinfection (Formations sanitaires, latrines publiques, centres communautaires, écoles ; abris pour AGR, etc.) et les animaux doivent rester dehors pendant toute la durée des opérations ;
- avant que ne débutent les pulvérisations, transporter ou couvrir les ustensiles de cuisine, la vaisselle ou tout ce qui contient des boissons et des aliments ;
- balayer et laver le sol après les pulvérisations ;
- éviter tout contact avec les murs ;

- avant l'intégration de l'habitation, se référer à la notice du fabricant pour le temps à observer après traitement.

5.4.2. Mesures d'urgence

Symptômes d'intoxication

Les intoxications par les pesticides prennent généralement une forme aiguë et sont la conséquence d'une importante contamination par voie transcutanée ou par ingestion. Les symptômes varient selon le genre d'insecticides et peuvent parfois être confondus avec ceux d'autres maladies. En général, ils se manifestent par un état de faiblesse et de fatigue extrême. En fonction des parties exposées, on distingue :

- **épiderme** : irritation, sensation de brûlure, sueur profuse, marque ;
- **yeux** : démangeaisons, sensation de brûlure, larmoiement, difficulté à accommoder ou vision trouble ;
- **système digestif** : sensation de brûlure dans la bouche et dans la gorge, salivation excessive, nausées, vomissements, douleurs abdominales, diarrhée ;
- **système nerveux** : maux de tête, étourdissement, confusion, agitation, crampe musculaire, démarche titubante, élocution pâteuse, convulsions, inconscience ;
- **système respiratoire** : toux, douleurs et oppression thoracique, respiration difficile et sifflante.

Soins à apporter

En cas de contact de produit avec une partie du corps, laver abondamment à l'eau et référer le malade au centre de santé le plus proche.

En cas d'ingestion accidentelle ne pas faire vomir la victime, la conduire au centre de santé le plus proche avec les références du produit.

5.5. Plan d'action pour la gestion des pestes

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet FSB- Financement additionnel et du projet FSB parent, les pesticides seront utilisés pour assurer l'hygiène et l'entretien des formations sanitaires, des latrines publiques, des centres communautaires, des écoles, etc. Leur utilisation va contribuer à contrôler les vecteurs et agents pathogènes de maladies, mais ils sont souvent sources de plusieurs risques en cas de mauvaise utilisation ou de mauvaise gestion des emballages, notamment le risque de pollution de l'environnement (eau, air et sol), d'intoxication des populations. Le plan d'action fait ressortir les problèmes prioritaires, les objectifs et de même que les mesures d'atténuations proposées. Il présente aussi le mécanisme de suivi et évaluation qui sera mis en place.

5.5.1. Problèmes prioritaires identifiés

Les problèmes et contraintes suivantes ont été identifiés :

- **Insuffisances dans les interventions et faiblesse de la coordination entre acteurs institutionnels** :
 - insuffisances des moyens matériels d'intervention des acteurs ;
 - insuffisance de collaboration et de coordination dans les interventions des acteurs ;
 - faiblesse des capacités des acteurs et insuffisance dans la sensibilisation des populations ;

- ▶ **Déficit d'information des populations bénéficiaires, notamment sur l'incidence et l'ampleur des intoxications liées aux pesticides :**
 - insuffisance de formation du personnel de santé en prévention et prise en charge des cas d'intoxication liés aux pesticides notamment au niveau local ;
- ▶ **Exposition aux risques et absence de protection et de suivi sanitaire :**
 - absence de plan de suivi sanitaire des manipulateurs ;
 - absence de dispositifs spécifiques de prise en charge de personnes intoxiquées par les pesticides.
- ▶ **Absence ou insuffisance de l'analyse et de suivi environnemental et social :**
 - absence d'analyse des résidus de pesticides dans les sols, l'air et dans les eaux des zones d'application ;
 - absence de suivi des impacts sur les éléments de l'environnement.

5.5.2. Plan d'action : Objectifs et mesures proposées

Pour réduire l'impact lié aux limites de la gestion rationnelle des pestes et des pesticides dans la zone d'intervention du projet FSB- Financement additionnel et du projet FSB parent, les objectifs et mesures suivantes sont proposées. Ces objectifs et mesures visent à apporter une contribution par des mesures simples, réalistes et pertinentes.

Objectif 1 : Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire de gestion des pesticides

- Renforcement de la coordination ;
- Établissement d'un cahier de charge clairement défini, fixant les termes de collaboration entre les institutions.

Objectif 2 : Appuyer en équipement et renforcement des capacités des acteurs institutionnels et des techniciens impliqués dans le processus de désinfection

- Partager et disséminer le mécanisme de gestion des pestes proposé sur le projet FSB- Financement additionnel et le projet FSB parent ;
- Élaborer/actualiser le guide sur l'utilisation des pesticides dans le cadre du projet FSB- Financement additionnel et du projet FSB parent ;
- Organiser des sessions de mise à niveau des acteurs impliqués dans la gestion des pestes ;
- Fournir un appui pour l'acquisition des équipements pour la désinfection et la fumigation.

Objectif 3 : Sensibiliser les acteurs finaux (Agents de santé, gardes-frontières, population, etc.) sur les risques liés aux pesticides

- Organiser des séances d'information des populations de la zone du projet sur les dangers liés aux pesticides et sur la prévention des intoxications liées à ces pesticides
- Impliquer les ONGs spécialisées dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation.

Objectif 4 : Assurer le contrôle, le suivi et l'évaluation de la gestion des pestes et pesticides

- Effectuer des contrôles et analyses périodiques (contrôle de qualité des pesticides ; analyses sur les impacts sanitaires et environnementaux ; analyse des résidus dans l'eau, les aliments, le bétail, la végétation, etc.) dans les zones du projet
- Assurer la supervision, l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale du Plan de gestion des pestes (PGP).

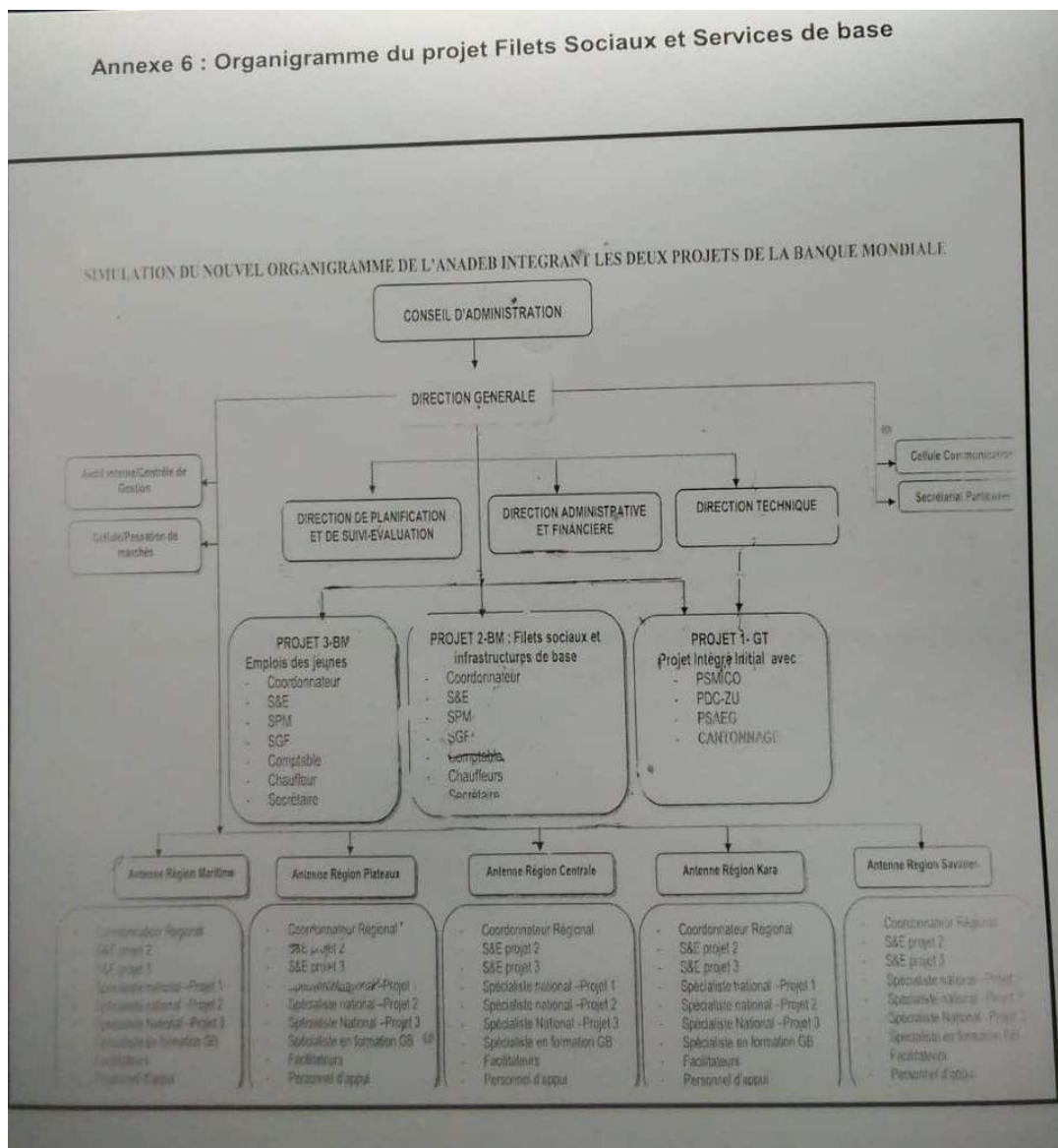
Le tableau 3 ci-après présente le coût de mise en œuvre du plan de gestion des pestes.

Tableau 3 : Coût de mise en œuvre du plan de gestion des pestes

Objectifs	Mesures proposées	Coût
Objectif 1 : Renforcer le cadre institutionnel et réglementaire de gestion des pesticides	Renforcement de la coordination	1 500 000
	Établissement d'un Cahier de charge clairement défini fixant les termes de collaboration entre les institutions	1 000 000
	Partager et disséminer le mécanisme de gestion des pestes proposé sur le projet	PM
Objectif 2 : Appui en équipement et renforcement des capacités des acteurs institutionnels et des techniciens impliqués dans le processus de désinfection	Élaborer/actualiser le guide sur l'utilisation des pesticides dans le cadre du Covid 19	3 000 000
	Organiser des sessions de mise à niveau des acteurs impliqués dans la lutte anti vectorielle dans le cadre du projet	3 000 000
	Fournir un appui pour l'acquisition des équipements pour la désinfection et la fumigation	PM
	Organiser des séances d'information des populations de la zone du projet sur les dangers liés aux pesticides et sur la prévention des intoxications liées à ces pesticides	3 000 000
Objectif 3 : Sensibiliser des acteurs finaux (Agents de santé, gardes-frontières population, etc.) sur les risques liés aux pesticides	Impliquer les ONGs spécialisées dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation.	2 000 000
	Effectuer des contrôles et analyses périodiques (contrôle de qualité des pesticides ; analyses sur les impacts sanitaires et environnementaux ; analyse des résidus dans l'eau, les aliments, le bétail, la végétation, etc.) dans les zones du projet	5 000 000
Objectif 4 : Assurer le contrôle, le suivi et l'évaluation de la gestion des pestes et pesticides	Assurer la supervision du Plan de gestion des pestes (PGP)	PM
TOTAL		18 500 000

Le coût de mise en œuvre de ces interventions s'élève à dix-huit millions cinq cents mille (18 500 000) de francs CFA.

ANNEXE 6: Organigramme du projet Filets Sociaux et Services de base



ANNEXE 7: Procès-verbaux des consultations publiques dans les cinq (5)

Annexe 7 : Procès-verbaux des consultations publiques dans les cinq (5)
Régions du Togo

XXII

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

L'an deux mille seize et le douze décembre, s'est tenue dans les locaux de la Mairie de Tsévié, une séance d'Information, d'Éducation et de Communication (IEC) sous forme de consultation publique relative au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) des projets des Filets Sociaux et de Services de Base d'une part et de l'Emploi des Jeunes d'autre part.

Heure :

Début : 10 h 09

Fin : 12 h 40

Participants : voir la liste de présence

Déroulement de la séance :

L'objet de la réunion a porté sur les points suivants :

- La présentation du contexte d'actualisation du CGES et du CPRP du PDCplus et son adaptation au projet des Filets Sociaux et des Services de Base d'une part et du projet de l'Emploi des Jeunes d'autre part,
- La présentation des deux projets et leurs composantes susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs,
- La présentation des enjeux environnementaux et sociaux et de réinstallation involontaire des populations au niveau des deux projets sous forme d'impacts négatifs et les mesures envisagées pour les prévenir ou les atténuer,
- La présentation du cadre institutionnel, d'identification et de sélection des Micro-projets et de la mise en œuvre des mesures préconisées dans les CGES et les CPRP.

Au cours des débats qui s'en sont suivis, des questions d'éclaircissement sur les projets et les enjeux environnementaux et sociaux, et ceux liés à la réinstallation ont été posées par les participants. Les Consultants (CPRP et CGES), répondant à leurs diverses préoccupations ont tenu à les rassurer que ces projets étant classés dans la catégorie B (projets à impacts moyens) et/ou C (impacts mineurs) ne seront pas tant préjudiciables à l'environnement et à la santé des populations. Néanmoins des mesures doivent être prises aussi bien :



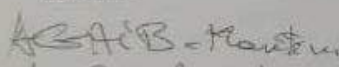

par les CVD, les CR et les entreprises pour limiter les quelques impacts négatifs liés à certains sous-projets d'infrastructures, de THIMO et les AGR.

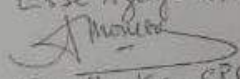
Ils ont recommandé aux promoteurs que les CVD soient accompagnés par d'autres structures dont les ONG, les Consultants et de tirer les leçons de la mise en œuvre du CGES et du CPRP du PDCplus pour améliorer les présents projets.


Ils ont manifesté leur satisfaction et leur entière adhésion à ces deux projets qui les aideront à lutter contre le chômage, la faiblesse de revenus et la pauvreté.

Fait à Tsévié, le 12 décembre 2016

Ont signé :


B. A. B. - Mantou
le Coordonnateur

B. A. B. - Mantou

Esse Azingbe Aron

Consultant en CPRP


T. A. D. Dondja
Consultant CGES

LISTE DE PRESENCE

LOCALITE : TSEVIE

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	TAKPA Kodjo Sébastien	Consultant Indépendant	90361274/9965249 takpa@yaho.fr	
2	BITIBAH Koffi K.	Charge de suivi et Point focal RDRS à la DREPS	90289565 bitibah@yaho.fr	
3	ADJAFI Komi	Administrateur culturel DRE-M	90201559	
4	TOMFAT Badjaly	Administrateur culturel DRE-M	90005447	
5	DIAMONGON Hamadou	Acteur social / Gestionnaire	diamongon@pmail.com 90834404	
6	SALLAH Sangnir	Consultant Indépendant	90199957 sallahsangnir@gmail.com	
7	ADOVEN Abouk	Consultant Indépendant	91570962/9954109 adovenc@yaho.fr	
8	EBETATA K. Karim	Consultant ASAB-MARTINS	91534185 ebetata@yaho.fr	
9	AMATO Kodjo Kodjo	Ingénieur ONG-AGIDE	90600026 amato@yaho.fr	
10	HOUNDO K. Michel	Chef Service Planification / Communauté de TSEVIE	90425021 hondjo2@gmail.com	
11	BRETON Maurice	Directeur Régional de la Santé	90047161 gaupit@yaho.fr	
12	HOEGNINOU Yao Alex	Directeur Régional de la Santé	90422795/9890088 oead_ap@yaho.fr	
13	KANGNI E. Bosco	Consultant Indépendant	90066590 bosco_kangni@yaho.fr	

LISTE DE PRESENCE

LOCALITE : TSEVI E.

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	ETSE Kodjo Kodjo	Préfet	90014689 este2.kodjo@yahoo.fr	
2	Prunus Koua A. LOLO	Maire	90013188 prunusloko@gmail.com	
3	Mme GAGLO Adjaoui Mme DISSE	DDR-ZIAT Maritime	90025264 gaglo69@yahoo.fr	
4	BODJOK Kouamé	Chef SRAMH DRS Nantou	90287730 bodjok10@yahoo.fr	
5	AGBOMSON Kwame	CHEF PASE APBZ/AR	91321810 akwame1992@yahoo.fr	
6	GLOZO Aovi	Consultant Indépendant	90812299	
7	BATKE Koum	SISCPH AGAD-RA	91373568	
8	BATAKI Michaja	AVAPA/ICAT	92254436 ymichaja.bataki@gmail.com	
9	GUEZERE KONELO	A. SISCPH	90749794 guezerekon201@gmail.com	
10	HIHEGLO Ami	Chargée de Suivi CRT/IRM	90725423	
11	METSIYA L. Edou	Chargé de projet Eau-NAI	ongequinat@gmail.com 91183616	
12	ADPAE Ayi	Consultant Individuel	91588866 adapaie2005@yahoo.fr	
13	KPANTE Nabine	Consultant Individuel	kpante.nabine@yahoo.fr 90865018	

LISTE DE PRESENCE

LOCALITE :

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	ATIKLE Chantal	D-Exécutive mouglon conseil Reine	99483769	
2	Dr ABOKPE Tokoua	Consultant Environnemental Z. H. L.	90221119	
3	AGERO Aboulayi	Prat. Social MAGASIN/PROFES	90254430	
4	LEGBA-MONY Kodzo	Président du C.S.V.T	90893807 98324843	
5	Togbu Anam Yawo WOMENO III	Rap. du chef Centre de g. Adeslepo	91639462	
6	Togbu AHONICHI	chef g. DEVE	90745230	
7	Togbu MISSÉDZI	chef g. VEI	99610799	
8	Togbu A.K. DJESSOU	chef g. N.TIFAFA	90094924	
9	Togbu ADJINYE	chef Krotchi	92723910	
10	FELI Gadoye Kromi	Consultant en appui-accomp. des ODE	92413708 99697500	
11		Consultant en appui-accomp. des ODE		
12	AMOUZOU Em A	Consultant en C.R.P	90031031	
13	TCHAYIZA Sandje	Consultant en C.G.E	90024567	

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

L'an deux mille seize et le douze décembre, s'est tenue dans les locaux de la Croix Rouge d'Atakpamé, une séance d'information, d'Education et de Communication (IEC) sous forme de consultation publique relative au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) des projets des Filets Sociaux et de Services de Base d'une part et de l'Emploi des Jeunes d'autre part.

Heure :

Début : 15 h 30

Fin : 17 h 44

Participants : voir la liste de présence

Déroulement de la séance :

L'objet de la réunion a porté sur les points suivants :

- La présentation du contexte d'actualisation du CGES et du CPRP du PDCplus et son adaptation au projet des Filets Sociaux et des Services de Base d'une part et du projet de l'Emploi des Jeunes d'autre part,
- La présentation des deux projets et leurs composantes susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs,
- La présentation des enjeux environnementaux et sociaux et de réinstallation involontaire des populations au niveau des deux projets sous forme d'impacts négatifs et les mesures envisagées pour les prévenir ou les atténuer,
- La présentation du cadre institutionnel, d'identification et de sélection des Micro-projets et de la mise en œuvre des mesures préconisées dans les CGES et les CPRP.

Au cours des débats qui s'en sont suivis, des questions d'éclaircissement sur les projets et les enjeux environnementaux et sociaux, et ceux liés à la réinstallation ont été posées par les participants. Les Consultants (CPRP et CGES), répondant à leurs diverses préoccupations ont tenu à les rassurer que ces projets étant classés dans la catégorie B (projets à impacts moyens) et/ou C (impacts mineurs) ne seront pas tant préjudiciables à l'environnement et à la

santé des populations. Néanmoins des mesures doivent être prises aussi bien par les CVD, les CR et les entreprises pour limiter les quelques impacts négatifs liés à certains sous-projets d'infrastructures, de THIMO et les AGR.

Ils ont recommandé aux promoteurs que les CVD et les Consultants puissent tirer leçons de la mise en œuvre du CGES et du CPRP du PDCplus pour améliorer les présents projets. Ils recommandent que le ciblage s'étende à plusieurs d'autres communautés même si le choix des zones ou des personnes au titre de bénéficiaires réponde à des critères bien spécifiés

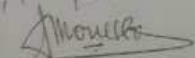
Par rapport à la contribution (5%) des bénéficiaires, les représentants des populations recommandent que cette question soit étudiée cas par cas et que ce taux soit réduit.

Ils ont manifesté leur satisfaction et leur entière adhésion à ces deux projets qui les aideront à lutter contre le chômage, la faiblesse de revenus et la pauvreté.

Fait à Atakpamé, le 12 décembre 2016

Ont signé :

- NAYO Yawo Boordo AGR Yamonayo.



- Essi A. Arouton
Consultant en CPRP



- TCHAYIZA Dondja
Consultant CGES

LISTE DE PRESENCE

1 LOCALITE: Alakpame, le 12 decembre 2016

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	Woussou Koulu	Président CVD	96605073 92512473	
2	Agbo Loukoutou MAMA	Treasorier CVD	- - - -	
3	HODETA Koffi Bouela	Secrétaire CVD	91265773	
4	BEKE Kadangkha	Président CVD	97-31-39-34 90-86 74 02	
5	EGOU YAO	Président C.V.D	92940192	
6	Gboma Koulan	Secrétaire CVDI	98-04-71 22	
7	TININ Marceline	Treasorier CVD	- - - -	
8	AKOBI KEKE	Treasorier CVD	- - - -	
9	EDOU Edjroh	Président CVD	904254 17	
10	BAKOU Abla	Treasorier CVD	93 66 12 43	
11	YAO Koffi	Pdt CVD	99350500	
12	BINIATOM Ewa	Secrétaire CVD KAWINTA	92955398	
13	KOLOBAKOFFI	Président CVD	92-24-71-01	

XXX

LISTE DE PRESENCE

2 LOCALITE: Atakpame, le 12 décembre 2016

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	BISSOU Mawu	PCV D	99-34-49-82	[Signature]
2	Amigoussou	TRESORIER	97 42 06 81	[Signature]
3	KOM Zola	secrétaire	91265674	[Signature]
4	HOUNGBE Aguida	Président	93758628	[Signature]
5	ALINON M KOUAMIN	chef de village de YALLA	90507569	[Signature]
6	EDAH Mawu	Pc CVD	99 13 61 61 91275167	[Signature]
7	KOUVIA NOUNYONVI	Sec CVD	97447638	[Signature]
8	EKPETSU Yovi	Kpakpo Pce, CVD	99985549	[Signature]
9	NTCHOU KOWOVI	Secrétaire CVD Kpakpo	92026226	[Signature]
10	Funtchodé Ehlangnon-	Wata Gpa d'op Wawelon-	90015820	[Signature]
11	LOTA Kouniga	Animateur de projet Action Social	92237230	[Signature]
12	MAWUNA Kodjo	Président CVD	90137489	[Signature]
13	ATTIDGBE Kodjo	DE/ONG ADAL	90325602	[Signature]

XXXI

LISTE DE PRESENCE

3 LOCALITE: Atakpani, 12 décembre 2016.

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	TEKPO Konlan Antoine	Président CVD	90958070	
2	TOYO Jao	Adjoint du Président CVD	91451510	
3	YACOUBOU Moukoko	Représentant DR Action Social	31-22-02-45	
4	NAGBE Koukoyi	Coordination ONG ASAP-DRP	31941089 99892311	
5	TOGHESSI Njongo	Animateur ASAP-1090	90703518 98573303	
6	EKOUÉVI Koukovi	Président CAR Douala	90161134 99827316	
7	ETSE Kouk Menaah	Animateur à CUAR-P	90341978 24400043	
8	ATCHOU Antoine	Chef Canton de Hihintou	90716441 98514176	
9	NYHVO Koukjo	Président CVD	92731733	
10	AMEGAWOYO K. Njongo	Président EFA-1090	90259839 99570433	
11	DOUCHE K. Romuald	Animateur TELESAI-DRP	91907241	
12	AMETEKE KODJO N.	DRP/AT-RP	90020967	
13				

XXXI

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

L'an deux mille seize et treize décembre, s'est tenue dans les locaux des actions sociales de la ville de Sokodé, une séance d'information, d'Education et de Communication (I.E.C) sous forme de consultation publique relative au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) des projets des Filets Sociaux et de Services de Base d'une part et de l'Emploi des Jeunes d'autre part.

Heure : Début : 13h 27min Fin : 16 h 06min

Participants : voir la liste de présence

Déroulement de la séance :

L'objet de la réunion a porté sur les points suivants :

- La présentation du contexte d'actualisation du CGES et du CPRP du PDCplus et son adaptation au projet des Filets Sociaux et des Services de Base d'une part et du projet de l'Emploi des Jeunes d'autre part,
- La présentation des deux projets et leurs composantes susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs,
- La présentation des enjeux environnementaux et sociaux et de réinstallation involontaire des populations au niveau des deux projets sous forme d'impacts négatifs et les mesures envisagées pour les prévenir ou les atténuer,
- La présentation du cadre institutionnel, d'identification et de sélection des Micro-projets et de la mise en œuvre des mesures préconisées dans les CGES et les CPRP.

Au cours des débats qui s'en sont suivis, des questions d'éclaircissement sur les projets et les enjeux environnementaux et sociaux, et ceux liés à la réinstallation ont été posées par les participants. Les Consultants (CPRP et CGES), répondant à leurs diverses préoccupations ont tenu à les rassurer que ces projets étant classés dans la catégorie B (projets à impacts moyens) et/ou C (impacts mineurs) ne seront pas tant préjudiciables à l'environnement et à la

santé des populations. Néanmoins des mesures doivent être prises aussi bien par les CVD, les CR et les entreprises pour limiter les quelques impacts négatifs liés à certains sous-projets d'infrastructures, de THIMO et les AGR. Et concernant les THIMO, il est recommandé qu'il y ait la police d'assurance des travailleurs pour les couvrir. Le processus de ciblage a marqué l'attention des participants qui ont voulu que ce volet soit examiné avec acuité.

Ils ont recommandé aux promoteurs de tirer leçons de la mise en œuvre du CGES et du CPRP du PDCplus pour améliorer les présents projets.


Ils recommandent qu'un accent particulier soit mis sur le plan communicationnel et adapter cette communication aux nouvelles données.

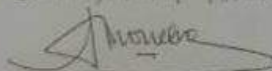
Qui va supporter les coûts de dédommagement ?, c'est là une préoccupation qui est revenue régulièrement dans les discussions. Pour cela, les participants trouvent qu'il va falloir que ce soit clair dans les documents cadres à qui incombe la responsabilité d'indemniser les personnes affectées.

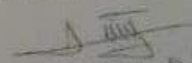
Ils ont manifesté leur satisfaction et leur entière adhésion à ces deux projets qui les aideront à lutter contre le chômage, la faiblesse de revenus et la pauvreté.

Fait à Sokodé, le 13 décembre 2016

Ont signé :


- KAMANGA Pabalo


- ESE Abiyabede Anouton
Consultant en CPRP


- TCHAYIZA Sandja
Consultant en CGES

LISTE DE PRESENCE

Localité: SOKODE, le 13 décembre 2016

N°	Nom et prénom	Fonction	Contact	Signature
01	OURO-AKORIKO Ali	Chief Canton de Sokode	90149745 98493739	
02	IKONDO Tchacoura	Pdt C.D.R. Kouakou	90905963	
03	AYADANDOU Taha-Bigao	C.D.R. Kpangalam	90155835	
04	BATCHE Djabado	C.D.R. Boloibo	90316198	
05	LASSANJA H. Fofia	pdt C.D.R. - Kiemah	90088051	
06	BAKO G. Nandou	Pdt C.D.R. - Didagou	90043446	
07	IDRISSOU A. Essatou	Technicien	90319278	
08	DOGO Zakariyao	Directeur RAID	90142152	
09	IDRISSOU M.A. Roudou	ONG JUD	90836912	
10	KANGBO ZACHARIE	Adjoint Secrétaire C.D.R.	90102358	
11	SIBITI Abdoulhamid	C.D.R. PEHRENDU	90054137	

XXXV

LISTE DE PRESENCE

Localité SOIKODE, le 13 décembre 2016

N°	Nom et prénom	Fonction	Contact	Signature
01	AWABE Indussa	Superviseur des animateurs	90 11 13 08	
02	TCHACKSYAL Fanbe	Chargé de suivi évaluation / D/VII/4 ADES CO	90 89 33 28	
03	AYABANE Ammieu	Animateur ABAD	91 94 92 71	
04	APPO M. Madan - R	Comptable Cpt ACMB-PE	90 97 37 50	
05	BAGARAM Moïse	Directeur ONG CECOB	90 30 67 46 98 78 79 93	
06	DURONZOZI Alussani	Comptable AEDD Tchamba	90 10 32 51	
07	OURO-GNENI Nazlyen	Secrétaire CDA	91-07-33-32	
08	AYASSI Bassa	Président CDA Zongo	90 36 11 81 99 02 37 94	
09	MOROU Safirane	CDG Ipogonata	99 35 73 36	
10	ESSOH W. Pleu	Coordonnatrice ANADEB	90 71 96 44	
11	A.DJE Bawughoy	Chargé de programme ONG ESJ	90 86 57 86	

LISTE DE PRESENCE

Localité SOKODE, le 13 décembre 2016

N°	Nom et prénom	Fonction	Contact	Signature
01	N'KAMA Tawfik	Assistant GC ACMS-ec	91505016	
02	KAMANG Piatoh	Coordo Regional	90104926	
03	GADO TCHAZODI Bakamadele	CDR Mouloude	9079 6939	
04	GBATI Kpandja	PFENVEI AGBIS-CA PACOM	90091572	
05	TCHAZODI Gado	Coordo Alpha PACOM - Abouja	91566981	
06	OURO-AKONDO	CDR D. KAGNIDE	90122419	
07	SAMA Abalo	chargé des catastrophes	90060325	
08	Dr KARIM Mohamedou	DRP Chif Section DRPAFERC	90355890	
09	OURO-DIER A. Razé	Chif Section DRPAFERC	91523950	
10	FOOTINA TI.	AGAIS RL	90786515	
11	ATLONZEN Eze A	Consultant en CPRP	90031031	
12	TEHAYIZA Sanyia	Coordo CGES	90024567	

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

L'an deux mille seize et le quatorze décembre, s'est tenue dans les locaux d'AGAIB Kara, une séance d'Information, d'Education et de Communication (I.E.C) sous forme de consultation publique relative au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Reinstallation des Populations (CPRP) des projets des Filets Sociaux et de Services de Base d'une part et de l'Emploi des Jeunes d'autre part.

Heure :

Début : 09h 00min

Fin : 11h 24

Participants : voir la liste de présence

Déroulement de la séance :

L'objet de la réunion a porté sur les points suivants :

- La présentation du contexte d'actualisation du CGES et du CPRP du PDCplus et son adaptation au projet des Filets Sociaux et des Services de Base d'une part et du projet de l'Emploi des Jeunes d'autre part,
- La présentation des deux projets et leurs composantes susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs,
- La présentation des enjeux environnementaux et sociaux et de réinstallation involontaire des populations au niveau des deux projets sous forme d'impacts négatifs et les mesures envisagées pour les prévenir ou les atténuer,
- La présentation du cadre institutionnel, d'identification et de sélection des Micro-projets et de la mise en œuvre des mesures préconisées dans les CGES et les CPRP.

Au cours des débats qui s'en sont suivis, des questions d'éclaircissement sur les projets et les enjeux environnementaux et sociaux, et ceux liés à la réinstallation ont été posées par les participants. Les Consultants (CPRP et CGES), répondant à leurs diverses préoccupations ont tenu à les rassurer que ces projets étant classés dans la catégorie B (projets à impacts moyens) et/ou C (impacts mineurs) ne seront pas tant préjudiciables à l'environnement et à la

XXXVIII

santé des populations. Néanmoins des mesures doivent être prises aussi bien par les CVD, les CR et les entreprises pour limiter les quelques impacts négatifs liés à certains sous-projets d'infrastructures, de THIMO et les AGR.

Les participants ont recommandé aux promoteurs ce qui suit :

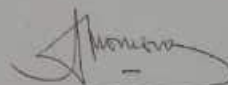
- tirer leçons de la mise en œuvre du CGES et du CPRP du PDCplus pour améliorer les présents projets,
- mettre un accent sur les capacités de suivi des ménages,
- former des ressources humaines au niveau des ANADEB qui vont s'occuper de la gestion environnementale
- exiger à ce que les entreprises respectent les engagements contenus dans les cahiers de charge
- prévoir des mesures d'accompagnement même les éventuels PAP
- Mettre davantage l'accent sur la FGB de sorte que les CVD soient accompagnés si nécessaire pour des résultats probants
- Mener des campagnes de sensibilisation d'information et de communication pour que la réinstallation se passe sans problème.

Ils ont manifesté leur satisfaction et leur entière adhésion à ces deux projets qui les aideront à lutter contre le chômage, la faiblesse de revenus et la pauvreté.

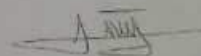
Fait à Kara, le 14 décembre 2016

Ont signé :

Ci-joint la liste des participants



Esse A. Atouzon
Consultant du CPRP



TeHAYIZA Dondjo
Consultant en CGES

XXXIX

LISTE DE PRESENCE

LOCALITE: KARA, le 14/12/2016

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	AMOSSOU Kassim	Chief Service Contr. et Equipement de la DRE-K	90 22 03 33 / 93 35 57 21	<i>[Signature]</i>
2	WALLA Atri	chef section SPDSSE DAPDAT-Kara	90 73 49 08	<i>[Signature]</i>
3	PANIZA Bala Buliem	Représentant Action Sociale	90 88 60 73	<i>[Signature]</i>
4	BOUKLINAT Eusebe H.	Intermédiaire PCFD-TOGO	91 64 37 49 98 27 81 37	<i>[Signature]</i>
5	SETOU Tchamouja	CCD Bafoua	93 25 38 94 97 75 18 29	<i>[Signature]</i>
6	NIKA Teli	CCD YADE	90 44 12 53 98 95 89 79	<i>[Signature]</i>
7	AMONA Lambesi	FCB AGAB-Kara	90 00 08 04	<i>[Signature]</i>
8	MAYABA Pam	CV D Agbando	93 77 18 58	<i>[Signature]</i>
9	TCHAKALA Oury-Gado Namam	Responsable opérations ONG ARAD	90 18 52 55	<i>[Signature]</i>
10	HOMIMA Dida	Technicien Béton-Clair	90 17 62 30	<i>[Signature]</i>
11	ITHON A. Kessi	Directeur ONG RTDI	90 01 01 03	<i>[Signature]</i>
12	AKOUNBA Bada	Rpt DR. Environnement Kara	90 13 88 84	<i>[Signature]</i>
13	Dejean Philippe	Coordinateur AGAB Kara	90 01 66 80	<i>[Signature]</i>
14	LOIDEXOD Pothan	PF RUCI Namam	92 07 12 23	<i>[Signature]</i>

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACTS	SIGNATURE
15	TADEMANA Tibegabana	Directeur L3P	90 23 10 19 99 85 87 77	
16	Eolou Pemanam	Technicien chronic-wind	90 16 15 60 97 03 54 94	
17	DURO-KOURA Abdou Razafindralandy	Technicien Genie civil ENICORASIE	91 74 88 92 99 95 59 95	
18	KOLA P.M. Lydine	AGAB Kara	31 54 19 74	
19	PADISO Bawonkadi	Assistant 213 6 219 AGAB Kara	30 64 40 35	
20	DADJO Beribamana	Assistant Infrastructure AGAB Kara	90 00 13 01 39 67 30 25	
21	KOULOU Houssoum	AGAB Kara	94 44 54 84 65 78 84	
22	SIZING EDO Bahoumondou	Secrétaire en Représentation le DR	31 16 18 14	
23	AGATE Abite	AGAB Kara	92 48 34 68	
24	FOMBI Nensa	AGAB Kara	90 63 80 35	
25	KUEVIA KOE Kangni	AGAB Kara Comptabilité	92 21 75 64	
26	AMOUZEN Ede A.	Consultant en CPRP	90 73 10 31	
27	TAHAYZA Samja	Consultant en CGB	90 02 45 67	

PROCES-VERBAL DE LA REUNION

L'an deux mille seize et le quinze décembre, s'est tenue dans les locaux de la Direction Régionale du plan, une séance d'Information, d'Education et de Communication (I.E.C) sous forme de consultation publique relative au Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et Cadre de Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) des projets des Filets Sociaux et de Services de Base d'une part et de l'Emploi des Jeunes d'autre part.

Heure : Début : 08h 40min Fin : 11h 05min

Participants : voir la liste de présence

Déroulement de la séance :

L'objet de la réunion a porté sur les points suivants :

- La présentation du contexte d'actualisation du CGES et du CPRP du PDCplus et son adaptation au projet des Filets Sociaux et des Services de Base d'une part et du projet de l'Emploi des Jeunes d'autre part,
- La présentation des deux projets et leurs composantes susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs,
- La présentation des enjeux environnementaux et sociaux et de réinstallation involontaire des populations au niveau des deux projets sous forme d'impacts négatifs et les mesures envisagées pour les prévenir ou les atténuer,
- La présentation du cadre institutionnel, d'identification et de sélection des Micro-projets et de la mise en œuvre des mesures préconisées dans les CGES et les CPRP.

Au cours des débats qui s'en sont suivis, des questions d'éclaircissement sur les projets et les enjeux environnementaux et sociaux, et ceux liés à la réinstallation ont été posées par les participants. Les Consultants (CPRP et CGES), répondant à leurs diverses préoccupations ont tenu à les rassurer que ces projets étant classés dans la catégorie B (projets à impacts moyens) et/ou C

(impacts mineurs) ne seront pas tant préjudiciables à l'environnement et à la santé des populations. Néanmoins des mesures doivent être prises aussi bien par les CVD, les CR et les entreprises pour limiter les quelques impacts négatifs liés à certains sous-projets d'infrastructures, de THIMO et les AGR.


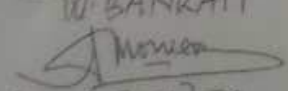
Les participants ont recommandé aux promoteurs ce qui suit :


- tirer leçons de la mise en œuvre du CGES et du CPRP du PDCplus pour améliorer les présents projets,
- recruter une personne chargée du suivi environnemental des travaux au niveau régional,
- mettre en place un programme d'alphabétisation au sein des communautés,
- mettre un accent sur les capacités de suivi des ménages,
- exiger à ce que les entreprises respectent les engagements contenus dans les cahiers de charge,
- mettre sur pied un comité mixte environnement-projet pour délivrer une attestation de bonne fin d'exécution et de respect des mesures environnementales et sociales à l'entreprise ; attestation valable pour les appels d'offre ultérieurs,
- mettre un accent sur le processus de ciblage des zones,
- revoir la proportion ou la part de financement attribuée à la main-d'œuvre de sorte que la part réservée aux matériaux ne souffrent d'insuffisance ; d'autant plus que la qualité des travaux en dépend.

Les participants ont manifesté leur satisfaction et leur entière adhésion à ces deux projets qui les aideront à lutter contre le chômage, la faiblesse de revenus et la pauvreté.

Fait à Dapaong, le 15 décembre 2016

Ont signé :


W. BANKATI

Eric A. Arlov Em
Consultant en CPRP


TCHAYIZA Dondja
Consultant CGES



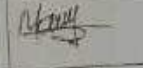


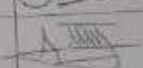
LISTE DE PRESENCE

LOCALITE: Dapaong, le 15 décembre 2016

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	KONDI-MANE Ouy	Telint Local Conseiller municipal AGAB/S	90 01 46 63 98 97 90 02	
2	YEMPAB Boukari	Président CDP Dapaong/Kergou	91 87 63 09 46 05 78 72	
3	LAMBONI KINANGA	CDP vice président	90 91 17 41	
4	FELBIGOU Yotoute	Association PAV	91 60 66 37 / 95 12 42 48	
5	TEHIMBIAN Djiombane	CDP Boudjal	91 74 02 54	
6	Wenato BANKA	CR / AGAB-S	90 01 34 36	
7	TEHABLY Nambika	Directrice SF2D-S	90 09 46 67	
8	LATENCYI Bamigou	secrétaire CDP-Kergou	92 36 23 07	
9	YAMPASSO Gounta	Président CDP Kombolingou	90 27 28 18	
10	LAMBONI Zoufandika	Président CDP BOUMOUNGUE	90 02 37 71 / 95 33 12 34	
11	YENTOUGLI Kankou	Coordinateur ARAB/ELP	90 36 64 52 86 55 24	
12	DOUJI Koffi	Aide directeur Protection de l'enfance Action Sociale	90 94 44 15	
13	BANGOUSS Boukibe	Animateur à l'ONG GBIH	91 09 20 74	
14	BOUNDA G Blaise	Coordinateur	90 02 74 02	

LISTE DE PRESENCE

LOCALITE: Dapaong, le 15 décembre 2016

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE	CONTACT S	SIGNATURE
1	KPADSOI Kangniti	Charge de pro- gramme à AREH	9132 8658 9706 7774	
2	BONA Kossi	Directeur Régional de l'Environnement	9001 7007 9010 2933	
3	KOLANI Guakpa	ADB ANADEP	9085 2413	
4	KANTCHOU Yempé	Charge de pro- gramme à KAPPA	9130 6895	
5	AMOUZON Eze A.	Consultant en CPAP	9003 1031	
6	TEHAYEZA Donika	Consultant en GES	9002 4564	
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				

QUELQUES PHOTOS D'ILLUSTRATIONS DES SEANCES DE CONSULTATION PUBLIQUE DANS LES CINQ REGIONS DU PAYS

Photo 1 : (a) et (b) : Séance de consultation publique à Tsévié



(a)
Source : Consultant individuel, TCHAYIZA Dondja, déc. 2016

(b)

Photo 2 : Séance de consultation publique à Atakpamé



Source : Consultant individuel, TCHAYIZA Dondja, déc. 2016

Photo 3: Séance de consultation publique à Sokodé



Source : Consultant individuel, TCHAYIZA Dondja, déc. 2016

Photo 4: Séance de consultation publique à Kara



Source : Consultant individuel, TCHAYIZA Dondja, déc. 2016

Photo 5: Séance de consultation publique à Dapaong



ANNEXE 8: Synthèse du plan stratégique des déchets médicaux (2016-2020) et modèle de de Plan de lutte contre les infections et de gestion des déchets (PLIGD)

Le Togo, à l'instar des autres pays de la sous-région ouest africaine, fait face à la production croissante des déchets médicaux due à l'augmentation du nombre de structures sanitaires, des taux de fréquentation et des interventions des programmes/projets de santé. Une récente évaluation met en lumière les lacunes du système actuel de gestion des déchets médicaux à tous les niveaux. Ce système est caractérisé par le faible niveau de prise de conscience du personnel de santé et des manipulateurs y compris les administrateurs des structures sanitaires sur les dangers liés aux déchets médicaux, l'inexistence de stratégie nationale et de textes d'application des lois en matière de gestion des déchets médicaux, l'insuffisance : (i) de financements pour la gestion de déchets médicaux, (ii) d'ouvrages, (iii) d'équipements, (iv) de logistique et matériels adéquats de gestion des déchets médicaux, (v) de personnel qualifié pour la gestion des déchets médicaux, (vi) de communication et (vii) d'initiatives en matière de gestion des déchets médicaux, (viii) une faible implication des structures privées de soins et entreprises spécialisées au système de gestion des déchets médicaux, (ix) la non prise en compte des nouveaux défis liés à la MVE, (x) une absence de base de données sur la gestion des déchets médicaux à tous les niveaux, pour ne citer que ceux-là.

Face à cette situation, le pays a consenti des efforts en vue d'une meilleure gestion des déchets médicaux. Ainsi, depuis 2009 un certain nombre d'interventions ont été menées à savoir : (i) l'évaluation de la situation en matière de gestion des déchets médicaux, la dotation en incinérateurs, matériels et équipements dans des formations sanitaires, l'élaboration des plans, guides et autres outils de gestion des déchets médicaux, la formation des acteurs, (ii) la révision du plan d'action de gestion des déchets 2010-2014 transformé en plan stratégique 2014-2017. Dans le souci de relever ces insuffisances, la Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base, avec l'appui financier de la Banque Mondiale à travers le projet d'appui aux services de santé maternelle et infantile et de nutrition (PASMIN) et l'appui technique de l'OMS, a procédé à la réactualisation du plan stratégique de gestion des déchets de soins médicaux (2014-2017).

Le présent plan stratégique 2016-2020 repose sur quatre axes stratégiques essentiels et 16 actions prioritaires en adéquation avec les Objectifs de Développement Durable (ODD). Il comprend 8 chapitres à savoir (i) généralités, (ii) Résultats de l'évaluation du plan stratégique 2014-2017, (iii) Etat des lieux en matière de gestion des déchets médicaux, (iv) Analyse des forces et faiblesses du système de gestion des déchets médicaux, (v) Objectifs et résultats attendus, (vi) Axes stratégiques et actions prioritaires ; (vii) Plan d'action budgétisé, (viii) Plan de suivi évaluation.

Le financement nécessaire pour la mise en œuvre de ce Plan Stratégique de Gestion des Déchets Médicaux 2016-2020 est évalué à Cinq milliards Deux cent quatre-vingt million, Six cent vingt-cinq mille (5 280 625 000) Fcfa.

La répartition du budget prévisionnel par axe stratégique se présente comme suit :

- Axe N°1 : Renforcement du cadre institutionnel et juridique de la gestion des déchets médicaux : **83, 400 millions ;**
- Axe N°2 : Renforcement de la communication pour une gestion adéquate des déchets médicaux : **331, 275 millions ;**
- Axe N°3 : Renforcement des capacités des acteurs et développement des initiatives en matière de gestion des déchets médicaux : **4 milliard 767, 95 millions ;**
- Axe stratégique N° 4 : Renforcement du suivi et de la coordination : **98 millions**

La gestion des déchets étant un domaine transversal dans lequel plusieurs secteurs (Santé, Environnement, Urbanisme, Communes, Secteur privé, Société civile, ...) interviennent, la mise en œuvre efficiente de ce plan stratégique requiert une véritable implication de tous. Il incombe alors, au Ministère en charge de la Santé à travers la direction de l'hygiène et assainissement de base (DHAB) de jouer le rôle de chef de file dans la coordination et le suivi de la mise en œuvre du plan. Pour cela, le Ministère en charge de la Santé invite tous les partenaires techniques et financiers, à appuyer sa mise en œuvre.

L'actualisation de ce plan stratégique est en cours, vu qu'il est arrivé à terme.

Modèle de Plan de lutte contre les infections et de gestion des déchets (PLIGD)

1. Introduction

1.1 Décrire le contexte et les composantes du projet.

1.2 Décrire l'établissement de santé ciblé :

- Nature : Par exemple, hôpital général, dispensaire, hôpital de jour ou établissement hospitalier, laboratoire d'analyses médicales, centres de placement en quarantaine ou d'isolement ;
- *Type particulier d'établissement de santé destiné à la lutte contre la COVID-19 : par exemple, des installations existantes peuvent être acquises pour l'accueil de cas non confirmés à des fins d'observation ou de confinement ;*
- Fonctions et dispositions relatives aux niveaux de contrôle de l'infection (niveaux de biosécurité par exemple) ;
- Emplacement et installations associées, y compris pour l'accès, l'eau et l'électricité ;
- Capacités : lits

1.3 Décrire les normes de conception des établissements de santé, qui peuvent comprendre des spécifications techniques concernant la structure générale des bâtiments et leur sécurité, la séparation des différents services, le chauffage, la ventilation et la climatisation, les autoclaves, et les équipements de gestion des déchets.

2. Lutte contre les infections et gestion des déchets

2.1 Présentation générale de la lutte contre les infections et la gestion des déchets dans l'établissement de santé

- Indiquer la nature, la source et le volume des déchets médicaux produits par l'établissement de santé, y compris des déchets solides, liquides et des aérosols (s'ils sont importants)
- Classer et quantifier les déchets des établissements de santé (déchets infectieux, déchets pathologiques, aiguilles, déchets liquides et non dangereux) selon les directives ESS pertinentes du Groupe de la Banque mondiale ([EHS Guidelines](#)) pour les établissements de santé et les BPISA.
- *Compte tenu du caractère infectieux du nouveau coronavirus, certains déchets habituellement classés comme non dangereux peuvent être considérés comme dangereux. Il est possible que le volume de déchets augmente considérablement au regard du nombre de patients hospitalisés durant l'épidémie de COVID-19. Une attention particulière devrait être accordée à l'identification, la classification et la quantification des déchets médicaux.*
- Décrire le système de gestion des déchets médicaux employé par l'établissement de santé, y compris la livraison de matériel, la production, la manipulation, la collecte, le stockage, le transport, l'élimination et le traitement des déchets, et la désinfection et la stérilisation des instruments et des espaces ;
- Fournir un diagramme des flux de déchets dans l'établissement de santé, si possible
- Décrire les niveaux de performance et/ou les normes applicables
- Décrire les dispositions institutionnelles ainsi que les rôles et responsabilités en matière de lutte contre les infections et de gestion des déchets

2.2 Mesures de gestion

- Réduction, réutilisation et recyclage des déchets : L'établissement de santé devrait envisager l'adoption de pratiques et procédures visant à réduire la production de déchets, sans pour autant nuire à l'hygiène et la sécurité des patients.
- Livraison et stockage de spécimens, d'échantillons, de réactifs, de produits pharmaceutiques et de fournitures médicales : L'établissement de santé devrait adopter des pratiques et procédures visant à réduire au minimum les risques associés à la livraison, à la réception et au stockage de produits médicaux dangereux.
- Séparation, conditionnement, codage couleur et étiquetage des déchets : L'établissement de santé devrait s'appliquer rigoureusement à séparer les déchets là où ils ont été produits. Il importe de suivre des méthodes de conditionnement, de codage couleur et d'étiquetage des déchets approuvées à l'échelle internationale.
- Collecte et transport sur site : L'établissement de santé devrait adopter des pratiques et procédures permettant d'enlever dans les délais requis les déchets correctement conditionnés et étiquetés en utilisant les chariots et les itinéraires désignés à cet effet. Les outils et espaces pertinents devraient être désinfectés de manière systématique. L'hygiène et la sécurité du personnel auxiliaire de santé tel que les agents d'entretien devraient être assurées.
- Stockage des déchets : Un établissement de santé devrait disposer de multiples aires de stockage destinées à recevoir différents types de déchets. Les fonctions et la taille de ces aires de stockage sont déterminées au stade de la conception. Les aires de stockage devraient être entretenues et désinfectées conformément aux normes. Les rapports

disponibles donnent à penser que durant l'épidémie de COVID-19, les déchets infectieux devraient être enlevés des aires de stockage de l'établissement de santé dans un délai de 24 heures.

- **Traitement et élimination des déchets sur place (à l'aide d'un incinérateur par exemple) :** Beaucoup d'établissements de santé possèdent leurs propres équipements d'incinération de déchets sur place. Une vérification préalable de l'incinérateur existant devrait être effectuée pour déterminer son efficacité du point de vue technique, sa capacité de traitement, son rendement et les compétences de son opérateur. Dans le cas où des manquements sont observés, des mesures correctives devraient être recommandées. Pour de nouveaux établissements de santé financés par le projet, les équipements d'élimination des déchets devraient être intégrés dans la conception globale et une évaluation environnementale et sociale appropriée réalisée. On peut trouver des références en matière de conception et de pratiques d'exploitation ainsi que des normes d'émissions adoptées à l'échelle internationale pour l'incinération des déchets médicaux dans les directives ESS pertinentes et les BPISA.
- **Transport et élimination des déchets dans des usines de traitement hors site :** Tous les établissements de santé ne disposent pas d'incinérateurs appropriés ou efficaces sur place. Et tous les déchets médicaux ne se prêtent pas à une incinération. Un incinérateur sur site produit des résidus après usage. C'est la raison pour laquelle on devra probablement avoir recours à des installations d'élimination de déchets hors site exploitées par les autorités locales ou le secteur privé. Ces équipements de traitement des déchets hors site peuvent comprendre des incinérateurs et des décharges pour déchets dangereux. Dans le même ordre d'idée, ces équipements externes de gestion des déchets devraient faire l'objet de vérifications préalables pour déterminer leur efficacité du point de vue technique, leur capacité de traitement, leur rendement et les compétences de leur opérateur. Dans le cas où des manquements sont observés, des mesures correctives devraient être recommandées et adoptées de commun accord avec les autorités locales ou les opérateurs privés concernés.
- **Traitement des eaux usées :** La question des eaux usées de l'établissement de santé est liée aux pratiques en matière de gestion des déchets dangereux. La séparation et la manipulation judicieuses des déchets, comme indiqué plus haut, sont nécessaires pour réduire au minimum l'infiltration de déchets solides dans le flux d'eaux usées. Au cas où les eaux usées sont rejetées dans le réseau municipal d'assainissement, l'établissement de santé devrait s'assurer que ces effluents sont conformes à toutes les autorisations et normes applicables, et que la station d'épuration municipale est capable de manipuler le type d'effluents rejetés. Dans le cas où il n'existe pas de système d'assainissement municipal, l'établissement de soins devrait construire et exploiter correctement des ouvrages primaires et secondaires de traitement des eaux usées et de désinfection. Les résidus des ouvrages de traitement des eaux usées sur site, comme les boues, devraient également être éliminés convenablement. Il peut arriver que les eaux usées de l'établissement de santé soient transportées par camions vers des stations d'épuration municipales pour traitement. Il faudrait procéder à des vérifications préalables concernant l'application des règles de transport sans risque ainsi que les capacités et le rendement de ces stations.

3. Préparation et réponse aux situations d'urgence

Les incidents nécessitant une intervention d'urgence dans un établissement de santé peuvent comprendre un déversement, l'exposition professionnelle à des agents infectieux ou des radiations, des rejets accidentels de matières infectieuses ou de substances dangereuses dans l'environnement, des pannes de matériel médical, des défaillances d'installations de traitement des déchets solides et des eaux usées, ou un incendie. Ces situations d'urgence peuvent avoir

de graves répercussions sur le personnel soignant, la population locale, le fonctionnement de l'établissement de santé et l'environnement.

C'est la raison pour laquelle il est recommandé de mettre au point un Plan d'intervention d'urgence (PIU) proportionné aux niveaux de risque. Les principaux éléments d'un PIU sont énoncés au paragraphe 21 de la NES n° 4 — Santé et sécurité des populations.

4. Dispositions institutionnelles et renforcement des capacités

Les dispositions institutionnelles et les rôles et responsabilités doivent être clairement définis. Un plan de formation comportant des programmes de formation cycliques devrait être mis au point. Les mesures suivantes sont recommandées :

- Définir les rôles et responsabilités de chaque maillon de la chaîne intégrale de lutte contre les infections et de gestion des déchets ;
- Mobiliser du personnel qualifié en nombre suffisant, y compris pour la lutte contre les infections et la biosécurité ainsi que l'exploitation de l'unité de gestion des déchets ;
- Souligner que le responsable d'un établissement de santé assume la responsabilité globale de la lutte contre les infections et de la gestion des déchets ;
- Impliquer tous les services concernés d'un établissement de santé, et constituer une équipe multidisciplinaire chargée de la gestion, la coordination et l'examen périodique des problèmes et de la performance ;
- Mettre en place un système de gestion de l'information pour suivre et enregistrer les flux de déchets produits au niveau de l'établissement de santé ; et
- Associer les personnels soignants, les agents affectés à la gestion des déchets et les agents d'entretien aux activités de renforcement des capacités et de formation. Les agents des services de gestion des déchets tiers devraient également recevoir une formation appropriée.

5. Suivi et rapports

De nombreux établissements de santé dans les pays en développement sont confrontés au défi posé par l'insuffisance du suivi et de l'enregistrement des flux de déchets médicaux. Les établissements de santé devraient mettre en place un système de gestion de l'information pour suivre et enregistrer les flux de déchets de leur lieu de production, leur séparation, leur conditionnement, leur stockage temporaire jusqu'aux chariots/véhicules de transport et aux installations de traitement. L'établissement de santé est encouragé à informatiser un tel système dans la mesure où ses capacités techniques et financières le permettent.

Comme indiqué plus haut, le responsable de l'établissement de santé en assume l'entière responsabilité, dirige une équipe multidisciplinaire et examine régulièrement les problèmes et l'efficacité des méthodes de lutte contre les infections et de gestion des déchets au sein de l'établissement. Il devrait y avoir des systèmes internes de rapports et de classement.

En dehors de l'établissement de santé, les rapports doivent être préparés conformément aux exigences des pouvoirs publics et de la Banque mondiale.

ANNEXE 9: Termes de Référence (TdR) de l'étude

RECRUTEMENT DE CONSULTANT POUR LA PREPARATION DES CADRES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET DE FILETS SOCIAUX ET DE SERVICES DE BASE, ET DU PROJET D'EMPLOI DES JEUNES

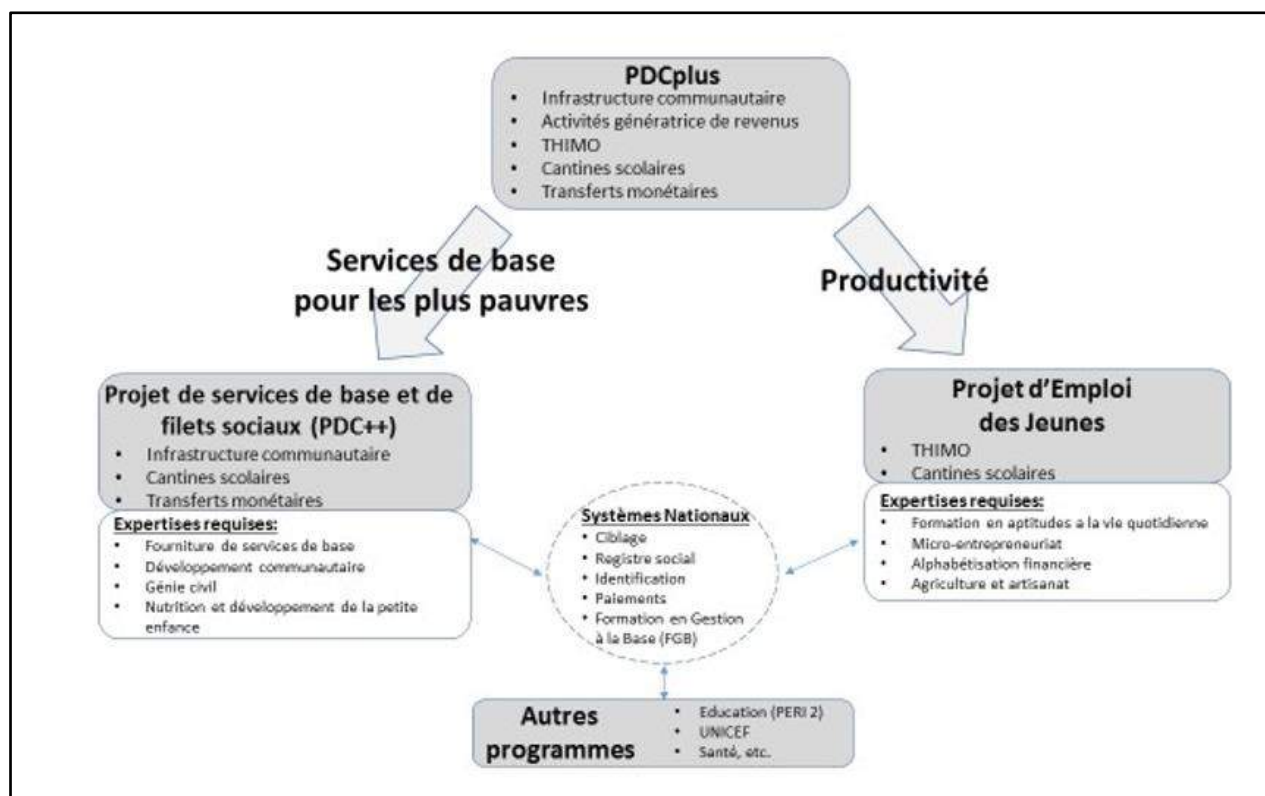
Termes de référence

I. CONTEXTE ET DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Contexte

Le Gouvernement togolais met en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale, le Projet de Développement Communautaire et des Filets Sociaux (PDCplus) comme un des instruments de réalisation de sa stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE). Le PDCplus, qui clôture le 31 juillet 2017, a financé des microprojets d'infrastructures de développement social. Dans la continuité de ce financement, le Gouvernement et la Banque mondiale ont lancé la préparation de deux nouveaux projets : le Projet de Filets Sociaux et de Services de Base, et le Projet d'Emploi des Jeunes. Le Projet de et de Filets Sociaux et de Services de Base a pour objectif d'assurer aux ménages pauvres un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux ; tandis que le Projet d'Emploi des Jeunes entend fournir l'accès à des opportunités de génération de revenu pour les jeunes vulnérables du Togo. Ces nouveaux projets reprennent en gros les principales composantes et sous-composantes du PDCplus, mais les rends plus gérables en les répartissant selon qu'ils visent à termes à accroître la résilience des populations ou accroître leur productivité. Les documents-cadres de gestion environnementale et sociale utilisés sous le PDCplus et qui ont canalisé la gestion environnementale et sociale dans le cadre de la mise en œuvre du projet méritent d'être mis à jour afin de prendre en compte d'une part, les activités spécifiques de chacun des deux projets, et d'autre part l'expérience faite avec le cadre de gestion environnementale et sociale du PDCplus. Par ailleurs, avec les nouveaux projets, le Gouvernement togolais et la Banque mondiale ont convenu de renforcer l'utilisation de l'approche de formation en gestion à la base (FGB) qui est une approche participative de renforcement des capacités et d'habilitation des communautés bénéficiaires des sous-projets afin de les rendre capables de conduire et gérer les cycles de ces sous-projets. Cette dimension des nouveaux projets est un aspect important à prendre en compte dans la révision et la mise à jour des documents de sauvegarde environnementale et sociale du PDCplus. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les présents termes de référence.

Les articulations entre le PDCPlus et le Projet de filets sociaux et de services de base d'une part, et le Projet d'Emplois des Jeunes d'autre part, sont schématisées dans le graphique ci-dessous.



Description sommaire du Projet de Filets Sociaux et de Services de base

Le Projet de Services de base et des Filets sociaux a trois composantes principales : **6.** Composante 1 : Améliorer l'accès des plus pauvres aux infrastructures socioéconomiques de base (14 millions \$ EU). Cette composante a pour objectif d'appuyer la réhabilitation et la construction des infrastructures de base des communautés ciblées, ce qui permettra d'accroître l'accès aux services socioéconomiques y afférents. La composante financera environ 350 microprojets d'infrastructures de base dans l'ensemble des cinq régions du pays. Chaque microprojet aura un financement d'environ 40 000 \$ EU.

Composante 2 : Améliorer l'accès des plus pauvres aux filets sociaux (15 millions \$ EU). Cette composante a pour objectif de soutenir un meilleur accès des communautés et des ménages les plus pauvres du Togo aux filets sociaux (cantines scolaires et transferts monétaires).

Sous-composante 2.1 : Cantines scolaires (5 millions \$ EU). Cette Sous-Composante entend accroître l'accès de près de 45 000 élèves de 164 écoles des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers (quotidiens) pendant deux années scolaires, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention des élèves dans les écoles des zones ciblées.

Sous-composante 2.2 : Transfert monétaire (10 millions \$ EU). Cette sous-composante a pour objectif d'accroître le revenu et la consommation de 40 000 ménages ciblés pendant deux ans pour un montant mensuel de

5000 FCFA par mois qui sera l'équivalent de celui offert par le programme pilote. Le ciblage respectera les modalités de la Stratégie nationale de ciblage adoptée par le Gouvernement et ses partenaires en décembre 2015 et qui prévoit un ciblage communautaire complété

par un test multidimensionnel des moyens d'existence [*Proxy means test/PMT*]. Cette approche permettra de confirmer l'éligibilité des ménages sélectionnés par les communautés.

Composante 3 : Renforcement des capacités et gestion de projet (6,0 million \$EU). Sous-composante 3.1 : *Formation en gestion à la base (FGB)*.

Cette sous-composante appuiera la conduite de la FGB pour préparer les communautés bénéficiaires pour la mise en œuvre de leurs sous-projets. Le paquet FGB sera actualisé par l'introduction d'un module sur les filets sociaux qui sera dispensé aux communautés participant à la Sous-Composante de transferts monétaires.

Sous-composante 3.2 : *Appui au système de filets sociaux*. Cette Sous-Composante contribuera au déploiement de la stratégie nationale de ciblage, non seulement puisqu'il sera l'un des premiers projets à l'appliquer, mais également grâce à la fourniture de l'assistance technique nécessaire à la préparation des instruments permettant de traduire cette stratégie en action. La Sous-composante financera également l'assistance technique nécessaire pour la création d'un registre social national.

Sous-composante 3.3 : Gestion de projet. Cette sous-composante couvrira les coûts de gestion de projet et autres coûts de renforcement des capacités et d'appui institutionnel.

Description sommaire du Projet d'Emplois des jeunes. Le projet d'emploi des jeunes a quatre composantes dont trois composantes opérationnelles :

Composante 1 : Services communautaires et formation en cours d'emploi (7 millions \$ EU) Les services communautaires agiront comme point d'entrée au projet. Ils fourniront aux jeunes pauvres et vulnérables bénéficiaires, qui n'ont jamais vraiment eu accès à un emploi structuré, l'occasion de développer de saines habitudes de travail et d'acquérir des valeurs civiques tout en participant à une activité valorisée par la communauté. Les services communautaires représenteront également une opportunité d'accès, sur quelques mois, à des formations en cours d'emploi et à des modules d'acquisition de compétences personnelles et des connaissances financières de base.

Sous-Composante 1.1 : Sous-projets de services communautaires. Sur la base de l'adaptation de l'expérience concluante de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre par les projets de développement communautaire (PDC) et de filets sociaux (PDCplus), cette Sous-Composante offrira aux jeunes pauvres et vulnérables des opportunités de mise en œuvre de services communautaires. Comme dans le PDC et le PDCplus, les sous-projets relèveront d'une approche conduite par les communautés et les travaux seront gérés par les Comités de développement villageois (CDV) déjà présents dans plusieurs villages ou qui seront établis à cet effet avec le soutien du projet.

Sous-Composante 1.2 : Formation sur les aptitudes à la vie quotidienne et éducation financière. Au cours de la mise en œuvre des sous-projets de services communautaires, les jeunes bénéficieront de 1 à 2 jours par semaine de formations sur les aptitudes à la vie quotidienne et l'éducation financière, ceci pour un salaire équivalent à celui d'un jour de travail normal. Les formations seront adaptées aux jeunes présentant un faible niveau de scolarisation.

Composante 2 : Appui aux activités génératrices de revenus (4,75 millions \$ EU)

Les bénéficiaires qui ont achevé avec succès les activités de la Composante 1 seront éligibles à un soutien au lancement ou à l'expansion d'une activité génératrice de revenus. Les appuis accordés seront les suivants :

a. Soutien à la préparation d'un plan d'affaires rudimentaire. Les bénéficiaires recevront des appuis adaptés à leur niveau éducationnel et d'alphabétisation pour la préparation de plans d'affaires élémentaires décrivant les activités entrepreneuriales proposées et leur mise en œuvre. Le plan couvrira des aspects tels que l'approvisionnement en intrants ; un calcul simple de la rentabilité de l'activité proposée ; le marketing ; et l'identification de l'emplacement de l'entreprise, si nécessaire.

b. Octroi d'une subvention équivalente à l'épargne réalisée par les bénéficiaires pendant la conduite des THIMO réalisés dans le cadre de la Composante 1 du projet, ce qui permettra la disponibilité d'un capital initial pour le démarrage de l'activité entrepreneuriale proposée.

c. Accès au mentorat pour aider les jeunes à surmonter les problèmes auxquels ils pourraient être confrontés lors de l'établissement ou de la mise à l'échelle de leur entreprise, de la mise en marché ou de l'identification d'opportunités, puis, subséquent, suivi périodique soutenu de l'activité génératrice de revenus.

Composante 3 : Renforcement des capacités (1,0 million \$)

Sous-composante 3.1 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre des interventions d'emploi des jeunes. Cette Sous-Composante appuiera le Gouvernement dans la conception, le renforcement et la mise en application des instruments opérationnels nécessaires à la mise en œuvre des sous-projets d'emploi des jeunes pauvres et vulnérables.

Sous-composante 3.2 : Renforcement des capacités communautaires, soit le renforcement des capacités et de l'autonomisation des communautés en matière de (i) capacité à jouer un rôle clé dans la mise en œuvre des activités du projet ; et (ii) promotion de la redevabilité et de la transparence en tant qu'éléments déterminants de l'approche du projet. Cette Sous-Composante appuiera le renforcement des capacités des communautés à travers une approche de formation en gestion à la base (FGB), qui a déjà été appliquée avec succès par le Projet Éducation et Renforcement Institutionnel (PERI) et par le PDCplus.

Composante 4 : Gestion du projet (2,25 millions \$)

Cette composante a pour objectif de soutenir les activités liées à la gestion et à la coordination du projet. Il s'agira notamment des coûts reliés aux personnels, à l'équipement, aux véhicules, au carburant, à l'espace de bureau et aux communications, ainsi que des charges d'exploitation associées à la passation de marchés, à la supervision, à la conduite d'audits et à l'évaluation du projet.

Ainsi, la mise en œuvre des activités de ces deux projets est susceptible d'entraîner des impacts sociaux ou environnementaux déclenchant les politiques OP/BP 4.01 « Evaluation environnementale », et OP/BP 4.12 « Déplacement involontaire des populations ». Un Cadre de gestion environnementale et sociale et un Cadre de Politique de Recasement des Populations avaient été développés et mis en œuvre dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PDCplus et des outils développés pour gérer les impacts environnementaux et sociaux prévisibles des activités du projet. Les activités des deux nouveaux projets étant les mêmes que celles du PDCplus, il est anticipé que celles des deux nouveaux projets (de Filets Sociaux et Services de base et d'Emplois des Jeunes) seront similaires en termes d'impact environnemental et social.

Les présents termes de référence visent le recrutement d'un consultant individuel chargé de développer les documents Cadres de Gestion Environnementale et Social dans le contexte de la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux et Services de base d'une part, du Projet d'Emplois des Jeunes, d'autre part. Cet exercice devra s'appuyer sur les documents développés dans le cadre du PDCplus, pour : (i) capitaliser les leçons apprises de leur mise

en œuvre, y compris l'utilisation des documents-types de gestion environnementale et sociale dans le cadre du PDCplus, (ii) prendre en compte le fait l'approche Formation en Gestion à la base qui est fortement participative permettre de régler un grands nombre de problèmes sociaux dans le processus d'habilitation et de renforcement des capacités des communautés.

Les résultats de la mission seront les produits livrables, les deux documents-cadres qui serviront d'orientation en matière de gestion environnementale et sociale, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de filets Sociaux et de Services de Base d'une part, et le Projet d'Emploi des Jeunes, d'autre part.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif principal de la présente mission est de préparer les documents de sauvegarde environnementale et sociale, conformément aux politiques OP/BP 4.01 des procédures de de la Banque mondiale, dont le déclenchement est anticipé dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base (P157038), et du Projet d'Emploi des Jeunes (P157036).

A travers la révision du document CGES du PDCplus, il s'agira d'identifier et analyser les impacts environnementaux et sociaux potentiels de la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base et du Projet d'Emplois des Jeunes. Dans le but de respecter les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, une évaluation environnementale et sociale sommaire incluant un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est nécessaire dans le cadre de la construction et de la réhabilitation d'infrastructures physiques. L'objectif sera de (i) Vérifier si le mécanisme pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels (incluant les impacts sur la santé publique) des types de microprojets pouvant être financés dans le cadre du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base, et du Projet d'Emploi des Jeunes, est établi; (ii) voir si les mesures de suivi et d'atténuation à prendre pour soit éliminer les impacts environnementaux et sociaux adverses, soit pour les porter à des niveaux acceptables sont définies ; et (iii) définir enfin, les modalités institutionnelles pour la mise en œuvre du CGES pour chacun des deux projets.

Le CGES, pour chaque projet, devra définir les exigences en matière de suivi-évaluation des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, en rapport avec le processus de suivi-évaluation global des projets. Ces exigences comprennent: i) l'inscription d'une série d'indicateurs à suivre; ii) les méthodes d'évaluation à utiliser, leur fréquence ainsi l'identification des responsabilités en matière de qui devrait entreprendre de telles activités de suivi-évaluation; iii) l'identification de toute vérification ou audit à entreprendre par une tiers partie externe; et iv) veiller à ce que les évaluations de performances des mesures de sauvegarde soient incluses dans les activités de suivi-évaluation des projets et les audits.

Les propositions du consultant pour la préparation du CGES de chacun des deux nouveaux projets, devront tenir compte à la fois de la réglementation nationale et des directives de la Banque mondiale en la matière.

III. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

A partir de la révision du CGES du PDCplus, des leçons apprises de sa mise en œuvre, y compris de la mise en œuvre des outils développés (tels que les plans-types de gestion environnementale et sociale, le mécanisme de gestion des plaintes, etc.), les prestations attendues du Consultant dans le cadre du CGES du Projet de Filets Sociaux et Service de Base et du Projet d'Emplois des Jeunes, sont les suivantes:

Identifier, évaluer, et mesurer si possible l'ampleur des impacts potentiels et les risques environnementaux et sociaux dans les zones d'intervention de chacun des deux projets ;

Proposer une grille environnementale et sociale préliminaire ou valider celle existante contenue dans le document CGES du PDCplus (tirant leçons de son utilisation dans le cadre du PDCplus), si elle est pertinente, pour aider à déterminer les impacts environnementaux et sociaux potentiels négatifs relatifs à l'exécution des activités des deux projets.

Faire une proposition de liste de contrôle environnemental et social des impacts génériques et des mesures directes et indirectes de réduction de ces impacts ;

Porter un regard, tout comme dans le cadre du document CGES du PDCplus, sur la capacité des agences d'exécution à contrôler les questions environnementales et sociales du projet et proposer des mesures de renforcement de leur capacité, qu'elles soient de type institutionnel ou relatives à la formation technique, ou encore d'assistance technique ;

Proposer un plan de surveillance environnementale et sociale pour s'assurer que les questions environnementales et sociales seront contrôlées efficacement dans le cadre de la mise en œuvre des deux projets.

Réviser le plan de consultation publique présenté en annexe du CGES du PDCplus au regard des leçons apprises dans le cadre de sa mise en œuvre dans le PDCplus, et au regard des activités spécifiques de chacun des deux nouveaux projets.

Exigence pour le Consultant

Le consultant devra se familiariser avec les documents relatifs aux politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et devra s'assurer que le travail demandé est effectué conformément à toutes les dispositions indiquées dans ces documents notamment la directive Politique Opérationnelle (PO) 4.01 et ses règles relatives aux Procédures de la Banque. Le CGES évaluera l'applicabilité des politiques opérationnelles de la Banque mondiale au Projet de Filets Sociaux et Services de Base, d'une part, et au Projet d'Emploi des Jeunes, d'autre part, notamment sur le PO/PB 4.01 Évaluation environnementale, y compris la participation du public.

Certaines activités de chacun des deux projets pourraient nécessiter l'application de directives opérationnelles comme par exemple la PO/PB 4.01. Le document CGES, pour chaque projet, devra donc inclure une procédure d'analyse et de tri qui déterminera, pour chaque microprojet proposé (i) quelles directives opérationnelles de la Banque pourraient être applicables et (ii) quels niveaux et types d'analyses environnementales sont requises (par exemple une évaluation environnementale complète (EE) contenant un plan de gestion environnementale (PGE), un PGE seulement, ou une simple application de bonnes pratiques de constructions et d'opérations.

Le Consultant devra par ailleurs décrire les arrangements institutionnels de mise en œuvre du CGES en clarifiant les rôles et responsabilités des agences et de toutes autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de chacun des deux projets. Il s'agit en l'occurrence, d'identifier les acteurs et entités impliqués dans chacune des étapes : tri, sélection, catégorisation environnementale du microprojet, préparation et approbation des TDR et des rapports d'EIE, mise en œuvre, suivi et évaluation des PGES etc.

IV. PROFIL DU CONSULTANT

Pour l'exécution de la présente mission, le consultant devra justifier des qualifications et expériences ci-après :

-Être titulaire d'un diplôme de Bac+5 (Master ou Diplôme d'Etude Approfondie) en gestion environnementale et sociale, ingénierie environnementale et sociale, Aménagement et gestion de l'environnement, ou tout autre diplôme jugé équivalent.

- Justifier d'une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans la préparation de document de gestion des impacts environnementaux et sociaux des projets de développement (Cadre de gestion environnementale et sociale, Evaluation d'impact environnemental, Cadre de Politique de recasement des personnes, etc.);
- Justifier d'une excellente connaissance des politiques de la Banque mondiale en matière de sauvegardes environnementales et sociales ;
- Justifier d'au moins trois missions similaires sur des projets sous financements des bailleurs de fonds similaires à la Banque mondiale (Banque africaine de développement, Union Européenne, etc.
- La réalisation d'une mission similaire dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale serait un atout.

V. DUREE DE LA MISSION

La mission est prévue pour 15 personnes-jours, et devra se dérouler impérativement entre la troisième semaine de novembre et la deuxième semaine de décembre 2016. Cette durée inclut également l'organisation d'un atelier de validation des documents pour chacun des deux projets.

ANNEXE 10: Formulaire de revue environnementale et sociale (screening)

Le présent formulaire de sélection a été conçu pour aider dans la sélection initiale des projets devant être exécutés sur le terrain.

COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PHASE 1 (TRAVAUX)	PHASE 2 (EXPLOITATION DU PROJET)	RÉSULTAT RN
Air	Le projet risque-t-il de causer une pollution de l'air et l'atmosphère, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Géologie et Sols	Le projet risque-t-il de causer une pollution des sols ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il de causer la déstructuration des sols (érosion, ravinement, compactage, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet nécessitera-t-il des volumes importants de matériaux de construction dans les ressources naturelles locales (sable, gravier, latérite, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Y-a-t-il des zones instables d'un point de vue géologique ou des sols (érosion, glissement de terrain, effondrement) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Eau	Le projet risque-t-il de causer une pollution des eaux de surfaces (contamination, turbidité, sédimentation, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il de causer une pollution des eaux souterraines ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il de modifier l'écoulement des eaux de surface, leur déviation	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	

COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PHASE 1 (TRAVAUX)	PHASE 2 (EXPLOITATION DU PROJET)	RÉSULTAT RN
Végétation / Faune / Diversité biologique	Le projet nécessitera-t-il un défrichement important ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il de causer une dégradation de la végétation (déboisement, abattage,) et une destruction de la faune ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il de causer des effets sur des espèces rares, vulnérables et/ou importants du point de vue économique, écologique, culturel ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Y a-t-il des zones de sensibilité environnementale qui pourraient être affectées négativement par le microprojet ? forêt, zones humides (lacs, rivières, zones d'inondation saisonnières) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	La zone du projet (ou de ses composantes) comprend-elle des aires protégées (parcs nationaux, réserves nationales, forêts protégées, sites de patrimoine mondial, etc.)?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Paysage et esthétique	Le projet pourrait-t-il avoir un effet adverse sur la valeur esthétique du paysage ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Sites historiques, archéologiques ou culturels	Le projet pourrait-il changer un ou plusieurs sites historiques, archéologiques, ou culturels, ou nécessiter des excavations ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Cadre de vie/ milieu humain	Le projet risque-t-il de générer des déchets solides et liquides ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il de générer des gênes et nuisances (bruit, insécurité) ?	Oui (majeur) = 2	Oui (majeur) = 2 Oui	

COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PHASE 1 (TRAVAUX)	PHASE 2 (EXPLOITATION DU PROJET)	RÉSULTAT RN
		Oui (mineur) = 1 Non = 0	(mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il d'affecter la libre circulation des biens et des personnes locales ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il d'affecter l'alimentation en eau potable des populations (points d'eau, puits, forages, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet risque-t-il d'affecter la santé des populations locales (IST/VIH/SIDA, autres maladies, contamination par le mercure) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet peut-il occasionner des problèmes d'hygiène et de sécurité ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet peut-elle entraîner une diminution de la qualité de vie des populations locales ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le site du projet est-elle sujet à des phénomènes naturels (inondation, glissement de terrain, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet entraîne-t-il des déplacements involontaires de population?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Activités économiques	Le projet risque-t-il d'entraîner une perturbation/dégradation des activités agricoles (destruction de champs agricoles, dégradation de terres de cultures, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	

COMPOSANTES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	PHASE 1 (TRAVAUX)	PHASE 2 (EXPLOITATION DU PROJET)	RÉSULTAT RN
	Le projet risque-t-il d'entraîner une perturbation/dégradation des activités commerciales ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Environnement social	Le projet peut-il conduire à des pertes totales ou partielles d'actifs (récoltes, terres agricoles, bâtis, etc.) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet peut-elle entraîner une accentuation des inégalités sociales ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet peut-il entraîner des utilisations incompatibles ou des conflits sociaux entre les différents usagers et les propriétaires du territoire (lieux sacrés, sites traditionnels) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
	Le projet peut-il entraîner un déplacement de main d'œuvre (pas de recrutement sur place) ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Équipements socioéducatifs et sanitaires	Le projet peut-il affecter négativement le fonctionnement des infrastructures socioéducatives et sanitaires environnantes ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
Institutionnel	Le bénéficiaire du projet ne dispose pas d'un mécanisme de gestion, d'exploitation et d'entretien du projet ?	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	Oui (majeur) = 2 Oui (mineur) = 1 Non = 0	
TOTAL				RN

APPRÉCIATION DE L'IMPACT NÉGATIF DU PROJET

VALEURS DE RN	TYPES D'ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE	CATÉGORIE SELON LAPO 4.01
0 <= RN <= 30 points	Aucune étude demandée	Catégorie C ¹
30 < RN <= 80 points	Étude d'Impact Environnemental et Social simplifiée	Catégorie B
80 < RN <= 100 points	Étude d'Impact Environnemental et Social Approfondie	Catégorie A
RN > 100 points	Impact probable trop important projet non financé	

1. Dans la procédure nationale de sélection des projets, un projet classé dans la catégorie C fait également l'objet d'une étude d'impact environnemental et social simplifiée.

ANNEXE 11: Termes de références pour une EIES simplifiée

I. Introduction et contexte

Cette partie sera complétée au moment opportun et devra donner les informations nécessaires relatives au contexte et les approches méthodologiques à entreprendre.

II. Objectifs de l'étude

Cette section montrera (i) les objectifs et les activités du projet prévu dans le cadre du sous projet, et (ii) indiquera les activités pouvant avoir des impacts environnementaux et sociaux et qui nécessitent des mesures d'atténuation appropriées.

III. Le Mandat du Consultant

Le consultant aura pour mandat de :

- (a) Mener une description des caractéristiques biophysiques de l'environnement dans lequel les activités du projet auront lieu, et mettre en évidence les contraintes majeures qui nécessitent d'être prise en compte au moment de la préparation du terrain, de la construction ainsi que durant l'installation des équipements, au moment de l'exploitation ;
- (b) Evaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels dus aux activités du projet et recommander des mesures d'atténuation appropriées y compris les estimations de coûts ;
- (c) Evaluer les besoins de collecte des déchets solides et liquides, leur élimination ainsi que leur gestion dans les infrastructures, et faire des recommandations ;
- (d) Evaluer, dans les projets de santé, les pratiques d'élimination des déchets médicaux en vigueur dans les infrastructures y compris le stockage, le transport et l'élimination finale, et faire des recommandations appropriées pour une bonne gestion des déchets médicaux ;
- (e) Mener une revue des politiques, législations, et les cadres administratifs et institutionnelles nationales respectives en matière d'environnement par rapport aux politiques de sauvegarde de la Banque, indiquer laquelle de ces politiques est applicable aux activités du projet, identifier toutes les lacunes qui pourraient exister et faire des recommandations de les combler dans le contexte des activités du projet ;
- (f) Identifier les responsabilités et acteurs pour mettre en œuvre les mesures de mitigation proposées ;
- (g) Evaluer la capacité disponible à mettre en œuvre les mesures d'atténuation proposées, et faire des recommandations appropriées, y compris les besoins en formation et en renforcement des capacités ainsi que leurs coûts ;
- (h) Préparer un Plan de Gestion Environnemental (PGE) pour le projet. Le PGE doit montrer : (a) les impacts environnementaux et sociaux potentiels résultant des activités du projet qui tient compte des mesures d'atténuation contenues dans la check-list des mesures d'atténuation du CGES; (b) les mesures d'atténuation proposées ; (c) les responsabilités institutionnelles pour l'exécution des mesures d'atténuation ; (d) les indicateurs de suivi ; (e) les responsabilités institutionnelles pour le suivi de l'application des mesures d'atténuation ; (f) estimation des coûts pour toutes ces activités ; et (g) le calendrier pour l'exécution du PGE ;.
- (i) Consultations du public. Les résultats de l'évaluation d'impact environnemental ainsi que les mesures d'atténuations proposées seront partagés avec la population, les ONG, l'administration locale et le secteur privés œuvrant dans le milieu où l'activité

sera réalisée. Le procès-verbal de cette consultation devra faire partie intégrante du rapport.

IV. Plan du rapport

- Page de garde
- Table des matières
- Liste des abréviations
- Résumé analytique (si nécessaire en anglais et en français)
- Introduction
- Description des activités du projet proposé
- Description de l'environnement de la zone de réalisation du projet
- Description du cadre politique, institutionnel et réglementaire
- Méthodes et techniques utilisées dans l'évaluation et analyse des impacts du projet proposé.
- Description des impacts environnementaux et sociaux des diverses composantes du projet proposé
- Plan de Gestion Environnementale (PGE) du projet comprenant les mesures de mitigation des impacts négatifs et de bonification des impacts positifs du projet proposé, les acteurs de mis en œuvre, le suivi ainsi que les indicateurs de suivi et les différents acteurs à impliquer
- Recommandations
- Références
- Liste des individus/ institutions contactées
- Tableau de résumé du Plan d'Atténuation Environnementale

V. Profil du consultant

Le Consultant doit disposer d'un agrément de l'ANGE pour la conduite des études d'impact.

VI. Durée du travail et spécialisation

La durée de l'étude sera déterminée en fonction du type de projet.

VII Production du rapport final

Le consultant produira le rapport final deux semaines après avoir reçu les commentaires de l'Agence et de l'ANGE. Le rapport final devra tenir compte de tous les commentaires.

ANNEXE 12: Fiches d'enregistrement et de réponse de plainte

1. Fiche d'enregistrement de plaintes

N°	RUBRIQUE	REPONSES / DESCRIPTION
1	N° de la plainte :	
2	Canal/voie de réception de la plainte	
3	Date de réception de la plainte :	
4	Nom et prénom de l'auteur de la plainte ⁵ :	
5	Sexe du plaignant	
6	Adresse (N° Tél, E-mail) :	
7	Lieu de résidence du plaignant :	
8	Projet, Composante et sous-composante concerné :	
9	Objet de la plainte :	
10	Nom du bénéficiaire du microprojet, composante ou sous-composante (CVD, jeunes, CPE, ménage, ...) :	
11	Localisation du microprojet : (Village, canton, préfecture, région)	
12	Catégorie de la plainte :	<input type="checkbox"/> 1 : Demande de renseignements ou de précisions <input type="checkbox"/> 2 : Hors du cadre du PFSB <input type="checkbox"/> 3 : Sélection/exclusion d'une personne ou communauté <input type="checkbox"/> 4 : Allégations de corruption, détournement de fonds, ou de biais dans les marchés publics. <input type="checkbox"/> 5 : Problèmes environnementaux et sociaux <input type="checkbox"/> 6 : Autre déviation des procédures ou comportement incorrect du personnel
13	Description complète de la plainte :	
14	Nom de l'accusé :	
15	Orientation du Traitement de la plainte :	<input type="checkbox"/> Si catégorie 1 et 2, apporter l'information ou référer le plaignant au projet ou programme concerné <input type="checkbox"/> Si catégorie 3 à 6, fournir la raison dans les observations
16	Observations/Justification :	

⁵ Dans la suite du processus, tenir compte de l'anonymat souhaité par le plaignant.

17	Plaignant a-t-il reçu un accusé de réception de sa plainte ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui à quelle date ?
18	Plainte reçue par (nom, signature, date) :	

2. Fiche de réponse à la plainte

N°	RUBRIQUE	REPONSE / DESCRIPTION
1	N° de plainte :	
2	Structure ou personne concernée par la plainte :	
3	Date de réception de la plainte par la structure concernée :	
4	Informations permettant de mieux comprendre la plainte	
5	Action(s) nécessaires pour résoudre la plainte ?	<input type="checkbox"/> Pas d'action nécessaire <input type="checkbox"/> Action(s) nécessaire
6	Détail sur les actions proposées (Donner une explication si aucune action n'est proposée)	
7	Nom et prénom du représentant de la structure ou de la personne : Titre : Tel : Date de signature :	

Pour le Point Focal/MGP :

Réponse validée par le CGP :

☐ Oui ☐ Non

Plaignant informé des actions et la décision du CGP :

☐ Oui ☐ Non

Date d'information au plaignant :

ANNEXE 13: Synthèse des résultats de consultation du public

Région Maritime

SYNTHESE DU RESULTATS DE LA CONSULTATION DU PUBLIC DANS LA REGION MARITIME

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
Formations en développement d'affaires	Identification des lieux formations à savoir les lieux de cultes, les Ecoles, les Palais des Chefs, la Maison des jeunes	Craintes de contamination à la COVID-19 relevées par rapport aux formations au sein des palais des Chefs ; Perturbation des cours en cas de tenue des formations au sein des écoles	Délocalisation des formations des palais des Chefs en vue d'éviter des contaminations à la COVID-19 Négociation des jours de tenue des formations au niveau des écoles	Prendre toutes les mesures en vue du choix des jours et des lieux de formation en vue de l'atteinte des objectifs du Projet
Conflits autour des lieux de formation	Probabilité d'avoir des conflits autour des lieux de formation	Cela peut être de nature à compromettre le bon déroulement des formations	Privilégier des voies de négociation	
Moyens de déplacement vers les lieux de formation	Evocation de plusieurs moyens de déplacement notamment les déplacements à pied, à vélo, à moto et en voiture	Risque d'accident de circulation	Prise de précaution, Port de casque et obtention de permis de conduire pour les motocyclistes	Unanimité sur les suggestions et recommandations
Les risques liés au ciblage dans le cadre des transferts monétaires	Eviter les biais dans la collecte des données en vue du ciblage	Non ciblage des vrais pauvres ;	Privilégier la compétence et l'expérience dans le recrutement des agents de collecte des données	
Possession et utilisation de téléphones portables par les bénéficiaires	Dotation des potentiels bénéficiaires de téléphones portables	Perte de téléphone, Vol de batteries de téléphones lors des	Vigilance de la part des bénéficiaires ; Renforcement des réseaux téléphoniques des zones du projet ;	

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
		recharges des téléphones ; Transferts des fonds des bénéficiaires vers d'autres portables, Non couverture des zones des bénéficiaires des réseaux téléphoniques ; Risque d'électrocution lors des recharges des téléphones ; Risque de contamination à la COVID-19 à partir des lieux de recharge ;	Observation des mesures barrière ;	
La distanciation des bénéficiaires des points de ventes Moov	Non proximité des points de vente des bénéficiaires	Risque d'extorsion des fonds ; Risque de vol ; Risque de braquage en cours de route Risque de vol	Vigilance de la part des bénéficiaires	
Les retraits de frais de transfert des fonds auprès du point de vente Moov	Evocation de la vigilance de la part des bénéficiaires par les participants	Risque de vol fonds de transferts par l'agent payeur	Vigilance de la part des bénéficiaires	
Initiation des activités génératrices de revenus	Plusieurs activités ont été identifiées à savoir les activités agricoles, d'élevages, de transformation , commerciales (petit boutique,	Risque de pollution ou d'intoxication dû à la production agricole, à l'élevage ; Risque de brûlure et d'intoxication alimentaire à travers les	Mise en œuvre des dans les règles de l'art, des activités génératrices de revenus	

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
	kiosque), artisanales et autres activités ;	activités de transformation ;		
Violences basées sur le genre (VBG)	Identification des types de violences basées sur le genre	Risque de survenue de ces types de violences surtout que l'option de mettre ensemble les hommes et les femmes est envisagée	Sensibilisation des bénéficiaires	L'option de mettre ensemble les hommes et les femmes a été appréciée positivement par les participants
La COVID-19	La maladie à COVID-19	Risque de contamination	Sensibilisation Observation des mesures barrières	

Synthèse images – Consultations du public – Etape de Stevie 07/04/2021





Région des Plateaux

SYNTHESE DU RESULTATS DE LA CONSULTATION DU PUBLIC DANS LA REGION DES PLATEAUX

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
Lieux de formation des bénéficiaires potentiels	Eglises Centre social Places publiques Affaires sociales Palais du Chef	Location des lieux de formation ; Disponibilité des lieux de formation ;	Faire des négociations en vue de l'accès gratuit des lieux de formation	
Conditions d'accès aux lieux de formation	Négociation	Facturation de certains lieux de formation	Négociation des lieux de formation en vue d'éviter des conflits	
Séparation des hommes et des femmes au cours des formations	Options de séparation et de non séparation du genre au cours des formations ; Option	Crainte que les femmes ne s'expriment pas ;	Œuvrer pour que les hommes et les femmes soient ensemble au cours des formations	Privilégier la négociation
Les moyens de déplacement	Vélo, Moto, à Pieds, en voiture	Risque d'accident	Prise de précaution Port de casque par les cyclomoteurs,	Souhait du rapprochement

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
vers les lieux de formation			Obtention de permis de conduire	des lieux de formation des bénéficiaires
Les risques liés au ciblage des bénéficiaires des transferts monétaires		Mauvais ciblage induisant des conflits ; Biais dans la collecte dû à l'incompétence des agents de collecte des données ; Le choix de la période de collecte peut être un risque qui influencer négativement la collecte ;	Rigueur dans le ciblage	Compétences requises des agents de collecte des données
La sécurité des téléphones ; Coupure de puces de téléphones ; Non-couverture des zones des bénéficiaires par le réseau téléphonique	Vols de téléphone, de batterie ; Risque de coupure du téléphone par l'opérateur en cas de non utilisation du téléphone durant une période	Risque de ne pas pouvoir retirer les fonds des transferts	Prise de précaution ;	
Eloignement des bénéficiaires des points de vente	Sécurité des fonds retirés	Risque de braquage Risque de vol des fonds des transferts par les voleurs	Prise de précaution ;	
Activités génératrices de revenus	Identification des activités à savoir les activités agricoles, d'élevages, de transformation, commerciales (petit boutique, kiosque),	Risque de pollution ou d'intoxication dû à la production agricole, à l'élevage ; Risque de brûlure et d'intoxication alimentaire à	Mise en œuvre des dans les règles de l'art, des activités génératrices de revenus	

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
	artisanales et autres activités ;	travers les activités de transformation ;		
COVID-19	La maladie à COVID-19	Risque de contamination	Sensibilisation Observation des mesures barrières	

Synthèse images étape d'Atakpamé-Consultations du public 08/04/2021



Région Centrale

SYNTHESE DU RESULTATS DE LA CONSULTATION DU PUBLIC DANS LA REGION CENTRALE

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
Formations FoDA	Identification des lieux formations (lieux de cultes, Mosquées, les Ecoles, Palais des Chefs, la Maison des jeunes, Centre communautaire)	Craintes de contamination à la COVID-19 relevées par rapport aux formations au sein des palais des Chefs ; Perturbation des cours en cas de tenue des formations au sein des écoles	Délocalisation des formations des palais des Chefs en vue d'éviter des contaminations à la COVID-19 Négociation des jours de tenue des formations au niveau des écoles	Prendre toutes les mesures en vue du choix des jours et des lieux de formation en vue de l'atteinte des objectifs du Projet
Conflits autour des lieux de formation	Probabilité d'avoir des conflits autour des lieux de formation	Cela peut être de nature à compromettre le bon déroulement des formations	Privilégier des voies de négociation	
Déplacement vers les lieux de formation	Identification des moyens de déplacement (déplacements à pied, à vélo, à moto et en voiture)	Risque d'accident de circulation	Prise de précaution, Port de casque et obtention de permis de conduire pour les motocyclistes	
Les risques liés au ciblage dans le cadre des transferts monétaires	Eviter les biais dans la collecte des données en vue du ciblage	Non ciblage des vrais pauvres ;	Privilégier la compétence et l'expérience dans le recrutement des agents de collecte des données	
Possession et utilisation de téléphones portables par les bénéficiaires	Dotation des potentiels bénéficiaires de téléphones portables	Perte de téléphone, Vol de batteries de téléphones lors des recharges des téléphones ; Transferts des fonds des bénéficiaires	Vigilance de la part des bénéficiaires ; Renforcement des réseaux téléphoniques des zones du projet ; Observation des mesures barrière ;	Le renforcement des réseaux téléphoniques a été relevé plusieurs fois

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
		vers d'autres portables, Non couverture des zones des bénéficiaires des réseaux téléphoniques ; Risque d'électrocution lors des recharges des téléphones ; Risque de contamination à la COVID-19 à partir des lieux de recharge ;		
Les bénéficiaires sont très éloignés des points de ventes Moov	Non proximité des points de vente des bénéficiaires	Risque d'extorsion les fonds ; Risque de vol ; Risque de braquage en cours de route Risque de vol	Vigilance de la part des bénéficiaires	
Sécurité des fonds de transfert auprès du point de vente Moov	Evocation de la vigilance de la part des bénéficiaires par les participants	Risque de vol fonds de transferts par l'agent payeur	Vigilance de la part des bénéficiaires	
Initiation des activités génératrices de revenus	Plusieurs activités ont été identifiées à savoir les activités agricoles, d'élevages, de transformation, commerciales (petit boutique, kiosque), artisanales et autres activités ;	Risque de pollution ou d'intoxication dû à la production agricole, à l'élevage ; Risque de brûlure et d'intoxication alimentaire à travers les activités de transformation ;	Mise en œuvre des dans les règles de l'art, des activités génératrices de revenus	
Violences basées sur le genre (VBG)	Types et formes de violences	Risque de survenue de ces types de	Sensibilisation des bénéficiaires	L'option de mettre ensemble les

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
	basées sur le genre relevés	violences surtout que l'option de mettre ensemble les hommes et les femmes est envisagée		hommes et les femmes a été appréciée positivement par les participants
La COVID-19	La maladie à COVID-19	Risque de contamination	Sensibilisation Observation des mesures barrières	

Synthèse images – Consultations du public – Etape de Sokodé 09/04/2021



Région de la Kara

SYNTHESE DU RESULTATS DE LA CONSULTATION DU PUBLIC DANS LA REGION DE LA KARA

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
Les lieux de formation des	Ecoles Centre social Eglises	Disponibilité des lieux de formation ;	Faire des négociations en vue de l'accès	S'appuyer sur les Mairies pour négocier

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
bénéficiaires potentiels	Places publiques Affaires sociales Palais du Chef		gratuit des lieux de formation	les lieux de formation
Les conditions d'accès aux lieux de formation	Négociation	Facturation de certains lieux de formation	Négociation des lieux de formation en vue d'éviter des conflits	
Séparation du genre au cours des formations	Séparation des femmes et des hommes	Crainte que les femmes ne s'expriment pas ;	Œuvrer pour que les hommes et les femmes soient ensemble au cours des formations	Faire des négociations
Identification des moyens de déplacement vers les lieux de formation	Déplacement à Pieds, à Vélo, à Moto, en voiture	Risque d'accident	Prise de précaution Port de casque par les cyclomoteurs, Obtention de permis de conduire	Souhait du rapprochement des lieux de formation des bénéficiaires
Les risques liés au ciblage des bénéficiaires des transferts monétaires		Ciblage non fait avec rigueur ; Biais dans la collecte dû à l'incompétence des agents de collecte des données ; Le choix de la période de collecte peut être un risque qui influencer négativement la collecte ;	Rigueur dans le ciblage	Recruter des agents de collecte des données compétents
La sécurité des téléphones ; Non-couverture des zones des bénéficiaires par le réseau téléphonique Non-	Vols de téléphone, de batterie ; Risque de coupure du téléphone par l'opérateur en cas de non utilisation du téléphone	Risque de ne pas pouvoir retirer les fonds des transferts	Vigilance ; Prise de précaution ;	

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
fonctionnalité des puces pour faute de non utilisation du téléphone durant une période ;	durant une période			
Eloignement des bénéficiaires des points de vente	Sécurité des fonds retirés	Risque de braquage Risque de vol des fonds des transferts par les voleurs	Prise de précaution ;	
Activités génératrices de revenus (AGR)	Identification des activités à savoir les activités agricoles, d'élevages, de transformation, commerciales (petit boutique, kiosque), artisanales et autres activités ;	Risque de pollution ou d'intoxication dû à la production agricole, à l'élevage ; Risque de brûlure et d'intoxication alimentaire à travers les activités de transformation ;	Mise en œuvre des dans les règles de l'art, des activités génératrices de revenus	
La maladie à COVID-19	La maladie à COVID-19	Risque de contamination massive	Sensibilisation Observation des mesures barrières	Rigueur dans le suivi de l'observation des mesures barrières

Synthèse images – Consultations du public – Etape de Kara, 10/04/2021



Région des Savanes

SYNTHESE DU RESULTATS DE LA CONSULTATION DU PUBLIC DANS LA REGION DES SAVANES

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
Formations FoDA	Aller vers les communautés pour les former Dans leurs villages	Eloignement des lieux de formation des bénéficiaires	Faciliter le déplacement des bénéficiaires ; Négociation des jours de tenue des	Prendre toutes les mesures en vue du choix des jours et

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
	A l'école	Perturbation des cours en cas de tenue des formations au sein des écoles	formations au niveau des écoles	des lieux de formation en vue de l'atteinte des objectifs du Projet
Séparation du genre lors des formations	Mettre les femmes et les hommes ensemble	Peur d'étouffer les femmes de mieux parler	Privilégier la mise ensemble des femmes et des femmes	Sensibilisation ; Mise en place du mécanisme de gestion des plaintes
Conflits autour des lieux de formation	Probabilité d'avoir des conflits autour des lieux de formation	Ne pas compromettre le bon déroulement des formations	Privilégier des voies de négociation	Négocier d'avance
Déplacement vers les lieux de formation	Identification des moyens de déplacement (déplacements à pied, à vélo, à moto et en voiture)	Risque d'accident de circulation	Prise de précaution, Port de casque et obtention de permis de conduire pour les motocyclistes	
Les risques liés au ciblage dans le cadre des transferts monétaires	Biais dans la collecte des données en vue du ciblage	Ciblage des non bénéficiaires pauvres ; Associer les leaders communautaires les Chefs cantons, les Chefs et les sous Chefs Tirage au sort Il faut que les autorités locales soient informées de l'arrivée des enquêteurs Impliquer le Préfet, les Maires, ... etc. Vrai découpage des limites des cantons et des villages	Recruter des agents de collecte des données compétents	

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
Possession et utilisation de téléphones portables par les bénéficiaires	Dotation des potentiels bénéficiaires de téléphones portables	Vol de batteries de téléphones lors des recharges des téléphones ; Perte de téléphone, Transferts des fonds des bénéficiaires vers d'autres portables, Non couverture des zones des bénéficiaires des réseaux téléphoniques ; Risque d'électrocution lors des recharges des téléphones ; Risque de contamination à la COVID-19 à partir des lieux de recharge ;	Vigilance de la part des bénéficiaires ; Renforcement des réseaux téléphoniques des zones du projet ; Observation des mesures barrière ;	
Les bénéficiaires sont très éloignés des points de ventes Moov	Non proximité des points de vente des bénéficiaires	Risque d'extorsion les fonds ; Risque de vol ; Risque de braquage en cours de route Risque de vol	Vigilance de la part des bénéficiaires	
Sécurité des fonds de transfert auprès du point de vente Moov	Evocation de la vigilance de la part des bénéficiaires par les participants	Risque de vol fonds de transferts par l'agent payeur	Vigilance de la part des bénéficiaires	
Initiation des activités génératrices de revenus	Plusieurs activités ont été identifiées à savoir les activités agricoles, d'élevages, de	Risque de pollution ou d'intoxication dû à la production agricole, à l'élevage ;	Mise en œuvre des dans les règles de l'art, des activités génératrices de revenus	Délimitation des enclos Faire des enclos Utilisation des fèces d'animaux

Points discutés	Avis	Préoccupations et craintes	Suggestion et recommandations	Observations
	transformation, commerciales (petit boutique, kiosque), artisanales et autres activités ;	Risque de brûlure et d'intoxication alimentaire à travers les activités de transformation ; Perte de l'espace Consommation des animaux décédés de maladie Nuisances olfactives Animaux en divagation ; Risque de piqure de guêpe, d'abeille Permis d'accident Risque d'utilisation des pesticides		Elaguer les arbres Utilisation des biopesticides ; S'équiper des Equipement de protection individuelle
Violences basées sur le genre (VBG)	Types et formes de violences basées sur le genre relevés	Risque de survenue de ces types de violences surtout que l'option de mettre ensemble les hommes et les femmes est envisagée	Sensibilisation des bénéficiaires	L'option de mettre ensemble les hommes et les femmes a été appréciée positivement par les participants
La COVID-19	La maladie à COVID-19	Risque de contamination	Sensibilisation Observation des mesures barrières	

Synthèse images – Consultations du public – Etape de Dapaong, 12/04/2021



ANNEXE 14: Procès-verbaux (PV) et listes de présence aux consultations du public

REGION MARITIME

PV de la région Maritime

Consultations du public pour l'élaboration du Cadre de Gestion
Environnementale et Sociale (CGES) du projet FSB additionnel au
Togo

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt un et le mercredi sept avril s'est
tenue à l'hôtel St Georges à Tsévié un atelier de consultation
du public pour l'élaboration du cadre de gestion environne-
mentale et sociale (CGES) du projet FSB additionnel.

Étaient présents :

- * Le préfet de Zio
- * Le Maire de la Commune Yoto 2
- * Des Chefs de Canton
- * Des Chefs de Village
- * Des Présidents CVD
- * Des Directeurs régionaux des services publics déconcentrés
- * Des Responsables d'ONG
- * Le Représentant de l'Association des femmes
- * La Directrice générale (DG) et de Planification et suivi-évaluation (DPSE) de l'ANADEB
- Les Coordinateurs nationaux délégués (COD) des projets FSB.
- Les spécialistes en Sauvegarde sociale et environnementale.
- L'équipe de l'Antenne d'ANADEB-Centrale.

La rencontre est suivie de l'ouverture solennelle de l'atelier
par M. le préfet de Zio qui a convié les participants à des
échanges fructueuses afin que le CGES en élaboration puisse
prendre compte de tous les facteurs de risques ^{et impacts} qui pourraient
survenir lors de la mise en œuvre. L'assistance a été
conviée à une photo de famille avant le retrait des officiels
et la pause café.

Du retour, les travaux se sont poursuivis avec la
présentation de l'ANADEB par la DPSE, des projets FSB

et suivi par les COU desdits projets. Les présentations ont été
suivies par la celle des différentes composantes du projet F&B additi-
nel. (Formation en Développement d'Affaires, ^{des affaires} ~~Marketing~~ Mondial en milieu
rural et urbain et Activités Génératrices de Revenus)

L'étape finale a consisté à la consultation des acteurs sur
les éventuels risques ^{et impacts négatifs} possibles et sur les mesures de mitigation
de ces risques ^{et impacts} en lien avec les activités.

La rencontre s'est clôturée à 13h55 par les mots
de fin de la DG de l'ANADEB qui a souhaité un
bon départ aux participants

Togbi WONA YAO

~~Signature~~ Chef Canton de DIALAVE
98 45 78 78

~~Signature~~ Togbi SASSOU DRABIE-ANYADONIV

Chef Canton d'Anyonikope
Président du Cercle Régional
de la Classe Traditionnelle 110
Rapporteur du Comité
Régional des chefs 90 50 77 59

~~Signature~~ Ange Adja Yaman
Nane Salas
91 59 30 76

~~Signature~~ 90 00 89 41
Togbi K. Koukoko



Antenne régionale maritime

ATELIER DE CONSULTATION DU PUBLIC DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU
CGES DU PROJET FSB ADDITIONNEL AU TOGO



Don : IDA D1/740

LISTE DE PRESENCE

DATE : 07/04/2021

N°	Noms et Prénoms	Sexe	Titre	Contacts	Signature
01	AYIVI Kokou	M	Représentant du Chef d'Atti Atovou	99449233	
02	SOWU Akéle Akpém	F	Présidente de l'Association des Femmes	91656626 98620962	
03	OGBONE Kossi	M	Direction du Plan. chef section SOSEA	90064625	
04	SINON K. Eguidan	F	Action sociale Maritime	92339505	
05	AGBOTE Xuro Agbelewosi	M	Représentant/Coordinateur COSCREMA	97600533	
06	BITI BAYA Koffi Kagnobè	M	Représentant du DRECF-Maritime	90289555	

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa MALOU 01 BP 2098 Lomé - Togo











Tél : 00 228 22 25 57 11 / 22 43 09 99 - Mob : 00228 93 86 93 73 - Site web : www.anadeb.org

E-mail : anadebtogo@yahoo.fr - BTG TGO24 01030 021159700101 01

07	Togbui EZA Komi	M	Chf canton de Tovogan	93 88 55 15	
08	AGRIEN Kazebo	M	Directeur Régional Santé Nationale	90 03 87 52	
09	AMELEKLOZI Kodjo Ben	M	CVD Areta Canton Abobo	70 20 56 13	
10	ALAKRE Kotina	M	Représentant Régional de la Chambre du Commerce - Ivoire	90 56 44 58	
11	Togbui M. Robert GATI IV	M	Chf du Village Djigbo AOLOGO	90 50 68 58	
12	AGOLIZE Kossi Benjamin	M	Président CVD AKEPEDO	91 66 14 11	
13	Togbui SOBO Komi Tétégan	M	Chf du Village ADANBE	90 11 12 49 97 79 41 74	
14	HOUNKANLI Kassi Djifa	M	Directeur Régional Agriculture	90 32 04 21	
15	Togbui WONA Yao	M	Chf canton de PALAVE	98 45 78 78	
16	GNOFAN NANI Kpandja	M	Chf d'Agence Régionale DOSI - RM	90 14 56 61	

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa MALOU 01 BP 2098 Lomé - Togo
Tél : 00 228 22 25 57 11 / 22 43 09 99 - Mob : 00228 93 86 93 73 - Site web : www.anadeb.org
E-mail : anadebtogo@yahoo.fr - BTCT TGO24 01030 021159700101 01

17	ADIRA Yawari	F	Naire Yator	91 59 30 76	
18	SODJAVI Kodjo	M	Rep. du Haïre Z101	92 81 17 16	
19	AKONDO Lavemifina	M	MR. Hydrologie Maritime	90 04 02 04	
20	FOSBEN SASSOU BRAKCE-AXIYRON ILO	M	chef caoutch ANYRON	90 50 74 59	
21	KANWORE Sambirani	M	Journaliste (ATOP)	90 24 93 29	
22	JACK DZIDZOGBE	M	Journaliste Radio horizon	91 91-33-80	
23	XPEGRO-BESSOU Kéou	M	Probleme Z10	92 83 98 81	
24	METSIYA K. Edem	M	charge planificate Z10	91 18 36 16	
25	OROUNLA Mouhamed	M	Escomte P/Z10	91 42 01 50	
26	PRE Warfe	M	classeur P/Z10	92 05 73 66	

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa MA.OU 01 BP 2098 Lomé - Togo

Tél : 00 228 22 25 57 11 / 22 43 09 99 - Mob : 00228 93 86 93 73 - Site web : www.anadeb.org

E-mail : anadebtogo@yahoo.fr - BICI TG024 01030 021159700101 01

27	KOUASSI Aïssou	M	Chauffeur Yoto	90 97 51 26	Chauffeur
28	AïCHOU KOKOU AYEFOUNE	M	Protocole YOTO	91-64-01-02	Chauffeur
29	TCHÉIN KONDI	F	Chauffeur Hydrant	90 33 04 68	Chauffeur
30	NONON-KYAMINONIA D.	M	Chauffeur / ANADEB	91 96 15 53	Chauffeur
31	YAMME Ibrahim	M	ANADEB - Zid	90 13 53 25	Chauffeur
32	ABOUZOU Essi Dighoudi	F	CSE / ARN	90 83 54 10	Chauffeur
33	LATO Hachindou	M	Formateur en Action à la Base ARN	90 16 12 13	Chauffeur
34	KOUTOB Dacune	M	Communicant	92 10 32 80	Chauffeur
35	SOMANA Aïssou	M	Spécialiste en Soutien Social / P-FSB	90 21 22 13	Chauffeur
36	IROKO Yao Ouakitan	M	Spécialiste en Soutien Social / P-FSB	90 08 79 10	Chauffeur

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa MALOU 01 BP 2098 Lomé - Togo
Tél : 00 228 22 25 57 11 / 22 43 09 99 - Mob : 00228 93 86 93 73 - Site web : www.anadeb.org
E-mail : anadebtogo@yahoo.fr - STCI TG024 01030 021159700101 01

37	DOSSOU Alkon	F	DPSG ANADEB	91900761	
38	ROUKOURA Kokou	M	CGR ARM	91729009	
39	TOFIO Kokou Kouemah	M	Coordonnateur FGB	90008941	
40	BANKATI Wenato	M	Coordonnateur Proj EST/ANADEB	90013438	
41	KATANGA Magalo	F	D-G ANADEB	90184247	05
42	TOGLO yaovi	M	Pdt CVO	98590170	
43	SOUU #Toufè Alkon	F	Pdt Apo femme	91656626	Sy
44	GABA Alkonavi	F	Repte Moev	90939102372	
45	ATTIOGBE Rmigan	M	Rep TogoCom	90941952	
46	DOSSOU Claude	M	Chambre mutien	92480105	
47	DOU Moureni	M	Représentante Communauté	9241805574	050
48	KOUCONAGLO Kodjo	M	Rep environnement	92908241	

AGENCE NATIONALE D'APPLI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Agbalépédogan, rue 48 Maison 426, Villa MALOU 01 BP 2098 Lomé - Togo
Tél : 00 228 22 25 57 11 / 22 43 09 99 - Mob : 00228 93 86 93 73 - Site web : www.anadeb.org
E-mail : anadebtogo@yahoo.fr - BICI T6024 01030 021159700101 01

REGION DES PLATEAUX

Procès-Verbal de la consultation du public (Région des Plateaux)

Consultations du public pour l'élaboration du Cadre de Gestion
Environnementale et Sociale (CGES) du projet FSB additionnel au
Togo

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt-un et le jeudi huit avril s'est tenu
à Rock hôtel à Atakpame, un atelier de consultation
du public pour l'élaboration du cadre de gestion envi-
ronnementale et sociale (CGES) du projet Filets sociaux
et services de base (FSB) additionnel.

Étaient présents à cette rencontre :

- Monsieur le Préfet de l'Ogou
- Madame le Maire de l'Ogou
- Des chefs de cantons
- Des chefs de villages
- Des Présidents de CVD
- Des directeurs régionaux des services publics déconcentrés
- Des représentants d'ONG
- La Directrice générale (DG) de l'ANADEB
- Les coordonnateurs opérationnels délégués (COD) des
projets FSB et ESJ
- Les spécialistes en sauvegarde sociale et environnementale
- L'équipe de l'antenne d'ANADEB-Plateaux.

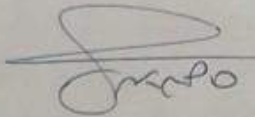
Débuté à 9h45 min par le mot de bienvenue du coordonnateur
régional d'ANADEB Plateaux, l'assistance a eu à écouter
l'intervention de Madame le Maire de l'Ogou et de celle de
la DG de l'ANADEB sur le cadre contextuel de la ren-
contre. Ce qui a permis à Monsieur le Préfet de l'Ogou
de prononcer le mot d'ouverture solennelle de l'atelier
en conviant les participants à des échanges fructueux
afin que le CGES en élaboration puisse prendre en
compte tous les facteurs de risques qui pourraient sub-
venir lors de la mise en œuvre.


Après cette étape, les travaux se sont poursuivis avec les
différentes présentations à savoir la présentation de l'ANADEB

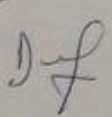
par le Coordonnateur régional et celles des projets FSB et
FSV par les COD.
La dernière présentation des différentes composantes du projet
FSB additionnel (formation en développement d'affaires,
transfert monétaire, activités génératrices de revenus) a
débouché sur la consultation des acteurs (participants)
sur les éventuels risques en lien avec les activités dudit
projet, ainsi que la proposition des mesures de mitigation
de ces risques et impacts négatifs.


L'atelier a pris fin à 13 h 30 min avec le mot
de clôture de la Directrice générale de l'ANADEB
qui a exprimé sa reconnaissance aux participants pour
la qualité des échanges, avant son souhait de bon retour
à tous aux lieux de provenance.

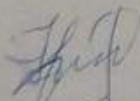
Ont signé:

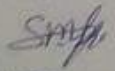
 AKAKPO
Préfet de l'Ogoou


 YAWA A. KOUIGAN
Maire de l'Ogoou 1


 DODZI DABIDA III
chef Canton Otadi

 AMOUZOU ATSOU NOÏSE
Représentant chef canton Asrama

 Representant chef Canton KATORÉ
Kassagne Konjor

 EKPOTEHOUGAN KOSSI chef village de ghari-gaou

 YAGBA AKPITI ASOGBA chef village Kpatata

 LANBONI TARANDJA P/CVD Kpédigni

Liste de présence de la région des Plateaux



FSB
Don : IDA D1740
Développement rural inclusif et durable

ATELIER DE CONSULTATION DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION
ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSB ADDITIONNEL

Date : 08/04/2021





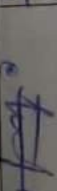
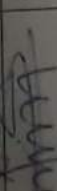




LISTE DE PRESENCE

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Structure/Village	Contacts	Signature
1	YAGBA Akpiti Adogbo	Chef	KPATATA	90639996	
2	Ekpitchengou Kessi	Chef	Gbagli - Gacod	90-94-4420	
3	DGADSI Edoh	Secrétaire du chef chef de division	KONADABO	70129873	
4	KOMLAN K. Kessi	Chef de section Secteur d'extension	DRASTPA/Patou	90832122	
5	AMEPEPE Ledjo	Chargé de suivi évaluation	DEPOT-RP	90-020967	
6	LANTOMEY Kessi Edoh	Chargé de suivi évaluation	ONK DAME/Atokpo	92402691	
7	Abayi BABITA III	Chef Canton	DTAD1	90281068	
8	AMOUZOU Abou Hoise	Représentant chef Canton ASRAMA	ASRAMA	91547525	
9	KASSÉDINE Kétoyi	Chef de section environnementale	KPA Kye	91738258	
10	BALANIN Koyou Nkodia	Chargé de suivi évaluation	DRETS-Plaisance	90221635	

ATELIER DE CONSULTATION DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION
ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSB ADDITIONNEL

LISTE DE PRESENCE

Date : 08/04/2021

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Structure/Village	Contacts	Signature
11	RADOGO K/linipuire	chef section PSE	DREHY	90145551	
12	TOMEDON Tadam	chef d'agence TODON	TODON	70460402	
13	LATHON Tamarla	CVD	KEDIGNI	797114371	
14	ASSIONGBON Komlan	CEVD	CEVD/TODON/HOE	92815110	
15	APEDOU KOKOU	CVD	Kpalavé	980293555	
16	THABDEE Kossind D.	MAIRE	OGOLIS	90921782	
17	BADJONA E. Nya	Secrétaire Général	Ac. E. P. T.	90072238	
18	SAGAS Alaxoma	Secrétaire	POST. / PAPER	90344601	
19	FANGNON Yao Riene	FGB	ANABER	90344194	
20	KTANHEKPA Adome	Coordonnateur	COADHER	92640780	



Association Nationale de Développement de la Base
101, Boulevard de la République, 1000 Kinshasa

ATELIER DE CONSULTATION DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION
ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSB ADDITIONNEL



Don : IDA D1740
Développement inclusif et solidaire

Date : 08/04/2021

LISTE DE PRESENCE

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Structure/Village	Contacts	Signature
21	NOUMONI Yao	Imprimeur de commune	DRC	901150574	
22	MIZOU Kadanga	Dir. ATDP	ATOP	90122829	
23	ASSA K. Prosper	AAOB.	Amici	90860431	
24	AMOUZOU J. Maurice	Série haute - Catiébo	ANADEB - Plateaux	901402583	
25	KOUAKOU Akéle	AAOB Ogou	ANADEB	901450332	
26	KENOU Domes	chargé infra	ANADEB	902640473	
27	Yaka A. Kouigan	Maire Ogou A	Commune Ogou A Mairie de Ogou	9039 2143	
28	AKAVPD	Projet		9014 9933	
29	PIERRE DETO	Secrétaire	VIBOBS	90263406	
30	AKAKSO Kent	Secrétaire	Mougon New. K.	91647408	

Date : 08/04/2021

[illegible]

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt un et le vendredi neuf avril s'est
tenue à la salle de conférence de l'OCDT à Sokodé un atelier
de consultation du public pour l'élaboration du cadre de
Gestion Environnementale et Sociale (CGES) du projet FSB additionnel.

Étaient présents :

- Le Représentant du Préfet de Tchadjo, M. le SG de la Préfecture.
- Le Maire Adjoint de la Commune de Tchadjo 1.
- Le Maire de la Commune de Tchadjo 1.
- Des Chefs Canton
- Des Chefs de village
- Des Présidents CVD
- Des Directeurs régionaux des services publics déconcentrés
- Des Responsables Id'ONG
- La Responsable de l'Association des femmes
- Les Coordonnateurs nationaux délégués (CND) des projets FSB
- Les Spécialistes en Sauvegarde environnementale et sociale
- L'équipe de l'antenne d'ANADEB-Centrale.

Démarré à 09h16 par le mot de bienvenue du Maire Adjoint de
la Commune de Tchadjo 1 qui a souhaité une cordiale
et chaleureuse bienvenue à tous les participants, suite
de l'ouverture solennelle de l'atelier par le Secrétaire
Général de la Préfecture de Tchadjo représentant
du Préfet de Tchadjo qui a invité les participants à des
échanges fructueux afin que le CGES en cours d'élaboration
puisse prendre en compte tous les aspects liés aux impacts
et risques qui pourraient survenir pendant la mise en
œuvre du projet. Une photo de famille a été prise avant
le retrait des officiels et les présentations de l'ANADEB et
les projets FSB et ETV par respectivement la Coordinatrice

de l'antenne régionale centrale de l'ANADEB et les CAD desdits projets. Ces présentations ont été suivies par celles des différentes composantes du projet FSB additionnel (Formation en développement d'affaires et coaching, transfert monétaire en milieu rural et urbain et activités génératrices de revenus).

L'étape finale a consisté à la consultation des acteurs sur les éventuels impacts négatifs et risques et sur les mesures de mitigation de ces risques et impacts en lien avec les activités.

L'atelier s'est clôturé à 12h43 par les mots de fin du Secrétaire Général de la Préfecture de Tchoundjo qui a souhaité un bon retour à tous les participants.

Ont signé :

DARO Duro Akondo Tchagaur
SG Préfecture de Tchoundjo
cel 90287938

TCHEDRE Soulemame 3^{ème} Adjoint au Maire cel: 90-92-16-71
Tchoundjo 1

KATAFARA Ousmane Maire de la commune
Tchoundjo 1 90 03 15 01

ADJAM Belagnima
chef de canton

TC HARE-BAOU (BLITTA)

90941711

ADJIFILE Djibrilla
Représentant

Chef Canton

Saïbondi

93379514

P/MO

DARE BILOBI

Chef village solo

To 187401

P/MO

Liste de Présence de la Région Centrale



Antenne Bénin Centre

ATELIER DE CONSULTATIONS DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION
ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSR ADDITIONNEL AU TOGO

LISTE DE PRESENCE

Date : 09 Avril 2021

Lieu : Sokodé

N°	Nom & Prénom	Sexe	Titre / nom de la structure	Contact	Adresse e-mail	Signature
01	MARCO ZATO BOUASSOUDO	M	Président CR Mairie Sokodé	9046 2763	marco.zato@minedj.tg	
02	KUDZU Kodjigau	M	Chef de Secteur Sokodé	9037 7856	guykoudjigau@gmail.com	
03	KOUYBOU N' Joba'	M	Rapporteur DR de Commune	9039 4635	yobekoum@gmail.com	
04	JTD&O Baminon	M	DR de Commune	9041 0636	djoudjibaminon@gmail.com	
05	KEDJERI Bendjina	M	DR de Commune	9041 0636	djoudjibaminon@gmail.com	
06	KOZI AMADOU MOREN	M	DR de Commune	9041 0636	djoudjibaminon@gmail.com	
07	YERIMA Wokou	M	DR de Commune	9041 0636	djoudjibaminon@gmail.com	

	Nom & Prénom	Sexe	Titre / nom de la structure	Contact	Adresse e-mail	Signature
24	LEONH SODO ESSAERINAME	F	SECRÉTAIRE RESODERC	91 12 34 54	neochen.ci@yahoo.fr	
08	KATITIKI Du Sineu	F	chambre Mairie Tiamouba	90 03 19 01	beatricew13@gmail.com	
09	YAKOUBOU Mboukrou	M	Secrétaire Généraliste DRAS	90 65 23 78	-	
10	ATIDEPRE KOSSE Ameygo	M	Assistants-E représentants de DRAS	90 22 90 82	atober24@yahoo.fr	
11	KOTA - MAMAH Agolo	M	Assistants-E représentants de DRAS	90 13 30 35	napackota9@gmail.com	
12	BIDIANE Josephine Fose ASSIH	F	Responsable des Femmes	90 57 25 65	90 57 25 65	
13	DURO-AKONON Fousséhi	M	Assistants Représentants CHS	90 88 82 80	cunoakononf@gmail.com	
14	ADJAHNA Bèlaguina	M	chef de canton	90 94 19 11	-	
15	ADIFILE Djobila	M	chef de canton	93 37 95 14	-	
16	DARE Bilobi	M	chef de village	70 18 74 01	-	
17	ASSOUMA Chadate	M	Secrétaire CHS	91 80 13 51	chadateassouma4@gmail.com	
18	PITCHAKI Kofi	M	DR Hydraulique	90 38 20 83	pitichaki70@yahoo.com	
19	Koff KOBATA Koff Koff	M	Responsable CHS	90 23 33 33	koffkoffkoff@gmail.com	
20	MAGAZI Yakoubou	M	CND	92 55 45 71	-	
21	IKOU Yoffoukita	M	SEC-RETAIRE FBR/MANABER	90 18 71 10	yicou777@gmail.com	
22	AGOUTO Denise	F	Responsable	92 21 88 87	-	

Nom & Prénom	Sexe	Titre / nom de la structure	Contact	Adresse e-mail	Signature
23 BODJONA Kpataba	M	ARTS ANADEB-ROC ACET/KAR ANADEB-RO	86168670	cybobje@yahoo.fr	mbj
24 ARETE Lenda K.	M	ANADEB-RO	90783908	lenda-arete@hotmail.fr	
25 KATANA K. Ngelalim	F	ABD recommande	8034405	ngingebis@gmail.com	
26 FODJINA Mayenbaki	F	SC/ARI	90783908	fernandelle@yahoo.fr	
27 ESSON Wlembekini	F	C R/ARC	90713614	fernandece@yahoo.fr	
28 FARE P. Maurale	F	Compt Coof.	90851851	dfafare@hotmail.fr	
29 TOGBO K. Ferdinand	M	Commencement	90514845		
30 OURD-BANG'NA Abraribou	M	Spécialité en statistique Recherche	90489558	ourradid2018@gmail.com	
31 DANTAFI Kassoata	M	DR/DAS-KC	90162536	ntapi22@yahoo.fr	
32 AKOBA Kodjo	M	CE/ARC	9119655	pergale2006@gmail.com	
33 SAMARO Bimounant-Brew	M	Spécialité en statistique Recherche	91657414 97998181	amandamaro@yahoo.fr	
34 GBASTI Kyandji	M	KAR/ARC	90091572	Kyandji@yahoo.fr	
35 SOMANT Atsou	M	SSS	90212243	denanaatou@yahoo.fr	
36 KANDJI Joseph	M	Typographe	90111331	atpsofo2020@hotmail.com	
37 BAKPASSIN Batekama	M	CVD	93151143		
38 BANKATI Minato	M	Geodermatologue EAV/ANADEB	90013435	wbankah@gmail.com	

Consultations du public pour l'élaboration du Cadre de Gestion
Environnementale et Sociale (CGES) du projet FSB additionnel au
Togo

PROCES-VERBAL

Le mardi dix-huit-vingt-un et le samedi dix-acht, s'est tenu à la salle de réunion du Palais de Congrès de Kara, un atelier de consultation du public pour l'élaboration du cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) du projet FSB additionnel.

Étaient présents :

- Le Préfet de la Kara
- Le Maire de la commune Kara
- Des chefs d'ordon
- Des chefs de village
- Des présidents CVD
- Des directeurs régionaux des services publics déconcentrés
- Des responsables d'ONG
- La responsable de l'association des femmes
- Les Coordonnateurs nationaux délégués (COD) des projets FSB et EJV
- Les spécialistes en sauvegarde environnementale et sociale
- L'équipe de l'antenne d'ANADÉB-Kara

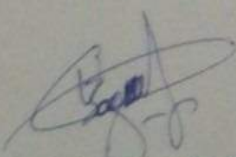
Démarre à 8 heures 30 minutes par le mot de bienvenue du Maire de la commune Kara qui a souhaité une cordiale et chaleureuse bienvenue à tous les participants, suivie de l'ouverture solennelle de l'atelier par Monsieur le Préfet de la Kara qui a encouragé les participants à des échanges fructueux afin que le CGES actualisé puisse prendre en compte tous les aspects liés aux impacts et risques qui pourraient survenir pendant la mise en œuvre du projet. Une photo de famille a été prise avant le retrait des officiels et les présentations des projets FSB et EJV par les COD desdits projets. Les présentations ont été suivies par celle des différentes composantes du projet FSB additionnel (Formation et développement d'affaire et coaching, transports, monitoring

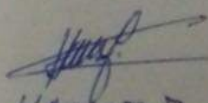
en milieu rural et urbain et activité génératrice de revenus).

L'étape suivante a consisté à la consultation des acteurs sur les éventuels impacts négatifs et risques et sur les mesures de mitigation des ces risques et impacts en lien avec les activités du FSB additionnel.


Pour finir, une présentation des activités de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) a été faite par le coordonnateur régional d'ANADEB Kara suivie de discussions.

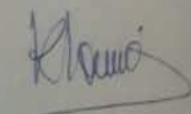
L'atelier s'est clôturé à 13h.20' par les mots de fin du coordonnateur régional d'ANADEB-Kara qui a remercié les participants pour leur collaboration et un bon retour à tous les participants.

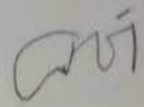

BACOUWA ATANAKI
ONG PADES
Tel. 91769367


HASSATI RALIANTAI
DRPAT-K
Tel. 91154223


Koufoues
KABIYA Koumoué
pdente des union de gp
des femmes de la Kozah
FUGFK.


Koumoué - YONA
Chef Canton de Sanda-Kagbenda
P/BASSAR


KOUBONOU Touni
Maire de Doufelgou 2


PIDABI Paoudubadi
Maire Kozah 1
~~Maire~~
KAGBARA Kabahob
Régent du canton
de Solla

P/BILIAH
~~Maire~~
TOHEKI Souw Tchiblab
Représentant chef
Canton Kpanzinde


MOULANOUWA Kéimou
Coordonnateur Régional
ANASEB Kara

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPEMENT A LA BASE (ANADEB)

ANTENNE REGIONALE KARA

PROJET FILETS SOCIAUX ET SERVICE DE BASE

CONSULTATIONS DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSB
ADDITIONNEL AU TOGO

LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS

DATE : 10 AVRIL 2021

LIEU : Palais des Congrès de Kara

N°	Nom & Prénoms	Fonction / Titre	Structure	Provenance	Contact	Emargement
11	AGBEGNINOU Koolgari	Ing GC, chef SISEM, DRS Kara	DRS Kara	Kara	90341392	
12	DEBATABA Wehetekpa	C.P. à la DRERFK	MERF	Kara	90735332	
13	KPEKPASSE SOMAHLO	Représentant du Rassemblement	Kara (Grand Nord)	Kara	90563956	
14	TADEMANA Tidagabara	FGB-ARK	ANADEB	Kara	90237819	
15	PIAKA Laoukpessi	Village ele		11'elei	93919567	
16	SIMYELI Alaha	chef - DOSI-KAR	DOSI	Kara	91593056	
17	WLOU DJELE E.	Représentant Coordinateur	Commerce	KARA	90005207	
18	Félic YAO-KOMDORH	Coordinateur RÉSOKA	RÉSOKA	Kara	90303695	
19	PONOMA Assibi	représentant chef village bédéda	chef village bédéda	bédéda	90881999	

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPEMENT A LA BASE (ANADEB)

ANTENNE REGIONALE KARA











PROJET FILETS SOCIAUX ET SERVICE DE BASE

CONSULTATIONS DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSB
ADDITIONNEL AU TOGO

LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS

DATE : 10 AVRIL 2021

LIEU : Palais des Congrès de Kara

N°	Nom & Prénoms	Fonction/Titre	Structure	Provenance	Contact	Emargement
20	N'BOWTE Philomène	Comptable CR17-K	CR17-Kara	Kara	93478130	
21	ICHAGAFI Raïfou	Agriculteur Président CVD Aledjo	CVD Aledjo	Aledjo-Kadara	90524199	
22	AGATE Kpatcha	Responsable Regional SPT	SPT	Kara	91584427	
23	AGORO Fataou	Travailleur Social	DRAS-KARA	Kara	90117154	
24	BAGOUNA Atawéko	Sociologue	PADES	Kara	91769367	
25	TOSSOUWA Koujo	C.V.D N'Gnabouvi	Président DANKPEN	DANKPEN	92571655	
26	ATAMTOS Bamagasi	C.V.D Koumde	Président Dacifogou	Dacifogou	92078558	
27	TITOU Antoine	C.V.D Outoubita	Président Keran	Keran	92171940	
28	YABO Kossi	Directeur Regional	Hydraulique	Kara	90170602	
29	AGUI Jacques	Assistant SE Représentant au PA	DRAE DR-K	Kara	90859089	

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE (ANADEB)



ANTENNE REGIONALE KARA

PROJET FILETS SOCIAUX ET SERVICE DE BASE

CONSULTATIONS DU PUBLIC POUR L'ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) DU PROJET FSB
ADDITIONNEL AU TOGO

LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS

DATE : 10 AVRIL 2021

N°	Nom & Prénoms	Fonction/Titre	Structure	Provenance	Contact	Emargement
30	TCHEKI SOWI Tchilabalo	chef village nani- centraire chef canton Kessli	Chapelle	Kpezingdè	93-13-25-23	
31	KABIDY Kossima E	Président Kossima E	Maie Halafema	Pyg Pitha	90197484	Kabidye
32	KAGBARA Kabahalon	Pdet + UG FK	Chapelle	Solla	90975903	
33	KOULOAN YONA	CHef-e canton	Chapelle	Sanda-Kagbala	90-05-63-13	
34	FINTAKPA Kamega	Journaliste Savoir News	Savoir News	Kama	91-94-84-13	
35	TOSSORA KODJO	chef-village	HIGHOBUMI Koutchitchou	Dankpen	70 30 64 90	
36	SOUROU Ptauribante	chargé de suivi évaluation	ANADEB	Kara	90860420	
37	SANI Houmè	Secrétaire Cantonal	ANADEB	Kara	900907 90 Yasohou Dyahon fr	

REGION DES SAVANES
PV de la région des Savanes

Consultations du public pour l'élaboration du Cadre de Gestion
Environnementale et Sociale (CGES) du projet FSB additionnel au
Togo

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt un et le lundi douze Avril
s'est tenue à la salle de conférence du zéménawa
des crinés de Dapaong un atelier de consultation du
public pour l'élaboration du cadre de Gestion Environ-
nementale et Sociale (CGES) du projet FSB additionnel

Ettaient présents:

- le Préfet de Tona
- le Maire de Tona 1
- le Maire de la Commune de Kpendjal 1
- Des Chef Cantons
- Des chef de village
- Des Présidents CVD
- Des Directeurs régionaux des services publics déconcentrés
- Des Responsables d'ONG
- le représentant de l'Association des femmes
- les Coordonnateurs nationaux délégués (CND) des projets FSB
- les Spécialistes en Sauvegardes environnementale et Sociale
- L'équipe de l'antenne d'ANADEB - SAVANES

Démarqué à 09h 16 par le mot de bienvenue du Maire de la commune de Tona 1 qui a souhaité une cordiale et chaleureuse bienvenue à tous les participants de l'ouverture solennelle de l'atelier par le préfet de Tona qui a convié les participants à des échanges fructueux afin que le CES en cours d'élaboration puisse prendre en compte tous les aspects liés aux impacts et risques qui pourraient survenir pendant la mise en œuvre du projet.

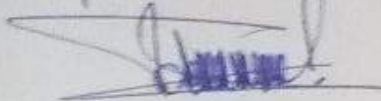
Une photo de famille a été prise avant le retrait des officiels et les présentations de l'ANADEB et les projets FSB et ESV par respectivement la Directrice générale de l'ANADEB et les COD desdits projets. Les présentations ont été suivies par celle des différentes composantes du projet FSB additionnel (Formation en développement d'affaires, coaching, transfert monétaire en milieu rural et urbain et activités génératrices de revenus).

L'étape finale a consisté à la consultation des acteurs sur les éventuels impacts négatifs et risques et sur les mesures de mitigation de ces risques et impacts en lien avec les activités.

L'atelier s'est clôturé à 16h 49 par les mots de fin
du Préfet de Tona qui a souhaité un bon retour à
tous les participants.

Ont signé :

② Le préfet de Tona



TCHIMBIANDIA Yendouke Aniti

③ Le maire de la commune Tones



YAMPOAGEB Acuntante

③ chef canton de Tombouga

El Hadj Dantah le SABDANO



④ GNINATHIN TILADO
chef Canton Boudo



⑤ SAMBIANI Arzoume
Maire de la Commune de Kpendjal 1



⑦ RAZIE Karime
Chef village Napogo
9389 18 49

. V.O

FELIBIGOU LATA
Président CVD
Kpatote

99 11 28 41

⑥ BOQUITE Kampatise
représentant chef canton
90 34 16 20

canton de
B.mf. Peissongui

Liste de présence région des Savanes



Consultations du public pour l'élaboration du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES)
du projet FSB additionnel au Togo
Région SAVANES

Lieu : DAPADONG

Date 12/04/2021

N°	Nom et prénoms	Institution/fonctions	Sexe	Téléphone et mails	Signature
1	FELIBIGOU LARA	CVD Kpatoké	M	99 11 28 41	⊕
2	FLINDA LAGOMBE	Chef de Kpatoké	M	99 11 28 41	W
3	GNINAHIN TILADO	Chef Canton Bome	M	90 32 11 66	W
4	RAZIE Kamine	Chef Village Nago M	M	93 69 18 49	W
5	GUZELBODI FOUADAMA	CVD Nago M	M	92 81 11 04	W

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Aghaképédogan, rue 48, Maison 426, Villa MALOU 01 BP 2098 Lomé - Togo
Tél : 00 228 22 25 57 11 / 22 43 09 99 - Mob : 00228 93 86 93 73 - Site web : www.anadeb.org
E-mail : anadebtogo@yahoo.fr - BTCT TGO24 01030 021159700101 01








N°	Nom et prénoms	Institution/ fonctions	Sexe	Telephone et mails	Signature
	YXK-LAGE Dantoin	REFED/S Radio Communautaire Toua Savanes	F	91 06 06 13 blindmexple@gmail.com	
6	Sean ANTCHER		M	92 10 54 07 seantcher@gmail.com	
7	KASSOU Adjeda	ERM - Savanes	M	90 40 55 45 kassouadjeda@gmail.com	
8	MANDISA Tabone	APHMOTO	M	92-91-17-49 adjeda@aphmoto.fr	
9	GAMBIRANI Aizouma	Maie Lamure KENDISAL 1 DAREKIS	M	90357403 gambirani@gmail.com	
10	DOUSSA Kama	Doussang DVE	M	90224565 doussakama@gmail.com	
11	MORTESSA Gaudelie	Doussang	M		
12	SAMBAHNI Yankoufou	Chak Samba de MBADEHA - DENTRE	M		



LOGEMENT NATIONAL DE REPOS ET DE DEVELOPPEMENT A LA BASSE









Agences de gestion, rue de l'Indépendance, villa KOU-DI-SI BP 2008 Lomé - Togo

Tel: 96 22 26 53 53 / 22 43 00 96 - 0665 102128 99 86 93 73 - Site web: www.ardn.org

E-mail: ardntogo@gmail.fr - 0021 96214 99865 07133570000153

N°	Nom et prénom	Institution/fonctions	Sexe	Téléphone et mails	Signature
20	YATTAHONDEB Amandine	Centrales Ténéré H. et C. C.	F	90 29 72 8 19 yatta@centrales-tenere.org	
21	LAM BONI Iyegun	Centre de Tambourgata	F	93-871.26 82	
22	ATEKPE Makilule	Directeur Régional Commerce, Industrie, M & Communication	M	90 16 31 63	
23	MESATI komi				
24	JSOBO Aji	ANADER	F	90 87 41 52	
25	KOJOUM-NUTABO Kofi- Anani	RSE/PPPER	M	90 26 83 32 kujed@ppper.com	
26	AKOHA komi	DRES Dep DR	M	90 07 46 35	
27	TCHIMBIAHITA Jordanka Dina	Préfet de Tono	M	90 34 23 93 djordanka@tono.gov.cm	

N°	Nom et prénoms	Institution/fonctions	Sexe	Téléphone et mails	Signature
13	El Hadj Ismaïl & SIB DADA Team CANTHERI	chef centre Tolouga Journaliste Radio Communication	M	92719555 92105407	
14	BOR BOINA Mangadibe	UNI-FE-SH Dapang	M	92510492 92401699	
15	LARE N. Ibrahim	Pea KADRES Représentant du clief canton Kangbongou	M	90996981 90341620	
16	BOULIE Kamatale	Kadio METAP	M	91-96-13-86 90996981	
17	YENDOME Youloukou	Représentant du clief canton Atia sociale	M	91753400 90996981	
18	ALFA Adji	Représentant du DR Hydraulique Souvany	M	91133378 90996981	
19	DABIBE Nguibou				

N°	Nom et prénom	Institution/fonctions	Sexe	Téléphone et mail	Signature
	GOUNDO Dymugale	Conseiller municipal Tome 1	M	goundougale 250 10 gmaet.com 0445245	
	BOFFOH Alissani DR	DOSI/RS	M	30238015 alissani2003@yahoo.fr	
	SATTA Garama'	PTDR / Soumabba	M	8039 6448	
	KANAZA ELiane	ENABES	F	90 00 01 64	
	GILATE bangoun	ANABES	M	90 00 79 80	
	TOFFO K. Karama	ANABES Cetadim n'oufou, FRS	M	90 00 87 41	
	BANKATT Winala	ANABES/Secrétaire Faur FRS/ESV	M	90 00 34 36	
	KATANGA Margale	ANABES/RS	F	90 18 42 47	

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA BASE

Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base
N° 02 20 22 25 27 28 / 20 42 30 88 - Mail: 00228 93 86 83 71 - Site web: www.anadab.org
E-mail: anadab@proton.fr - ETO: 10204 0200 00123703010 00

ANNEXE 15: Termes de référence du CGES

ELABORATION DU CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE SOCIALE DU PROJET DE FILETS SOCIAUX ET DE SERVICES DE BASE ADDITIONNEL

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans la continuité du projet de développement communautaire et de filets sociaux (PDCplus) qui s'est achevé le 31 juillet 2017, le Gouvernement a lancé la préparation de deux nouveaux projets, avec l'appui de la Banque mondiale : le Projet d'opportunités d'Emploi pour les Jeunes Vulnérables (EJV) et le Projet de Filets Sociaux et de Services de Base (FSB). Ce dernier projet a pour objectif d'assurer aux ménages pauvres un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux filets sociaux. Celui de EJV est de fournir des opportunités de génération de revenus aux jeunes pauvres et vulnérables ciblés du Togo.

Ces deux projets démarrés depuis novembre 2017 et se clôturant au 31 décembre 2021, ont repris certaines composantes et sous-composantes du PDCplus, afin de faciliter leur gestion. Ainsi, les documents-cadres de gestion environnementale et sociale dans le cadre de la mise en œuvre du PDCplus ont été mis à jour pour les deux projets afin de prendre en compte d'une part, les activités spécifiques à ces projets, et d'autre part l'expérience faite avec le cadre de gestion environnementale et sociale du PDCplus. Au cours de la mise en œuvre de ces deux projets, en 2020, la pandémie de la COVID-19 a malheureusement fait son apparition.

Cette pandémie se poursuit en 2021 avec plus d'ampleur et d'impact négatifs sur la pauvreté. En effet, avec cette pandémie, la pauvreté au Togo a augmenté d'un point soit de 45 à 46,2% de pauvres selon la Banque mondiale. En termes de protection sociale, on constate :

- Une faible couverture ;
- Une fragmentation des interventions ;
- L'absence d'une vision intégrée et coordonnées.

Dans ce contexte, un accord a été obtenu avec le Gouvernement togolais de consolider l'appui financier de la Banque mondiale dans un seul financement « Programme pour les résultats » (PForR). Cependant, la préparation d'un programme PForR nécessite qu'un autre programme national soit en place, ce qui n'est pas le cas du fait que les projets EJV et FSB prennent fin le 31/12/2021. Pour qu'un tel programme soit en place, il faudra attendre encore quelques temps avec le risque d'avoir un gap en 2022 dans le financement de la protection sociale par la Banque mondiale au Togo d'où la nécessité de mettre en place un financement additionnel nommé projet de filets sociaux et services de base (FSB) prenant en compte une des composantes de chacun des deux projets EJV et FSB qui devront s'achever au 31/12/2021. Son objectif est de renforcer la réponse du gouvernement à l'impact économique de la pandémie COVID-19 à travers une expansion de filets sociaux à des ménages pauvres, vulnérables et/ou touchés par la pandémie ; appuyer le développement d'un programme national de protection sociale productive capable de répondre aux chocs sur la base des expériences des projets EJV et FSB ainsi que la plateforme NOVISSI.

Etant donné que la mise en œuvre de ce projet additionnel n'est pas sans impacts et risques sur l'environnement biophysique et humain, son évaluation environnementale mérite d'être faite afin de proposer des mesures d'atténuation et de compensation aux impacts négatifs du projet et celles de prévention et de gestion aux risques qui lui sont inhérent. C'est dans cette perspective

que s'inscrit la mise en place d'un CGES pour encadrer les activités du financement additionnel FSB. L'élaboration de cet important document est une évaluation environnementale stratégique qui cadre avec les dispositions de la Loi-cadre sur l'environnement du Togo et de ses textes d'application ainsi que des politiques opérationnelles de la Banque mondiale, notamment l'OP 4.01 relative à l'Evaluation Environnementale.

2. COMPOSANTES DU PROJET FSB

Le Projet des Filets sociaux et de Services de base additionnel garde les trois composantes principales du projet FSB originel, mais certaines ont été légèrement modifiée pour répondre à l'objectif d'inclusion économique :

1. Composante 1 : Amélioration de l'accès des plus pauvres aux infrastructures socioéconomiques de base (14 millions \$ EU).

Cette composante a pour objectif d'appuyer la réhabilitation et la construction des infrastructures de base des communautés ciblées, ce qui permettra d'accroître l'accès aux services socioéconomiques y afférents.

La composante financera environ 350 microprojets d'infrastructures de base dans l'ensemble des cinq régions du pays. Chaque microprojet aura un financement d'environ 40 000 \$ EU.

Les impacts et risques de cette première composante ne sont pas pris en compte dans le présent CGES, car son CGES reste toujours en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et ses documents de sauvegardes environnementale et sociale dérivés sont déjà élaborés et cours de mise en œuvre.

2. Composante 2 : « Filets sociaux productifs », anciennement connue sous le nom de la composante « Amélioration de l'accès des plus pauvres aux filets sociaux, 15 millions \$ EU », prend en compte deux sous-composantes :

- sous-composante « Expansion des transferts monétaires » et

- sous-composante « Inclusion économique ».

La composante « Amélioration de l'accès des plus pauvres aux filets sociaux, 15 millions \$ EU », a pour objectif de soutenir un meilleur accès des communautés et des ménages les plus pauvres du Togo aux filets sociaux (cantines scolaires et transferts monétaires) et comportait deux sous-composantes :

- Sous-composante 2.1: Cantines scolaires (5 millions \$ EU). Cette Sous-Composante entend accroître l'accès de près de 45 000 élèves de 164 écoles des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers (quotidiens) pendant deux années scolaires, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention des élèves dans les écoles des zones ciblées.

- Sous-composante 2.2: Transfert monétaire (10 millions \$ EU). Cette sous-composante a pour objectif d'accroître le revenu et la consommation de 40 000 ménages ciblés pendant deux ans pour un montant mensuel de 5 000 FCFA par mois qui sera l'équivalent de celui offert par le programme pilote. Le ciblage respectera les modalités de la Stratégie nationale de ciblage adoptée par le Gouvernement et ses partenaires en décembre 2015 et qui prévoit un ciblage communautaire complété par un test multidimensionnel des moyens d'existence [Proxy means test/PMT]. Cette approche permettra de confirmer l'éligibilité des ménages sélectionnés par les communautés.

3. Composante 3 : « Addition du développement d'un programme national de protection sociale », anciennement connue sous le nom de la composante « Renforcement des capacités et gestion de projet » (6,0 millions \$ EU). Elle va concerner exclusivement « les formations en développement d'affaires et coaching », afin de permettre aux bénéficiaires de disposer des capacités pour entreprendre ou étendre leurs activités génératrices de revenus (AGR)

Initialement, cette composante avait deux composantes :

- Sous-composante 3.1: Formation en gestion à la base (FGB). Cette sous-composante appuiera la conduite de la FGB pour préparer les communautés bénéficiaires pour la mise en œuvre de leurs sous-projets.

Le paquet FGB fut actualisé par l'introduction d'un module sur les filets sociaux qui a été dispensé aux communautés participant à la Sous-Composante de transferts monétaires.

- Sous-composante 3.2: Appui au système de filets sociaux. Cette Sous-Composante devra contribuer au déploiement de la stratégie nationale de ciblage, non seulement puisqu'il est l'un des premiers projets à l'appliquer, mais également grâce à la fourniture de l'assistance technique nécessaire à la préparation des instruments permettant de traduire cette stratégie en action. La Sous-composante devra financer également l'assistance technique nécessaire pour la création d'un registre social national.

Le résultat de la mission sera le produit livrable à savoir le document-cadre qui servira d'orientation en matière de gestion environnementale et sociale, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de filets Sociaux et de Services de Base additionnel.

3. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

A partir de l'actualisation du CGES du Projet FSB, des leçons apprises de sa mise en œuvre, y compris de la mise en œuvre des outils développés (tels que les plans-types de gestion environnementale et sociale, le mécanisme de gestion des plaintes, etc.), les prestations attendues dans le cadre du CGES du Projet de Filets Sociaux et Service de Base et additionnel, sont les suivantes:

- Identifier, évaluer, et mesurer si possible l'ampleur des impacts potentiels et les risques environnementaux et sociaux dans les zones d'intervention du Projet FSB-Financement additionnel;
- Proposer une grille environnementale et sociale préliminaire ou valider celle existante contenue dans le document CGES du Projet FSB (tirant leçons de son utilisation dans le cadre du Projet FSB), si elle est pertinente, pour aider à déterminer les impacts environnementaux et sociaux potentiels négatifs et les risques relatifs à l'exécution du Projet.
- Faire une proposition de liste de contrôle environnemental et social des impacts génériques et des mesures directes et indirectes de réduction de ces impacts et risques ;
- Porter un regard, tout comme dans le cadre du document CGES du Projet FSB, sur la capacité des Antennes d'exécution à contrôler les questions environnementales et sociales du projet et proposer des mesures de renforcement de leur capacité, qu'elles soient de type institutionnel ou relatives à la formation technique, ou encore d'assistance technique ;

4. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif principal de la présente mission est de préparer le document de sauvegarde environnementale et sociale, additionnel conformément aux politiques OP/BP 4.01 des procédures de la Banque mondiale, dont le déclenchement est anticipé dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base (P157038). A travers la révision du document CGES du Projet FSB, il s'agira d'identifier et analyser les impacts environnementaux et sociaux potentiels de la mise en œuvre du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base additionnel.

Dans le but de respecter les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, une évaluation environnementale et sociale sommaire incluant un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre de l'inclusion financière intégrant les activités génératrices de revenus et des transferts monétaires qui nécessitent des renforcements de capacités en développement d'affaires (FoDA).

De façon spécifique, il s'agira de :

(i) Vérifier si le mécanisme pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels (incluant les impacts sur la santé publique) des types d'activités génératrices de revenus pouvant être financées dans le cadre du Projet de Filets Sociaux et de Services de Base additionnel, ainsi que les risques et impacts liés à la mise en œuvre des transferts monétaires sont établis ;

(ii) (ii) voir si les mesures de suivi et d'atténuation à prendre pour soit éliminer les impacts environnementaux et sociaux adverses, soit pour les porter à des niveaux acceptables sont définies ; et ;

(iii) Définir enfin, les modalités institutionnelles pour la mise en œuvre du CGES pour le Projet FSB additionnel. Le CGES devra définir les exigences en matière de suivi-évaluation des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, en rapport avec le processus de suivi-évaluation global des activités du projet.

Ces exigences comprennent: i) l'inscription d'une série d'indicateurs à suivre; ii) les méthodes d'évaluation à utiliser, leur fréquence ainsi que l'identification des responsabilités en matière de qui devrait entreprendre de telles activités de suivi-évaluation; iii) l'identification de toute vérification ou audit à entreprendre par une tierce partie externe; et iv) veiller à ce que les évaluations de performances des mesures de sauvegarde soient incluses dans les activités de suivi-évaluation du projet et les audits. Les propositions pour l'actualisation du CGES du Projet FSB additionnel, devront tenir compte à la fois de la réglementation nationale et des directives de la Banque mondiale en la matière.

5. EXIGENCE POUR LA MISSION

Le Personnel en charge d'actualisation devra se familiariser avec les documents relatifs aux politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et devra s'assurer que le travail demandé est effectué conformément à toutes les dispositions indiquées dans les directives Politique Opérationnelle (PO) 4.01 et ses règles relatives aux Procédures de la Banque. Le CGES évaluera l'applicabilité des politiques opérationnelles de la Banque mondiale au Projet de Filets Sociaux et Services de Base additionnel notamment sur le PO/PB 4.01 Évaluation environnementale, y compris la participation du public.

Certaines activités du projet FSB-Financement additionnel pourraient nécessiter l'application de directives opérationnelles comme par exemple la PO/PB 4.01. Le document CGES, pour le projet FSB-Financement additionnel devra donc inclure une procédure d'analyse et de tri qui déterminera, pour chaque activité proposée (i) quelles directives opérationnelles de la Banque pourraient être applicables et (ii) quels niveaux et types d'analyses environnementales sont requises (par exemple une évaluation environnementale complète (EE) contenant un plan de gestion environnementale (PGE), un PGE seulement, ou une simple application de bonnes pratiques de mise en œuvre de ces activités. Le Personnel en charge de l'actualisation devra par ailleurs décrire les arrangements institutionnels de mise en œuvre du CGES en clarifiant les rôles et responsabilités des Antennes régionales et de toutes autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du Projet FSB additionnel. Il s'agit en l'occurrence, d'identifier les acteurs et entités impliqués dans chacune des étapes : tri, sélection, catégorisation environnementale de l'activité, préparation et approbation des TDR et des rapports d'EIES simplifiées, mise en œuvre, suivi et évaluation des PGES etc.

6. PROFIL DU PERSONNEL EN CHARGE DE L'ACTUALISATION

Pour l'exécution de la présente mission, les membres du personnel en charge de l'actualisation devront justifier des qualifications et expériences ci-après :

Être titulaire d'un diplôme de Bac+5 (Master ou Diplôme d'Etude Approfondie) en gestion environnementale et sociale, ingénierie environnementale et sociale, Aménagement et gestion de l'environnement, ou tout autre diplôme jugé équivalent.

Justifier d'une expérience solide d'au moins dix (10) ans dans la préparation de document de gestion des impacts environnementaux et sociaux des projets de développement (Cadre de gestion environnementale et sociale, Evaluation d'impact environnemental, Cadre de Politique de recasement des personnes, etc.) ;

Justifier d'une excellente connaissance des politiques de la Banque mondiale en matière de sauvegardes environnementales et sociales ;

Justifier d'au moins deux missions similaires sur des projets sous financements des bailleurs de fonds similaires à la Banque mondiale (Banque africaine de développement, Union Européenne, etc.) en qualité de consultant principal et/ou associé.

La réalisation d'une mission similaire dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale serait un atout.

7. DUREE DE LA MISSION

La mission d'actualisation devra se dérouler impérativement de mi-mars à mi-avril et l'évaluation du CGES devra se tenir au plus tard le 16 avril 2021 et le document validé transmis au plus tard le 19 avril 2021 à la Banque Mondiale. L'atelier de validation du document cadre sera organisé par l'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE).